

**M^{me} Thatcher
en ballottage**

Le premier ministre britannique, M^{me} Margaret Thatcher est fidèle à elle-même : bien que les pronostics lui soient à présent très défavorables, elle a choisi de se battre jusqu'au bout plutôt que de perdre le match par abandon. Il lui a manqué quatre voix pour être réélue, mardi 20 novembre, à la tête des Tories, et donc du gouvernement.

Ce n'était certes qu'un premier tour de piste au sein du groupe conservateur à Londres, elle est arrivée largement en tête et tout est encore possible. Mais « Maggie » ne devait pas être d'une humeur particulièrement joviale au dîner de gala donné à Versailles en l'honneur des trente-quatre participants au sommet de la CSCE.

Avec son aplomb habituel, elle assure, bien entendu, qu'elle n'a pas l'intention de commencer à rédiger ses Mémoires, mais au fond d'elle-même cette femme, leader du Parti conservateur depuis quinze ans et premier ministre depuis onze ans, doit quand même se demander si l'heure de la démission ne va pas bientôt sonner. Les amis de M. Michael Heseltine, son grand rival, affichent en tout cas une belle sérénité en prévision du second tour, prévu pour le 27 novembre.

L'ANCIEN ministre de la défense a pris le relais de l'offensive lancée le 1^{er} novembre par Sir Geoffrey Howe. Membre des différents cabinets de M^{me} Thatcher depuis 1979, l'ancien secrétaire au Foreign Office a décidé, « avec plus de tristesse que de colère », de démissionner, estimant qu'il ne pouvait plus servir « avec honneur » un gouvernement avec lequel il était en désaccord sur la politique européenne. Ce départ brutal et l'appel à la rébellion de celui qui fut « un fidèle parmi les fidèles » ont donné des ailes à ceux des adversaires du premier ministre qui, jusque-là, n'avaient pas osé élever la voix.

APRÈS avoir donné d'indéniables résultats, le libéralisme qu'elle a prôné et pratiqué avec une indomptable énergie pendant plus de dix ans s'essouffait rapidement, avec notamment une inflation à deux chiffres. M. Heseltine est moins dogmatique. Il a senti que les Britanniques n'acceptaient plus une politique laissant tomber des pans entiers de leur industrie et qu'une certaine intervention de l'Etat dans l'économie s'imposait pour éviter des ravages. Bref, il se veut le champion d'un conservatisme plus social, et sur l'avenir de la CEE il n'exclut pas complètement, à terme, une monnaie unique.

La controverse sur l'économie et sur l'Europe ne suffit pas à expliquer les déboires de M^{me} Thatcher. Au vu des sondages, les députés conservateurs sont en droit d'appréhender des élections législatives qui pourraient avoir lieu dès l'année prochaine. Les travaillistes caracolent en tête et deux électeurs sur trois souhaitent le départ du premier ministre. De nombreux parlementaires Tories ont été élus à une très faible majorité et ont une peur bleue, compte tenu de l'ambiance « fin de règne » actuelle, de perdre leur siège. Ces députés inquiets ont grossi récemment les rangs des frondeurs, qui pensent que les chances de limiter les dégâts sont plus grandes « sans Maggie » qu'« avec Maggie ».

Lire page 3 l'article de notre correspondant à Londres DOMINIQUE DHOMBRES.

M 0147-11220-5.00 F

**La signature de la «Charte de Paris pour une nouvelle Europe»****La CSCE salue la fin de «l'ère de l'affrontement et de la division»**

Saluant la fin de l'ère de l'affrontement et de la division, les trente-quatre chefs d'Etat et de gouvernement d'Europe et d'Amérique du Nord ont signé, mercredi matin 21 novembre, la «Charte de Paris pour une nouvelle Europe». Elle définit les principes de la coopération entre les pays membres et les nouvelles institutions de la CSCE. Ce document expose

Après la longue litanie des discours publics, les dirigeants des trente-quatre pays membres de la CSCE se sont retrouvés, mardi 20 novembre, pour une discussion à huis clos qui, prévue pour durer une heure trente, a tourné court au bout d'une demi-heure. Lassitude, ou difficulté de tenir à trente-quatre une conversation à bâtons rompus?

Profitant du passage d'un ange, le président Bush a esquivé et la séance fut levée. On avait évité une discussion générale sur le Golfe, à laquelle les quelques «Grands» parmi les trente-quatre ne tenaient sans doute pas.

Mais, en quelques brèves interventions, dont celles de MM. Koivisto (Finlande), Martens (Belgique) et Havel (Tchécoslovaquie), les conclusions

essentielles de ce sommet de Paris avaient été dégagées : le grand danger qui menace l'Europe, c'est celui de la disparité économique Est-Ouest, et la partie nantie du continent doit s'apprêter à faire face à une nouvelle et massive vague d'immigration.

Cette question des déplacements prévisibles de populations dont le niveau de vie se dégrade et qui jouissent désormais ou vont jouir de la liberté de circulation sans suppléant, dans les interventions, le problème des minorités nationales.

S'agissant de celles-ci, la CSCE ne peut répondre que par l'énoncé - déjà fait à Vienne - de leurs droits légitimes et par le projet, lancé par la France, de créer un mécanisme d'arbitrage qui tenterait d'éviter que des

situations de tension ne dégénèrent en crise ouverte.

Le président de la Confédération helvétique, M. Arnold Koller, dont le pays accueillera l'été prochain un forum de la CSCE sur les minorités nationales, a particulièrement insisté sur la nécessité de permettre ainsi à tout Etat aux prises avec ce type de tensions de recourir à un tiers.

Mais c'est sur leurs difficultés économiques qu'ont insisté tous les dirigeants des pays de l'Est, et c'est en elles qu'ils voient le ferment non seulement des déstabilisations sociales et politiques, mais de mouvements nationalistes incontrôlés.

CLAIRE TRÉAN

Lire la suite page 3
et nos autres informations page 42

Les revendications salariales**Deux grèves annoncées dans la fonction publique**

Estimant insuffisantes les augmentations de traitement décidées par le gouvernement, les syndicats de fonctionnaires ont lancé deux appels à la grève : FO et la CGT pour le 30 novembre, les autres centrales pour le 7 décembre. M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, a annoncé le 20 novembre que l'ensemble des traitements seront revalorisés de 1,3 % à compter du 1^{er} décembre, ce qui porterait à 5,9 % la hausse du salaire moyen en 1990.



Lire l'article de JEAN-MICHEL NORMAND
et VALÉRIE DEVILLECHABROLLE page 31

Le dilemme du roi Fahd

L'Arabie saoudite souhaite le renversement de M. Saddam Hussein mais ne veut pas trop affaiblir son voisin

M. Bush était attendu, mercredi 21 novembre, en Arabie saoudite. Après avoir passé la nuit à Djeddah, il devait se rendre jeudi à Dahrân à l'occasion du «Thanksgiving day», qu'il passera avec les forces américaines.

DAHRÂN

de notre envoyée spéciale

A trois cents kilomètres au sud de la frontière koweïtienne, Dahrân et sa région pétrolière, la plus riche d'Arabie saoudite, présentent un double aspect. D'un côté, celui d'une ville de garnison avec des militaires omniaiprésents et, de l'autre,

celui d'une cité paisible où la vie et les affaires se poursuivent comme si de rien n'était et où les familles, évacuées en août, sont maintenant revenues.

L'imposant déploiement des forces qui s'y sont implantées, d'abord et officiellement pour la défense du royaume, a largement rempli sa tâche et rassuré tout le monde, et cet aspect de la crise semble aujourd'hui presque oublié, le problème étant dorénavant la reconquête du Koweït.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite page 6
ainsi que l'enquête de CORINE LESNES,
«Sourciers d'otages», page 7

Jours amers à Matignon

Les amis de M. Michel Rocard ont le sentiment que le premier ministre s'est fait voler son succès contre la censure

par Alain Rollat

Il y a des jours, comme cela, dans la vie d'un premier ministre, où il ne faut surtout pas s'interroger sur la cohérence des choses. Souriant, l'air détaché, Michel Rocard salue le premier ministre norvégien, qui quitte son bureau. C'est un après-midi très nordique.

Il bruite sur le parc de l'hôtel Matignon, en ce mardi 20 novembre. Le visiteur suivant sera le chef du gouvernement suédois. Puis, il faudra se préparer à rejoindre le président de la République pour le dîner donné au château de Versailles, en l'honneur des sommités réunies

par le sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Ce sera une soirée très grand siècle, avec la participation des étoiles de l'Opéra de Paris et la complicité musicale de Tchaïkovski. Michel Rocard fait son métier.

Dehors, rue de Varenne, les CRS ont reçu l'ordre de prendre leurs boucliers. Un de leurs cars manœuvre pour barrer la chaussée. Monôme lycéen en vue? Non, on signale simplement la présence de manifestants imprévus. Des kinésithérapeutes en colère, dit-on. M. Rocard, silencieux, a l'esprit ailleurs. Ses conseillers aussi.

Lire la suite page 10

Médicaments trop coûteux

Un décret va modifier les conditions de remboursement page 11

L'argent du football

A Bordeaux, les fils de M. Claude Beze entendus par la police page 11

L'avènement d'Akihito

Au Japon, des cérémonies religieuses controversées page 4

ÉDUCATION**Onde de choc dans les lycées**

Après un mois d'agitation, qui sont les perdants de l'épreuve? Le tableau noir des écrivains

Des enseignants écrivent. Des écrivains enseignent. Les prix littéraires les rapprochent. pages 13 et 14

ILE-DE-FRANCE

Le déménagement du Conservatoire national de musique • Un nouveau pont entre la gare de Lyon et la gare d'Austerlitz • Réouverture de la Grande Ceinture à l'Ouest. page 35

«Sur le vif» et le sommaire complet se trouvent page 42 - section D

**Le Monde
L'ÉDUCATION**

ENQUÊTE

NOVEMBRE 1990

**LES LYCÉES
DANS L'ŒIL DU CYCLONE**

Egalement au sommaire :

- ÉVALUATION : LES FORMATIONS D'ASSISTANTES SOCIALES
- UNIVERSITÉS : DES BIBLIOTHÈQUES POUR L'AN 2000
- INTERVIEW : MONIQUE VUAILLAT, LE SNES DE A à Z

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Corse : le statut et le «peuple»

L'Assemblée nationale devait commencer, le 21 novembre, l'examen du projet de loi prévoyant un nouveau statut pour la Corse. La plupart des députés du RPR et de l'UDF s'opposent vivement à ce projet qui, selon eux, menace l'intégrité de la République.

La notion de «peuple corse» au centre du débat, par JEAN-LOUIS ANDREANI

L'histoire d'une revendication, par PAUL SILVANI

«Débats»

«Pauvre France!», par NICOLAS ALFONSI

«Il faut réformer la Constitution», par LOUIS FAVOREU

«Fausse tempête pour un vrai peuple», par ANDRÉ DEMICHEL

Lire page 2

ÉTRANGER

... Le Monde • Jeudi 22 novembre 1990 3

GRANDE-BRETAGNE : l'élection à la tête du Parti conservateur

Le second tour de scrutin entre M^{me} Thatcher et M. Heseltine s'annonce très serré

M^{me} Margaret Thatcher a obtenu, mardi 20 novembre, les suffrages de 204 des 372 députés conservateurs. C'était plus que la majorité simple, mais ce n'était pas suffisant pour gagner au premier tour, les règles du parti exigeant un écart d'au moins 15 % entre le vainqueur et le vaincu, soit 56 voix. 152 suffrages se sont portés sur son concurrent, M. Michael Heseltine. Cette différence de 52 voix est donc, insuffisante, et un second tour aura lieu mardi prochain 27 novembre. La majorité simple suffira cette fois. Seize parlementaires seulement se sont abstenus.

LONDRES

de notre correspondant

Il n'en est fallu de quatre voix seulement pour que M^{me} Thatcher ne l'emporte dès le premier tour. Mais la dynamique de cet extraordinaire affrontement pour la direction du Parti conservateur, et donc pour le poste de Premier ministre, pour des raisons de « *chance* », son ancien ministre de la défense, M. Michael Heseltine, M^{me} Thatcher n'a encore été humiliée. Elle court le risque, le 27 novembre, d'être battue en ras campagne.

Arithmétique, M^{me} Thatcher devra gagner au second tour. Avec 55 % des suffrages contre 41 % à M. Heseltine, elle est évidemment la mieux placée. Mais le climat a radicalement changé avec cette défaite, la première depuis onze ans, de la « Dame de fer ». Un tabou est tombé, et ses adversaires ont flairé le goût du sang. Dans un vote secret à répétition de cette nature, celui qui a le vent en poupe a évidemment un avantage. Il suffisait d'ailleurs de comparer, mardi soir, les scènes très différentes qui avaient lieu à Paris et à Londres.

Un duel à mort

Quelques minutes à peine après l'annonce du résultat, M^{me} Thatcher surgissait en trombe et à l'improviste sur le perron de l'ambassade de Grande-Bretagne, prenant quasiment de court le correspondant de la BBC. Elle avait consulté personne, pas même le secrétaire au Foreign Office, pourtant présent dans le même bâtiment, avant de faire une courte déclaration. « Je suis naturellement très heureux d'avoir obtenu plus de la moitié des voix du groupe parle-

mentaire conservateur, mais déçu que cela ne soit pas suffisant pour gagner au premier tour. Je confirme donc mon intention de me présenter au second tour », disait-elle. Et aussitôt, elle remontait les marches de l'ambassade, protégée de toute question par l'imposante caravane de son fidèle porte-parole Bernard Ingham.

Les questions étaient certes désagréables, mais il aurait quand même été utile de savoir pourquoi elle se décidait aussi vite, sans laisser le temps de la réflexion aux grands barons du parti. Il lui aurait alors fallu avouer qu'elle ne voulait pas donner à ces derniers l'occasion de s'exprimer. Peut-être lui auraient-ils suggéré, au nom de l'intérêt supérieur du parti — qui est de gagner les prochaines élections générales — de jeter l'éponge et de laisser un candidat plus consensuel, en tout cas moins controversé, tel que M. Douglas Hurd, tenter sa chance au second tour.

Mépris pour l'Establishment

M. Hurd n'avait donc plus le choix. L'air sombre, il est venu un peu plus tard déclarer sur le perron qu'il « continuait d'accorder son soutien complet au Premier ministre » et qu'il « était désolé que cette lutte inutile et destructrice soit prolongée de cette façon ». Pourtant, il n'aurait-il pas dû dire autre chose ? Et puis l'un et l'autre sont allés assister à la soirée de gala célébrant à Versailles, la conférence sur la sécurité en Europe. Bien élevés, les autres convives n'ont fait aucune allusion à ce scrutin décevant. Mais l'impression d'ensemble était celle d'une porte de bunker brutalement refermée.

Tout autre était l'atmosphère devant le domicile londonien de M. Heseltine, dans le quartier de Battersea. Flanqué de ses deux fils, qui lui donnaient déjà quelques des allures de Premier ministre, de sa femme et de ses trois enfants, « *Turians* », comme il est surnommé ici par la presse populaire, était accueilli par des vivats. Il se disait « *submergé de gratitude* » à l'égard de ses collègues des Communes qui lui ont accordé « *un large* » leurs voix, et se portait lui aussi candidat au second tour.

Le décor est donc en place pour un duel à mort. M^{me} Thatcher a précipitamment coupé court aux rumeurs sur un possible abandon de son poste, et s'est ainsi les mains d'autres candidats éventuels au sein de son gouvernement. Confronté à son style, elle a tranché sur-le-champ, sans demander l'avis de personne. C'est un argument de plus pour M. Heseltine, qui l'ac-

cuse de ne plus respecter la tradition britannique selon laquelle les décisions sont prises collectivement par le cabinet.

L'autre prétendant possible à sa succession, le chancelier de l'Échiquier John Major, qui a présenté une grave rage de dents pour rester silencieux ces derniers jours, n'avait plus, lui aussi, qu'à déclarer devant les caméras de télévision qu'il n'était pas question qu'il se présente contre M^{me} Thatcher. M^{me} Hurd et Major avaient mis leur signature au bas du formulaire de candidature de M^{me} Thatcher. Il ne leur est donc pas possible d'entrer dans la course si elle y demeure.

La situation semble donc verrouillée. Certains estiment pour-



(The Independent du 21 novembre)

tant que les circonstances sont tellement exceptionnelles que rien n'est désormais exclu. Les candidatures pour le deuxième tour doivent être déposées avant jeudi midi. Une députation des grands dignitaires tories, conduite par exemple par le comte Whitelaw, vice-président du parti, pourrait-elle faire revenir M^{me} Thatcher sur sa décision de se présenter malgré son demi-échec au premier tour ? C'est le scénario que l'on appelle ici « *la visite des hommes en costume sombre* ».

Il a été joué pour convaincre Harold Macmillan de démissionner, en octobre 1963, lors de l'affaire Profumo. Mais les temps ont changé, et M^{me} Thatcher n'est pas Macmillan. Elle n'a pas les manières patriciennes de ce dernier. Elle n'a d'ailleurs que mépris pour les façons de l'Establishment, auquel, en tant que fille de l'épicière de Grantham, elle n'a jamais appartenu. Il n'est pas question par exemple pour elle de délayer avec l'élégance lors des grandes occa-

sions, ni de se moquer doucement d'elle-même au nom de l'humour traditionnel. Si les barons du parti viennent la voir en apportant un verre de whisky et un joli pistolet à manche de nacre, elle boira le whisky, puis elle les descendra l'un après l'autre avec le pistolet, raconte en riant un de ses partisans.

La perspective des grandes échéances

Les sondages donnent actuellement les travaillistes largement vainqueurs, avec une avance de dix à quatorze points, en cas d'élections générales. Cet écart serait réduit à quelques points, voire renversé d'un point ou deux au profit des conservateurs si M. Michael Heseltine devenait leur leader à la place de M^{me} Thatcher. Tel est l'argument qui risque de peser lourd dans les réflexions des députés tories, dans les jours qui viennent, au profit de l'ancien ministre de la défense. Les parlementaires conservateurs sortants savent, pour beaucoup d'entre eux, que leur réélection serait mieux assurée par « *Tarzan* » que par « *Maggie* ».

La loyauté des fidèles aux onze années écoulées sous sa bannière jouent peu dans un scrutin secret. M^{me} Thatcher a su cultiver la camaraderie de groupe au Parlement. Elle a eu des favoris. Elle s'est crée beaucoup d'ennemis. Mais elle n'a guère de véritables amis dans son propre parti.

M. Heseltine a accédé d'un seul coup, un peu comme M. Mitterrand après avoir mis le général de Gaulle en ballottage en 1965, à la stature d'homme d'Etat par le seul fait d'avoir fait trébucher la « Dame de fer ». Il joue désormais sur le registre de la dignité et de la responsabilité, s'efforçant de se présenter comme l'héritier du thésaurier, et évitant toute attaque personnelle.

Les travaillistes, quant à eux, ont adopté, comme ils y ont intérêt, un profil bas. M^{me} Kinnock a déposé une motion de censure aux Communes, tout en espérant secrètement que M^{me} Thatcher l'emporte sur M. Heseltine. Il a en effet plus de chances de battre la première que le second. Le débat sur cette motion de censure, jeudi 22 novembre, permettra à M^{me} Thatcher d'apparaître, peut-être pour la dernière fois, dans son rôle de chef du gouvernement. Étrange motion de censure, entend-on dire ici, déposée par l'opposition pour permettre au leader de la majorité de briller.

DOMINIQUE DHOMBRES

POLOGNE : la campagne présidentielle

L'ascension avortée du troisième candidat

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

Au début, Stanislaw Tyminski, sa fortune au Canada, ses aventures en Amazonie et sa femme péruvienne ont amusé. L'image du Polonais d'origine modeste qui, vingt ans après avoir quitté son pays, y revenait à l'âge de quarante-deux ans, auréolé de réussite sociale en Occident, pour briguer la présidence de la République, introduisait la petite touche de folklore indispensable à une vraie campagne électorale. Puis, lorsque dans les sondages, il s'est mis à décrocher du peloton des petits prétendants au titre, on a commencé à regarder de plus près cet exotique « *candidat indépendant* » qui arpentait le pays en tous sens, en comparant la situation économique de la Pologne à celle du Pérou.

Depuis quelques jours, « *Stan* » Tyminski ne fait plus rire. L'exotisme a tourné à la farce tragique, tandis que les états-majors électoraux assistaient, médusés, à l'impuissance saugrenue dans le duel Waleśa-Mazowiecki de ce troisième homme qui ne recule devant rien pour rentrer dans le jeu, voire même le dépasser, puisqu'un sondage officiel non publié est arrivé à lui donner une légère avance sur le premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki (21 % des intentions de vote, contre 28 % à M. Lech Waleśa et 17 % au premier ministre).

Imposteur de bas étage

En fait, la panique aura été de courte durée. Car, mardi 20 novembre, le candidat Tyminski a lamentablement brisé ses dernières cartouches après avoir fait progressivement monter la tension depuis le week-end. Samedi, au cours d'un meeting en province, il accuse le premier ministre de « *trahison nationale* ». Dimanche, tous les médias en parlent. Lundi, M. Tyminski réitère son accusation et promet d'apporter des preuves la semaine à la télévision. Le moment venu, d'un ton grave et solennel, il lit des extraits d'une directive du Premier Ministre sur les privatisations et en sort des chiffres ridiculement bas qui sont, affirme-t-il, les prix dérisoires auxquels, pour accélérer les privatisations, le gouvernement sacrifie au capital étranger les grandes entreprises nationales. Ce document, promet-il, sera distribué mardi matin lors d'une conférence de presse.

Mardi matin, point de document. Pressé de questions par des journalistes qui ont découvert que cette directive, loin d'être explosive, avait été distribuée en cinq cents exemplaires au Parlement en octobre et que les chiffres chers ne constituaient pas le prix de vente mais le chiffre d'affaires annuel des entreprises en question, M. Tyminski perd de sa superbe, ne parle plus par peur des poursuites judiciaires de « *trahison* » mais d'« *ignorance des intérêts de l'Etat* ». Il affirme être en possession d'autres documents mais ne

les montre pas davantage, tente un autre scandale en lisant l'extrait d'un texte de M. Mazowiecki prononcé en 1953 la participation des catholiques à la vie de l'Etat... Las ! l'affaire est déjà connue, et M. Mazowiecki s'en est expliqué.

Sous le feu des questions, l'héroïque candidat indépendant se transforme en imposteur de bas étage, sa fortune au Canada se résume à une entreprise Transaction Ltd dont personne n'a jamais entendu parler, le Parti libéral qu'il dirige à Toronto n'a récolté que 0,3 % des voix aux dernières élections, on ne trouve trace d'aucune action qu'il ait pu entreprendre pour la Pologne depuis l'étranger pendant les années sombres. Il fait preuve d'une ignorance affligeante de la classe politique polonaise, confondant le président de la Diète et celui du Sénat, et se montre incapable de retenir le nom du ministre de l'Intérieur, M. Kozłowski, qu'il appelle « *Kozłowicz* ».

Une extraordinaire biographie

Des journalistes lui demandent s'il a collaboré avec les services secrets de la Pologne communiste, quelles sont ses relations avec le cartel de Medelin, s'il accepterait de se soumettre à un examen psychiatrique... Aucune de ces questions ne paraît l'étonner.

Plus d'un élément de son extraordinaire biographie — résumée sur un dépliant par une signature célèbre de l'ancienne presse communiste — intrigue, ne serait-ce que le fait qu'il ait pu quitter le pays en 1969 pour la Suède avec un simple visa touristique et rester en Occident sans jamais demander l'asile politique ni perdre sa nationalité. On ne s'explique guère mieux comment il a réussi à réunir en dix jours les 100 000 signatures nécessaires au dépôt de sa candidature à l'élection présidentielle.

Le mythe Tyminski s'est écroulé, mais pendant quatre jours cruciaux à ce stade de la campagne, il aura occupé le devant de la scène politique, grignotant l'électorat de M. Waleśa et M. Mazowiecki. Mardi soir, un conseiller de M. Waleśa estimait qu'en insultant M. Mazowiecki, M. Tyminski avait choqué les électeurs et donc perdu ceux qu'il avait gagnés. A la télévision, un ami de M. Mazowiecki, M. Marcin Król, demandait si le cas de M. Tyminski relevait davantage du psychiatre ou du procureur.

Reste de cette rocambolesque affaire un léger malaise, celui de l'ascension d'un inconnu « *apollin* » qui a rempli les salles de meeting en faisant campagne pour l'argent valeur suprême et contre le plan de réforme économique radical de M. Balcerowicz, dont sont esclaves, dit-il, les candidats Waleśa et Mazowiecki.

SYLVIE KAUFFMANN

GRÈCE : malgré sa réélection à la tête du parti

M. Papandréou est de plus en plus contesté par les « *renovateurs* » du PASOK

ATHÈNES

de notre correspondant

Chassés du pouvoir en juin 1989, à la suite d'une série de scandales, puis battus aux législatives de novembre 1989 et d'avril 1990, les socialistes du PASOK (mouvement socialiste panhellénique), dirigés par M. Andreas Papandréou, sont à la recherche d'une nouvelle crédibilité.

Les élections locales des 14 et 21 octobre ont confirmé cette stagnation du PASOK, désormais deuxième parti du pays, malgré une rentrée sociale marquée par de multiples grèves contre les mesures impopulaires prises par le gouvernement conservateur de la Nouvelle démocratie engagé dans la difficile relance d'une économie à bout de souffle.

La chute du PASOK tient pour beaucoup à la baisse de popularité de son chef, M. Andreas Papandréou, qui est maintenant ouvertement contesté au sein de son parti. Agé de soixante et onze ans, il a refusé de comparaître, le 22 novembre, devant le juge d'instruction chargé du scandale provoqué par le banquier Georges Kotsakos, accusé d'avoir détourné 230 millions de dollars. M. Papandréou et quatre de ses anciens ministres (dont deux sont actuellement en détention provisoire) ont été impliqués dans cette affaire qui a éclaté au cours de l'été 1988 et qui devait sonner le glas du « *socialisme à la grecque* ».

Le leader socialiste fut réduit sans problème à la tête du PASOK

en septembre dernier, lors du deuxième congrès du parti, qu'il fonda en septembre 1974. Mais les « *renovateurs* », comme on les appelle à Athènes, ont néanmoins marqué des points. Ancien ministre de l'économie et chef de file de ce courant contestataire, M. Costas Simitis est monté au créneau contre M. Papandréou en dénonçant tous « *les passages clandestins sans idéologie* » et « *les voleurs* » qui faisaient partie du « *train-PASOK* ».

Le mouvement renovateur est sorti particulièrement renforcé de ce congrès au détriment des « *avancés* », le courant « *populiste* » regroupé autour du groupe de presse des frères Kouris, qui possèdent trois quotidiens, une station de radio et une chaîne de télévision, et qui soutiennent aveuglément M. Papandréou.

Une opposition structurée

Fort de sa réélection, le dirigeant socialiste, connu pour son penchant autoritaire, a imposé au cours de la première séance du comité central, le 1^{er} novembre, son poulain, M. Akis Tsohatzopoulos (cinquante et un ans), au poste de secrétaire général, nouvellement créé. Cette élection, qualifiée de « *victoire à la Pyrrhus* » par les commentateurs grecs, a été acquiescée à l'issue d'une rude bataille dans laquelle M. Papandréou a dû s'engager de tout son poids.

M. Pankévas Avgerinos, connu pour son intégrité et son dévoue-

ment à la cause du parti, élu en tête des membres du comité central, a osé braver l'autorité de M. Papandréou en se présentant contre M. Tsohatzopoulos, obtenant un score plus qu'honorable. Cette élection a mis pour la première fois en lumière l'existence d'une opposition structurée au chef historique du PASOK. L'élection du nouveau bureau exécutif a confirmé cette tendance, et M. Simitis est arrivé largement en tête, suivi par d'autres renovateurs.

Tant au comité central qu'au bureau exécutif, il est clair maintenant que bon nombre de cadres socialistes sont décidés à imposer, le plus rapidement possible pour certains, une nouvelle image au PASOK afin de redorer le blason des socialistes. La réunion, dimanche 11 novembre, du nouveau bureau a été l'occasion pour M. Papandréou de tenter de recoller les morceaux. Il a accepté la mise en place d'une direction collective. Le prochain comité central se tiendra les 24 et 25 novembre et doit élire six secrétaires de commission qui « *encadreront* » M. Tsohatzopoulos. Ce qui est en jeu, a déclaré M. Papandréou, c'est « *la renaissance du PASOK* », la réflexion sur un « *nouveau discours politique* » qui sera formulée lors des assises nationales du parti en juin 1991.

DIDIER KUNZ

A TOUCH OF FRED

Pavé or jaune et brillants.
Clips orales : 26 350 F
Bracelet : 112 250 F
Bague : 17 600 F

6, rue Royale, Paris 8^e - 42.60.30.65
Le Claridge, 74, Champs-Élysées • Hôtel Nédon • Espace
Galerie Lafayette • Paris • Aéroport d'Orly • 92, rue Eugène
Colas, Deauville • 21, boulevard de la Croisette, Cannes •
Hôtel Loews, Monte-Carlo • 20, rue du Marche, Genève
Beverly Hills • Houston.

FRED JOAILLIER

Georges Valère

FRANCE ALLEMAGNE

Le roman de la guerre

ASIE

JAPON

L'empereur Akihito fête son « deuxième avènement »

Seconde phase de l'avènement de l'empereur Akihito, le rite de la « Grande Fête des Premières » (Daijôsai), qui se déroule dans la nuit du 22 au 23 novembre, soulève de nombreuses polémiques. Rite du culte shintoïste (religion première du Japon), le Daijôsai est clairement de nature religieuse. Le caractère de « cérémonie publique de la famille impériale » qui lui est néanmoins

donné contrevient au principe de séparation de la religion et de l'état stipulé par la constitution.

La Grande Fête des Premières sera financée par le budget de l'État (2,5 milliards de yens) et se déroulera en outre en présence du premier ministre et des représentants des corps constitués.

Les églises chrétiennes ont dénoncé ce manquement au respect de la constitution : en signe de protestation, un millier de personnes observent une grève de la faim de quarante-huit heures à partir du 22 novembre. Le parti bouddhiste, Komeito, bras séculier de la secte Soka Gakkai, a refusé d'assister à ce rite, comme les partis socialiste et communiste.

Le daijôsai, permanence controversée du divin

Le daijôsai - « Grand rituel de la gustation des premières » - est la cérémonie religieuse qui consacre l'empereur dans ses fonctions. Elle tire son origine de rites agraires sans doute préhistoriques et fait de l'empereur, qui offre à ses ancêtres divins les premiers gains de riz de l'année, un être particulier. Investi d'une force sacrée qui lui permet de garantir la prospérité du pays, intermédiaire entre la nature et les hommes, il est seul à posséder une sacralité suffisante pour commettre l'acte tabou : désacraliser la récolte.

La cérémonie a beaucoup évolué et a même cessé d'être pratique de la fin du XV^e siècle à la fin du XVII^e siècle. Tel qu'il est pratiqué depuis, le rite dont le détail est secret n'est plus qu'une fiction tronquée. La mort engendrant la souillure, le rite ne peut

avoir lieu qu'un certain temps après la mort du précédent souverain et après plusieurs cérémonies de purification par des prêtres shintoïstes. Les rites funéraires (et les exécutions capitales) étaient autrefois interdits pendant les quatre jours que dure le rite.

Deux pavillons sont construits dans la cour du Palais. La nuit de la cérémonie proprement dite, l'empereur est seul dans l'un des pavillons, et le rite caché qu'il observe fait encore l'objet de sérieuses controverses. Dehors, les jeunes qui ont apporté le riz et le saké des premières accomplissent des danses sacrées. Le lendemain, les pavillons sont détruits et les tabous levés. Les offrandes apportées sont entièrement consommées. La coïncidence qui naît du passage du rite consacré aux dieux et le monarque qui symbolise l'union de la commu-

nauté derrière le nouveau souverain, message éminemment politique. La monarchie renaît avec chaque empereur.

Selon la mythologie Shinobu Origuchi, l'empereur consomme le grain sacré, puis s'entouche dans une couverture et, seul, dans l'obscurité, il se cache dessous, se place en position fœtale et renaît à l'aube comme enfant de la déesse du Soleil. La cérémonie fait revivre l'événement mythique de la création au cours duquel Ninigi, le petit fils de la déesse, enroulé dans une couverture, est envoyé sur terre guidé par les dieux. La reproduction sous forme rituelle de cet événement fondateur doit s'accomplir à chaque nouvel avènement. Le daijôsai garantit le caractère pérenne de la monarchie et en résume le trait fondamental, une hypertrophie

du sacré aux dépens du politique. Celui qui est aujourd'hui le garant d'un État laïque et démocratique n'en est pas moins et pour toujours le descendant de divinités fondatrices. Au pays du Soleil Levant, la monarchie reste le lieu sacré où se fonde et se légitime le pouvoir.

PIERRE F. SOUYRI
Professeur à l'Institut des Langues et Civilisations orientales.

Un temple shintoïste incendié. - Le temple shintoïste de Taketoma a été partiellement incendié, mercredi 21 novembre, apparemment par des extrémistes opposés aux cérémonies de l'investiture de l'empereur Akihito, 47 ans, après la fin de la guerre. Le sanctuaire, construit au neuvième siècle à Iwanuma, dans le nord du Japon, était pourtant surveillé en permanence par la police et par ses propres gardiens. (Reuters.)

THAILANDE : près du pont sur la rivière Kwaï

Une douzaine de fosses communes ont été découvertes

Un demi-siècle après l'enfer vécu par des milliers de prisonniers de guerre de l'armée japonaise lors de la construction de la ligne de chemin de fer enjambant la rivière Kwaï, en Thaïlande, une douzaine de fosses communes de soldats alliés et de coolies viennent d'être découvertes non loin du tristement célèbre pont. Une femme pédiatre, âgée de soixante-dix ans, indique que « de très nombreux prisonniers sont morts ou ont été exécutés ici », sur l'emplacement d'une plantation de canne à sucre, à proximité de la ville de Kanchanaburi, à environ 130 km au nord-ouest de Bangkok. « Beaucoup de corps ont été enterrés ici. D'autres jetés à la rivière où il y en avait un si grand nombre que même les crocodiles avaient cessé de manger de la chair humaine », se souvient M^{me} Boonrat Boun-siri.

Les ossements trouvés par les propriétaires de la plantation sont à l'origine des fouilles engagées depuis quelques jours. Des fosses communes ont été sorties des débris, dont certains squelettes quasi-

ment intacts, réparties dans une douzaine de fossés, à 1 km environ de la rivière et à quelques dizaines de mètres seulement du tracé de la voie ferrée.

Des milliers de prisonniers de la deuxième guerre mondiale, principalement britanniques, australiens, néo-zélandais, néerlandais et américains, avaient été envoyés au camp de Kanchanaburi par l'armée japonaise pour la construction du pont de chemin de fer sur la rivière Kwaï, inauguré en 1943, objet du fameux film de David Lean dont le héros était Sir Alec Guinness.

Baptisé « le chemin de fer de la mort » - des milliers de prisonniers y sont morts notamment d'épuisement, de malnutrition et de malaria, - il devait permettre le ravitaillement des troupes japonaises de Birmanie et de Thaïlande. Aux côtés des prisonniers de guerre, travaillaient aussi de nombreux non-combattants, notamment des Indiens, des Malais et des Indonésiens. - (AFP.)

INDE

M. Chandra Shekhar a formé son gouvernement

Le nouveau premier ministre a formé son gouvernement, mercredi 21 novembre, 48 heures après son investiture officielle à New-Delhi. Il compte trente-deux ministres dont treize sont issus du cabinet (conseil ministériel des principaux portefeuilles). M. Chandra Shekhar a notamment

fait appel à un éminent économiste, Subramanian Swamy, formé à l'université Harvard. Sept ministres ont servi dans le précédent gouvernement, celui de M. V. P. Singh, renversé par le Parlement le 7 novembre.

Parmi les personnalités du cabinet figure M. Vidy Charan Shukla, un

proche de la famille Gandhi. En outre, la belle-sœur de M. Rajiv Gandhi, M^{me} Maneka Gandhi, veuve de son jeune frère Sanjay Gandhi, est également membre du gouvernement, mais sans appartenir au cabinet. Elle était le ministre de l'environnement de M. V. P. Singh. - (AFP.)

AMÉRIQUES

NICARAGUA : sur fond de rumeurs de complot

L'expulsion d'un ancien dirigeant de la Contra risque d'aggraver la crise politique

Le gouvernement de M^{me} Violeta Chamorro s'est autorisé pour des raisons humanitaires, lundi 19 novembre, le départ vers les États-Unis d'un ancien dirigeant de la guérilla antisandiniste, M. Aristides Sanchez, arrêté quatre jours plus tôt et accusé d'être le « cerveau » d'un complot visant à « déstabiliser le pays ».

MANAGUA

de notre correspondant en Amérique centrale

L'expulsion déguisée de M. Sanchez n'a trompé personne, malgré le luxe de précautions prises par les autorités pour faire apparaître cet exil forcé comme un geste humanitaire dû à l'état de santé de M. Sanchez - qui a effectivement des problèmes cardiaques. Dans une intervention télévisée, lundi soir, le directeur des services d'information de la présidence de la République, M. Danilo Lacayo, accompagné des représentants de la police et du ministre de l'intérieur, a dénoncé la campagne de « rumeurs » et de « désinformation » voulant faire apparaître M. Sanchez comme un « prisonnier politique ». Les trois fonctionnaires

ont lu plusieurs lettres adressées aux autorités et à ses compagnons de lutte dans lesquelles M. Sanchez laisse entendre qu'il appuie la politique du gouvernement et exige simplement le respect des engagements pris à l'égard des anciens rebelles, en particulier la distribution de terres et des garanties pour leur sécurité personnelle.

Il invite les quelque vingt-quatre mille anciens guérilleros de la Contra à ne pas se laisser « manipuler » par certains secteurs de la coalition au pouvoir (UNO) qui s'opposent à la collaboration du gouvernement de M^{me} Chamorro avec le Front sandiniste.

La révolte des maires

Le « clou » de ce spectacle télévisé fut la lecture, par le représentant de la police, de la déclaration de M. Sanchez, qualifiée de « spontanée ». Dans ses « aveux », l'ancien chef politique de la Contra dénonce un « complot » organisé par la fraction de l'UNO dirigée par le vice-président de la République, M. Virgilio Godoy. Appuyé par le maire de Managua et quelques autres dirigeants de la coalition au pouvoir, celui-ci aurait voulu « utiliser les justes revendications de la Résistance nationale (nom officiel de la Contra) pour

rendre le pays ingouvernable » et amener ainsi M^{me} Chamorro, compte tenu de « sa fragilité émotionnelle », à lui remettre la direction du gouvernement.

Rappelant que les autorités avaient elles-mêmes donné une version tout à fait différente dans un premier temps, M. Godoy a qualifié les aveux de M. Sanchez d'« élucubrations fabriquées de toutes pièces par les sandinistes pour tenter d'empêcher l'extension de la rébellion des maires à l'ensemble du pays ». Le mouvement de protestation des élus municipaux de la majorité, qui condamnent eux aussi l'alliance entre M^{me} Chamorro et les anciens dirigeants sandinistes, prend, en effet, de l'ampleur après trois semaines de manifestations dans le sud-est du pays où, en collaboration avec les anciens « contras », la population avait dressé des barricades sur la principale route routière de la région. Les barricades ont été démantelées au cours du week-end avec l'intervention massive de la police et de l'armée, appuyées par des hélicoptères. Les négociations entre le gouvernement et les maires se poursuivent cependant, en particulier à propos de la suppression des bases militaires contrôlées par l'armée sandiniste et du désarmement des civils.

Les maires de l'UNO exigent également la destitution du chef de l'armée, le général Humberto Ortega, qui est resté en fonctions malgré la défaite de son parti, ainsi que celles des ministres de l'intérieur et de la présidence, MM. Carlos Hurtado et Antonio Lacayo. Ce dernier est le gendre de la présidente et exerce, en fait, les fonctions de premier ministre. Les principaux partis de l'UNO leur reprochent de les avoir écartés du pouvoir pour s'appuyer sur le Front sandiniste au nom de la « réconciliation nationale ».

BERTRAND DE LA GRANGE

■ CANADA : 62 % des Québécois favorables à une souveraineté-association avec le reste du Canada. - 62 % des Québécois sont favorables à la souveraineté-association de leur province avec le reste du Canada, selon un sondage effectué par l'Institut québécois d'opinion publique publié mardi 20 novembre par le quotidien *le Soleil* de Québec. De même, 73 % des Québécois souhaitent la tenue d'un référendum concernant l'avenir politique de la province. Ce sondage a été réalisé du 7 au 14 novembre, après que la commission extra-parlementaire chargée de réfléchir à l'avenir politique et constitutionnel du Québec eut commencé ses travaux. - (AFP.)

TAIWAN : pour quelques arpents de rocher en mer de Chine...

Taïpeh a obtenu le soutien de Pékin dans son différend territorial avec le Japon

Depuis la mi-octobre, un différend territorial oppose le Japon à Taïwan, soutenu par Pékin (le Monde du 24 octobre). Quelques îlots rochers en partie recouverts par la marée dans une zone où, s'en est dit, pourrait se trouver du pétrole - sans qu'une goutte n'en ait encore été tirée - au large de Taïwan, au nord de Taïwan et au sud d'Okinawa, font couler des flots de paroles et d'ancres. Les Taïwanais (Diao Yu tai pour Pékin, Senkaku pour Tokyo) sont-ils chinois ou japonais ?

Le débat avait déjà été engagé en 1971, quand Taïwan avait revendiqué ces îles incorporées au Japon en 1895 par le traité de Shimonoseki (par lequel l'empire mandchou, vaincu, cédait Taïwan à son rival nippon) et qui devaient être restituées par les États-Unis au Japon en 1972 avec Okinawa. Soutenant ces revendications, l'ambassadeur chinois aux Nations unies avait affirmé que les Diao Yu tai étaient « depuis l'Antiquité des territoires chinois » (le Monde du 25 mars 1972).

Arrogance japonaise

A l'époque, l'opinion japonaise avait pris fait et cause pour son gouvernement, qui avait même envisagé d'envoyer des bâtiments de sa flotte d'« auto-défense » protéger son bien. Pour mieux affirmer ses droits, Tokyo avait installé sur un rocher une station météorologique automatique. L'affaire avait finalement fait long feu face aux crises bien plus graves qui secouaient l'Asie, de l'Indochine à la Corée. La signature, en 1978, d'un traité de paix nippon-chinois permettait à deux des trois principaux protagonistes - Taïwan n'ayant plus de relations diplomatiques avec Tokyo - de remettre à la prochaine génération la solution de ce litige.

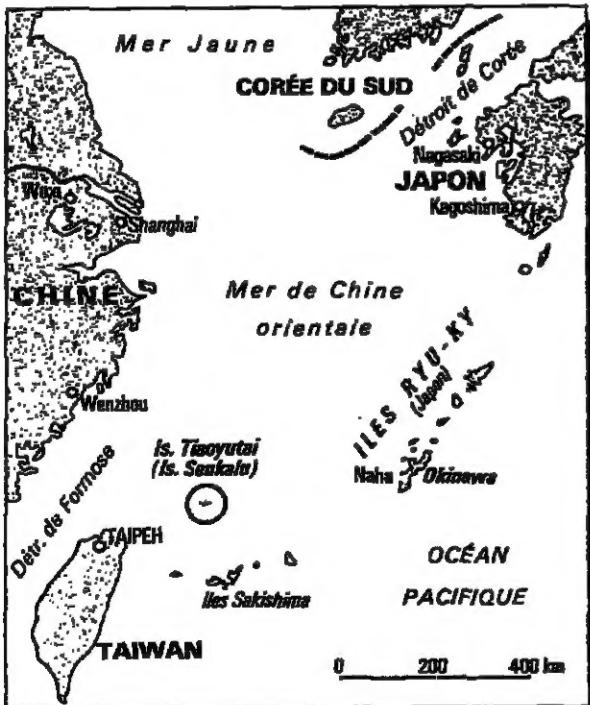
L'affaire vient de rebondir avec l'arraisonnement dans l'archipel, par la marine impériale, d'un chalutier taïwanais transportant une torche symbolique.

Ses armateurs entendaient protester contre la construction par un groupuscule d'extrême

droite japonaise d'un phare sur un îlot. Le premier ministre taïwanais, le général Hau Pei-tsun, est immédiatement monté au créneau, souhaitant que le conflit soit réglé diplomatiquement et non par la force, tandis que son ministre de la défense promettait sa protection au chalutier.

désir de Tokyo de modifier sa législation pour pouvoir envoyer des militaires dans le Golfe.

Jouant de la corde nationaliste, le Wen Wei Po pro-communiste de Hongkong a affirmé que « les deux côtés du droit de Taïwan s'opposent unanimement



Le secrétaire du cabinet nippon, M. Sakamoto, a « regretté » l'incident perpétré par Taïwan et réaffirmé que les Senkaku étaient « territoire inhérent » du Japon.

Dénonçant l'« arrogance » des revendications japonaises, Pékin a volé au secours de Taïwan. Les îles « appartiennent à la province de Taïwan », a proclamé la porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères.

Poussant le bouchon plus loin, la presse chinoise a vu dans l'attitude japonaise la preuve d'un renouveau du « nationalisme » et du « militarisme » nippons, à un moment où l'Asie s'inquiète du

ment à l'invasion par le Japon du territoire et de la souveraineté de la Chine ». Que cela serve de leçon à Taïwan, qui doit « comprendre les réalités politiques » et se rapprocher de Pékin, ajoute le journal, qui dénonce la volonté de puissance et d'expansionnisme de Tokyo.

Engagés dans de complexes joutes diplomatiques depuis des mois, Chinois et Taïwanais semblent faire, dans cette affaire, somme toute mineure, assez de nationalisme. Et les souverains de la dernière guerre n'étant toujours pas dissipés, les Japonais étaient une cible idéale.

PATRICE DE BEER

EL SALVADOR

La guérilla a lancé une offensive meurtrière

La guérilla salvadorienne a lancé mardi 20 novembre, une importante offensive militaire destinée, selon les milieux politiques, à faire la démonstration de sa capacité d'attaque au moment où les négociations de paix engagées avec le gouvernement paraissent s'enliser. Des centaines de rebelles du Front Farabundo-Martí pour la libération nationale (FMLN) ont lancé simultanément des attaques au nord de la capitale, San-Salvador, et contre les chefs-lieux des départements de Morazan, Usulután et Chalatenango, dans le nord et l'est du pays. C'est dans ces dernières régions que les combats les plus violents se sont produits.

Dans la ville de Chalatenango, les guérilleros tenaient mardi soir des positions stratégiques à l'intérieur même de l'agglomération. A San-Francisco-Gotera, capitale du Morazan, les combats ont duré toute la matinée. A Usulután, l'hôpital a soigné plus de soixante-dix personnes, civiles et combattants. Au nord de San-Salvador, où la guérilla a attaqué une caserne de la police, les combats se poursui-

vaient mardi soir. Ailleurs, les insurgés ont saboté une coopérative cotonnière et dynamité plusieurs barrages hydroélectriques. Selon un bilan provisoire, cette première journée de combats a fait au moins trente morts et cent soixante-quinze blessés.

L'offensive de la guérilla s'est produite au lendemain de l'anniversaire de l'assassinat, le 16 novembre 1989, de six jésuites salvadoriens et de leurs deux employés. Massacre qui a terni l'image internationale du gouvernement de M. Alfredo Cristiani et qui a motivé le « gel » de la moitié de l'aide militaire des États-Unis pour 1991.

Elle est apparemment destinée à peser sur les négociations de paix qui ont repris mardi au Mexique, et qui se déroulent depuis un an sous l'égide de l'ONU, sans parvenir à aucun accord. Le principal point de friction est l'avenir de l'armée et des forces de sécurité salvadoriennes, accusées par les organisations de droits de l'homme d'abriter de nombreux « escadrons de la mort ». - (AFP.)

Handwritten note: 100150

une dizaine de fosses communes ont été découvertes

Handwritten notes and text fragments on the left margin.

RIQUES
un dirigeant de la Corée
la crise politique

Handwritten notes and text fragments on the left margin.

Handwritten notes and text fragments on the left margin.

Le 1^{er} janvier 1991 Nous sommes là.



ALCATEL ALSTHOM

A partir du 1^{er} janvier, CGE deviendra Alcatel Alsthom. Un nom à la hauteur de ce que nous sommes : l'un des premiers groupes industriels mondiaux et un leader international sur les marchés de la communication, de l'énergie,

des transports et des services associés. Un nom qui représente 144 milliards de francs de chiffre d'affaires, 210 000 personnes dans plus de 100 pays. Un nom dont nous sommes fiers.

LA CRISE DU GOLFE

Les entretiens à Paris en marge du sommet de la CSCE

Les Etats-Unis redoublent d'efforts pour obtenir un accord sur le recours à la force contre l'Irak

« Soyez patients et tout ira bien. » La réflexion vient du président Bush, et, faute de mieux, résume le résultat des efforts intensifs déployés par les Etats-Unis, en marge du sommet de la CSCE, pour faire admettre aux Soviétiques qu'il convient d'accroître la pression sur l'Irak par le biais d'une résolution du Conseil de sécurité mentionnant le recours à la force.

La rencontre, lundi soir, entre MM. Bush et Gorbatchev avait laissé l'impression que les Etats-Unis avaient échoué à faire avancer leur cause (le 21 novembre). Il s'agissait donc, pour les responsables et les porte-parole de l'administration, de tout faire, mardi 20 novembre, pour effacer l'idée que les Etats-Unis sortaient bredouilles d'une CSCE transformée par leurs soins en une opération de « lobbying », destinée à imposer le point de vue américain sur la meilleure manière de faire céder l'Irak.

A l'issue d'une journée où le secrétaire d'Etat James Baker avait eu plus de quatre heures de nouveaux entretiens avec son homologue soviétique Edouard Chevardnadze, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, a donc expliqué qu'il était toujours aussi « optimiste », tandis que M. Baker produisait une variation sur le même thème : « Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont été unis dans leur approche du problème (du Golfe). Nous sommes unis aujourd'hui (l.). Et ma conviction est que nous serons unis demain, pour ce qui est de notre approche future au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. »

Le problème est qu'on ne voit toujours pas ce que sera « cette approche future », et que les Soviétiques évitent toujours soigneusement de s'engager sur une voie qui mènerait à l'usage de la force. Comme l'a dit mardi M. Chevardnadze, « le temps est venu pour le Conseil de sécurité de faire le point et de porter un jugement adéquat sur ce qui a

été fait à propos de l'application des résolutions déjà passées. Et, si c'est nécessaire, d'adopter alors de nouvelles résolutions, dans le but d'appliquer les précédentes. Cela pourrait signifier la menace explicite d'une action armée, mais pas obligatoirement : le porte-parole soviétique n'avait-il pas indiqué lundi que « tout n'est pas été fait » jusqu'à présent pour obtenir l'application des résolutions déjà votées ?

En réalité, les Etats-Unis n'ont donc toujours rien de concret à annoncer, sinon qu'ils vont poursuivre leurs multiples consultations portant à la fois sur l'opportunité et le contenu éventuel d'une nouvelle résolution du Conseil de

sécurité, ainsi que sur les « différentes options » envisageables. Leur préoccupation essentielle est d'obtenir un assentiment aussi large que possible, et, comme le dit M. Fitzwater, « cela prend du temps ».

Du coup, il n'est plus du tout sûr que le Conseil de sécurité puisse être saisi de l'affaire dans les conditions les plus favorables pour Washington, c'est-à-dire avant qu'un Yéménite ne succède, début décembre, à un Américain à la présidence du Conseil. Et M. James Baker, pèlerin inlassable, après avoir accompagné M. Bush en Arabie saoudite, se rendra donc ces

jours prochains au Yémen, pour essayer de surmonter les réticences manifestes des responsables de ce pays.

De bien maigres résultats

Pour l'heure, et aussi confiants qu'ils se disent de l'avenir, les responsables américains quittent Paris sur un bien maigre résultat, après avoir donné l'impression un peu gênante qu'ils étaient absolument obnubilés par l'affaire du Golfe (certains officiels américains ont même laissé supposer un moment que la CSCE s'apprêtait à voter une résolu-

tion sur le Golfe, idée immédiatement démentie par les porte-parole italien et français, le porte-parole américain convenant un peu plus tard qu'il n'en avait jamais été sérieusement question). Et ils ont, par là même, conforté l'idée que les Etats-Unis étaient désormais en position de quémandeur à l'égard de leurs partenaires de la coalition. M. Bush, au début de l'entretien qu'il a eu mardi avec le président Turgut Ozal, a même exprimé sa « gratitude » pour la fermeté manifestée par la Turquie.

Il semble malgré tout que les entretiens américano-soviétiques aient été

l'occasion de parler également, ne serait-ce qu'un peu, d'autre chose. On a ainsi appris, par la bouche du porte-parole soviétique, que le prochain sommet Bush-Gorbatchev aurait vraisemblablement lieu début janvier à Moscou. Le porte-parole américain a été moins affirmatif, et il a rappelé que pour les Etats-Unis, un tel sommet n'a pas de sens que s'il était l'occasion de signer le traité START sur la limitation des armements stratégiques. Mais, a-t-il ajouté, après quelques précautions d'usage, « nous espérons et nous pensons » que le traité sera d'ici là prêt à être signé.

JAN KRAUZE

Vice-ministre soviétique des affaires étrangères

M. Petrovsky estime qu'« il reste très peu de temps » avant un affrontement militaire

Le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Vladimir Petrovsky, a appelé l'Irak à « comprendre ses responsabilités » et à faire preuve de « courage politique en se retirant du Koweït », car, a-t-il dit, « il reste très peu de temps » avant un affrontement militaire.

Dans une conférence de presse tenue mardi soir 20 novembre à Alger, à l'issue d'une tournée maghrébine, M. Petrovsky a souligné la « volonté de la communauté internationale de continuer à mobiliser tous ses efforts pour une issue pacifique » de la crise. Il a parlé aussi de la nécessité d'« activer et de dynamiser le facteur arabe, dans la recherche d'une solution politique ».

Dressant le bilan de sa tournée, qui s'est terminée à Alger par un entretien de quatre-vingt-dix minutes avec le président algérien Chadli Bendjedid, M. Petrovsky a souligné que les dirigeants maghrébins qu'il a rencontrés « compren-

nent le danger d'un recours aux moyens militaires », et demandent de « faire le maximum pour aboutir à un règlement politique » de la crise.

A Paris, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevenement, a pour sa part estimé que la crise « ne peut pas encore durer quatre ou cinq mois », et « il faut que les positions évoluent maintenant rapidement ». Dans un entretien au journal arabe Al Hayat, il a indiqué que ces positions doivent évoluer « dans les semaines qui viennent car nous marchons aujourd'hui au bord du précipice », rappelant que « l'objectif de la France est clairement l'évacuation du Koweït » et non « la destruction préventive du potentiel irakien ».

« L'embargo a une certaine efficacité », mais « à lui seul, il ne suffit pas. Il faudra bien que le président Saddam Hussein cesse d'occuper l'attention à travers la question des otages et en vienne à l'essentiel, c'est-

à-dire le Koweït », a souligné M. Chevenement.

A Rabat, le roi Hassan II du Maroc ne semble pas découragé par l'accueil plutôt froid, sceptique, sinon hostile, réservé par ses pairs arabes à son appel en faveur d'un sommet « de la dernière chance » sur la crise du Golfe. Lundi, huit jours après avoir lancé cet appel, le souverain chérifien a profité d'une audience accordée à une délégation libyenne pour proposer une procédure en deux étapes. Dans un premier temps, seuls « les adversaires et ceux touchés par le différend, qui sont proches géographiquement et matériellement », se rencontreraient. Ce n'est qu'après, si cette première réunion en petit comité aboutissait, qu'il serait possible de convoquer les dirigeants de la Ligue arabe pour sceller un accord de paix. (AFP)

Une majorité d'Américains sont en désaccord avec M. Bush sur les buts d'une guerre éventuelle

Une majorité de 54 % d'Américains approuverait une guerre contre l'Irak si elle visait à l'empêcher de se doter de l'arme nucléaire, un but que le président George Bush n'a pas pris en compte jusqu'à présent, selon un sondage publié mardi 20 novembre par le New York Times. En revanche, 62 % estiment que la protection des approvisionnements pétroliers n'est pas une raison suffisante pour entrer en guerre contre l'Irak, contre 31 % qui s'en satisfont. Enfin, 56 % trouvent également « insuffisants » les motifs avancés par l'administration, concernant la restauration du gouvernement koweïtien et la défense de l'Arabie saoudite.

Par ailleurs, au Congrès, les réticences à l'encontre de la politique de M. Bush dans le Golfe s'accroissent : un groupe de 45 représentants démocrates a déposé mardi un recours « en justice pour tenter d'obliger le président George Bush à demander l'autorisation du Congrès pour ordonner une éventuelle offensive militaire contre

l'Irak. Par cette démarche, les parlementaires cherchent à obtenir une injonction du tribunal interdisant à M. Bush « de lancer une offensive militaire contre l'Irak sans obtenir du Congrès une déclaration de guerre ou une autre autorisation explicite ». (La Constitution donne au seul Congrès le droit de déclarer la guerre, mais les présidents américains ont souvent engagé des troupes à l'étranger sans déclaration de guerre). — (AFP)

Le général Powell minimise l'importance des renforts irakiens. — Pour le général Colin Powell, chef d'état-major américain, il ne faut pas accorder trop d'importance à la décision de l'Irak d'envoyer 250 000 hommes en renfort au Koweït. « Il n'est pas évident que ces déploiements aient déjà commencé », et il « est pas évident qu'ils renforceront beaucoup la puissance de combat des Irakiens », a-t-il estimé, mardi 20 novembre. — (Reuters)

Le dilemme du roi Fahd

Suite de la première page

Le temps n'est plus où le gouvernement saoudien réaffirmait quotidiennement que cette force multinationale n'avait qu'une mission défensive et qu'aucune attaque ne pourrait être lancée à partir de son territoire.

Même si aucune déclaration officielle n'est venue contredire cet axiome, il ne fait pas de doute que la deuxième phase de la crise, annoncée ici même début novembre par le secrétaire d'Etat, M. James Baker, qui vise à obliger l'Irak, y compris par la force, à se retirer du Koweït, a été acceptée par les dirigeants saoudiens, qui ont donné leur aval à la transformation offensive du dispositif américain. Même formel, l'accord sur le commandement des forces, qui prévoit un commandement conjoint américano-saoudien s'il s'agit de la défense du royaume, et une décision purement américaine en cas d'engagement américain à l'extérieur, est, sur ce point, révélateur.

Prêts à une action militaire, les Saoudiens estiment même que seule une menace réelle et crédible de celle-ci peut être en mesure de faire céder le président Saddam Hussein. « Le langage dur tenu par les officiels saoudiens relève non pas d'un esprit va-en-guerre, estime, à cet égard, un observateur, mais du fait qu'ils savent, au fond, que la seule chance, s'il y en a une, de faire reculer Saddam Hussein, est qu'il sente réellement son régime menacé. »

Faire monter les enchères militaires pour obtenir une solution pacifique, telle semble être la position des dirigeants saoudiens, qui se montrent très critiques vis-à-vis de toutes démarches, comme celles effectuées, par exemple à Bagdad, pour la libération des otages, ou de propos pacifistes de nature à faire croire au président irakien qu'il

peut échapper au dilemme dans lequel il s'est enfoncé : évacuer le Koweït ou assumer la responsabilité d'une guerre.

A cet égard, les officiels saoudiens se montrent de plus en plus réservés à l'égard de la position soviétique, qu'ils estiment ambiguë. Comme le résume bien, mercredi, un éditorialiste d'Arab News commentant les propos apaisants de M. Gorbatchev à Paris : « Il y a un réel danger que les espoirs du leader soviétique envoient un faux message à Bagdad. Plus le président Gorbatchev tempore et prêche la prudence, plus Saddam Hussein pensera que le consensus international contre lui se désagrège. Cela l'encourage à demeurer intraitable. »

Impacts négatifs

S'il ne fait pas de doute que chaque révélation de voir « exterminés » le président Saddam Hussein et son régime, il n'en est pas de même de l'Irak en général. Les dirigeants saoudiens savent bien que, quoi qu'il arrive, l'Irak est leur voisin et le demeurera à jamais et mesurent les impacts négatifs que peut avoir une guerre menée par la principale puissance occidentale, de plus meilleure alliée d'Israël, contre un pays arabe.

Alliés dans cette affaire à l'Egypte et à la Syrie, les autorités saoudiennes ignorent pas et par conséquent, jusqu'à un certain point, les réticences de Damas à se voir entraîner dans une guerre qui, compte tenu de la disproportion des forces, sera du seul ressort opérationnel américain et sur le déroulement de laquelle elles n'auront pas de prise. S'il est bien prévu qu'avant toute action une consultation au plus haut niveau aura lieu — et sur ce point la Syrie veut être

partie prenante — il est sûr que plus tard les Etats-Unis seront les seuls maîtres de l'opération.

En réclamant officiellement, le 8 novembre, des garanties internationales pour qu'une telle agression ne puisse se reproduire, le roi Fahd semblait vouloir indiquer qu'il se satisfaisait d'un retrait irakien du Koweït assorti, sans doute, de mesures contraignantes pour le potentiel militaire irakien qui demeureraient dans ce cas intact. Dans leurs commentaires de la crise, les officiels comme la presse saoudienne distinguent d'ailleurs toujours très clairement le cas du président Saddam Hussein, voué aux gémonies, et le peuple irakien, « victime de ce dictateur ».

Préserver l'image de l'autonomie

On interprète ici comme une volonté de ne pas envenimer les choses le fait que les autorités se refusent à toute exploitation des déserteurs irakiens venus se réfugier dans le royaume et qui sont pour l'instant gardés à la cité militaire du Roi-Khaled, près d'Hafir Al Batin et dans la région de Dahrhan.

Au-delà de la crise en cours, dont la solution, quelle qu'elle soit, déterminera sans doute pour longtemps l'avenir de la région, Israël reste l'ennemi principal, et si les relations avec l'Iran se réchauffent un peu, la confiance ne règne pas. Détruire l'Irak signifierait, pour l'Arabie saoudite et pour le monde arabe, affaiblir considérablement sa capacité de résistance à « l'ennemi israélien » et au dangereux voisin iranien.

Ces calculs, les dirigeants saoudiens les font sans doute d'autant plus que, malgré l'imposante présence américaine dont les Saoudiens ressentent plus ou moins confusément qu'elle risque de durer, ils cherchent à préserver leur image d'autonomie.

Le rêve d'une guerre éclair, effaçant en quelques jours le cauchemar de l'invasion irakienne du Koweït, passé, les Saoudiens ont pris conscience des risques d'un conflit dans les retombées internes, régionales et arabes sont encore difficiles à apprécier. S'ils restent déterminés à appuyer une guerre pour faire céder le président irakien, il ne fait pas de doute qu'ils préféreraient un règlement pacifique, plus conforme, d'ailleurs, à leur traditionnelle politique de prudence.

FRANÇOISE CHIPAUX

Koweït sous la botte irakienne

Un couple de Français rescapé témoigne sur cette « ville morte » où la vie va devenir « de plus en plus intolérable »

BAGDAD de notre envoyé spécial

« Une ville morte : les splendides autoroutes sont quasiment désertes, les rues sont affreusement sales et les rares personnes qui circulent vont d'un bâtiment à l'autre, sans rien dire. C'est très impressionnant. On ne reconnaît plus le Koweït. »

Voilà le pénible souvenir qu'emporte M. X, qui, ayant fui à la fin de la semaine dernière l'émirat occupé, vient de quitter Bagdad pour regagner la France le 19 novembre. A court d'argent et de réserves de vivres, est homme d'affaires et sa famille ont finalement décidé de partir. Après l'annonce de l'autorisation de sortie octroyée fin octobre à l'ensemble de la communauté française, il avait préféré « essayer de tenir ».

Installé depuis plusieurs années au Koweït, M. X, d'origine arabe, ne pouvait se résoudre à abandonner sa maison et ses biens. « Je ne possède rien ailleurs, dit-il, mais ce n'était plus supportable, pas seulement pour des questions matérielles. Et il faut que les enfants puissent reprendre leurs études... »

« A moitié rassuré » par la nouvelle du régime de faveur accordé aux Français, il a osé « bouger un peu avec prudence », pour constater que « plus rien ne fonctionne sauf le strict nécessaire et encore quelques magasins, certaines administrations, l'eau, l'électricité et le téléphone local ». Il ajoute que « de multiples trafics se sont instaurés car les gens ne vivent plus que de l'expédition ».

Comme d'autres étrangers arrivés du Koweït tout récemment, il indique qu'un semblant de normalisation, notamment pour l'approvisionnement alimentaire, s'est produit durant les dernières semaines, mais, ainsi que des impressions sont fragmentaires car « presque tout le monde reste quasiment confiné dans sa maison ou dans son quartier, les déplacements étant toujours problématiques à cause des innombrables barrages établis par les soldats irakiens ».

D'un point de vue militaire, il semble que l'armée irakienne contrôle la situation sans grand pro-

blème, déclare-t-il. La résistance a complètement cessé au début de septembre après la manifestation de protestation dans les rues marquées le premier mois d'occupation, et après la rumeur selon laquelle le gouvernement koweïtien en exil avait ordonné d'arrêter toutes formes de luttes illégales. »

Mais M. X raconte avoir appris que des « réseaux » animés par des militaires koweïtiens repliés en Arabie saoudite ont continué d'apporter de l'argent afin de permettre à la population de survivre et de « résister passivement », ne serait-ce qu'en demeurant sur place alors que l'occupant « cherche manifestement à pousser les Koweïtiens dehors ».

Les arrivages de nourriture et de produits de base sont très aléatoires, dit M. X. On ne sait jamais ce qu'on trouvera. Il faut faire la queue pendant des heures, parfois en vain, car tout arrive dans les magasins épuisés. Il y a quelques légumes frais, souvent de mauvaise qualité, mais pratiquement pas de fruits.

Une population solitaire

Pour M. X, le plus grave est la hausse « énorme » des prix, telle que « beaucoup de Koweïtiens commencent à ne plus pouvoir se procurer ce dont ils ont besoin ». M. X ajoute que l'approvisionnement s'est « de nouveau dégradé », au cours des derniers jours, et que l'eau du robinet est devenue trouble au point de devoir être impérativement bouillie.

Ce couple de Français ne tarit pas d'éloges pour les Koweïtiens qu'ils ont connus. « Le seul fait de ne pas quitter leur pays est pour eux un combat », dit M. X. « Quand les écoles n'ont pas été fermées, saoudiens ou irakiens, ils refusaient d'envoyer leurs enfants. Des professeurs ne veulent pas s'y rendre. Beaucoup d'enseignants, palestiniens pour le plupart, ont d'ailleurs été chassés — et des médecins aussi. Les Koweïtiens ont manifesté une incroyable solidarité entre eux, mais aussi à l'égard des étrangers. Ils ont fait les courses pour nous et gratuitement. »

Cependant, l'argent manque pour eux également. Aussi, lorsqu'ils ont appris la libération des Français, sous cas-ils dit, ils ont pensé ne plus pouvoir nous aider. Et cependant, ils ont organisé une collecte pour nous donner la somme nécessaire à notre départ. »

Selon M. et M^{me} X, la vie des Koweïtiens — sans parler de celle des étrangers qui se cachent encore comme eux l'ont fait — va devenir « de plus en plus intolérable ». « L'administration de l'occupant est très défaillante, racontent-ils. Le rationnement initialement prévu n'a jamais été appliqué, le changement d'inscriptions des véhicules n'a pas été achevé, le recensement annoncé depuis longtemps a été repoussé. Mais les Koweïtiens, aux dernières nouvelles, ont jusqu'au 1^{er} décembre pour échanger leurs papiers contre une carte d'identité irakienne. Beaucoup ne le feront pas et n'auront d'autres solutions que de s'en aller car sans cette formalité, ils ne pourront plus faire la moindre transaction, avoir accès aux hôpitaux, etc. »

Le climat d'insécurité demeure « très inquiétant », estime M. X en signalant aussi, par exemple, que les possibilités d'hospitalisation sont excessivement limitées — « on est renvoyé au bout de 24 heures même en cas d'opération ». Il affirme que les vols dans les logements inoccupés se poursuivent bien que le pillage à grande échelle « sauvage » ou « organisé » paraît avoir nettement diminué. « Mais il est vrai qu'il n'y a plus grand-chose à prendre, note-t-il. Ils ont été jusqu'à embarquer sous mes yeux des bancs d'école et démanteler le zoo : j'ai vu partir la girafe. Si on se plaint d'une exaction, on court le risque d'être battu et quand des soldats frappent à la porte, il est recommandé d'attendre la venue d'un officier, c'est plus sûr. »

M. X ne pense pas que le pillage systématique et la paralysie du Koweït puissent indiquer que les Irakiens n'ont pas l'intention d'y rester : « Des militaires m'ont dit qu'il était inadmissible qu'une province irakienne soit plus riche que les autres... »

FRANCIS CORNU

BAISSE DU DOLLAR : ETUDES EN UNIVERSITE USA
En Californie, Floride, Nord-Est, un appartement meublé et repas inclus 5 500 \$ environ. Départes encore possibles en septembre ou janvier. Etudes ou stages linguistiques.
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
French Office, 57, rue du Louvre, 92000 Neuilly, 47.22.94.94 ou 47.45.08.19.

La grande série
des dictionnaires historiques
hyard propose
**DCTIONNAIRE
DU GRAND SIECLE**



La direction
de **FRANÇOIS BLACHE**
L'Histoire
HYARD

LA CRISE DU GOLFE

Souvenirs d'otages

II. - De site en site...

Nous poursuivons la publication de témoignages d'anciens otages français, retour d'Irak et du Koweït (le Monde du 21 novembre).

Le samedi 4 août, à 18 heures, Patrick Moniotte est parqué avec une vingtaine d'étrangers de vingt-trois nationalités dans la salle de réception du Sheraton de Koweït. L'attaché militaire français fait partie du groupe de prisonniers. Le colonel Edouard Crespin a été envoyé en mission de renseignement avec chauffeur et traducteur. Il s'est fait intercepter dans la rue (1). Il ne sera relâché que plusieurs heures plus tard.

A 1 heure du matin, Patrick Moniotte et trente-six autres personnes sont embarqués à bord d'un car. C'est l'une des premières déportations d'étrangers vers l'Irak. Ni l'ambassade ni le Quai d'Orsay ne peuvent l'ignorer. Quinze jours plus tard, l'épouse de l'homme d'affaires n'en fera pas moins sursauter la France en assurant le mot d'otage devant les caméras de télévision.

Patrick Moniotte est grand, sportif. C'est un homme de contact et un meneur. Les Irakiens vont le promener sur treize sites stratégiques en trois mois. Une sorte de record. Tous les déplacements s'effectuent en pleine nuit. Objectif : déstabilisation.

Sur la route, ce 4 août, les Irakiens combient déjà les trous d'obus. Le véhicule passe la frontière et s'arrête. Il est interdit de bouger. Derrière le bus, les militaires, armés de fusils-mitrailleurs, discutent. Après plusieurs heures, Patrick Moniotte se risque jusqu'au volant. Le véhicule est immobilisé dans une carrière. Les

otages s'apprennent à être exécutés. Patrick Moniotte pense qu'il est toujours en costume-cravate. Il n'a sur lui qu'une « brosse à dents ».

Le car se remet en route. A une soixantaine de kilomètres de Bassorah, il s'arrête devant un grand portail blanc et vert. Trente bâtiments sont rangés sur trois files. Les fenêtres sont fermées par des barreaux. C'est une prison. « Don't worry, répètent les soldats. It is for your security. » Les trente-sept otages sont poussés à l'intérieur d'un bâtiment de vingt mètres de long sur six de large. La température dépasse 30 degrés. Des Asiatiques, des Koweïtiens sont entassés dans les bâtiments voisins. Les gardiens jettent une bannière de riz à même le sol de terre battue. L'eau potable est salée. Les otages ont mal au ventre. Le sol est bientôt parsemé d'excréments.

Après vingt heures dans cet enfer, le bus repart. Il laisse dans la prison un Espagnol, un Autrichien et un homme d'affaires de Singapour. Juste avant d'arriver à Bassorah, les otages remplissent un premier questionnaire dans un poste militaire. « Quel est le montant de votre salaire ? » « Quel type de contrat aviez-vous au Koweït ? » « Quel est le chiffre d'affaires de votre entreprise ? » « Quel type d'activité pourriez-vous avoir en Irak ? » Les otages vont d'un extrême à l'autre. A Bassorah, on les dépose au Sheraton. Patrick Moniotte croise dans l'hôtel des fonctionnaires des Nations unies et tente de les alerter. Il vole du linge. « On commence à sentir la guerre. »

Le 8 août, il est transféré à Bagdad dans un bus à air conditionné. Unique déplacement de jour. Les paysans labourent en tirant eux-

mêmes leurs herses et se chauffent à l'aide de bouses de vache. A l'hôtel Méridien, les étrangers ont le droit de téléphoner. Au Melia Mansour, le centre de tri, il leur est interdit d'aller au-delà du couloir de l'étage. La pression monte et descend. Les Français se plaignent, réclament de la bière et l'autorisa-

Marie-Louise Manent erre dans le camp, persuadée d'avoir perdu son épouse. Yann Rivoilant, un passager du vol British Airways immobilisé le 2 août à Koweït, tente de s'échapper à bord d'une jeep. Il est repris tout de suite. Le véhicule est tombé en panne d'essence. Le 24 septembre, le discours de Fran-

sionnelle. Les Japonais reçoivent un colis de soja du Croissant-Rouge et le partagent.

En prévision d'une évasion, Patrick Moniotte cache une réserve de pain dans une taie d'oreiller. Un soir, il cisaille les barbelés avec sa pince coupante. Les otages entendent des grondements lointains. Ils pensent à un bombardement. C'est le moment de s'enfuir. Ce n'est qu'un orage, le tonnerre. Et comment s'échapper quand le désert est partout. Les Irakiens apportent une vidéo toute neuve et un film, *Batman*, que Patrick Moniotte a déjà vu dans un camp précédent. Les Japonais conseillent à leurs alliés de moins écouter la radio. « Les perdants sont les vaincus des ondes. » Les otages n'imaginent pas une seconde que leur présence puisse dissuader une attaque contre l'Irak. Ils souhaitent la guerre « parce que c'est la seule solution pour que ça évolue ».

De 2 heures à 4 heures, Patrick Moniotte joue au ping-pong ou fait

du « jardinage ». De 4 heures à 6 heures, seul moment de sortie autorisé, il court autour du camp. Il n'a pas droit aux couverts pour déguster « l'eau de poule » du soir. Pendant la cérémonie du thé, il recompte le nombre de bateaux français dans le Golfe. Après les derniers messages de RFI, à 2 heures du matin, Patrick Moniotte s'endort. Autour de son poignet, il a enroulé un fil de nylon relié au drapeau français du toit, pour le replier plus vite si on vient encore une fois le réveiller en pleine nuit.

CORINE LESNES

Prochain article
Les « nuisibles »
de l'ambassade

(1) Le colonel Crespin sera arrêté une deuxième fois le 14 septembre, en compagnie de trois Français, lorsque les militaires irakiens forceront la porte de la résidence de l'ambassadeur. Dès son retour, deux personnes seront de nouveau cachées dans la villa.



tion d'aller au moins à la piscine. Un attaché d'ambassade vient leur rappeler les bonnes relations entre Paris et Bagdad. Il leur promet d'intervenir pour la piscine. « Mais ne le dites pas aux Britanniques », Patrick Moniotte remplit un deuxième questionnaire. Pour l'obtention du visa de sortie, il sera prié de remplir une troisième fiche, de livrer le nom et les coordonnées de deux amis et de se laisser photographier.

Le 13 août, les militaires font croire aux otages qu'ils les conduisent à l'aéroport. Le bus passe joyeusement devant les rideaux sont tirés. Il est interdit de regarder par la fenêtre. Les passagers chronométrèrent les déplacements pour tenter de se repérer. « A gauche, puis huit minutes et ensuite à droite. » Ils arrivent dans une fabrique de munitions, à Habbaniyah, à l'est de Bagdad. Dans les bureaux, les Irakiens installent des climatiseurs neufs, tout juste arrivés du Koweït. Les yaourts laissés par les ingénieurs yougoslaves qui travaillaient là ne sont pas encore périmés. Patrick Moniotte se procure une pince coupante.

Questions, notes, dossiers...

Les « commissaires politiques », en civil, posent d'innombrables questions. Ils repèrent les habitudes de chacun, prennent des notes, font des dossiers complets. Les militaires, eux, connaissent tous le nom de Jacques Chirac. Ils s'ingent Rambo lorsqu'ils croisent un Américain. Pour les Anglais, ils n'ont qu'un mot : « Enemy ». Tous les soirs, Patrick Moniotte rassemble ses affaires à côté du drap pour rouler plus vite son baluchon si on le transfère en pleine nuit.

Les Irakiens viennent un soir réquisitionner Marie-Louise Manent et la compagne de Thierry Partenoiff « pour aller à la radio ». Il s'agit de participer à Bagdad à la rencontre d'otages français avec Saddam Hussein, en présence de TF 1. Par précaution, les Irakiens ont sélectionné deux personnes dont ils détestent le conjoint. Tout le camp s'oppose à cette séparation. Pour calmer les otages, les militaires embarquent aussi époux et compagnons. Ils sont très vite ramenés. Toute la nuit, le mari de

pois Mitterrand à l'ONU est applaudi par les vingt-six Français et les huit Allemands.

« C'est une usine de rêves », font croire les gardiens. Patrick Moniotte sait seulement qu'il se trouve maintenant au sud de Bagdad. Il prétend un anniversaire pour demander une serviette de table rouge. Quand l'émissaire soviétique Primakov quitte Bagdad optimiste, les otages se mettent à « sabrer l'eau ». Patrick Moniotte apprivoise un chien, un « sac à pucer », puis un crapaud dont tout le camp applaudit les progrès. Les Français se font des bouquets de fleurs avec une boîte et trois brins d'herbe. Ils sont les seuls à accrocher des photos aux murs.

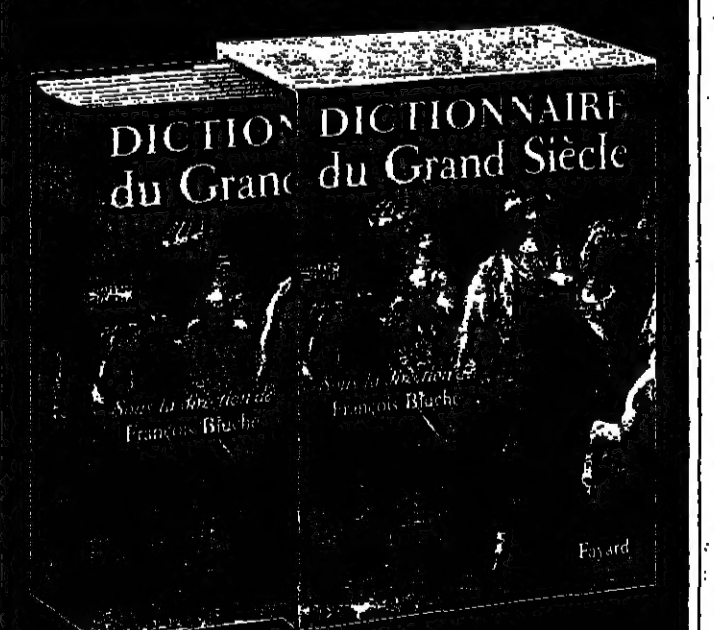
Enfermés 24 heures sur 24

A l'étape suivante, les bureaux sont « horriblement sales ». Les otages vivent enfermés vingt-quatre heures sur vingt-quatre en plein cœur d'une fabrique d'obus. Les employés pointent à l'entrée et se font fouiller à la sortie. Les gardiens ont procuré des t-shirts propres à leurs « hôtes » pour éviter aux ouvriers le spectacle des sempiternels torsos nus occidentaux. De deux équipes de huit heures, l'usine en vient à ne plus occuper qu'une équipe d'entretien. Selon un employé chrétien, il y a péurie de détonateurs.

Le poulet est « noir » mais les otages « sautent dessus ». Ils se révoltent et cassent quelques portes et fenêtres. Les militaires répondent de quelques coups de poing mais ils ont manifestement pour mission de « ne pas saboter les otages ». Le lendemain du départ de Patrick Moniotte, un Anglais succombe à une crise cardiaque.

Dans un énorme complexe industriel, Patrick Moniotte se procure une serviette bleue. Il découpe une tunique blanche d'ouvrier et confectionne un drapeau français. La nuit, le drapeau est hissé sur le toit plat du pavillon. Les otages espèrent pouvoir être repérés sur les photos-satellite. Patrick Moniotte sympathise avec Miles Hoffman. L'Américain a été blessé de plusieurs balles à Koweït en tentant d'échapper à une perquisition. Il faut nourrir de force un Anglais qui déprime. Un autre otage est frappé de boulimie obse-

Dans sa grande série
des dictionnaires historiques
Fayard propose
**DICTIONNAIRE
DU GRAND SIÈCLE**



- 249 auteurs. • 227 illustrations en noir et blanc.
- 41 illustrations en couleurs. • 66 cartes, plans, tableaux, etc. • 2413 articles, index thématique.
- Un fort volume 175 x 248 mm. • 1648 pages relié pleine toile, plat orne au fer à dorer. Emballage et jaquette illustrés. 850F au lieu de 1000F.

(Offre valable jusqu'au 31 décembre 1990)

sous la direction
de **FRANÇOIS BLUCHE**

l'Histoire
che
FAYARD

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1989),
Jacques Faivre (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amblot,
Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 281311 F MONDSIR

EXPLOSIF!

MOSSAD

Un agent des
services secrets
israéliens
parle



Claire Hoy
Victor Ostrovsky
Presses de la Cité

le livre que les Israéliens ont voulu interdire

PRESSES DE LA CITÉ

Le projet de nouveau statut présenté par le ministre de l'intérieur

La notion de « peuple corse » reste au centre du débat

A la veille de l'ouverture, mercredi 21 novembre, du débat à l'Assemblée nationale sur son projet de nouveau statut pour la Corse, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, s'est dit, au micro de RCFM, radio décentralisée de Radio France, « raisonnablement optimiste ». A propos de l'article premier du projet, le plus controversé, qui évoque l'existence du « peuple corse », M. Joxe a jugé que « cette dimension historique et culturelle existe » et qu'il est possible d'en « parler tranquillement ». Parmi les députés socialistes, les amis de M. Jean-Pierre Chevènement notamment, restent, pourtant, très réticents sur cette notion, mais M. Jean Auroux, président du groupe PS, a confirmé que la discipline de vote serait respectée.

Cette question a aussi provoqué, mardi, un long débat au groupe UDF. M. Gérard Longuet (Meuse), d'accord avec la position de M. José Rossi (Corse-du-Sud), rapporteur du projet, s'est opposé à MM. Pierre-André Wiltzer (Essonne), François d'Aubert (Mayenne), et Charles Millon, président du groupe qui jugent que le texte menace l'unité nationale. M. Longuet a renoncé à être l'orateur principal du groupe. Un débat de même nature a eu lieu au groupe RPR qui, sous l'impulsion de MM. Mazaud et Pons, a décidé de s'opposer au projet.

BASTIA
de notre envoyé spécial

En 1983, à Bastia, Jean-Paul Poggioli a créé une petite entreprise d'informaticien. La société marche bien. Elle emploie aujourd'hui une dizaine de personnes, ce qui en fait l'une des deux plus importantes du secteur en Corse. Son fondateur porte un costume gris un peu « déstructuré », une fine cravate de cuir carmin. Il arbore à la boutonnière le badge du constructeur d'ordinateurs qu'il représente ici. Sorti d'une école d'ingénieurs de Lyon, il a les gestes vifs, l'élégance facile.

Bref, c'est un jeune créateur d'entreprise comme des milliers d'autres en France. Sauf qu'il est Corse. « Je parle corse, j'ai été élevé en Corse : que l'état français le reconnaisse ou pas, c'est une réalité. Le peuple corse, c'est une évidence, non pas une concession aux nationalistes. » Même s'il ne voulait pas assumer fièrement sa « corseitude », de toute façon, on la lui renverrait à la figure. « Un de mes plus gros problèmes quand je travaille avec des gens extérieurs à la Corse, c'est l'image. Je suis obligé d'être dix fois meilleur qu'un collègue continental pour obtenir la même chose. »

« Culture
de la compétitivité »

Jean-Paul Poggioli veut « inventer » une synthèse entre ses trois cultures : « profondément attaché à la culture républicaine française, à la culture corse, et à la culture européenne ». Toutes les perversions — assistanat, économie souterraine... — héritées du passé. Mais il veut aussi marier la richesse d'une société encore

fondée sur des rapports individuels, avec une « culture de la compétitivité » qui n'existe pas encore : Corse, Français et chef d'entreprise.

Jean-Paul Poggioli travaille aussi bien pour les nationalistes que pour le RPR ou l'aide aux victimes du terrorisme. Pour lui, le projet Joxe n'est pas une « panacée », mais il « admire » le travail du gouvernement en Corse et n'a pas de mots assez durs pour « les tenants du statu quo » : « Ils ont montré ce qu'ils savaient faire, depuis deux cents ans qu'ils sont au pouvoir. Il serait décent qu'ils se fassent. »

« Alors, la France
nous lâche ? »

François Mercury est rentré au pays il y a plus de vingt ans. Enseignant et germaniste, il a repris un domaine vinicole familial dans les environs d'Ajaccio. Autrefois régionaliste, il ne se reconnaît aujourd'hui ni dans le projet Joxe, qui ne devrait être que « l'un des volets d'un projet global pour le développement autotour de la Corse », ni dans les positions « tricolores » de M. François Giacobbi, le sénateur MRG de Haute-Corse, ni dans celles des nationalistes.

Cela ne change rien à l'évidence du « peuple corse ». « Je me sens corse et français, explique-t-il, donc, si on m'enlève la moitié de ce que je suis, je ne suis plus rien. Je ne reste pas assis quand j'écoute le Dico vi Salvi regina (1) et je ne reste pas assis quand j'écoute la Marseillaise. »

RCFM reçoit désormais, dans une annexe où les auditeurs décrochent des disques, des coups de téléphone d'auditeurs qui choisissent des disques de chants corses et qui énoncent sans sourire : « Pour

le peuple corse ! » Le peuple corse, ça se discute même pas ici, ça se vit tous les jours. Si ses adversaires ne l'accusent pas de caché, derrière son refus obstiné du « peuple corse », un conservatisme qui préfère s'abriter derrière le rempart de l'unité nationale, on se demanderait sur quelle planète vit M. Giacobbi.

Certes, dans le silence mortel des villages qui plongent dans l'hiver, les vieux s'inquiètent. Quand les Corses actifs des villes remontent au village, à la fin de la semaine, ils les entendent bien se demander : « Alors, la France lâche la Corse ? » Ces vieux, ils ont grandi sous la III^e République, un moment d'apogée de la Corse française. Ils se sont battus pour la France. Alors, ils ne comprennent plus bien, s'embrouillent dans leurs explications. Et pourtant, s'il y a un peuple corse — une langue, une terre, une culture — c'est bien ceux-là, ces derniers habitants de la montagne, qui ne parlent que corse entre eux.

Alors, fallait-il vraiment brouiller leurs repères, avec ce fameux article premier ? Sentiments mitigés. Jean-Paul Poggioli balaise l'objection : « Le projet sans l'article 1, c'est idiot ! Si on alimente le feu de la révolte, il ira en grandissant. » Les « intellectuels » rencontrent trois enseignements à l'université de Corte, Claude Olivesi, Louis Orsini, Antoine-François Bernardini, un militant SGUEN-CFDT, Antoine Mariotti — n'imaginant guère le statut sans la reconnaissance du peuple corse. Claude Olivesi, maître de conférences en sciences politiques : « C'est une tendance lourde de l'histoire. Le peuple corse, il est là, il existe. Il y a une charge émotionnelle. Le reconnaître, c'est une manière

d'apurer les comptes du passé, de revenir sur le péché originel : la conquête militaire de la Corse par la France. »

Pascal Lota et Charles Capia, tous deux PDG, respectivement, de Corsica ferries et d'Unigros 3 (le groupe Unigros est la plus importante entreprise de Corse), sont plus pragmatiques, moins fiers de symboles. Convaincus eux aussi qu'il est inutile de nier l'existence du peuple corse, ils attendent surtout que sauter les blocages de la société insulaire : tous deux espèrent que le projet Joxe pourra y contribuer et regrettent que le débat se focalise sur une question de « principe ». « Par rapport au retard des mentalités, dit M. Lota, le reste n'est qu'épiphénomène. »

François Mercury reste, lui aussi, sur le terrain économique. Il préférerait une reconnaissance « réelle » du peuple corse, par la politique économique mise en œuvre, à une reconnaissance « formelle » par les mots : « Aujourd'hui, il n'y a pas d'avenir. C'est pour ça qu'on va retourner au plastic. »

Vieux
démons

L'avenir. Pour beaucoup, le projet Joxe, et son article premier, peuvent au moins être un « préalable ». Ensuite, une fois face à elle-même, l'île devra vaincre ses vieux démons et ce ne sera pas le plus facile.

Vieux démons d'un immobilisme économique que n'explique pas seulement le quasi-abandon par Paris pendant des décennies. Pascal Lota raconte en souriant ce qu'a dit de lui un autre transporteur maritime, quand il a commencé à faire des affaires : « Pour quoi il nous fait concurrence ? On

n'a jamais été mal avec la famille... » Vieux démons d'un système politique figé. Pascal Lota : « Il n'y a pas de contrepois économique aux pouvoirs politiques. Chaque fois qu'une tête économique émerge, on la fait rentrer dans le rang, parce qu'on y voit un risque politique. »

Les Corses auront-ils la volonté de prendre leurs affaires en main, de rompre avec le clanisme et les clientélismes traditionnels ? « Le temps, inéluctablement, les érodera », veut croire M. Capia. Mais quand Antoine-François Bernardini, aujourd'hui doyen de la faculté des sciences, revenu sur l'île, a voulu devenir membre du conseil municipal du petit village qu'il habite près de Corte, il s'est heurté à un mur. Jean-Paul Poggioli, lui, est conseiller municipal de Patrimonio. Vieux démons contre nouvelle génération ? Certains redoutent que la montée en puissance des nationalistes finisse surtout par aboutir à un simple rajustement du clanisme. Il est vrai que les nationalistes renvoient le compliment à M. José Rossi, chef de file des « nouveaux » hommes politiques de l'île...

Vieux démons, enfin, de l'âme corse, à la fois fataliste et rebelle à se plier à l'avis des autres. « Un homme, une opinion », dit-on ici. Et Charles Capia se demande : « Quand sera-t-on capable de dire ce que nous voulons, et de le dire de façon majoritaire ? »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

(1) Hymne corse.

Lire également en page 2 les articles de Louis Favoreu, Nicolas Alfonsi et André Demichel.

Histoire d'une revendication

par Paul Silvani

« LORSQUE le pouvoir essaie de faire croire qu'il est sensible à certaines revendications nationalistes, il engendre des ramifications plus que les maux. Sa formule « peuple corse, composante du peuple français » est dérisoire et provocatrice sur le plan politique, inconsistante sur le plan de son propre droit et surtout méprisante à l'égard d'un peuple que l'on décore comme « sous-nation d'un autre ». Dans son dernier communiqué, vendredi 16 novembre, le FLNC n'y est pas allé par quatre chemins. Non seulement il a purement et simplement refusé l'article premier du projet de loi de M. Pierre Joxe prévoyant un nouveau statut pour la Corse, mais il a aussi pris acte que « le pouvoir français » n'a pas « voulu engager les procédures qui auraient permis l'existence de notre peuple ».

Si le gouvernement avait « engagé » ces procédures sans se faire, sur leur aboutissement, la moindre illusion — il n'y a pas de majorité à l'Assemblée nationale et au Sénat réunis pour voter un texte de cette nature et de cette portée, — aurait-il trouvé grâce aux yeux de ceux qui les réclament ? C'est douteux car ils lui auraient alors imputé l'échec sous prétexte de machiavélisme.

Par ailleurs, lorsque les mouvements nationalistes clandestins ou publics se réfèrent à la motion votée le 13 octobre 1988 par l'Assemblée de Corse à une très large majorité (seul le MRG avait voté contre, le PCF ne prenant pas part au vote), ils l'interprètent à leur manière. En effet, cette assemblée a bien « affirmé l'existence d'une communauté historique et culturelle vivante regroupant les Corses d'origine et les Corses d'adoption, le peuple corse », mais elle n'a, en aucun cas, demandé au gouvernement d'en tirer l'enseignement sur le plan législatif ni, a fortiori, constitutionnel. En fait, il importe de se remémorer le contexte de ce vote : le FLNC avait unilatéralement décrété la trêve le 1^{er} juin 1988, révisé sa définition du peuple corse en y incluant les Corses d'adoption, et A. Cuncoletta, son directeur de la publication, avait lancé un dialogue tous azimuts.

Au terme d'un été d'espérance, les trois conseillers régionaux nationalistes, MM. Alain Orsini, Léo Bartoli, Pierre Poggioli, avaient déposé devant l'Assemblée de Corse une motion en dix points dont le premier tendait à demander au gouvernement « la reconnaissance du peuple corse ». Cette demande avait été écartée par la majorité des élus régionaux, et une

version édulcorée, mais pourtant capitale, avait été adoptée.

Par la suite, malgré l'amnistie, certaines positions s'étaient radicalement durcies, d'autres non revendiquées, avaient été admises et le mouvement nationaliste s'était divisé. On affirmait, dans le même temps, que M. Joxe négociait discrètement avec les leaders de la Cuncolta, avec les concours des socialistes de Haute-Corse et la bénédiction de M. José Rossi, député UDF-PR, président du conseil général de la Corse-du-Sud — aujourd'hui rapporteur du projet — de M. Max Simeoni, député européen autonomiste, et de M. Henri Antona, vice-président RPR de l'Assemblée de Corse.

« Garantir » n'est
pas « reconnaître »

Ces développements devaient, dix-neuf mois après le vote « historique » de 1988, conduire l'Assemblée de Corse à adopter par 38 voix contre 5 (UPC et Cuncolta) une motion-expliciton de texte en aucun cas il n'avait été demandé « la reconnaissance d'un peuple corse distinct du peuple français ». Dix-huit élus n'avaient pas pris part au vote : les socialistes, les communistes et cinq RPR ou divers droite.

Le 11 mai 1990, l'ancien député apparenté socialiste, M. Nicolas Alfonsi, qui avait voté cette motion tout comme celle de 1988, pouvait en dénoncer les ambiguïtés et « le fait que certains veulent s'asseoir sur la Constitution », alors que d'autres ressortent le texte de 1988, « quand ça les arrange » et l'oublient « quand ça ne les arrange pas ».

Au demeurant, dans un climat qui n'est pas sans rappeler l'atmosphère actuelle, puisque la trêve des attentats n'est plus qu'une illusion, l'Assemblée de Corse avait déjà, le 23 novembre 1983, rejeté une motion tendant à la reconnaissance du peuple corse, par 37 voix (RPR, UDF, MRG, PCF) contre 23 (JRP-UDF dont M. José

Rossi, PS, UPC et sans étiquette). Et pourtant le texte proposé précisait bien que « la Corse est partie intégrante de la nation française ».

Aujourd'hui, que changerait le vote de l'article premier du projet Joxe (qui définit le « peuple corse, composante du peuple français ») et que changerait son rejet ? Dans un cas comme dans l'autre, rien sans doute, car « garantir » au peuple corse un certain nombre de droits fondamentaux n'est pas le « reconnaître ». La concession faite aux nationalistes paraîtra à beaucoup sans objet, dès lors qu'ils rejettent cette concession et que le recours à la paix civile est à nouveau compromis. Ce qui semble, d'ailleurs, donner sur ce point raison à ceux qui combattent et qui combattent la notion de peuple corse au nom de l'indivisibilité de la République.

En réalité, ce problème de « peuple corse » est un débat corse-corse bien plus qu'un débat franco-corse. Il est ouvert depuis qu'en janvier 1973 quatre organisations régionalistes dont l'Action régionaliste corse (ARC), aujourd'hui Union pour le peuple corse (UPC) des frères Simeoni, avaient signé l'appel de Castellaro, premier manifeste autonomiste de l'après-guerre. L'année suivante, l'ARC publiait un ouvrage de deux cents pages qui est resté sa bible, sous le titre *Autonomie*. On y lisait notamment ceci : « La reconnaissance juridique du peuple corse par l'Etat français est plus qu'un principe, un véritable postulat, une intransigeance. »

Seize ans après, malgré l'évolution de la revendication et de la démarche des nationalistes tendant à l'autodétermination, l'immense majorité de ce peuple corse, communauté de destin d'environ cinq cent mille personnes vivant pour moitié dans l'île et pour moitié sur le continent, n'est guère disposée à courir le risque d'apparaître comme les Palestiniens de la France, c'est-à-dire une nation en quête d'un Etat.

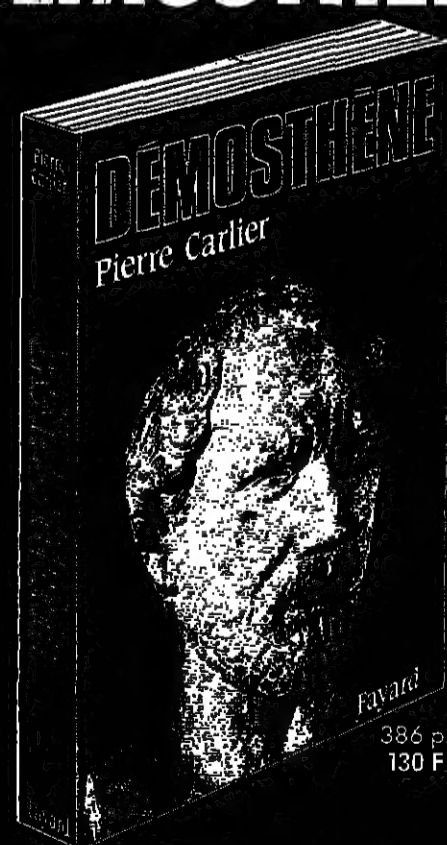
□ Critique des Verts. — I Verdi corse (les Verts corses, écologistes, proches des nationalistes), jugent que le projet de loi Joxe « ne correspond pas à ce que la Corse est en droit d'attendre ». Les Verts observent que le projet « se situe très en retrait au regard de la situation institutionnelle des grandes îles rattachées à des Etats membres de la CEE ». Ils critiquent également le mode de scrutin prévu, et la reconnaissance du « peuple corse » qui n'est que « un semblant de reconnaissance en droit ».

Polémique
à l'extrême droite

« Se trouvant en désaccord total avec les thèses exposées de son frère collaborateur Jean Mabire », notre directeur Roland Gaucher se propose d'y répondre librement dans notre prochain numéro. Cette précision est donnée au pied d'un article consacré au projet de loi Joxe sur la Corse, publié dans le dernier numéro de *National Hebdo* (daté 15-21 novembre), premier d'une nouvelle formule qui introduit la couleur.

Chroniqueur régulier du magazine d'extrême droite et dirigeant du Mouvement national, M. Jean Mabire rend hommage à M. Pierre Joxe, qui « fait incontestablement preuve de lucidité » en reconnaissant l'existence du peuple corse. Il estime que « la France est une mosaïque de peuples » et que « la séparation est aussi indispensable que l'autonomie ». Ce jugement ne convient pas au directeur de la publication, M. Gaucher, membre du bureau politique du Front national. Il est vrai que M. Jean-Marie Le Pen, considérant que « le statut Joxe n'est pas un statut d'ouverture, mais de rupture », avait mis en garde « les parlementaires, les fonctionnaires ou, même, les citoyens qui attendaient aux liens institutionnels qui plaient la Corse dans la République ».

D'autre part, Aspects de la France, hebdomadaire des monarchistes de l'Action française, publie, dans son numéro du 15 novembre, un entretien avec M. François Giacobbi, président du conseil général de la Haute-Corse. « Que vous soyez blanc, jeune, noir, que vous soyez originaire de Corse ou du Pas-de-Calais, de métropole ou d'outre-mer, il n'y a qu'un peuple français », déclare le vice-président du MRG. « A ceux qui s'étonnaient de voir un homme de gauche s'exprimer dans les colonnes d'Aspects, prévient le directeur de la publication, M. Pierre Pujol, nous répondons que, au-delà de leurs engagements politiques différents, il est nécessaire que les patriotes français se retrouvent pour défendre l'intégrité de la nation. »

AINSI PARLAIT
DÉMOSTHÈNE

Cheminant avec aisance et dardé dans un flot de discours et de péripéties, faisant nettement chez Démosthène la part de l'humanité et celle de l'héroïsme, Pierre Carlier donne à saisir l'essentiel : les Athéniens du IV^e siècle, mieux que tout autre peuple du passé, surtout si lointain, nous sont, en esprit, tout proches.

Laurent Theis, *Le Nouvel Observateur*

Un Démosthène qui ne devrait pas tarder à être l'ouvrage de référence.

Lucien Guissard, *La Croix*

En exhortant ses concitoyens à « tenir leur rang », Démosthène définissait aussi, comme le montre de façon convaincante Pierre Carlier, une « physique politique » fondée sur une certaine idée, presque gaullienne, d'Athènes.

Hervé Duchêne, *Le Monde*

L'Histoire
chez
FAYARD

POLITIQUE

Après le débat sur la motion de censure

Le PS prend à témoin l'électorat communiste

Après le vote par les députés communistes de la motion de censure, le secrétaire national du PS appelle ses premiers secrétaires fédéraux, ses maires, ses présidents de conseils généraux et régionaux et les présidents des groupes socialistes, notamment dans les municipalités communistes, « à prendre à témoin l'opinion du mauvais coup porté au rassemblement de la gauche ».

Le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, a estimé, mardi 20 novembre, que la décision de la direction du PCF de voter la censure « renie l'engagement pris lors des élections municipales » de 1980. M. Mauroy a rappelé que, selon les termes de cet accord, le PS et le PCF s'étaient engagés à « appuyer les initiatives de la droite et de l'extrême droite pour revenir au pou-

voir ». « En trahissant cet accord, la direction du PCF a porté un coup au combat de la gauche (...). Le PS tient à souligner la gravité de ce manquement à la gauche, en contradiction avec l'histoire des vingt-cinq dernières années », a ajouté M. Mauroy, avant de préciser qu'« il n'y aura pas de rupture des accords locaux ».

Le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, a rappelé de son côté que « si la censure avait été votée, cela n'impliquait pas le retour de la droite au pouvoir ».

M. Lajoinie a ajouté qu'il y avait déjà eu dans le passé des divergences entre le PS et le PCF et que cela n'avait pas empêché les deux partis de « gérer ensemble des communes dans l'intérêt des populations ».

Un colloque sur « la mort de la gauche »

Le maire (ex-PCF) de Port-la-Valence, dans la Drôme, a organisé, samedi 17 novembre, un colloque intitulé « Rassembler les forces de progrès, pour qui, pour quoi, comment ? ».

LYON

de notre bureau régional

« La mort du PSU a été emblématique de la mort de la gauche », a expliqué M. Bernard Ravenel, un des derniers responsables de ce parti disparu. Ironie de l'histoire politique : il a exprimé cet avis lors d'un colloque réunissant, entre autres, plusieurs anciens dirigeants du feu PSU, dont deux ministres de l'actuel gouvernement, MM. Jean Poperen et Robert Chapuis. Des éléments de la « diaspora communiste critique », des militants socialistes déboussolés et des « alternatifs » sans courant avaient aussi répondu à la première initiative du club Agora, une structure de réflexion mise en place dans la Drôme par M. Jean-Guy Pinède, élu, en 1980, maire de Port-la-Valence, alors sous l'étiquette « renouveau communiste ».

Une centaine de personnes ont assisté à cette rencontre, qui a retrouvé, sur le droit de vote aux immigrés ou la situation dans le Golfe, la vivacité des assemblées générales. Mais les intervenants ont surtout tiré un bilan très sombre de l'état actuel de la gauche,

BRUNO CAUSSE

Le Sénat modifie et adopte le projet de loi sur l'exercice des professions libérales réglementées

Les sénateurs ont adopté, après l'avoir modifié, lundi 19 novembre, le projet de loi sur l'exercice des professions libérales sous forme de sociétés. Le RPR, les Républicains et Indépendants et le groupe socialiste (moins trois apparentés, qui se sont abstenus) ont voté « pour ». Le groupe du Rassemblement démocratique et européen n'a pas pris part au scrutin. Les communistes ont voté « contre ».

Au Sénat comme à l'Assemblée nationale, la discussion du projet de loi concernant les professions libérales a été occultée par la vigueur des échanges sur la fusion des professions d'avocat et de conseil juridique et la réglementation des professions judiciaires et juridiques (le Monde du 20 novembre). Le texte sur les professions libérales, qui constitue donc le

second volet de la réforme, est

pourant d'une portée beaucoup plus large, puisqu'il vise à autoriser un nouveau mode d'exercice pour toutes les professions libérales réglementées : l'exercice dans le cadre de sociétés d'exercice libéral.

Sous forme de « sociétés de capitaux à objet civil », a assuré M. Luc Dejoie (RPR, Loire-Atlantique), rapporteur de la commission des lois, ces professions « pourront mieux rendre les services que le public attend d'elles ». M. Dejoie a ajouté que ces sociétés bénéficieraient de dérogations au droit commun, afin de préserver l'indépendance des professionnels.

Les sénateurs ont réduit de sept à trois le nombre minimum d'associés pour la constitution des « sociétés d'exercice libéral à forme anonyme ». Ils ont fixé à 25 % maximum l'ouverture du capital social aux personnes physiques ou morales pour les professions autres que judiciaires et juridiques, pour lesquelles le capital sera détenu par des professionnels de la même « famille ». Ils ont précisé qu'une société en participation pourrait être constituée entre personnes physiques exerçant une profession libérale soumise à un statut législatif ou réglementaire, à l'exception des officiers publics et ministériels.

Les sénateurs ont adopté, enfin, une disposition destinée à assurer l'équilibre du régime d'assurance vieillesse des professions libérales, qui prévoit que les dirigeants et associés des sociétés d'exercice libéral seront affiliés à ce régime.

GILLES PARIS

Jours amers à Matignon

Suite de la première page

Guy Carcassonne, qui n'a pas son pareil pour apaiser la galerie, se prive, par son art consommé de la prestidigitation, n'a guère envie de jongler avec les résultats du vote de la motion de censure, dont l'analyse a confirmé, la veille, la justesse de ses pronostics. Jean-François Merle, qui a joué un rôle déterminant dans le « bon choix » des députés centristes et non inscrites d'outre-mer, ne cherche pas à se départir de son ironie habituelle.

Leur amertume affleure. Ils ont le « blues ». Pas la moindre envie de sabler le champagne, comme l'ont fait, à la buvette du Palais-Bourbon, les députés socialistes soulagés. Ils éprouvent le sentiment dépressif que, à défaut d'avoir pu censurer le gouvernement, on a déjà censuré leur victoire. Le « on » vise le « microcosme » — expression barbare, qui devient rocardienne, — le cartel de tous ceux qui, disent-ils, nient tout en considérant que l'échec de la motion de censure constitue un mieux un non-événement, assurément un triomphe de la magouille politicienne, en aucun cas un succès pour Michel Rocard. Il y aurait pourtant, assurent-ils, beaucoup à dire.

Beaucoup à dire sur l'amnésie des porte-parole des droites, qui ne se souviennent plus qu'en juin 1967 Georges Pompidou, réclamant les pouvoirs spéciaux pour agir par ordonnances dans le domaine économique et social, avait lui aussi échappé de justesse à la censure — de huit voix — grâce à la censure de la SOFRES, de l'IFOP et de BVA. Histoire de mourir, d'une part, que deux ans après son installation à Matignon, Michel Rocard bénéficie d'un net solde positif — contrairement, par exemple, au gouvernement de Pierre Mauroy en 1983, — d'autre part, que la courbe de popularité de François Mitterrand apparaît parallèle à la sienne, une façon comme une autre d'indiquer peut-être que le destin des deux hommes n'a pas de raison objective de diverger.

Au passage, dans ce Matignon qui réagit comme s'il était assiégé par des forces démoniaques, on s'insurge à nouveau contre les « rumeurs malveillantes » répandues, à l'intérieur même du Parti socialiste, à propos des responsabilités de chacun dans les violences survenues en marge de la manifestation lycéenne du 12 novembre.

Comment certains, demandent-ils, ont-ils pu accorder l'idée que le cabinet du premier ministre aurait en quelque intérêt politique, en

les appréciations péremptoires de la minorité des élites médiatiques et les réalités constatées dans le « pays réel ».

Et si l'on admet volontiers qu'il s'agit là, pour Michel Rocard, d'un handicap, voire d'un pari dangereux, qu'il s'est imposé à lui-même en négligeant le pouvoir des médiateurs professionnels, on ne va pas jusqu'à en conclure qu'il faudrait changer de méthode.

La seule concession qu'on y fasse, pour l'instant, concerne le déficit d'explication autour de la contribution sociale généralisée : le travail a été « décalé des leçons ». Pour remonter la pente, Michel Rocard compte sur l'effet que produira l'entrée en vigueur de cette mesure à partir du moment où les salariés concernés seront nombreux à constater, sur leurs feuilles de paie, une diminution des cotisations sociales.

Pour le reste, on renvoie aux graphiques que tient scrupuleusement à jour Guy Carcassonne, dans de grands cahiers, sur l'évolution des cotes de confiance respectives du premier ministre et du président de la République, selon les enquêtes d'opinion de la SOFRES, de l'IFOP et de BVA. Histoire de mourir, d'une part, que deux ans après son installation à Matignon, Michel Rocard bénéficie d'un net solde positif — contrairement, par exemple, au gouvernement de Pierre Mauroy en 1983, — d'autre part, que la courbe de popularité de François Mitterrand apparaît parallèle à la sienne, une façon comme une autre d'indiquer peut-être que le destin des deux hommes n'a pas de raison objective de diverger.

Au passage, dans ce Matignon qui réagit comme s'il était assiégé par des forces démoniaques, on s'insurge à nouveau contre les « rumeurs malveillantes » répandues, à l'intérieur même du Parti socialiste, à propos des responsabilités de chacun dans les violences survenues en marge de la manifestation lycéenne du 12 novembre.

Comment certains, demandent-ils, ont-ils pu accorder l'idée que le cabinet du premier ministre aurait en quelque intérêt politique, en

« Un travail salopé »

Beaucoup à dire sur le traitement infligé au premier ministre par certains de ses propres amis. Alors que le résultat du scrutin prouve désormais l'existence, a contrario, d'une majorité (ou, si l'on préfère, d'une « non-opposition ») formée de 293 députés, c'est-à-dire de 21 députés de plus que les seuls 272 élus socialistes de juin 1983. Alors que ce résultat apparaît, « esthétiquement » — si l'on ose dire, ainsi que le fait Michel Rocard, — comme le moins encombrant possible puisque personne en particulier, parmi les députés du centre et de la droite qui n'ont pas suivi les consignes des états-majors, ne pourra se targuer d'avoir sauvé Michel Rocard.

Pas plus Raymond Barre, qui a finalement voté la censure, que les signataires des accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie, puisque le calédoche Jacques Lafleur et le canaque Maurice Nénou-Pwatabo se sont délibérément neutralisés, le premier votant avec son groupe RPR, le second s'abstenant afin de ménager le cœur de la raison. Alors, surtout, que nul autre socialiste que Michel Rocard n'aurait peut-être surmonté une telle épreuve, que l'hypothèse de la censure, lancée depuis deux ans, est maintenant levée et que Michel Rocard dispose, pensent ses amis, des moyens de poursuivre sa politique.

Premier ministre en sursis ? Menacé d'usure à court terme par les difficultés sociales, par ses rivaux, voire par la stratégie élyséenne ? Ce mardi soir, à l'Hôtel Matignon, ce genre de questions vaut invariablement des haussements d'épaules, au mieux des commentaires désabusés, mais pas forcément faux, sur le déphasage existant dans une société qui sacralise la communication, entre

□ M. Koehl reste au groupe UDF. — Député UDF du Bas-Rhin, M. Emile Koehl a affirmé, mardi 20 novembre, que s'il avait refusé de voter la censure la veille, il n'avait pas pour autant l'intention de quitter le groupe UDF de l'Assemblée nationale. M. Koehl a affirmé à l'AFP qu'il n'avait pas « subi des pressions pour son vote ». En revanche, M. Jean-Pierre de Peretti de la Rocca (Bouches-du-Rhône), qui n'a pas non plus voté la censure, a annoncé sa décision de quitter le groupe UDF et de rejoindre les non-inscrites.

l'absence de Michel Rocard — en visite au Japon, — à « exploiter » ces violences contre l'Élysée pour gêner François Mitterrand ?

De l'autre côté de la Seine, à la présidence de la République, on ne se refuse pas, sur ce point, à laver Matignon de tout soupçon. Si l'on met en cause la responsabilité de quelqu'un dans le déclenchement des violences survenues à Paris le 12 novembre au soir, c'est plutôt celle du ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe, auprès duquel le directeur du cabinet de Michel Rocard, Jean-Paul Huchon, assistant alors Lionel Jospin, premier ministre par intérim, n'avait pas été le seul à intervenir pour regretter l'autorisation initialement donnée aux coordinations lycéennes de terminer leur manifestation sur les Champs-Élysées.

Quant à la sempiternelle question sur la rivalité rituelle entre le chef de l'État et le chef du gouvernement, posée l'été dernier, repoussée aujourd'hui, elle suscite toujours le même agacement et la même réponse : personne ne peut prétendre savoir ce que pense François Mitterrand sur la longévité gouvernementale de Michel Rocard.

Dans l'immédiat, en tout cas, rien n'autorise à voir, dans la manière dont a été gérée la fronde lycéenne, un signe que François Mitterrand cherchait à affaiblir son premier ministre menacé de renversement : « Si le président de la République veut changer de premier ministre, il lui suffit de décrocher son téléphone... » Au contraire, la tonalité « à gauche toute » du discours de Michel Rocard dans le débat de censure est jugée bienvenue.

L'indignation de M. Louis Le Pen

Mais personne n'est plus ulcéré, depuis lundi soir, que le ministre des DOM-TOM, Louis Le Pen. Écœuré, même, par les jugements désobligeants portés à l'encontre des députés d'outre-mer par les représentants de formations qui n'ont souvent eu qu'indifférence pour la situation des anciennes colonies et dont l'agressivité n'a fait que traduire, à ses yeux, la rage de n'avoir plus barre électorale sur eux.

Il se sent en parfaite harmonie avec les onze élus « domitomes » qui n'ont pas voté la censure et vient de dénoncer « la campagne inqualifiable, orchestrée par certains médias tenant d'accablés

l'idée que leur abstention dans le vote de censure serait la contrepartie d'avantages concédés de façon plus ou moins occulte ».

Il approuve la réaction de son prédécesseur au ministère, Henri Emmanuelli, qui a dénoncé « le mépris de la droite, à la limite du racisme », et celle du président des députés socialistes, Jean Auroux, qui a parlé de « relents coloniaux ». Il se félicite que le député apparenté socialiste de la Martinique, Claude Lise, ait été choisi pour interpellier le Parlement, à ce sujet, mercredi après-midi, au cours de la séance des questions au gouvernement.

A chaud, Louis Le Pen se réjouit d'un texte où il tente de canaliser son indignation sous de l'humour : « Les élus des DOM-TOM sont-ils majeurs ? En effet, comme le rappelle M. Méhaignerie, ils sont « pauvres ». Les pauvres doivent-ils avoir le droit de vote ? Ne pourrait-on pas rétablir un suffrage censitaire d'un type nouveau : en dessous d'un niveau de FNB par habitant, pas de droit de vote ? ... Faibles, vulnérables, à la merci des tentations d'un gouvernement sans scrupules, comment les élus d'outre-mer pourraient-ils se déterminer librement, en leur âme et conscience, au seul vu de textes proposés, sans arrière-pensées ni calculs, comme le font tous les députés de métropole ? »

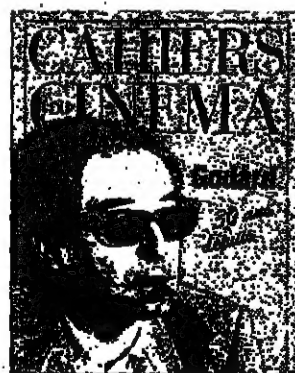
Le colbre de Louis Le Pen se déborde comme la lave de la Soufrière un jour d'éruption : « Quarante-cinq ans de départementalisation valent-ils la majorité démocratique ? Il faut dire que le gouvernement a manifesté un comportement véritablement extravagant : il n'a pas hésité à proposer au Parlement un budget des DOM-TOM en forte augmentation, avant même qu'il soit question de censure, ce qui démontre une clairvoyance perverse. Avec un budget en régression ou en stagnation, le gouvernement aurait, certes, aggravé les problèmes de l'outre-mer, mais du moins aurait-il manifesté un véritable esprit démocratique en ne cherchant pas à plaire à l'outre-mer au-delà de toute décence... »

Il y a des jours, comme cela, dans la vie d'un porte-parole du gouvernement, où il vaut mieux en rire... ALAIN ROLLAT

EXCLUSIF : LES CAHIERS SONT ENFIN VENUS A BOUT DE GODARD

Depuis 30 ans, il est là. Depuis 30 ans, il dérange, invente, divise. Théoricien, voyou, savant fou, bricoleur. Nouveau langage, nouvelle esthétique, nouveau montage. Aujourd'hui, les Cahiers font le tour de Godard : Godard et la science, Godard et la musique, Godard et la télé, Godard et le sexe, Godard et la lumière, Godard et Karina, Godard protestant, Godard et la politique, Godard et Fritz Lang... Et tout Godard en 66 films. Avec amour et humour. Passion et irrespect. Objectivité et parti pris.

SPECIAL GODARD



ENTRETIENS ET TÉMOIGNAGES

ANNA KARINA
MICHEL PICCOLI
LASZLO SZABO
ROLAND AMSTUTZ
NAGISA OSHIMA
PHILIPPE GARRIEL
ANTOINETTE DUHAMEL
AGNES GUILLEMET
CAROLINE CHAMPETIER

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

12. Bénévoles et la fabrication d'un télescope géant.
13. Des enseignants écrivains.
16. Des œuvres de Matisse à la Bibliothèque nationale.

Les « affaires » du football

Les fils du président des Girondins de Bordeaux sont entendus par la police

BORDEAUX

de notre correspondant

Eric Bez, le fils du président des Girondins de Bordeaux FC, est entendu, depuis le mardi 20 novembre, par la police judiciaire de Bordeaux, dans le cadre de l'information ouverte en août par le parquet, pour abus de confiance, faux et usage de faux, complicité et recel à l'encontre de Claude Bez et « tous autres ».

M. Jacques Rubio, directeur général de la société toulousaine Malardeau, ancien sponsor du club bordelais, a également été convoqué. L'affaire du centre international du Haillan est au cœur du dossier. Ce luxueux château et son complexe sportif ont été financés, en 1987, par les derniers publics. La ville de Bordeaux, qui avait pris l'initiative de l'opération, la région Aquitaine, le département de la Gironde et la communauté urbaine bordelaise, ont payé les factures. Total : 54 millions de francs. Il est

établi que cette addition était fautive, surévaluée de 10 millions de francs par rapport au coût réel des travaux. Le président du club de football bordelais et son fils Eric Bez sont au cœur de l'affaire.

La ville de Bordeaux, propriétaire du terrain du Haillan, avait délégué la maîtrise d'ouvrage du centre sportif aux Girondins de Bordeaux FC. Sans appel d'offres, Claude Bez avait alors choisi la société Malardeau pour réaliser l'essentiel du chantier. Il aurait également confié à cette société, dont le directeur général est aussi membre du comité directeur du club de football, la tâche plus délicate d'établir deux devis estimatifs, l'un correspondant aux financements publics et l'autre au montant réel des travaux. Dans la foulée, Claude Bez avait imposé, au nez et à la barbe des architectes, son fils Eric pour « coordonner » le chantier du Haillan.

Agé de trente ans, le fils du président des Girondins de Bordeaux

FC exerce des activités de marchand de biens et de promoteur immobilier. Il est à la tête de quatre sociétés, toutes domiciliées à la même adresse, rue Pelouse de Douet, non loin du domicile paternel. Il s'agit d'Erio-Diffusion, du cabinet ERIC, de la SAI d'Ormon, une société qui doit réaliser un ensemble immobilier et un golf dans la commune de Villeneuve d'Ormon et, enfin, de la société ERIC. C'est par cette dernière société qu'aurait transité les 10 millions de francs qui n'ont pas servi à payer les travaux du centre sportif du Haillan.

Pascal, le frère cadet d'Eric Bez, employé de l'une de ces sociétés, a également été convoqué par les inspecteurs. Quant à Claude Bez, il doit être convoqué jeudi 22 novembre chez M. Bernadette Prigent, le juge d'instruction en charge du dossier. Dès son retour du Sénégal, le président des Girondins de Bordeaux a fait repousser au mercredi 21 novembre, à 21 h 30, le comité directeur du club, initialement fixé en son absence au mardi 20 novembre. Ce comité directeur doit examiner la situation. En effet, en plus du dossier judiciaire, les Girondins de Bordeaux doivent faire face à un déficit de 242 millions de francs, rendu public le 16 novembre par Jacques Chaban-Delmas. « La balle est dans le camp du club », avait alors déclaré le maire de Bordeaux, en annonçant la nomination de « négociateurs » de la dette. Il n'a pas fait connaître sa position après la convocation de M. Eric Bez dans les locaux de la police judiciaire.

GINETTE DE MATHA

La maîtrise des dépenses de santé

Les conditions de remboursement des médicaments « particulièrement coûteux » vont être modifiées

M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, devait rendre public, mercredi 21 novembre, le texte d'un décret limitant les conditions de remboursement de certains médicaments considérés comme étant « particulièrement coûteux ». Annoncé depuis plusieurs semaines, ce texte correspond, dans le cadre de la Contribution sociale généralisée (CSG), à l'une des premières mesures concrètes visant à maîtriser effectivement l'évolution des dépenses de santé. Il souligne aussi la volonté gouvernementale de rendre plus cohérente la prise en charge de certains produits pharmaceutiques par la collectivité.

Dans sa formule définitive, ce texte - qui avait déclenché il y a quelques mois une vive controverse au sein de l'industrie pharmaceutique française - comprend trois articles.

Le premier prévoit que « certains médicaments particulièrement coûteux et d'indications précises » ne pourront « être pris en charge ou remboursés qu'après accord préalable du contrôle médical ». On précise au ministère des affaires sociales que cette mesure - qui nécessitera en pratique la publication prochaine d'un arrêté - ne concernera « que quelques médicaments chaque année ».

Il pourrait s'agir, dans les prochains mois, de certains spéciali-

tés hypocholéstérolémiants, ainsi que de nouveaux médicaments anti-ulcéreux. Ces substances ne seront donc plus prises en charge, comme c'est le cas aujourd'hui, de manière automatique, le prescripteur devant au préalable s'assurer de l'accord de la caisse de Sécurité sociale.

Démission du président de la commission de transparence

Le second article du décret précise que la prise en charge par la Sécurité sociale de nouveaux médicaments ne pourra concerner que ceux pour lesquels il est démontré qu'ils apportent « soit une amélioration du service médical rendu en termes d'efficacité thérapeutique, ou, le cas échéant, d'effet secondaire ; soit une économie dans le coût du traitement médicamenteux ».

Les preuves de cette démonstration seront jugées par la commission de transparence. Le président de cette commission, le professeur Jean-Louis Portos, a, pour sa part, annoncé sa démission pour protester contre cette mesure.

Enfin, le troisième article prévoit de pénaliser de la même manière « les médicaments dont il est constaté une prescription fréquente hors des indications thérapeutiques retenues lors de l'inscription, à la suite d'actions publicitaires et de promotion ». Dans ce domaine, l'avis de la commission de contrôle de la publicité sera requis.

Le ministère se dote ainsi d'un outil réglementaire, qui devrait à court terme lui permettre de réaliser certaines économies (difficile-

ment chiffrables aujourd'hui) en matière de dépenses de santé. Cet outil apportera aussi une plus grande cohérence dans un secteur qui, trop souvent, en manque.

Il s'agit enfin d'une des premières mesures concrètes de maîtrise des dépenses annoncées après la controverse autour de la contribution sociale généralisée. A cet égard, il sera intéressant d'observer quelle sera l'attitude, face à cette réforme, de l'ensemble des professions médicales et pharmaceutiques.

JEAN-YVES NAU

Manifestation nationale des professions paramédicales libérales

La manifestation des professions paramédicales libérales a rassemblé, mardi 20 novembre à Paris, plusieurs milliers de personnes, kinésithérapeutes, infirmières, orthophonistes et orthoptistes. Les quatre organisations professionnelles appellent à une nouvelle manifestation jeudi 13 décembre.

Réunis pour la première fois sous les mêmes bannières, plusieurs milliers de kinésithérapeutes, infirmières, orthoptistes et orthophonistes venus de toutes les régions de France ont répondu, mardi 20 novembre, à l'appel des quatre organisations des professions paramédicales libérales. Revitalisation de l'acte, révision de la nomenclature en fonction des nouvelles pratiques, définition de règles d'exercice professionnel avec une juridiction particulière et aménagements en matière de fiscalité ou de charges sociales identiques à ceux des médecins libéraux constituent l'essentiel de leurs revendications.

« Nos honoraires sont bloqués depuis trois ans. Les montants des frais de déplacement, très faibles, ne bougent pas. Le ministère des affaires sociales et de la solidarité ne fait rien pour nous », a expliqué M. Marie-Jeanne Ourth-Bresle, présidente de la FNI (Fédération nationale des infirmières). « Nous sommes soumis à des contraintes tarifaires et budgétaires qui nous obligent à augmenter le volume de nos actes, ce qui finit par mettre en jeu la qualité de notre travail », a estimé, de son côté, M. Jacques Roussil, président de la Fédération nationale des orthophonistes (FNO).

Au cours de la manifestation une fausse bonne nouvelle a provoqué l'exaspération des manifestants : le bruit a couru que les représentants des organisations seraient reçus à Matignon, mais ils s'y sont rendus en vain. La tension est alors montée, et, rue de Valenciennes, un cordon de CRS a dû bloquer la progression du défilé. Peu après, des kinésithérapeutes qui ont aperçu l'actrice Carole Laure en train d'acheter des décorations de Noël dans une boutique décident de la retenir pendant plus d'une heure. Ils ne la relâcheront qu'après avoir obtenu qu'elle alerte les médias de son « kidnapping ».

En fin d'après-midi, les manifestants regroupés place du 18-Juin-1940 (15^e arrondissement) ont été rejoints par les présidents de fédérations, lesquels ont été reçus à l'Assemblée nationale par M. Jean-Michel Belorgey, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. « Nous devrions être reçus à Matignon la semaine prochaine. J'ai appris que le gouvernement était favorable à une étude accélérée du dossier sur l'allègement des charges des allocations familiales. En revanche, rien de prévu pour la nomenclature. Nous appelons à une nouvelle manifestation le 13 décembre », a alors annoncé M. Jacques Valminckx, président de la FFMKR (Fédération française des masso-kinésithérapeutes-éducateurs). A 19 heures, la manifestation est terminée. Une trentaine de personnes interpellées au moment de la dispersion ont été relâchées dans la soirée.

MARTINE LARONCHE

Deux dirigeants de l'OM libérés après trente-cinq heures de garde à vue

MM. Jean-Pierre Bernès et Alain Laroché, respectivement directeur général et directeur financier de l'Olympique de Marseille, ont quitté libérés, mardi 20 novembre, l'hôtel de police de Marseille où ils étaient en garde à vue depuis plus de trente-cinq heures (le Monde du 21 novembre). « La brigade financière a tenu à m'entendre. Je trouve cela normal. J'ai été entendu en toute sérénité. J'ai le sentiment d'avoir servi le football français », a déclaré M. Bernès en quittant les locaux de la police judiciaire peu avant minuit.

Les enquêteurs de la brigade financière du SRPJ de Marseille souhaitent entendre les deux dirigeants de l'OM dans le cadre de l'enquête préliminaire ouverte par le parquet à la suite de la saisie, au siège du club de football, de documents sur le transfert de certains joueurs entre les clubs de Toulon et de Marseille. « Tout ceux qui veulent apporter la vérité dans le football français doivent aider la brigade financière », a expliqué M. Bernès. Selon des sources judiciaires, ces auditions devaient permettre d'obtenir des deux diri-

geants des précisions sur des opérations comptables effectuées pour l'OM. Les mêmes sources précisent cependant qu'aucun élément ne permettrait de dire « que l'on allait vers l'ouverture d'une information et d'éventuelles poursuites ».

Toutefois Joseph-Antoine Bell, gardien de but des Girondins de Bordeaux mais ancien joueur marseillais, estime que ces auditions mettent en cause le président de l'OM, Bernard Tapie. Il a déclaré, dans l'équipe du 21 novembre : « Il ne faut pas se laisser piéger. C'est le député qui est concerné car c'est le monde qui a été de son patron ». Le goal, qui a lui aussi été entendu par des policiers de Bordeaux à propos de la même affaire, ajoute : « Bernard Tapie a voulu nettoyer un milieu qui aurait pu l'être simplement en employant des moyens légaux. Il se vante d'être l'ami de Charasse, il est député : il avait tout pour défendre le foot en sa qualité de représentant du peuple à l'Assemblée. Il s'y est pris autrement ».

ÉDUCATION

Des manifestations peu suivies

Le mouvement lycéen s'essouffle

Le mouvement lycéen s'essouffit nettement. Mardi 20 novembre à Toulouse, seulement 500 jeunes se sont retrouvés sur la place du Capitole pour répondre à l'appel lancé dimanche par la coordination de Haute-Garonne, pour tant très active ces dernières semaines. A Clermont-Ferrand, où rassemblés plusieurs milliers de personnes depuis le début du mois, ce sont à peine 400 lycéens qui ont défilé dans les rues en direction du conseil régional pour un « baroud d'honneur ».

De leur côté, les lycéens de Montpellier ont choisi de bloquer le trafic ferroviaire durant plusieurs heures pour marquer leur « insatisfaction » face aux propositions de Lionel Jospin. A Brest, enfin, les membres de la coordination indépendante brestoise tentent par tous les moyens d'éponger les dettes causées par leurs déplacements et autres frais de manifestations. L'harmone municipale jouera à leur profit, les habitants de la ville étant conviés à payer leur place vingt francs pour soutenir les lycéens.

D'autre part, des « opérations oxygène » ont eu lieu à Toulouse et à Brest (formation de classes de 25 élèves, les autres se regroupant à l'extérieur) et de petites assemblées générales se sont réunies à Paris où la coordination animée par la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) proposait

aux élèves de se prononcer par référendum sur les propositions du ministre de l'éducation nationale. Une manière de poursuivre un mouvement qui s'épuise, en préparant la prochaine rencontre des lycéens avec M^{me} Céline Wiener, chargée de mettre en œuvre le « plan d'urgence pour les lycées ». Enfin, les membres du Mouvement apolitique lycéen (MAL) et ceux de la coordination toulousaine appellent à un rassemblement jeudi 22 novembre à Paris.

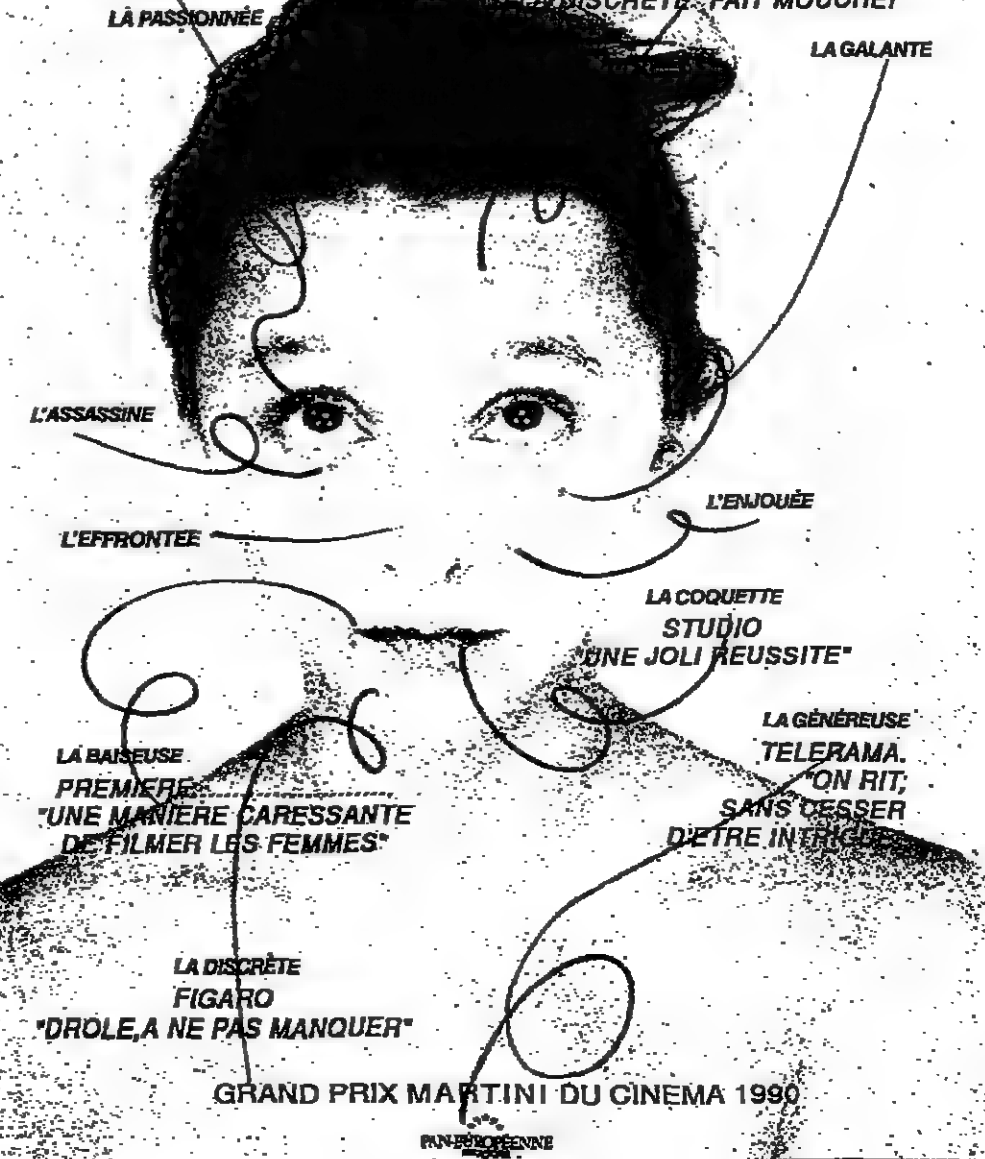
(Lire également le supplément éducation pages 13 et 14.)

« L'USC-police demande une enquête sur le malin de l'ordre pendant les manifestations lycéennes. - L'Union des syndicats catégoriels de la police (USC), 29,5 % des voix chez les policiers en tenue a demandé, dans une lettre ouverte au ministre de l'intérieur datée du 15 novembre, l'ouverture d'une enquête administrative de l'Inspection générale des services (IGS) à propos de la manifestation des lycéens, le 12 novembre à Paris. Déplorant que plus de 220 membres des forces de l'ordre aient été blessés à cette occasion, l'USC estime que ces faits sont « la triste conséquence des déclarations irresponsables des délégués de l'autorité publique qui ont interdit le port des équipements nécessaires au maintien de l'ordre ».

PRIX DE LA CRITIQUE. VENISE. 1990

FABRICE LUCHINI
LA DISCRETE
UN FILM DE CHRISTIAN VINCENT

LE NOUVEL OBSERVATEUR
"UN FILM REMARQUABLE"



GRAND PRIX MARTINI DU CINEMA 1990

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Deux professeurs de médecine inculpés à Nancy

Les dessous-de-table des hommes en blanc

L'affaire des dessous-de-table médicaux n'en finit plus d'empoisonner Nancy : deux des plus célèbres professeurs de médecine de la ville inculpés, plusieurs autres mis en cause dans des témoignages recueillis par l'Union fédérale des consommateurs et transmis au parquet, le procureur général près la cour d'appel et le sous-directeur de la caisse primaire d'assurance-maladie réglant leurs comptes dans les colonnes de la presse locale. Pendant que certains dénoncent déjà une chasse aux sorcières, d'autres tentent de comprendre pourquoi la cité lorraine, beaucoup moins touchée, dit-on, que Paris ou la Côte d'Azur, endosse seule le poids de l'infamie.

NANCY

de notre envoyé spécial

Ils faisaient partie du patrimoine municipal, comme la place Stanislas et l'équipe de football de l'AS Nancy-Lorraine. De toute la région, on se précipitait dans ces fameux hôpitaux nancéiens. Des Vosges, d'Alsace, on accourait, tant leur réputation avait, depuis longtemps, dépassé les frontières du département. Certains faisaient même le déplacement de l'étranger. Aujourd'hui on les regarde avec méfiance.

Un médecin a été inculpé d'extorsion de fonds, un autre de « corruption active ». Et plusieurs autres sont en cause, toujours connus. Ceux de professeurs agrégés, la plupart du temps. La situation est telle que, parallèlement à l'enquête judiciaire, le ministère des affaires sociales et la direction des impôts s'intéressent de près à l'affaire. Sans parler de l'ordre des médecins, dont le conseil national doit prochainement prendre position. Même dans la bouche du président départemental de l'ordre, le docteur Jacques Werner, les petits suppléments sont devenus « des gains occultes ». Autrement dit, des dessous-de-table.

La pratique était vieille comme le monde. « Avant, à la campagne, le docteur se faisait offrir des poulets et des œufs en prime, c'était normal », dit en souriant Jean-Paul Donny, le président de l'Union fédérale des consommateurs de Nancy (UFC). Tellement normal, selon lui, que ce comportement s'est généralisé. Pour gagner plus d'argent, en trompant la voracité du fisc, les médecins n'ignoraient pas que, lorsque la vie ou simplement la santé est en jeu, on ne regarde pas trop à la dépense.

L'affaire éclate, le 15 décembre 1989, à Nancy, au centre hospitalier régional et universitaire (CHRU) de Brabois. Pourquoi là plutôt qu'ailleurs ? Peut-être parce que, quelques jours plus tôt, l'Est républicain a consacré une page complète aux pratiques illicites des médecins. Peut-être également parce que, depuis des années, l'UFC de la ville s'intéresse à ce dossier, et en parle.

Aussi, lorsque le conseil d'administration se penche sur la sanction du professeur Paul Guillemain,

chef du service d'urologie, les représentants CFDT et FO s'opposent à la nomination de son dauphin, le professeur Jacques L'Hermite. Pour tout le monde, il ne s'agit pas d'un simple formalisme. Autant apprécié, à quarante-sept ans, comme enseignant que comme médecin, cet agrégé dirige l'unité de transplantation rénale. Il compte aussi parmi les pionniers de la microchirurgie en urologie et passe pour un des plus grands spécialistes du traitement de l'impuissance et de la stérilité. Des titres de gloire bien faibles en regard des accusations des délégués syndicaux. Selon eux, le professeur L'Hermite touche des dessous-de-table.

Des témoignages accablants

Malgré ses dénégations, sa nomination est suspendue, et son dossier transmis à la commission d'activité libérale, chargée d'examiner l'exercice privé des médecins hospitaliers. La hiérarchie du CHRU reste pourtant extrêmement embarrassée. Sans attendre les conclusions de cette commission, qui, le 10 mai 1990, constatera « l'absence de preuve irréfutable mais l'existence de témoignages troublants et concordants », le conseil d'administration donne même un avis favorable à la candidature de M. L'Hermite. Il faudra un refus du ministre pour lui barrer la route.

Mais l'UFC a déjà lancé l'enquête. En quelques semaines, l'association réunit suffisamment de témoignages mettant en cause l'urologue et d'autres de ses collègues pour porter plainte contre X... Un artisan souffrant d'impuissance raconte comment le professeur lui aurait demandé un complément de 5 000 F en liquide — « mon revenu mensuel », précisait que ce serait moins cher avec un de ses assistants mais qu'alors les chances de réussite de l'opération passeraient de 95 % à 30 %. Une femme assure que M. L'Hermite aurait exigé, à son réveil, « 1 000 F en liquide ». Après avoir payé par crainte d'être « saboté », elle se serait vu demander un nouveau dessous-de-table.

On aurait pu en rester là. Malgré la cinquantaine de lettres que lui avait transmises l'UFC, rien n'empêchait le procureur de la République, M. Georges Garrigue, de classer l'affaire. « Il a pris ses responsabilités en déclenchant les poursuites », explique M. Gilbert Thiel, le juge d'instruction chargé de l'affaire. D'autres auraient sans doute attendu d'avoir un dossier impeccable, parfaitement ficelé par des policiers. Attente bien hasardeuse car, sans l'ouverture d'une information judiciaire, rien ou presque n'était possible. En juin, le professeur L'Hermite est placé pendant quarante-huit heures en garde à vue au SRPJ de Nancy. Aux policiers, il finit par déclarer avoir reçu des rémunérations occultes mais, devant le magistrat, il revient sur ses déclarations. Par la suite, il ne cessera de nier, affirmant même avoir « toujours condamné ce type de pratique ».

Néanmoins, M. Thiel l'inculpe d'extorsion de fonds. La sanction disciplinaire ne tarde pas. Le 3 juillet, le conseil régional de l'ordre inflige au professeur L'Hermite une suspension de six mois. Le 16,

le ministre refuse sa nomination comme chef de service. L'intéressé dénonce « une cabale » et fait aussitôt appel devant le conseil national — appel suspensif qui lui permet de continuer d'exercer. Il menace de faire des révélations. Mais aucun coup de théâtre ne viendra troubler l'été lorrain.

Le 1^{er} novembre, pourtant, l'affaire est relancée. Depuis le 8 octobre, le professeur agrégé Jean Sommelet, un chirurgien orthopédiste de soixante-six ans, réputé dans tout l'est de la France comme l'un des plus grands spécialistes de la prothèse de hanche, est lui aussi inculpé. Le juge d'instruction, M^{me} Isabelle Oudot, n'a pas souhaité rendre l'information publique mais elle ne peut éviter les fuites. Ayant agi dans le cadre de son activité salariée de chirurgien à la clinique de traumatologie et d'orthopédie, un établissement public dépendant de la caisse primaire d'assurance-maladie du Nord-Est dont il était le directeur jusqu'à l'an passé, M. Sommelet est accusé de « corruption active ».

Lui ne nie pas avoir reçu des sommes d'argent de façon illicite. Il précise simplement l'avoir fait en examinant la situation financière de ses patients. « Avec tact et mesure », comme le stipule le code de déontologie médicale. Ce qui explique peut-être le silence du conseil départemental de l'ordre, beaucoup moins prompt à instruire son dossier que celui du professeur L'Hermite. A moins que n'entre en jeu l'aura d'un maître qui a contribué à former des générations de médecins.

Des pratiques fréquentes ?

Cette seconde inculpation déclenche de nombreuses réactions. A la caisse primaire d'assurance-maladie, le sous-directeur, M. Rodolphe Brodt, encourage, dans la presse locale, l'œuvre de « salubrité publique ». Selon lui, « un médecin déjà payé mal, deux c'est beaucoup mieux ». Et M. Brodt d'annoncer, comme d'autres, de nouvelles inculpations.

Immédiatement, le procureur général près la cour d'appel de Nancy, M. René Hardy, réplique. Estimant que « la justice n'a que faire de rumeurs et de calomnies », il ajoute : « Dans l'état actuel des

SPORTS

FOOTBALL : championnat de France. — Le club de première division de Montpellier a battu celui de Metz (5-2), mardi 20 novembre, en match en retard de la 13^e journée du championnat de France de football.

TENNIS : rectificatif. — Ce n'est pas en quatre matches (comme nous l'avons écrit à la suite d'une mauvaise transmission dans nos éditions datées 20 novembre) que l'Américain André Agassi s'est imposé dimanche 18 novembre en finale du championnat de l'ATP Tour à Francfort mais, évidemment, en quatre matches, sur le score de 3-7, 7-6, 7-5, 6-2.

dépôt de plainte. — Le conseil municipal de Fleury (Aude) a déposé, lundi 19 novembre, une troisième plainte contre X avec constitution de partie civile auprès du doyen des juges d'instruction du tribunal de Narbonne dans le cadre de l'affaire de l'observatoire aquatique La Bulle, qui s'est révéler être un gouffre financier (le Monde du 26 octobre).

Cette plainte pour « abus de crédit, fausses factures, complicité, faux et usage de faux en écriture publique » fait suite à deux autres plaintes pour « faux et usage de faux en écriture, dissimulation de documents administratifs et escroquerie ».

Le versement d'une commission au bureau d'études Urban-Technic, lié au PS, a été évoqué dans cette affaire, tandis que le procureur a déjà intervenu pour déconseiller l'ouverture d'une information judiciaire (le Monde du 17 novembre).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde AFFAIRES

ESPACE

Nouveau succès pour la fusée européenne

Ariane a lancé deux satellites américains

La fusée Ariane a décollé, mercredi 21 novembre à 0 h 11 (heure française), du centre spatial guyanais de Kourou, pour son 40^e tir, et a mis sur orbite avec succès deux satellites de télécommunications. Comme pour sa mission précédente, le 12 octobre dernier, les deux passagers du lanceur européen étaient deux satellites américains : SATCOM-CI et GSTAR-IV.

Le lancement s'est déroulé sans aucun problème, après une chronologie normale et un compte à rebours sans faille. SATCOM-CI et GSTAR-IV, de la classe des satellites de télécommunications de 1 200 kilos, sont destinés à assurer sur tout le continent nord-américain des communications téléphoniques, la transmission de données informatiques et de programmes de télévision. Le prochain tir d'Ariane est désormais prévu pour la mi-janvier 1991.

Ce quarantième vol confirme le succès d'Arianespace, qui a obtenu depuis 1981 quatre-vingt-sept contrats de lancement, et maintient sa position de leader, avec 50 % du marché occidental des lancements civils.

Compte tenu des besoins de la

clientèle, Arianespace et les industriels européens envisagent d'améliorer les performances du lanceur Ariane-4. Ces modifications, qui devraient être réalisées dès 1992, permettraient la mise en orbite d'une charge utile de près de 4,5 tonnes (au lieu de 4,3 tonnes) par la version la plus puissante d'Ariane (I).

Si l'avenir d'Ariane-4, dont 70 exemplaires ont été commandés, paraît serein pour les prochaines années, la direction d'Arianespace a cependant quelques inquiétudes pour l'après-1994-1995. Selon les experts, en effet, la taille de la majorité des satellites prévus pour un lancement à cette époque devrait tourner autour des 2,5 tonnes, ce qui rendrait impossibles les lancements doubles pour Ariane-4. Arianespace aura alors des difficultés à trouver des satellites de format plus modeste à leur associer, en attendant la mise en service du lanceur lourd Ariane-5, pas avant 1995.

(1) Ces modifications, qui portent sur une augmentation de la capacité des réservoirs d'hydrogène et d'oxygène liquides du troisième étage, avaient déjà été faites à titre expérimental, lors du troisième tir d'Ariane-4, le 27 mai 1989.

Fin de mission mouvementée pour la navette de la NASA

Le vent contraint Atlantis à changer de site d'atterrissage

Contrariée par le vent qui soufflait sur son terrain d'atterrissage habituel de la base Edwards (Californie), la navette Atlantis a finalement atterri, mardi 20 novembre à 16 h 43 (22 h 43, heure de Paris), sur la piste de rechange de Cap-Cana-veral (Floride), au terme d'une mission secrète de cinq jours consacrée à la mise en orbite d'un satellite militaire de surveillance (le Monde du 17 novembre).

Les vents violents persistant sur la Californie, les responsables de la NASA ont décidé, après une journée d'attente, d'utiliser la piste du centre spatial Kennedy. Cette dernière présente l'avantage majeur d'être relativement courte (5 000 mètres), ce qui contraint l'équipage à utiliser ses freins, alors que les pistes d'at-

terrissage comme celles de la base Edwards construites dans le désert, ont été étudiées pour que la navette puisse s'arrêter sans freiner. Atlantis s'est cependant immobilisée sans problème.

Il s'agissait du cinquième atterrissage d'une navette à Cap-Cana-veral. Le dernier remonte à 1983 et, à cette occasion, l'un des pneus de la navette Discovery avait éclaté, endommageant le système de freinage.

Le Pentagone se reposera désormais sur des lanceurs classiques pour déployer ses satellites de renseignement et n'utilisera plus les navettes que pour des missions non secrètes. Le prochain vol devrait avoir lieu en décembre, avec le départ de Columbia, qui entamera l'observatoire astronomique Astro. (AFP)

Ballainvilliers (Essonne) entrave la fabrication du grand télescope européen

Longue-vue et courte vue

Quand, à la veille de l'été 1989, l'entreprise française Recherches et études d'optique et de sciences connexes REOSC darna le plan à l'allemand Zeiss, son concurrent de toujours, pour le polissage des miroirs du VLT, le télescope géant que les Européens vont construire au Chili, le petit monde français des astronomes et des industriels constructeurs de télescopes s'agitait de fièvre (le Monde du 31 mai).

Aujourd'hui, pour une banale histoire de permis de construire et de terrain que la municipalité de Ballainvilliers (Essonne) vient de refuser à l'industriel, cette victoire risque fort de tourner au naufrage.

Pour honorer le contrat d'un peu plus de 110 millions de francs, la société REOSC doit monter, sur le terrain qu'elle occupe actuellement, une tour de polissage d'environ 34 mètres de haut avec une emprise au sol d'un peu moins de 150 mètres carrés. Incontestablement, un tel édifice peut constituer pour les riverains une nuisance visuelle.

La mairie, consciente de cette gêne potentielle, avait donc demandé à l'industriel, qui avait accepté de s'y plier, d'installer des « protections visuelles » faites de « végétaux persistants » pour préserver l'aspect village et le « charme » de la commune.

Les activités industrielles de la REOSC étant, de l'avis même du maire, « silencieuses et non polluantes », tout laissait prévoir une issue heureuse. A la condition toutefois, indiquait la municipalité, que l'entreprise prenne également en charge le percement d'une route de 350 mètres (2 millions de francs) et la construction d'un parking de soixante places conforme aux règles d'urbanisme.

Ce qui fut fait. Et, le 10 mai 1990, le conseil municipal se déclarait, par 14 voix contre 4, favorable à la modification du plan d'occupation des sols (POS), nécessaire pour la construction des nouveaux bâtiments de la REOSC. Une décision confortée par les résultats de l'enquête d'utilité publique, qui conclut, début octobre, sur « un avis très favorable » au projet.

Mais, le 9 novembre, le conseil municipal changea d'avis et refusait de modifier le POS par 14 voix pour et 4 contre... La REOSC qui espérait pouvoir commencer les travaux pour sa tour de polissage avant la fin de l'année, n'en revient pas.

Une zone « réservée à l'habitat »

Le fameux parking et ses 1 200 mètres carrés font l'objet du conflit. Pour le réaliser, la REOSC, à l'étroit dans ses installations actuelles, a dû se porter acquéreur au prix fort d'un terrain voisin de 7 500 mètres carrés (11 situés en zone agricole. Elle s'engageait à n'utiliser qu'environ 1 200 mètres carrés et à laisser le restant de la parcelle non constructible et réservé à la culture.

De son côté, consultée sur cet achat éventuel, la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) n'avait pas fait jouer son droit de préemption sur ce terrain et laissait donc ouverte la possibilité d'une modification du POS. Mais toutes ces précautions et ces accords de l'administration n'ont pas suffi à la commune.

Le maire et son conseil estiment aujourd'hui que la construction envisagée « ne s'intègre pas dans une zone essentiellement

réservée à l'habitat », et soupçonne la REOSC d'avoir acheté près d'un hectare non constructible « avec l'idée d'y développer ses activités, créant de ce fait une spéculation et une inflation anticipée et anormale des terrains ».

Ce qui surprend, ce n'est pas tant l'avis du conseil municipal de Ballainvilliers que le fait qu'il ait été émis à la dernière minute. En agissant ainsi, le maire sait qu'il met le cou-de-souffle à la gorge de la REOSC, astreinte à des délais très serrés pour le polissage de ses miroirs. Elle a proposé un autre terrain dans sa zone d'activités en bordure de la nationale 20. Mais les vibrations y sont telles que le travail des optiques y est impossible.

Seule solution : créer l'atelier dans une autre région, éloignée du siège de la société, ce qui ne manquera pas de grever les coûts et qui pourrait obliger à terme la REOSC à démissionner. L'éventualité n'émeut pas outre mesure le maire, certain que les richesses produites — plusieurs millions de francs — par la ZAC de 170 000 mètres carrés de la commune compenseront la perte des quelques centaines de milliers de francs de taxe professionnelle payée par la REOSC.

Les pouvoirs publics en revanche, inquiets que cette affaire n'entraîne l'activité d'une des rares sociétés au monde capables de polir d'aussi grands miroirs, alimenter débloquent au plus vite la situation. C'est la raison pour laquelle, dans un souci d'ultime conciliation, le préfet a proposé sa médiation pour éviter l'irréparable.

J.-F. AUGEREAU

(1) Le terrain retenu par la REOSC englobe une autre parcelle de 2 500 mètres carrés.

Onde de

La réforme

EDUCATION

Onde de choc dans les lycées

Un mois d'agitation a mis à nu les lézards de l'institution.
Qui sont les perdants de l'épreuve ?

JUSQU'AU bout, la crise lycéenne aura été celle de tous les paradoxes. On attendait les étudiants, les des universités, les lycées, les lycéens. Ce sont les lycéens qui, quatre semaines durant, ont bousculé profs et proviseurs, gouvernements et présidents. Seuls, comme des grands, et non pas réduits, comme d'habitude, au rôle de force d'appoint de leurs aînés. Surgie des banlieues sans crier gare, cette crise a envahi la province, mais épargné Paris, haut lieu traditionnel des révoltes de la jeunesse. Elle ne s'est pas nourrie, comme dans les années 1970-80, d'une opposition à quelque projet scolaire : décrets Debré ou Saurier-Seit, projet de loi Devaquet.

Loin, enfin des credo idéologiques d'autrefois, le mouvement lycéen s'est mobilisé sur une revendication aussi brutale et rudimentaire qu'efficace : « Du pognon pour l'éducation ». Alors même que le gouvernement met depuis deux ans le paquet sur l'éducation, érigée en priorité nationale et budgétaire. Et au moment où les régions, dans le cadre des lois de décentralisation, consacrent à la construction et à la rénovation des lycées plus que l'État ne l'avait fait durant les deux décennies précédentes.

Mais le plus étonnant des paradoxes est, peut-être, qu'en bout de course, pesée la vague lycéenne, personne ne semble perdant dans cette crise atypique. Ni les lycéens, bien sûr, et ceux qui tentaient de piloter leur mouvement, mais pas davantage le ministre de l'éducation nationale ou le gouvernement.

« Jospin s'est foutu, les lycées sont dans la rue », Rabaché depuis un mois, le slogan a fait long feu. Et si Jospin a été brocardé, c'est de façon plutôt polémique et sans agressivité. Non seulement le ministre n'est pas « foutu » et n'a pas été réduit au rôle peu enviable de fusible, comme Alain Devaquet en 1986, mais il sort plutôt renforcé de l'épreuve. On peut certes lui reprocher deux choses. N'avoir pas su prendre les devants, tout d'abord. Quand tout indiquait que le lycée, autrefois sanctuaire du système scolaire, en devenait le maillon faible, déséquilibré par l'afflux des élèves, la dégradation des locaux, la transformation des missions et la crise d'identité des enseignants. M. Jospin peut certes plaider, comme il l'a fait dimanche 18 novembre à l'émission « 777 », qu'il avait alerté le gouvernement dès l'automne 1988 sur l'ampleur des besoins. On constatera simplement qu'il ne fut pas, alors, assez convaincant.

Deuxième reproche, formulé ici ou là : avoir cédé à la pression, lâché des concessions qui vont peser non seulement sur les grands équilibres budgétaires mais, plus prosaïquement, sur le fonctionnement même des lycées. Lionel Jospin a beau jeu de répondre que les lycéens, de plus en plus souvent majeurs, sont fondés à réclamer un minimum de participation à la vie de leur établissement. L'explosion sourde de ce mois d'octobre ne résulte-elle pas, d'abord, de leur désir d'être écoutés et entendus ?

Ecouter et comprendre ? C'est, à l'évidence, ce qu'a su faire le ministre de l'éducation. Confronté à un mou-



M. François Mitterrand recevant les lycéens

vement diffus et insaisissable, il a patiemment répété son invitation au dialogue et à la concertation et a su saisir la première occasion de proposer aux lycéens une vraie négociation, sans faux-fuyants ni démagogie. Les fanfarons peuvent bien regretter que l'autorité de l'État ait ainsi été « dévoyée », pendant quarante-huit

heures de discussions acharnées, devant une vingtaine de jeunes impertinents. Il suffit de se rappeler l'entretien bref et glacial, le 4 décembre 1986, entre MM. Monory et Devaquet et la délégation des étudiants de l'époque pour mesurer la différence. S'il n'a pas su prévenir la colère lycéenne, M. Jospin a, en

revanche, su éteindre l'incendie avec habileté.

Les lycéens, de leur côté, sont évidemment les grands gagnants de cette crise, même si, adeptes du « tout, tout de suite », ils rechignent à le reconnaître. En résultats sonnants et débouchants, tout d'abord, leur bilan est impressionnant. En deux semaines, ils auront, contre toute attente, décroché quelque 1700 postes supplémentaires pour leurs lycées : 100 postes de surveillants, 1000 postes de personnels administratifs et de service, 600 postes de personnels d'encadrement et d'animation. A quoi s'ajoutent 4 milliards de francs pour la rénovation des établissements. Et la reconnaissance d'une série de droits (réunion, association, presse, etc.) qui peuvent leur permettre de devenir des partenaires à part entière de la vie lycéenne. Bref, ils ont été les promoteurs efficaces de la priorité à l'éducation affichée depuis deux ans. Avec une exigence permanente, sinon toujours explicite, qui a contraint le gouvernement à élargir le débat : ne pas s'en tenir aux milliards mais s'assurer de l'efficacité de leur utilisation ; ne pas s'en tenir à l'effort budgétaire mais déboucher sur une amélioration de l'enseignement et vaincre le syndrome de l'échec qui domine la scolarité dans le secondaire.

Les militants, eux aussi, ont gagné. Ceux de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) comme ceux des Jeunes communistes ou de divers courants socialistes ou d'extrême gauche. Malgré des organisations dérisoires, peu implantées, quasi inexistantes dans le

paysage institutionnel de l'éducation nationale, ils ont bousculé caciques et adultes, imposé leur présence à l'Élysée, à Matignon et dans les palais nationaux, avant de s'offrir une grande première : deux jours de négociation avec le ministre de l'éducation. S'ils prennent garde de comprendre et de surmonter la réaction de rejet de beaucoup de lycéens, notamment des provinciaux, à l'égard des « appareils parisiens », ils tiennent à l'occasion de s'installer durablement en partenaires actifs du système éducatif. Un peu à l'image des syndicats étudiants... et avec toutes les limites que comporte la comparaison.

L'administration court-circuitée

Les lycéens s'en tirent donc à leur avantage et le ministre s'en sort avec les honneurs. S'il y a bien, en réalité, des perdants dans cette crise subite, ce sont l'institution et l'administration. En quelques semaines, le lycée a pris un coup de vieux, laissant paraître, brutalement, rides et lézards, ingratifiés et fâchés à plusieurs vitesses, disparités criantes entre établissements huppés des centres villes et « bahuts » de banlieue laissés en déshérence. En quelques manifs, les élèves ont prouvé, jusqu'à l'évidence, que le lycée n'est plus cette noble institution qui couronnait, pour les « meilleurs », une scolarité réussie. Il est devenu, pour certains, trop nombreux, une voie de garage désemparée.

L'administration, pour sa part, ne sort pas renforcée de l'épreuve. La défense par le ministre, lors de la journée de négociation du 16 novembre, du rôle des recteurs et des inspecteurs d'académie n'y a rien fait. Contraint de nommer une « madame plan d'urgence », il a implicitement reconnu qu'il était nécessaire de bousculer la machine et de court-circuiter les réseaux traditionnels de décision pour être plus efficace et plus convaincant. Les chefs d'établissement ne sont pas logés à meilleure enseigne. Trop souvent ténésistes et dépassés par le mouvement des lycéens, les vœux somnams d'accueillir ces derniers en adultes et non plus en gamins. Bref de sortir du monde scolaire poussiéreux et rassurant pour faire du lycée un lieu d'apprentissage de la vie collective et sociale. Rude secousse pour beaucoup...

La crise lycéenne est passée comme une vague. Venue de loin, elle a enfilé sans que l'on y prenne garde, déclenchée par quelques faibles souterrains, soulevée par un profond malaise. Elle se retire aujourd'hui comme elle est venue. A petit bruit. Laisse derrière elle une grève parfaitement nettoyée et quelques débris. En attendant le retour de la normalité.

GÉRARD COURTOIS

La réforme au programme

Le gouvernement veut enfin s'attaquer à la refonte des lycées.
Contenus, programmes, rythmes et baccalauréat : des sujets explosifs

P OUR la quatrième fois en huit ans, la réforme des lycées est remise au tapis. Lionel Jospin l'a annoncé vendredi 17 novembre devant le Conseil supérieur de l'éducation nationale : le rapport, très attendu, commandé au printemps dernier aux experts du Conseil national des programmes (CNP) sera rendu public d'ici à la fin de la semaine.

Après une période de « réflexion et de concertation », qui devrait durer jusqu'au mois de mai 1991, le ministre fera connaître ses décisions, les nouveaux programmes et la nouvelle organisation du lycée devant entrer en vigueur à la rentrée 1991 en classe de seconde et s'étendre progressivement aux classes de première puis de terminale. Avec, à la clé, un baccalauréat rénové. Si rien ne vient déranger cette belle ordonnance, le lycée devrait donc logiquement achever sa mue pour la session du baccalauréat de juin 1994...

Des analyses convergentes

Le calendrier prévu sera donc peu ou prou respecté. A un petit mois près, puisque le président du CNP, le mathématicien Didier Dacunha-Castelle, avait promis sa copie pour la fin du mois d'octobre. Mais le vent de fronde qui s'est mis à souffler sur les lycées a contraint Lionel Jospin à garder son projet à l'abri quelques semaines de plus.

Calera, calera pas ? Après une période de flottement, le premier ministre a tranché, lors d'un comité interministériel exceptionnel, le 14 novembre : la réforme des lycées ne sera pas enterrée. Car le mouvement lycéen a fait éclater au grand jour l'état d'extrême tension d'une institution laissée en jachère depuis 1969, date des dernières réformes importantes dans les lycées. Et il a mis en relief le danger qu'il y aurait à différer, une fois de plus, la réforme annoncée depuis le milieu des années 70.

Le diagnostic est connu. Depuis Antoine Prost (1) jusqu'à Didier Dacunha-Castelle (2), en passant par Jacques Lesourne (3), les experts appellent au chevet des lycées ont tous proposé des diagnostics convergents. Le lycée de Napoléon, conçu pour dispenser à l'élite des élèves une culture classique dominée par les humanités, n'a su s'adapter ni à son nouveau public ni à ses nouvelles missions.

Plus d'un jeune sur deux (55 %) entame aujourd'hui des études secondaires. Pour absorber cette nou-

velle population d'élèves, on a donc multiplié les filières - 3 séries de bac en 1965, 26 aujourd'hui - sans que les bacs professionnels. Mais les filières d'enseignement général, elles-mêmes subtilement hiérarchisées et ossifiées autour de la série C, voie royale depuis le milieu des années 60, constituent toujours l'épine dorsale et la référence ultime du système. Comme l'a bien montré Antoine Prost dans un rapport pour le Commissariat général au Plan en 1985, l'explosion démographique du lycée a renforcé, au moins jusqu'en 1980, le caractère élitiste et « bourgeois » des filières d'enseignement général A (littéraire) et surtout C (scientifique).

L'architecture actuelle des lycées s'est véritablement mise en place avec la création, en 1966, de la série B (économique) et surtout avec le rattachement au second cycle long, en 1969, des filières du technique, qui ne menaient pas, jusque-là, au baccalauréat. Ces sections techniques, industrielles (T) ou tertiaires (G) accueillent majoritairement des jeunes issus de milieu populaire, et elles représentent aujourd'hui un peu plus du tiers des effectifs des classes terminales.

Des cursus déséquilibrés, des filières dégratées et très hiérarchisées, des contenus très cloisonnés, rendus plus denses, au fil des années, par l'ajout successif de disciplines nouvelles, des méthodes, enfin, et un mode de transmission des savoirs axés quasi exclusivement sur le travail individuel et le cours magistral ; tels sont, tracés à grands traits, les principaux reproches adressés au lycée.

Une stratégie inédite

Il faut, bien sûr, y ajouter le constat accablant établi sur le baccalauréat, tabou suprême. Indépendamment même du coût exorbitant et des modalités très discutables de ce rituel, qui commande en grande partie les choix pédagogiques du lycée, voire ceux du collège, l'exercice est menacé, chaque mois de juin, de tourner au psychodrame. Parce que le nombre de candidats enfle un peu plus chaque année, parce que les correcteurs, de moins en moins nombreux, sont de plus en plus difficiles à mobiliser, parce que les salles manquent, que les convocations n'arrivent pas et que la fuite des sujets s'accroît. Sans compter les parents d'élèves, qui tempêtent régulièrement contre l'annulation du troisième trimestre occasionnée par l'examen.

Dans la façon d'aborder ce dossier explosif, sur lequel tous les pédagogues se sont cassés les dents, M. Lionel Jospin avait l'embaras du choix. Il a opté pour une stratégie inédite en commençant par les contenus d'enseignement. Alain Savary s'était surtout préoccupé des méthodes pédagogiques dans les lycées, Jean-Pierre Chevènement souhaitait diversifier les filières pour créer de nouveaux « pôles d'excellence », et René Monory avait tenté un allègement des horaires. François Mitterrand, pendant ce temps, ramait à contre-courant et il demandait, en 1985, aux professeurs du Collège de France, de lui adresser, sous la plume de Pierre Boudieu, des propositions pour l'enseignement de l'avenir.

Tester la résistance du milieu

C'est dans cette logique que Lionel Jospin décide d'inscrire son action. Il engage, à la rentrée 1988, une vaste « réflexion sur les programmes » et crée, pour chaque discipline, des commissions de spécialistes. Puis il demande, au même Pierre Boudieu ainsi qu'au biologiste François Gros, afin de dépasser quelques grands principes pour servir de base à la discussion. Elle aura lieu, fin 1989, par le biais de vingt-huit colloques régionaux, appuyés par une consultation nationale par questionnaires - virement critique dans l'esprit comme dans la forme. L'installation, en février 1990, du Conseil national des programmes prévu par la loi d'orientation parachevera l'édifice.

Ce comité de sages, qui regroupe de nombreux universitaires, des enseignants et des inspecteurs généraux, jouit d'une relative marge de manœuvre puisqu'il rend des avis publics. Outre qu'il met un terme au monopole jusqu'à l'exclusif de l'Inspection générale sur l'élaboration des programmes, il constitue aussi un tampon fort commode en cas de fronde des professeurs et des associations de spécialistes, prompts à se mobiliser dès qu'une réforme du lycée et du baccalauréat pointe le nez.

Les rapports des neuf commissions disciplinaires remis au ministre fin 1989 ont des orientations communes, qui pourraient préfigurer le profil du nouveau lycée. Sont envisagées des allègements de programmes pour lutter contre « l'encyclopédisme et l'empilement des connaissances », ainsi qu'une refonte des filières destinée à en diminuer le nombre. La commission chargée des mathéma-

(1) Les lycées et leurs études au seuil du vingtième et vingt-et-unième siècles, par Antoine Prost, Centre national de documentation pédagogique (CNDP), 1983.

(2) Rapport de la commission de mathématiques, présidée par Didier Dacunha-Castelle, novembre 1989 (non publié).

(3) Éducation et société. Les défis de l'an 2000, par Jacques Lesourne. La Découverte - Le Monde, février 1988.

Offrez-lui le Journal du Jour de sa Naissance

Pour un anniversaire, une fête, offrez
LE JOURNAL ANNIVERSAIRE
EN COFFRET-CADEAU

Cadeau précieux, le journal Anniversaire est présenté dans un luxueux coffret recouvert de balacron grainé, comme les plus vieux livres.

C'est un vrai journal (ni une copie, ni une reproduction) puisé dans un stock unique de journaux de collection parus de 1890 à nos jours.

Il est accompagné d'un certificat d'authenticité du musée de la Presse.

Glissé sous jaquette carton, il est expédié chez vous, sans risque, sous 48 heures.

Bon de commande

à envoyer, accompagné d'un chèque bancaire, CCP au montant du montant de votre commande à Boutique du Musée de la Presse, 43, rue de l'Arbre-Sec, 75004 Paris.

| Dates des journaux demandés | | | Nom |
|-----------------------------|------|-------|--|
| Jour | Mois | Année | Prénom |
| | | | Adresse |
| | | | Code postal |
| | | | Ville |
| | | | Préciser : 100 F par journal avec son certificat d'authenticité. Frais d'envoi inclus. |
| | | | Ci-joint un paiement de |

UN DOCUMENT AUTHENTIQUE

EDUCATION

REPÈRES

AGRÉGÉS. — Ironie de l'histoire : au moment où les lycéens étaient, dimanche 18 novembre, les élèves de leur mouvement, le comité national de la Société des agrégés se livrait au même exercice dans une salle du lycée Henri-IV. La longueur d'onde n'était pas exactement la même. La Société des agrégés estime en effet que les engagements pris par le gouvernement à l'égard des lycées sont justifiés par « les difficultés d'enseignement liées aux conditions matérielles et à l'insuffisance d'un recrutement de qualité ». Cependant, affirme-t-elle, « un lycée n'est pas un forum. C'est une œuvre de bacheliers des universités dont personne ne pourra contester la véritable utilité. Des tractions locales ne sont pas l'expression de la démocratie mais sa déformation, pour ne pas dire son dévoiement. Elles rendent impraticable un travail qui s'effectue déjà dans des conditions très difficiles et décourageant des vocations de futurs professeurs ».

DÉLÉGUÉS. — De quelles libertés disposent les élèves des collèges et lycées ? Quelles sont leurs obligations ? Quelles sont les pouvoirs du chef d'établissement ? Comment créer un journal, organiser un voyage scolaire, gérer un foyer, intervenir au conseil d'administration ? Un certificat médical est-il exigé pour chaque absence ? Toutes ces questions d'actualité, et bien d'autres, trouvent leur réponse dans *Délégués*, un mémento-guide à l'usage des élèves et des éducateurs préparé par Pierre Jourdan, agrégé de lettres et édité par le Centre régional de documentation pédagogique (CRDP) de Grenoble. Cet ouvrage de référence de 240 pages, en format de poche, est disponible au CRDP, 11, avenue du Général-Champagnon, 38031 Grenoble Cedex (Tél. : 76-87-77-61). Prix : 39 F (27 F à partir de 20 exemplaires).

GONCOURT. — C'est dans un restaurant rennais, loin de chez Drouot, que dix lycéens ont décerné lundi 19 novembre leur propre « prix Goncourt » à Françoise Lefèvre pour le *Petit Prince* carné, paru chez Actes Sud. Les

membres de ce jury d'âge tendre étaient venus de différentes villes de France, à l'initiative de la FNAC de Rennes. Le livre de Françoise Lefèvre, qui avait été écarté par le jury du « vrai » Goncourt, lors de la seconde sélection, a battu d'une voix l'ouvrage de Pierrette Fleutiaux intitulé *Nous sommes éternels* et publié chez Gallimard. Les deux années précédentes, les jeunes jurés avaient fait des choix identiques à ceux de leurs aînés.

LYCÉENS. — Près de deux élèves de terminale sur trois sont âgés de dix-huit ans ou plus et ont donc atteint l'âge légal de la majorité civile. Selon les statistiques du ministère de l'éducation nationale portant sur la rentrée 1989, 32,6 % des lycéens s'approprient à passer la barre de l'enseignement général et technologique ont dix-huit ans, 20,8 % ont dix-neuf ans et 10 % ont vingt ans. Seuls 36,6 % des élèves ont l'âge normal de dix-sept ans. Le relatif vieillissement des candidats bacheliers s'explique surtout par l'augmentation des redoublements, alors que l'âge d'entrée en classe de seconde, lui, a diminué depuis vingt ans : en 1989, 52,4 % des élèves de seconde avaient quinze ans ou moins.

SYNDICATS. — Le Syndicat indépendant de l'éducation nationale (SIEN) vient d'être créé à l'initiative d'anciens responsables du SNUJ, le syndicat FO des instituteurs. La secrétaire générale de la nouvelle organisation, M. Bernard Bolzar, est l'ancien responsable du SNI (FEN) dans la Loire-Atlantique, qui, avec d'autres militants d'extrême gauche du PCI, était passé à FO en 1983, au moment où cette confédération avait tenté une offensive dans l'éducation nationale. Aujourd'hui, il dénonce « une véritable mise sous tutelle de tous les syndicats FO de l'enseignement par un parti politique, le PCI » et souhaite regrouper dans le SIEN « tous les syndicalistes libres et indépendants (...) sur des mots d'ordre de défense de la qualité et de la laïcité de l'enseignement public ». Le SIEN participe aux élections professionnelles dans l'éducation nationale qui, programmées tous les trois ans, ont lieu le 4 décembre.

Le tableau noir des écrivains

Des enseignants écrivent. Des écrivains enseignent. La saison des prix littéraires rapproche les uns des autres

COMME dans les vaudevilles, le personnage du professeur et celui du romancier se confondent parfois, se fâchent ou se réconcilient, mais contiennent souvent de se donner la main, fût-ce de loin, fût-ce à contrecoeur. Prenant alternativement la plume ou la craie, ils se partagent entre la fièvre littéraire et les salles de classe, entre la fiction et les corrections de copies. Au point que la saison des récompenses littéraires, qui s'est ouverte cette semaine, prend pour eux un goût de distribution des prix, hors école. Car même si le nombre exact des écrivains qui enseignent et des enseignants qui écrivent n'est pas facile à déterminer, de mystérieuses correspondances semblent exister entre les deux professions.

Le personnage le plus connu, sinon le plus courant, est celui de l'écrivain déjà publié qui exerce ou a exercé, le métier d'enseignant. Le hasard ou la fatalité l'ont parfois poussé devant le tableau noir plus sûrement que la vocation. « Je suis issu, explique ainsi Marie Redonnet, d'un milieu extrêmement démodé où l'agrégation constituait la seule voie de promotion envisageable. » Pierrette Fleutiaux, dont l'ouvrage intitulé *Nous sommes éternels* vient de manquer le prix Renaudot de justesse et reste en lice pour le Fémina, souligne de son côté que ses études l'ont menée, presque malgré elle, jusqu'à l'agrégation. « Je voulais être hôtesse de l'air, raconte-t-elle en souriant, mais j'avais de trop mauvais yeux. Alors, je me suis orientée vers l'enseignement de l'anglais, parce que cela me permettait d'échapper à ma Creuse natale. Mais j'ai mis longtemps à l'accepter, il a fallu liquider pas mal de fantasmes. »

D'autres encore, comme Clarisse Nicolaiski, dont le dernier roman s'intitule *Rameurs dans la salle des profs*, se souviennent qu'ils n'ont pas vraiment choisi cette voie. « Je me suis dirigée vers l'enseignement car il n'y avait pas d'autre solution

pour quelqu'un qui aimait la littérature, remarque-t-elle, et non pas pour avoir le temps d'écrire. » Le lieu commun qui prête aux écrivains le désir d'enseigner pour profiter du système est largement simplificateur. D'abord parce que nombre d'entre eux n'écrivaient pas encore à leurs débuts dans l'éducation nationale. Pour certains, c'est même l'enseignement qui a fait le lit de l'écriture, par le désespoir ou l'exaspération qu'il secrétait. Surtout les romanciers sont, comme presque tous les professeurs, extrêmement critiques vis-à-vis de la machine éducation nationale. « Plus le temps passe et plus ils sont mécontents de leur métier, souligne Roger Granier,

maître avec une classe et se félicitant du vent de réalité que les cours font souffler sur leur vie. Même lorsque l'enseignement n'est qu'un second métier, même lorsque sa fonction première est surtout alimentaire, il touche à l'essentiel et nourrit souvent, directement ou indirectement, l'activité littéraire. Agnès Pavy, par exemple, affirme que la fréquentation des jeunes a modelé son écriture. « J'ai adopté un style oral en pensant à mes élèves et en me disant qu'ils pourraient me lire », observe-t-elle. Malika Fardjouk, une jeune institutrice de Belleville, à Paris, écrit des livres pour la jeunesse et des romans sentimentaux pour arrondir ses fins de mois.

de ces enseignants de lettres qui se plaignent de vulgariser une littérature appauvrie, délavée...

Ils sont légion, cependant, à ressentir l'immense frustration d'avoir suivi de longues études pour se retrouver un jour face à des élèves peu réceptifs, pris dans les mailles d'une profession routinière qui n'a plus grand chose d'intellectuel. D'où la grande vague romanesque née d'une deuxième catégorie d'écrivains, beaucoup moins visible que la précédente : les professeurs inconnus qui, dès la fin de leurs cours, entre deux séances de corrections, se jettent sur leur plume pour exprimer des choses que les élèves ne peuvent



lecteur chez Gallimard. Beaucoup n'ont qu'une idée : passer à mi-temps ou prendre une année sabbatique.

« Une fois prof, après l'agrégation, j'ai très vite vu que cela ne me suffisait pas », affirme ainsi Marie Redonnet. « J'avais accumulé une telle somme de frustrations que cela m'a conduit à réfléchir à la question de l'écriture, ce qui ne se serait peut-être pas produit avec un métier plus gratifiant. » Les chicaneries hiérarchiques, le sentiment d'être « sous-prolétariés » dans les soutes d'une administration aveugle, ont poussé la romancière à s'éloigner de ce serait asphyxiant. « Je suis devenue inapte à l'enseignement par les conditions qui m'ont été faites », affirme Marie Redonnet qui est en congé longue maladie depuis cinq ans. Après vingt ans de métier, je me retrouvais dans l'un des lycées les plus difficiles de France, en région parisienne. Ce n'était plus possible. »

Un métier héroïque

Aux tracasseries administratives s'ajoute l'épuisement physique qui risque de laminer le moral du professeur et l'énergie qu'il souhaiterait consacrer à l'écriture. « Trente-cinq heures, ça peut vous bouffer en une seconde », remarque Pierrette Fleutiaux qui enseigne au lycée Chaplains, à Paris. Chaque matin, je me demande si j'aurai la force de faire cours. En rentrant chez moi, j'ai dans une heure ou deux pour me couper de toute cette agitation. » Un « métier héroïque », donc, et non pas privilégié (en dehors de la souplesse des horaires), comme le déclare Agnès Pavy, auteur récemment d'un ouvrage intitulé *Un lycée si tranquille*.

Enseignant d'anglais dans un lycée professionnel jusqu'à l'âge de dix-huit ans, Agnès Pavy a claqué la porte de l'éducation nationale par refus d'un environnement dégradé, qui attaque les nerfs des élèves et des enseignants. Elle n'est pas seule à avoir quitté ce ring harassant : Clarisse Nicolaiski, elle aussi, a cessé d'enseigner pour ne plus affronter les « petites brimades » de ceux qui voulaient lui faire sentir que « ce métier n'est pas un mi-temps, sans se rendre compte que j'écrivais pendant mes moments de liberté, en veillant à ne pas empiéter sur les heures consacrées aux élèves ».

Au même titre que l'écriture

Tous les écrivains-enseignants ne veulent cependant pas le système scolaire aux gémonies, loin de là. Clarisse Nicolaiski précise qu'elle y a rencontré « des gens merveilleux ». Marie Redonnet refuse de couper les ponts en soutenant qu'elle ne se voit exercer aucun autre métier et Martine Robier, jeune auteur Flammarion, souligne qu'elle ne quittera jamais complètement « ses » adolescents, même si leur contact est éphémère. La plupart d'entre eux s'inscrivent dans des histoires d'amour qui peuvent

Les deux genres ont en commun, selon elle, d'être proches du conte de fées, du « rêve pur » et donc du monde des enfants. Daniel Pennac, enfin, auteur d'une série de romans dont le dernier, unanimement applaudi en 1989, s'intitule *La Petite Marchande de prose*, explique avec enthousiasme que pour lui « tout est transmis en émotions romanesques ». J. compris, des écrivains puisés dans son environnement scolaire. Professeur de lettres dans un lycée privé parisien, il emprunte parfois des traits de caractère à certains élèves, en observant que « le roman est décolonisation : nous civilisons ».

Si d'autres soutiennent, a priori, que leur univers littéraire est séparé de l'école par un « rideau de fer », beaucoup reconnaissent que le simple exercice d'une activité extérieure (par opposition à l'intériorité que représente l'écriture) leur est indispensable. Ainsi, Patrick Grainville estime qu'il deviendrait « névrotique » s'il se trouvait sans autre vis-à-vis que ses romans tout au long de l'année. « J'aurais pu arrêter d'enseigner, explique-t-il, mais je ne l'ai jamais fait. Ça me requinque, ça me réintègre à la réalité en me sortant du milieu intellectuel partiel, tellement codé. Et puis ces jeunes ont des attentes et on peut leur apporter des choses, même très simples. » A bien y réfléchir, il admet avec humour que l'enseignement atténue aussi « le complexe de l'écrivain parasite ».

Considéré sous cet angle, l'enseignement se métamorphose en une joie qui est celle de « communiquer, au même titre que l'écriture », comme l'explique Pierrette Fleutiaux. Daniel Pennac, qui se dit parfaitement heureux dans sa peau de professeur, parle merveilleusement du goût de la lecture qu'il essaye d'insuffler à ses élèves. « Il faut les séduire dans un échange permanent », souligne-t-il. Je leur lis souvent des ouvrages en classe et le plaisir du conteur est comparable à celui de l'invention que j'éprouve en racontant des histoires à mes lecteurs. » Elle est loin, la déception

pas entendre ou pour qu'on leur reconnaisse sociale que le métier ne leur procure pas. « Plus de 20 % des manuscrits que nous recevons par la poste nous sont envoyés par des enseignants de toute la France », explique Catherine Colombani, première lectrice chez Flammarion. Il s'agit le plus souvent de professeurs de seconde ou d'instituteurs. « Ceux-là mêmes qui, de notoriété publique, souffrent le plus de l'image que renvoie leur profession. »

Des fantômes encombrants

Accompagnant leurs manuscrits de lettres parfois pathétiques, ils sont, pour la plupart, enseignants de lettres, de langues, mais aussi quelquefois de sciences humaines ou de sciences tout court. L'énorme majorité d'entre eux ne seront jamais publiés, car il ne suffit pas de bien manier la langue pour faire un bon romancier. « Beaucoup d'enseignants ont l'impression d'avoir une proximité, réelle ou illusoire, avec l'objet littéraire », souligne Monique Nemer, responsable du département Documents chez Flammarion. Ils ont le sentiment que la contiguïté avec les textes des autres rend légitime leur propre écriture. »

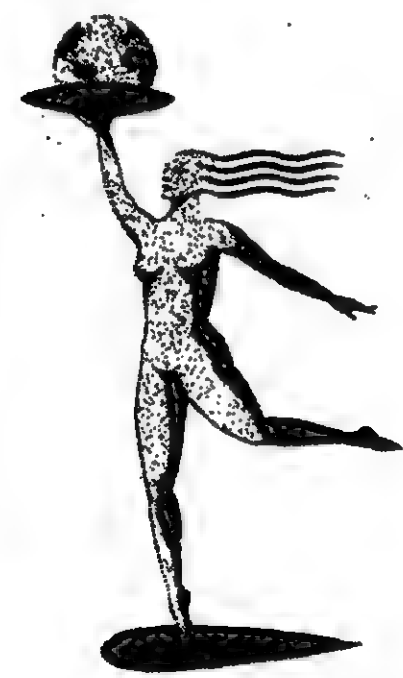
Illusoire, bien sûr, et même handicapant : « Ils ont un meilleur rapport à la langue et à la culture », ajoute Monique Nemer, mais ils produisent souvent des livres purement formels, à base d'effets littéraires. Ils écrivent en pensant au commentaire de texte que l'on pourrait faire de leur ouvrage et cela tue l'imaginaire. » Pour autant, ces obscurs du roman, ces littérateurs de l'ombre, n'auront pas tout perdu. A défaut d'être jamais publiés, ils parviennent, grâce à l'écriture, à lutter contre l'écho sans fin des salles de classe, à échapper aux fantômes encombrants des auteurs du programme. La saison des prix littéraires demeure une fête lointaine, inaccessible, mais ils n'en ont cure. Ils écrivent, eux aussi, pour exister.

RAPHAËLE RÉROLLE

CIBUS '91
LE MONDE
EST SERVI

SALON INTERNATIONAL DE L'ALIMENTATION
PARME - ITALIE 2-6 MAI 1991

Si vous voulez être au centre de l'Europe, venez à Parme, en Italie. La plus importante foire italienne du « Food & Beverage », édition spéciale du CIBUS, aura lieu du 2 au 6 mai 1991. Pendant cinq jours, CIBUS '91 sera le point de repère de tout le secteur alimentaire italien et international. Pour développer les échanges et les contacts entre les entreprises européennes et extra-européennes, CIBUS a prévu des séminaires et des rendez-vous professionnels. La Nouvelle Europe vous attend. Venez à Parme, vous découvrirez une production riche et unique au monde, sous le signe de la qualité.



Si vous voulez vous mettre en contact, être à l'avant-garde avec les experts du CIBUS '91, CIBUS vous offre le WORLD ON LINE, un système d'information réciproque de l'offre et de la demande, joint-venture, recherche d'agents (fax 0521/996277). « Da 1 au 6 mai, vous serez à votre disposition un service permanent de liaison entre le Parc d'exposition et l'atmosphère de Milano Lince. » Organisation: E.A. Fiere di Parma - Via F. Ruzi, 3 C.P. 4 - 43031 Borgocasa (PR), Italie. Tél. 0521/9961 - Fax 0521/996271 Tél. 53148180 FAX PR I

CIBUS'91

EDITION SPECIALE EUROPA

FEDERALIMENTARE

PIRE DI PARMA

1^{er} ouvrage en français

Toutes les données linguistiques et les règles d'écriture pour les professionnels des médias et des échanges internationaux

GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT

Christiane TRICOT
correctrice réviser au Monde
membre de l'European Association of Science Editors (EASE)

280 F chez l'éditeur
En vente à la FNAC

320 F par correspondance - et franc de port
à l'ordre des Éditions François-Robert

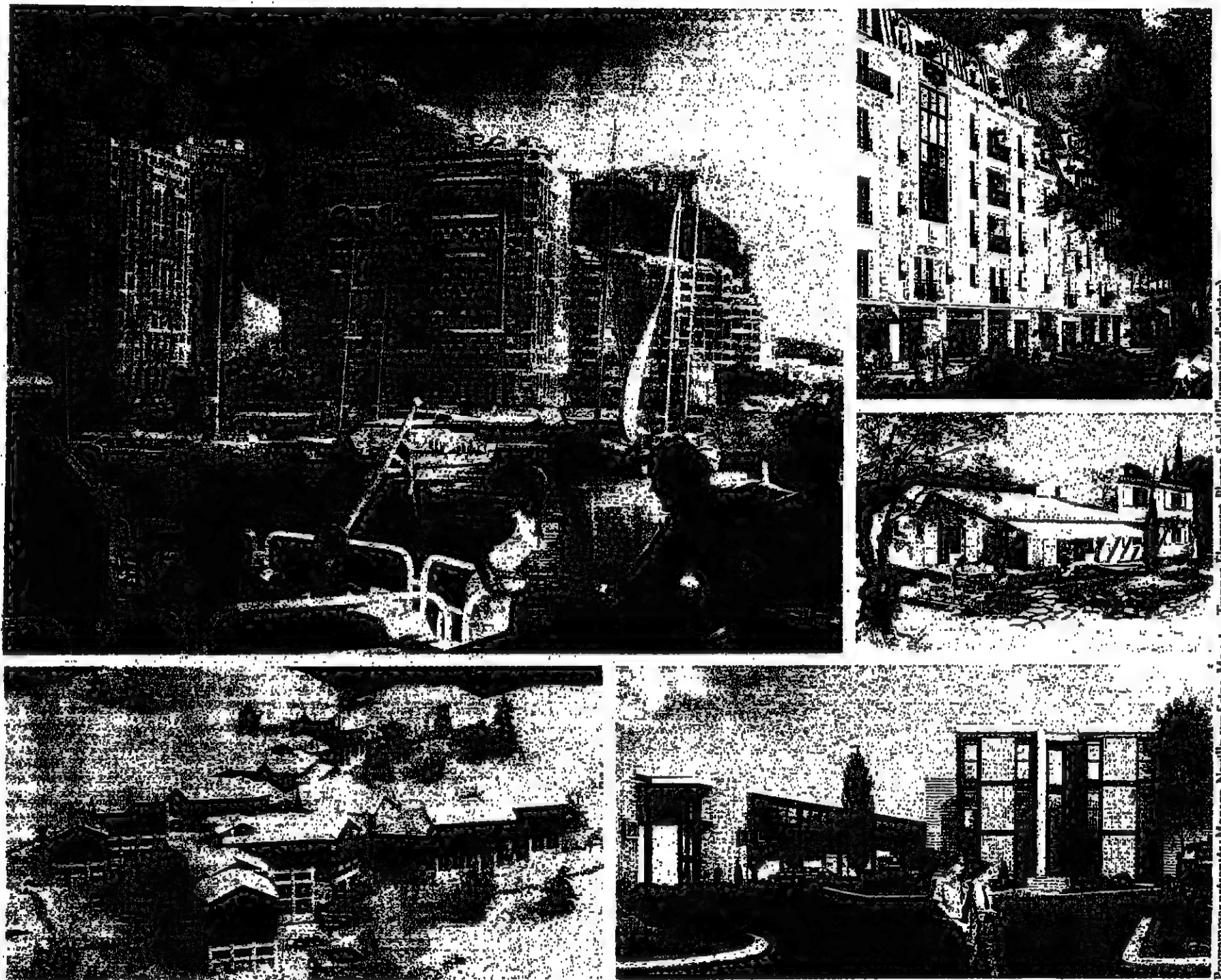
COFORMA et Éditions François-Robert
18, rue Théodore-Deek, 75015 PARIS

Téléphone : 48-60-05-01 Télécopie : 45-57-29-41

Handwritten note in a box: *Handwritten text, possibly a signature or date.*

DUMEZ IMMOBILIER

Un Partenaire pour tous les Projets, France et International



Programmes présentés : Monaco, Neuilly-sur-Seine, Mougins, Trappes-Elancourt, Plages-Salé (Illustrations d'urbaines).

- Aux Dirigeants d'Entreprises qui envisagent une nouvelle implantation pour leurs bureaux, usines, ou entrepôts...
- Aux Responsables de Collectivités qui recherchent un professionnel pour leurs projets d'aménagement...
- Aux Investisseurs Institutionnels qui diversifient leurs acquisitions immobilières...
- A tous les Particuliers qui veulent enrichir leur patrimoine familial par l'achat d'un appartement ou d'une maison, en résidence principale ou secondaire...
- Le Groupe Dumez Immobilier apporte sa compétence, sa parfaite maîtrise de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat. Parlons ensemble de vos projets. Venez nous voir et rencontrons-nous,

22, rue des Capucines à Paris (2^{ème})

*Avec vous les 300 collaborateurs
du Groupe Dumez Immobilier s'engagent
à réussir votre environnement de demain.
Nous serons vos partenaires attentifs
dans la réalisation de tous vos projets.*

Gérard MAYAU
Président de Dumez Immobilier

Dumez Immobilier
Siège Social : 128, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris
Direction Commerciale : 22, rue des Capucines 75002 Paris. Tél. (1) 40.15.50.50

CULTURE

VENTES

Des œuvres de Marat pour la Bibliothèque nationale

Mardi 20 novembre, à Londres, chez Sotheby's, une collection d'exemplaires de l'*Ami du peuple* et de l'*Orateur du peuple*, annotés par Jean-Paul Marat lui-même, a été achetée 55 000 livres (530 000 F) par la Bibliothèque nationale de Paris. Elle avait été estimée 80 000 livres. Cette collection de journaux, réunis en 12 volumes, constitue l'ébauche d'une édition définitive que Marat souhaitait faire rééditer. Assassiné en 1793 par Charlotte Corday, il n'avait pu réaliser son projet.

A sa mort, sa femme puis sa sœur Albertine, en héritent. Cette dernière finit par les céder en 1835. En 1860, on retrouve leur trace à Drouot, dans la vente Solar, où ils sont adjugés 1 500 F au prince Jérôme Napoléon. Celui-ci les revend au libraire Fontaine qui tente à son tour d'intéresser la Bibliothèque nationale et le musée Carnavalet. En vain. L'*Ami du peuple* n'a pas bonne presse. La collection échouera chez le marquis de Nadailac, détenteur d'un ensemble important sur la Révolution. En 1883, ils repassent à Drouot. Cette fois-ci, ce sera le comte de Rosebery,

un homme politique anglais qui s'en portera acquéreur. Ses descendants s'en défont aujourd'hui.

Par ailleurs, à la même vente, une édition des *Adages* d'Erasmus, également annotée par l'auteur a été vendue pour 495 000 livres (près de 5 millions de francs) pour le compte d'un collectionneur européen.

A. S.

VARIÉTÉS

Star en herbe

Elsa franchit le pont entre le Top 50 et le music-hall

Fille d'un compositeur (Georges Lunghini) devenu aujourd'hui son producteur et nico d'une comédienne de renom (Marlène Jobert), Elsa a dix-sept ans, sept longs métrages à son actif comme comédienne, deux albums de chansons, une demi-douzaine de 45 tours vendus parfois à plus d'un million d'exemplaires et des refrains (*T'en va pas, Jour de neige, Rien que pour ça*) caracolant en tête du Top 50.

Dans un délicieux mélange de fougue, de pudeur, d'espièglerie, Elsa offre une image à l'opposé de Vanessa Paradis, d'un an son aînée. Ses chansons conçues par une solide équipe de paroliers (Gérard Presgurvic, Didier Barbelivien, Thierry Séchan) épousent un monde vulnérable d'où Elsa émerge peu à peu avec une manière de rire sur elle-même, avec un besoin d'espace et de couleurs.

A l'Olympia, Elsa se présente sans artifice. Elle évolue avec une certaine aisance et chante sans affectation. Le concert dure une heure et demie ; c'est ne pas tenir compte d'un répertoire encore léger. Fort heureusement, il y a le bonheur de la chanteuse d'être là et de le montrer.

CLAUDE FLÉOUTER

► Olympia, jusqu'au 25 novembre à 20 h 30. Tél. : 47-42-82-45.

AGENDA

CARNET DU Monde

Mariages

M. Pierre SIGURET, M. Suzanne REQUET, M. Philippe SIGURET, inspecteur général des Monuments historiques, et M. Michèle SIGURET, M. Raymond BLOCH, membre de l'Institut, et Madame.

ont la joie de faire part du mariage de

Catherine et Jean-Daniel,

célébré dans l'intimité, le samedi 17 novembre 1990, à Monceaux-au-Pesche (Orne).

Memoir du Poingard, 61290 Monceaux, 13, rue de Lacroix, 61000 Alençon, 12, rue Emile-Fagot, 75014 Paris.

M. et M^{me} A. MARTINI

ont le plaisir de faire part du mariage de leur fille

Nadia

avec

Guy ROUSSELOT,

célébré le 10 novembre 1990, à Champe-sur-Marne (77).

Décès

M. Michel Bonjean, M. Jean-Claude Bujard et M^{me} (Geneviève) Page, ses enfants, et ses petits-enfants, M. Manuel Ferrero, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques BONJEAN,

le dimanche 18 novembre 1990, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La messe de funérailles est célébrée, le mercredi 21 novembre, dans l'humble famille.

Lundi 26 novembre, à 10 heures,

ses amis et les nôtres, au Père-Lachaise, dans le salon du crématorium, se réuniront pour l'accompagnement.

233, rue du Faubourg-Saint-Houart, 75008 Paris.

Grenoble.

Le président de l'université Joseph-Fourier, le doyen de la faculté de médecine, les enseignants et le personnel ont la tristesse de faire part du décès de

professeur Jean-Louis BONNET, clinique ophtalmologique Centre hospitalier régional de Grenoble,

survenu le 18 novembre 1990.

Paris. Arbonne. Biarritz.

M. et M^{me} Vincent Dubocq, Pierre-Antoine, Jules et Emilie. Le docteur et M^{me} Michel Dubocq, Sophie et Thomas, M^{me} X.-J. Dubocq, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

Janine CERLES,

née Plet,

survenue le 18 novembre 1990, à l'âge de soixante-six ans.

Ses obsèques ont été célébrées, le 19 novembre, en l'église de l'Assomption-de-Maria, à Bidart (Pyrénées-Atlantiques).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Maisie Argibala, 64210 Bidart, 45 bis, avenue de Villiers, 75017 Paris.

La famille de l'écrivain

Michel DAVET,

a la tristesse de faire part de son décès, survenu le 16 novembre 1990.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy.

La famille Granet

a la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Marie GRANET

survenue le 18 novembre 1990, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

M^{me} Marie Granet était historienne. Elle était l'auteur de plusieurs ouvrages sur les principaux mouvements de la Résistance. Elle était la veuve de sinologue.

Marcel GRANET.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94

Nicole GROSSET-GRANCHE

nous a quittés le 18 novembre 1990, à Nolas, à l'âge de cinquante-trois ans, des suites d'une longue et douloureuse maladie.

De la part de

Jean Grosset-Granche,

journaliste honoraire,

son époux,

De leur famille et de leurs amis.

Un service religieux sera célébré en l'église Saint-Martin de Nolas (Côte-d'Or), le 22 novembre, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Jacques HUMBERT,

son épouse,

M. Guillaume Humbert,

son fils,

M^{me} Jean Humbert,

sa mère,

M. et M^{me} Claude Fustier,

ses beaux-parents,

Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, leurs enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès brutal de

M. Jacques HUMBERT,

Ingénieur,

à l'âge de quarante-neuf ans, le lundi 19 novembre 1990.

Les obsèques auront lieu le vendredi 23 novembre, à 14 h 30, en l'église de Villeneuve-sur-Yonne (Yonne).

20, square La Motte-Piquet,

75013 Paris,

1, rue de Stael,

75013 Paris,

42, avenue de La Bourdonnais,

75007 Paris.

M^{me} Geneviève Labadie,

M^{me} Claude et François Bon-

homme,

Bernard Labadie et Florence Pierre,

Michel et Michèle Labadie,

ont la douleur de faire part du décès de

Pierre-Louis LABADIE,

officier de la Légion d'honneur,

officier de l'Ordre national du Mérite,

ancien chef du service

de l'expansion économique (DREE),

ancien élève de l'ENFOM,

appelé à Dieu le 16 novembre 1990.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.

« Silence », 31220 Le Plan.

M^{me} Gaston Lévy,

M. et M^{me} André Chouraqui,

leurs enfants et petits-enfants,

Les familles parentes et alliées,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Gaston LÉVY,

chevalier de la Légion d'honneur,

survenu dans sa quatre-vingt-neuvième année, le 20 novembre 1990, à Jérusalem.

17 a, rue Israhel,

93544 Jéramont.

On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

M. Christian de MARGERIE,

ancien ambassadeur,

commandeur de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1939-1945,

survenu à Paris, le 19 novembre 1990, muni des sacrements de l'Eglise.

De la part de

M^{me} Christian de Margerie,

M. et M^{me} Philippe de Margerie,

M. et M^{me} Charles-Henri d'Eudenville,

M. et M^{me} Antoine de Margerie,

M. et M^{me} Charles-Emmanuel de Margerie,

M. André de Margerie,

M^{me} Pauline de Margerie,

De ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le jeudi 22 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithouard, Paris-7^e, sa paroisse, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Brévalon (Côte-d'Or).

37, rue de Babylone,

75007 Paris.

(Le Monde du 21 novembre.)

M. Jean-Claude Chaillan et M^{me} née Michèle Nahmany,

leurs enfants Anne-Laure et Pierre,

M. Georges Mazura et M^{me} née Nicole Nahmany,

leur fils Julien,

M. et M^{me} Charles Benzaquen et leurs enfants,

Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jacques NAHMANY,

née Julienne Castra Pinto,

survenue le 11 novembre 1990 à Casa-

blanca.

M. et M^{me} Chaillan,

avenue des Frères-Peypout,

24660 Coulounieix,

M. et M^{me} Mazura,

10, square Léon-Blum,

92800 Puteaux.

EMMY AWARD



CANAL+ D'HOMMAGE

LA PLUS HAUTE DISTINCTION POUR LA TÉLÉVISION,
L'EMMY AWARD, ÉQUIVALENT DE L'OSCAR POUR LE CINÉMA
ET RÉCOMPENSANT UN DOCUMENTAIRE,

VIENT D'ÊTRE DÉCERNÉE A UNE COPRODUCTION CANAL+ :

"J'AI 12 ANS ET JE FAIS LA GUERRE".

UN SUJET GRAVE, INHABITUEL, QUI ENGAGE

NOTRE AVENIR À TOUS.

BRAVO AU RÉALISATEUR GILLES DE MAISTRE, À L'AGENCE CAPA
PRODUCTEUR DÉLÉGUÉ ET AUSSI À FR3, PRODUCTEUR ASSOCIÉ.

CANAL+

LA TELE PAS COMME LES AUTRES

AGENDA

Le Monde • Jeudi 22 novembre 1990 17

AGENDA

CARNET DU Monde

M^{me} Françoise Prévost, son épouse, M. et M^{me} Remy Poli, ses frère et belle-sœur, M^{me} Pauline Poggi, M. Joseph-Antoine Poli et sa fille, Les familles Kohler, Logez, Card, Poggi, Arena, Sentelli, Mondoloni, ont la tristesse de faire part du décès de

François POLI,

survenu à Paris le 15 novembre 1990, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le samedi 24 novembre, à 10 h 30, en l'église de Poggio-d'Oletta (Haute-Corse).

Cet avis tient lieu de faire-part.

SAR la princesse Guity Qajar, sa fille, Le colonel William Wambold, son gendre, M^{me} Robin Qajar Rubin, M^{me} Kristin Qajar Wambold, M. Ali Qajar Wambold, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère.

SAR la princesse Mahin Banou QAJAR

petite-fille de

SMI Mozaffareddin Shah Qajar,

filie de

SAR le prince Shoa ol Saltaneh Qajar,

épouse de

SAR le prince Mohammad Hassan Mirza Qajar, dernier prince héritier de la dynastie,

survenu à Paris, le 10 novembre 1990, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques se dérouleront dans la plus stricte intimité familiale au cimetière du Père-Lachaise, Paris-20.

Une réunion à la mémoire de la défunte se tiendra le dimanche 25 novembre, au Royal-Montcaux, 37, avenue Hoche, Paris-8^e, dans le Salon royal, de 15 heures à 17 heures.

20, rue du Commandant-René-Mouchon, 75014 Paris.

La baronne Vivario, M. et M^{me} Philippe Vivario, M. et M^{me} Michel Vivario, M. et M^{me} Thierry Vivario, M. et M^{me} Jean-Paul Roussaux, M. et M^{me} Jacques Lamy, M. et M^{me} Xavier Roland, Baron et baronne Ghislain de Curieres de Castellan, et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Dieu du

lieutenant général baron VIVARIO, grand officier de l'ordre de Léopold, grand officier de la Légion d'honneur,

survenu le 15 novembre 1990.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité le 17 novembre, à Wiltwilde.

Le Glain, 1330 Rixensart, Belgique.

M^{me} Gilberte Vignaud, née Masson, son épouse, M. et M^{me} Alain Vignaud, et leurs filles, M^{me} Françoise Vignaud de Tourniel, Yves Lalonde, et leur fille, M. Pierre Vignaud, M. et M^{me} Ho Dinh Qui, et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Georges Vignaud, sa mère,

M. René Haby, ancien ministre, et M^{me} M. et M^{me} Maurice Vignaud, M. et M^{me} Robert Pécourt, leurs enfants et petits-enfants, ses frères, sœur, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, Sa famille, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves VIGNAUD, docteur en sciences,

survenu le 16 novembre 1990 dans sa soixante-deuxième année.

La levée du corps aura lieu le vendredi 23 novembre, à 15 heures, au funérarium d'Antony, 104, rue de Châtenay, suivie de l'inhumation dans la plus stricte intimité au cimetière du Montparnasse, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, avenue de Rivoli, 92190 Meudon.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficient d'un réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », soit 50% de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

M^{me} Pierre Weil, M. et M^{me} Bernard Weil et leurs enfants, M. et M^{me} Philippe Weil et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre WEIL, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

survenu le 16 novembre 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Remerciements

M. Aïdret Orsini et ses enfants, dans l'impossibilité de répondre aux marques de sympathie témoignées lors du décès de

M^{me} Josephine Raphaëla ORSINI, née Casanova,

remercient toutes les personnes qui ont pris part à leur peine.

Nicolas Bardon et Gérard Rausou remercient très vivement tous ceux qui leur ont exprimé leur sympathie à la suite du décès de leur fille

Anne,

50, rue de Malte, 75011 Paris, 75, rue Bonaparte, 75006 Paris.

Avis de messe

On nous prie d'annoncer le décès de

professeur Michel de JUGLART,

le 9 novembre 1990.

Une messe sera célébrée à son intention en l'église des Orphelins apprentis d'Auteuil, le jeudi 8 décembre, à 11 heures, 40, rue La Fontaine, Paris-16.

Anniversaires

Pour le premier anniversaire du décès de

Henri BATIFFOL,

une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Le 21 novembre 1985

M^{me} René GEORGES ETIENNE nous quitte.

Que ceux qui ont connu et estimé le résistant, l'ami, du simplement l'homme pour les idées qu'il défendait, aient une pensée pour lui.

Myshu et Le Ba Dang, ses parents,

La famille, les amis, Et tous ceux qui l'ont aimé et soigné, rappellent qu'il y a dix ans était ravi à leur affection.

FABRICE TOUTY

« Clair miroir de l'esprit libre en tous lieux, Pleine lumière du vide en chaque grain d'univers. Aux dix mille ombres de l'exubérance humaine, Une perle irradie dans l'oubli de l'espace ».

Hien-Khue, 665-713.

Communications diverses

Cécile Bernard Lazare « 1940-1990 du fichier des Juifs aux fichiers informatiques ». La conférence de Pierre-Alain Weil, magistrat, sera suivie d'un débat dirigé par Joël Rochard, inspecteur des finances, jeudi 22 novembre, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris. Tél. 42-71-68-19.

LA LIBRAIRIE BIBLIOTHEQUE DES ARTS vous prie de lui faire l'honneur d'assister à la présentation du livre de Patrick-Gilles PERSIN

Daniel-Henry KAHNWEILER L'Aventure d'un grand marchand d'art

Solange Thierry Éditeur

Le jeudi 22 novembre 1990, de 18 h à 20 h

« L'acteur signe son livre »

3, rue Cornaille, 75006 Paris. Tél. 46-34-08-62

COCKTAIL

19^e EXPOSITION MINÉRALOGIQUE

VENDREDI 30 NOVEMBRE (12 heures à 19 heures)

SAM. 1^{er} - DIM. 2 DÉCEMBRE (10 heures à 19 heures)

VENTE - ECHANGE

MINÉRAUX

FOSSILES - BIJOUX PIERRES PRÉCIEUSES

HOTEL PULLMAN ST-JACQUES 17, bd St-Jacques, 75014 PARIS

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : « signalé dans le Monde radio-télévision » ; « Film à éviter » ; « On peut voir » ; « Ne pas manquer » ; « Chef-d'œuvre ou classique ».

Mercredi 21 novembre

"J'ai quelques mots à vous dire."

M. BLEUSTEIN-BLANCHET

ROBERT LAFFONT

21.00 Cinéma : La Révolution française

1. Les années lumière. ■■ Film franco-italo-germano-canadien de Robert Enrico (1989).

23.45 Flash d'informations.

23.50 Cinéma : Comédie d'amour. ■■ Film français de Jean-Pierre Rawson (1989). Avec Michel Serrault, Annie Girardot, Aurélien Clément.

LA 5

20.40 Histoires vraies. Au nom de l'amour, téléfilm de Jud Taylor.

22.25 Débat : L'euthanasie. Animé par Gilles Schneider et Béatrice Schönborg.

M 6

20.35 Téléfilm : La Justice de Tony Cimino. De Marc Daniels.

22.20 Série : Brigade de nuit.

23.15 Documentaire : 60 minutes. De Gaulle vu d'ailleurs... 2. Le prix du pouvoir, 1946-1982.

0.10 Six minutes d'informations.

0.15 Magazine : Dazibao.

0.20 Musique : Boulevard des clips.

2.00 Rediffusions.

LA SEPT

21.00 Documentaire : Musica sarda. De Georges Lussau.

22.10 Cinéma d'animation : Images.

22.30 Cinéma : Le cheik blanc. ■■ Film italien de Federico Fellini (1951).

23.55 Courts métrages.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. Ernst Jünger, l'auteur et l'écriture.

21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.

22.00 Communauté des radios publiques de langue française.

22.40 Les nuits magnétiques. Les aviateurs.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Royal Albert Hall de Londres) : Images pour orchestre (Rondes de printemps, Gigue, Idéale), de Debussy ; La Rossignol, de Stravinsky, par l'Orchestre symphonique de la BBC et les BBC Singers, dir. Pierre Boulez ; sol. : Phyllis Bryn-Jolson, soprano, Della Jones, Elizabeth Laurence mezzo-soprano.

23.07 Poussières d'étoiles.

Jeudi 22 novembre

15.30 Documentaire : Les alumés...

16.00 Cinéma : Comédie d'amour. ■■ Film français de Jean-Pierre Rawson (1989). Avec Michel Serrault, Annie Girardot, Aurélien Clément.

17.20 Cinéma dans les salles.

18.00 Cabou cadin.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Dessins animés : Ça cartoon.

18.50 Top albums.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.

20.30 Cinéma : La Révolution française

2. Les années terribles. ■■ Film franco-italo-germano-canadien de Robert Enrico (1989). Avec Michel Serrault, Annie Girardot, Aurélien Clément.

23.00 Flash d'informations.

23.10 Cinéma : Le petit diable. ■■ Film italien de Roberto Benigni (1989). Avec Walter Matthau, Roberto Benigni, Stefania Sandrelli (v.o.).

LA 5

13.35 Série : Kojak.

14.35 Série : Le renard.

15.35 Série : Soko.

16.25 Dessins animés.

18.30 Série : Happy days.

19.00 Journal images.

19.10 Jeu : Télé-contact.

19.45 Journal.

20.30 Drôles d'histoires.

20.40 Série : Secrets de femmes. Film et magazine : un cas de conscience, de Peter Levin, avec Mickey Rourke, Linda Hamilton.

22.20 Magazine : Reporters. Présenté par Patrick de Carols.

23.45 Magazine : Équations.

0.00 Journal de minuit.

0.10 L'adieu aux as (rediff.).

M 6

13.25 Série : Mariés, deux enfants.

13.55 Série : Docteur Marcus Welby.

14.45 Musique : Boulevard des clips (et à 1.00).

15.30 Variétés : Bleu, blanc, clip.

16.45 Série : Les têtes brûlées.

17.35 Variétés : Tungstène.

18.00 Jeu : Zygomusic.

18.26 Six minutes d'informations.

18.35 Série : Campus show.

19.00 Série : Magnum.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Mariés, deux enfants.

20.35 Cinéma : Les Charlots en délire. ■

Audience TV du 20 novembre 1990

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

| HORAIRE | FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %) | TF 1 | A 2 | FR 3 | CANAL + | LA 5 | M 6 |
|---------|-----------------------------------|----------------|--------------|--------------|------------|--------------|----------------------------|
| 18 h 22 | 57,4 | Santa-Barbara | Une fois... | Act. région. | Bande ann. | Télé contact | Megnum |
| | | 24,9 | 5,3 | 19,8 | 1,7 | 1,3 | 4,3 |
| 19 h 45 | 62,7 | Roue fortune | Une fois... | 19-20 Infos | Pub | Journal | Megnum |
| | | 30,4 | 6,1 | 15,1 | 3,8 | 1,7 | 5,8 |
| 20 h 16 | 72,2 | Journal | Journal | La classe | Nulle part | Journal | M ^{me} est servie |
| | | 29,2 | 18 | 11,3 | 4 | 4,9 | 4,5 |
| 20 h 55 | 76 | Rambo II | Cage II | Au-delà... | Cobra | Rançon... | Rivière rouge |
| | | 30,6 | 22,9 | 13 | 4,3 | 4,4 | 4,2 |
| 22 h 8 | 70,4 | Rambo II | Cage II | Au-delà... | Force 5 | Rançon... | Rivière rouge |
| | | 32 | 25,9 | 10,4 | 1 | 2,7 | 3,6 |
| 22 h 44 | 42,7 | Ciel mon mardi | Elle beurjel | Ramdam | Force 5 | Gool | Mort disparu |
| | | 17,3 | 17 | 1,7 | 1,2 | 4,3 | 2,5 |

BILLET

Les industriels pessimistes

Les réponses des industriels français à l'enquête mensuelle de l'INSEE ont été en novembre, comme en octobre, particulièrement sombres (le Monde du 21 novembre). Si les prochains mois sont conformes à leurs prévisions, la production manufacturière en France va stagner pendant un temps. Avec toutes les conséquences habituelles : dégradation progressive de l'emploi, baisse de la productivité, arrêt de l'élévation du niveau de vie...

Cette sombre vision de l'avenir immédiat s'explique évidemment par la crise du Golfe. Elle s'explique aussi beaucoup par les difficultés de l'industrie automobile, qui pèse en France du poids qu'on sait et qui, après quatre années de progression flamboyante, marque le pas.

Mais les difficultés de l'automobile avaient commencé avant la crise du Golfe. En fait, la fin du cycle de haute conjonction, qui se dessinait très progressivement depuis l'automne 1989, a pris, contre toute attente, des allures dramatiques cet été, non pas seulement parce que les prix pétroliers se sont mis à flamber, mais parce que le climat international s'est dégradé plus fortement que prévu. On comptait sur l'Europe pour compenser le ralentissement britannique et américain. Mais des pays comme l'Italie, et surtout l'Espagne, donnent à leur tour des signes de faiblesse.

Les industriels français n'ont pas, pourtant, forcé la note. La France continue, semble-t-il, de bien maîtriser ses coûts de production et l'accélération de l'inflation est limitée aux seuls effets directs de la hausse du pétrole. Il faut dire qu'en dehors du brut, les prix des matières premières sont tous orientés à la baisse, à quelques exceptions près (l'aluminium). La situation est loin d'être aussi mauvaise qu'on voudrait le faire croire. M. Rocard a eu le courage de dire que les mois qui vont venir seront difficiles pour tous. Mais a-t-on pensé à ce qui se passera quand les prix du pétrole redescendront en dessous de 20 dollars le baril, une fois la crise du Golfe terminée ; à ce qui se passera quand les stocks apparemment normaux et que l'industrie automobile aura repris sa marche en avant ? Ces hypothèses ne sont peut-être pas si lointaines. S'il en était bien ainsi, l'activité pourrait de nouveau s'accroître à l'été.

INSOLITE

Des pilotes frugaux

Les grévistes d'Air France qui paralysent le trafic à Nice et à Marseille pour protester contre le plan de redressement de la compagnie nationale n'en reviennent pas. Les mille huit cents pilotes de la compagnie scandinave SAS, confrontée à la même conjoncture défavorable au point de rechercher désespérément un milliard de francs d'économies, ont décidé tout bonnement de renoncer à leurs augmentations salariales pour l'année 1991. Le cadeau n'est pas mince puisqu'il représente 75 millions de francs. Et comme on ne saurait être trop prudent, soixante pilotes ont décidé de prendre trois mois de congé sans solde pour préserver l'emploi de leurs collègues menacés de licenciement en raison de la réduction de 5 % des vols transatlantiques de leur compagnie.

Mécontents de l'augmentation des traitements proposée par le gouvernement

Les syndicats de fonctionnaires appellent à des mouvements de grève

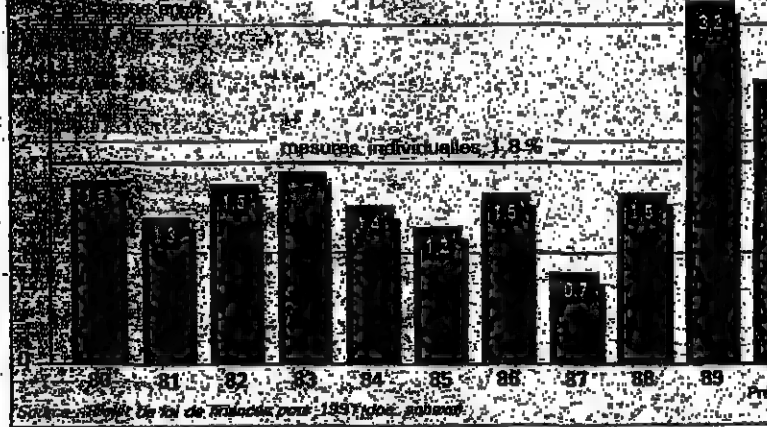
Le conseil des ministres du 21 novembre devait entériner la décision de majorer de 1,3 % à compter du 1^{er} décembre le traitement des fonctionnaires (le Monde du 21 novembre). Par ailleurs, les agents percevant le niveau de rémunération minimum bénéficieraient de trois points d'indice majoré, permettant de faire passer, en brut, le plancher de la fonction publique au-dessus du SMIC, lui-même revalorisé de 2,1 % au 1^{er} décembre compte tenu de la hausse des prix. Estimant que ces augmentations sont insuffisantes, les syndicats ont lancé des appels à la grève : le 30 novembre (FO et CGT) et le 7 décembre (CFDT, FEN, CFTC, CFE-CGC et FGA).

Avec 2,5 % de hausse générale des salaires en 1990 (une première revalorisation de 1,2 % était intervenue au 1^{er} avril dernier) pour une inflation qui atteint déjà les 3,6 %, il est indiscutable que certains fonctionnaires vont perdre du pouvoir d'achat en 1990. Partant de cette évidence, les syndicats n'ont pas mâché leurs mots, mardi, après avoir rencontré M. Durafour. Néanmoins, ce constat est partiel, car 20 % tout au plus des agents de la fonction publique n'auront pas bénéficié cette année de promotions individuelles ou catégorielles.

Le gouvernement, qui prend en compte tous les éléments de rémunération, considère pour sa part que le gain de pouvoir d'achat sera d'environ 2,5 % (voir graphique). Ce point

Gains de pouvoir d'achat de la rémunération moyenne

des fonctionnaires en place dans la fonction publique d'Etat



Leçon des lycéens

Les syndicats de fonctionnaires attendent ainsi d'être la « leçon » de la contestation lycéenne. « Faut-il attendre que les gens descendent dans la rue pour obtenir des crédits », s'est interrogé M^{me} Roselyne Vieillard (CFDT). Reste que la grève nationale unitaire, lancée le 26 avril par les sept syndicats de fonctionnaires contre la politique salariale des pouvoirs publics, s'était soldée par un semi-échec.

Quoi qu'il en soit, l'impasse totale dans laquelle se trouvent gouvernement et syndicats témoigne avec éclat que les mécanismes mêmes de ces négociations sont, désormais, inopérants. Le dernier accord en bonne et

due forme remonte à 1988-1989, et, si les règles du jeu ne sont pas modifiées, ce voit mal comment un nouvel accord pourrait être conclu puisque les protagonistes n'ont pas la même façon de compter.

« Nous devons absolument trouver de nouvelles bases de discussion », plaide-t-on dans l'entourage de M. Durafour qui, mardi soir, a proposé aux syndicats la « mise en place d'un groupe de travail » chargé de procéder à l'examen de critères différents et d'évaluer leur impact. Invitation qui, de toute évidence, est prématurée. Le « groupe des cinq » est ouvert à de nouvelles formules, mais le contexte, on fait savoir ses dirigeants, ne s'y prête pas... encore.

Plutôt que de demeurer les yeux rivés sur l'évolution générale des salaires et des prix, le gouvernement préférerait retenir la rémunération moyenne des agents en place, c'est-à-dire le salaire moyen par tête. De même, il conviendrait que les clauses de sauvegarde - qui permettent de solder un accord lorsque la hausse des prix, comme c'est généralement le cas, est plus forte que prévu - perdent de leur ambiguïté. Interprétées à la lettre, elles impliquent un retour à l'indexation. A l'instant des dispositions adoptées à EDF-GDF, on pourrait ajuster les traitements en fonction de la croissance, du commerce extérieur ou d'autres variables.

Apprécier objectivement l'évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires ? Cette ambition se heurte aussi à un obstacle de taille : la différenciation de plus en plus marquée des politiques salariales suivies dans l'administration.

JEAN-MICHEL NORMAND
et V. DEVILLECHABROLLE

En 1989 et 1990, selon les estimations du gouvernement, les fonctionnaires de l'Etat auront bénéficié d'une hausse de leur pouvoir d'achat même s'ils n'avaient pas obtenu de mesures individuelles au titre de l'ancienneté ou de la technicité (estimées à 0,8 % par an). Cette évaluation concerne la rémunération moyenne des agents en place. Selon eux, le pouvoir d'achat n'est pas assuré pour l'intégralité des fonctionnaires car, sur une année, tous ne bénéficient pas de mesures individuelles ou catégorielles.

En remplacement de M. Pierre Eelsen démissionnaire

M. Jean-Cyril Spinetta est nommé PDG d'Air Inter

M. Jean-Cyril Spinetta, ancien directeur de cabinet du ministre de l'équipement, a été élu, le 21 novembre, PDG d'Air Inter, à l'issue d'un conseil d'administration extraordinaire de la compagnie intérieure. Il sera remplacé par M. Paul Mingasson, actuellement conseiller technique auprès du ministre. M. Pierre Eelsen, PDG démissionnaire, devrait être chargé par le gouvernement de promouvoir l'exportation du train à grande vitesse.

Dans ce cadre, son amitié avec M. Bernard Attali lui donne des atouts pour réussir la gageure d'améliorer les relations entre Air Inter et sa maison-mère Air France, tout en préservant l'identité d'une compagnie dont les personnels font preuve d'une indépendance ombrageuse.

Il aura pour tâche de doter la compagnie intérieure d'une véritable structure, car Air Inter est foncièrement restée une PME et, à l'heure des grands bouleversements européens, cette fragilité pourrait se révéler dangereuse.

ALAIN FAJIAS

C'est une nouvelle vie professionnelle qui commence pour M. Jean-Cyril Spinetta. Après avoir commencé sa carrière dans l'éducation nationale, il a surtout fréquenté, depuis dix-huit ans, le monde administratif, d'abord comme homme de planification, puis de plus haut, lorsqu'il entre au secrétariat général du gouvernement en 1978. C'est d'ailleurs là qu'il fait connaissance et qu'il sympathise avec M. Bernard Attali, délégué à l'aménagement du territoire, qui deviendra président d'Air France quelques années plus tard.

L'identité de la compagnie

Fidèle de M. Michel Delebarre, il dirige son cabinet au ministère du travail, puis au ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, et l'accompagne, entre les deux, durant « la traversée du désert » de la cohabitation. Ces six ans de compagnonnage lui valent de toucher à tout : discussions avec Citroën sur les licenciements massifs des années 80, négociations à Bruxelles sur le paysage aérien français, grèves des « aiguilleurs du ciel », des dockers, de la RATP, de la météorologie nationale ou d'Air Inter, dossier de la défense, béta-bombes de la route, financement des voies navigables, manifestations contre le TGV, etc.

Voici M. Jean-Cyril Spinetta, rompu aux négociations en tous genres et, en particulier, au dialogue social, projeté dans le monde de l'entreprise. La tâche pourrait être rude si Air Inter n'appartenait encore au monde complexe de l'économie mixte, où la logique du profit et des comptes est largement tempérée par les influences gouver-

En visite en Tchécoslovaquie

M. Fauroux va plaider pour l'alliance de Skoda avec Renault

Le ministre français de l'industrie, M. Roger Fauroux, se rendra vendredi 23 novembre en Tchécoslovaquie afin de plaider la cause du tandem Renault-Volvo qui souhaite s'associer au constructeur automobile tchèque Skoda. Renault est en concurrence avec Volkswagen, qui semble actuellement le mieux placé. M. Fauroux sera accompagné du PDG de Renault, M. Raymond Lévy, et de M. Christer Zeiterberg, patron de Volvo automobiles. Le gouvernement tchèque doit prendre sa décision définitive en décembre. Outre le dossier Skoda, M. Fauroux devrait discuter des problèmes énergétiques avec les responsables tchèques.

Le changement de président à la tête de la CFTC

« Ce serait une folie de renoncer aux principes sociaux-chrétiens » nous déclare M. Jean Bornard

Président de la CFTC depuis novembre 1981, M. Jean Bornard, âgé de soixante-deux ans, va quitter ses fonctions lors du congrès de Lille de sa centrale qui devait commencer le 21 novembre (le Monde du 21 novembre). Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il analyse l'évolution, et les difficultés, du syndicalisme.

« Vous êtes devenu secrétaire général de la CFTC il y a vingt ans, alors que le syndicalisme n'était pas encore en crise. Alors que vous quitter la présidence de la CFTC, comment jugez-vous l'état du syndicalisme français ? »

« Il y a vingt ans, après la grève des mineurs, il y a eu une forte poussée de dialogue social. Aujourd'hui, l'intensité de négociations me paraît nettement plus réduite. Cela donne le sentiment d'un syndicalisme affaibli. Mais, parallèlement, le syndicalisme paraît aussi avoir conquis un véritable droit de cité, avec le droit à des locaux dans l'entreprise, avec l'extension de sa participation à de très nombreux problèmes... »

« Le syndicalisme est donc dans une phase de transition, avec une conscience plus claire du poids des réalités économiques et internationales et une tendance à jouer un rôle qui n'est plus simplement revendicatif, mais davantage impliqué dans la réalisation des réformes à promou-

voir et de la société à construire. La CFTC n'est pas désorientée par une telle évolution, qu'elle préconise depuis longtemps... »

« La CFTC ne comptait en 1989 qu'un peu plus de 100 délégués syndicaux d'entreprises. Pourquoi la présence syndicale est-elle si faible là où sont les salariés ? »

« La présence syndicale est plus large que ne le montrent les chiffres officiels de délégués syndicaux. Mais il est vrai que les syndicats sont peu implantés dans les PME. C'est dû d'abord à un individualisme généralisé, aujourd'hui accru par le sentiment que les syndicats n'ont pas été assez efficaces pour empêcher la montée du chômage, et aussi par une réaction contre la politisation syndicale. C'est dû également à l'attitude d'un grand nombre d'employeurs qui n'hésitent pas à éliminer toute tentative d'implantation syndicale au lieu d'accepter un dialogue constructif... »

« Le syndicalisme n'a-t-il pas commis l'erreur de trop privilégier son rôle institutionnel, au détriment de son action sur le terrain dans les entreprises ? »

« C'est un fait que les représentants syndicaux sont de plus en plus sollicités pour participer à des réunions diverses à tous les niveaux. Pendant ce temps, ils sont moins en contact direct avec les travailleurs sur le terrain. Il n'est sans doute pas possible de réduire l'attention portée par les délégués à des problèmes aussi importants que ceux de la Sécurité sociale, du chômage ou du

développement local ou régional. Mais il faudrait que le nombre de militants engagés permette de réaliser ces tâches sans préjudice des activités directes dans l'entreprise. Les délégués doivent veiller à l'équilibre de leurs activités et ne pas institutionnaliser leurs fonctions représentatives... »

L'obsolescence de l'économique

« Avez-vous le sentiment que le syndicalisme arrive encore à se faire entendre aujourd'hui ? »

« Le syndicalisme a beaucoup de mal à se faire entendre aujourd'hui. Patronat et gouvernement sont obsédés par les problèmes économiques et monétaires et relèguent souvent le social au rang de succédané de l'économique. C'est une grave erreur. L'absence de dialogue avec des confédérations s'efforçant de prendre en compte les intérêts globaux des salariés ne peut qu'encourager les réactions purement catégorielles de coordinations totalement ignorantes des préoccupations générales de cohésion sociale et de solidarité... »

« Seul le dialogue entre tous les intéressés, et notamment les syndicats, permet d'humaniser l'économie et de mettre au service des hommes les moyens de la science et de la technologie. C'est la clef de la société de demain... »



« Pensez-vous que votre successeur pourra encore maintenir la spécificité de votre syndicalisme chrétien ? »

« Je n'ai pas la moindre inquiétude à ce sujet, au contraire. On redécouvre en effet aujourd'hui la valeur et l'activité des principes sociaux chrétiens. Toutes les options que la CFTC a faites sur ces bases nous paraissent actuellement confirmées par l'évolution des événements... »

« Quoi de plus essentiel que d'affirmer la primauté de la personne humaine, la place irremplaçable de

la cellule familiale, une conception de l'entreprise dans laquelle le salarié n'est pas un exécutant mais un partenaire à part entière, sans parler des valeurs à sauvegarder de liberté, de responsabilité, de solidarité et même de fraternité ? Ce serait une folie de renoncer à ces principes, qui ont assuré la continuité des positions de la CFTC et qui l'ont préservée de la séduction marxiste et des dramatiques expériences qu'elle a inspirées. Je suis convaincu que le congrès de Lille confirmera, quel que soit mon successeur, les orientations fondamentales de notre mouvement... »

« Mais comment faire, alors que les salariés déplorent souvent que les syndicats cultivent leurs différences ? »

« Pourquoi opposer pluralisme et efficacité ? Ce serait grave dans une démocratie. Autant la CFTC est attachée à ce qui fait sa richesse d'inspiration, autant elle est ouverte à toute coopération loyale pour assurer une efficacité. Les appels à d'éventuelles recompositions syndicales provoquent le plus souvent de fortes réactions et des accusations de prétention à l'hégémonie. La CFTC s'efforce de faire prévaloir le respect d'une déontologie de comportement permettant l'examen de toute proposition constructive. Encore soi-même et coopérer, c'est une règle de conduite qui nous paraît plus réaliste et plus constructive que de grandes incantations à l'unité qui déçoivent plus qu'elles ne mobilisent... »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

Pour contrer les offensives nippones

Paris souhaite que l'Europe consacre 10 % des programmes de recherche à l'automobile

« Le discours français en faveur d'une politique industrielle commence à passer à Bruxelles. » Au ministère de l'Industrie, on se réjouit de voir une partie de la Commission européenne découvrir les vertus des politiques sectorielles. On en veut pour exemple les déclarations de M. Martin Bangemann, le commissaire chargé des affaires industrielles, à la Tribune de l'Expansion (mardi 20 novembre), dans lesquelles il estime que « le moment est venu de proposer un concept de politique industrielle cohérent face à la globalisation des marchés et à la concurrence des partenaires industriels de la CEE ». L'idée d'une politique industrielle était jusqu'à présent rejetée à Bruxelles, car elle est considérée par les libéraux comme synonyme d'interventionnisme et d'étatisme.

La France doit donc, estime-t-on à Paris, « continuer d'impulser » dans le sens d'une Europe industrielle qui ne soit ni désarmée ni « offerte », selon le mot de M. Delors, aux appétits étrangers. Deux secteurs servent de test à cet égard : l'automobile et le textile.

Le textile fait l'objet d'une épreuve de discussion mondiale pour savoir s'il faut supplanter les accords multilatéraux (AMF) - protections mises autour des pays développés contre les produits du Sud - et entrer dans les règles normales du GATT.

Dans ces débats, la France est favorable à une période transitoire de quinze ans qui permette de s'assurer que les pays du Sud ne trichent pas (dumping, subventions gouvernementales occultes...). Des clauses de sauvegarde sont en tout état de cause nécessaires. L'Espagne, l'Italie, l'Espagne et Portugal sont sur la même longueur d'onde.

Dans l'automobile, le problème posé est celui de la pénétration des constructeurs japonais. Paris a envoyé à ce sujet une lettre à Bruxelles qui reprend les grandes lignes du récent mémorandum cosigné par les fabricants européens Renault, Fiat et Volkswagen (M. Calvet, de Peugeot, a refusé de s'associer à ce texte craignant qu'il ne tombe entre les mains nippones).

Soutien à la formation des salariés

Selon les Français, une période transitoire doit être établie jusqu'au début de 1993 (les industriels proposent 2002 et la Commission 1998). La progression des marques nippones est « globale » c'est-à-dire que l'on doit comptabiliser toutes les voitures, qu'elles soient fabriquées au Japon, en Europe ou même aux États-Unis. Cette progression sera réglée et vérifiée (« monitoring ») à partir de

statistiques semestrielles. Les pays qui ont actuellement des quotas (France, Italie, Espagne et Grande-Bretagne) feront l'objet d'un soin spécial afin d'empêcher les Japonais d'y cibler leurs attaques.

Enfin, et dans un sens non plus défensif mais offensif, Paris réclame une très forte hausse des aides technologiques européennes. La part des programmes européens de recherche-développement consacrée à l'automobile devrait passer de 2 % à 10 %, c'est-à-dire correspondre au poids de la voiture dans l'économie. Une autre forme d'aide proposée cette fois-ci par Bruxelles est vivement acceptée par le ministère français de l'Industrie : que les groupes européens puissent bénéficier d'un important soutien à la formation des salariés.

Ce protectionnisme n'a de vertu que s'il s'agit d'un cadre pour agir et non pas pour dormir, précise-t-on dans l'entourage de M. Faouroux. Dans cette perspective, la restructuration de l'industrie automobile européenne et les efforts de productivité devraient atténuer « l'accélération » si l'on veut pouvoir rattraper les Japonais au terme de la période de transition. L'emploi n'est donc pas près de devoir augmenter dans ce secteur.

E. L. B.

Après avoir créé une société mixte

Volkswagen va fabriquer des Golf en Chine

Volkswagen a signé, mardi 20 novembre à Pékin, un contrat avec le numéro un chinois du secteur, la First Automobile Works (FAW), pour créer une société mixte qui pourrait fabriquer 150 000 véhicules par an (dont des Golf) d'ici à 1996.

Il s'agit du plus important projet à ce jour dans l'industrie automobile chinoise : l'objectif retenu représente cinq fois la production totale des constructeurs étrangers en Chine.

La nouvelle société mixte, FAW-Volkswagen Automotive, sera située à Changchun, important centre automobile au nord-est du pays. Les premières voitures

devraient sortir dès 1991 de ses chaînes. Le constructeur allemand est déjà présent dans cette ville, où il assemble avec FAW des Audi-100 sous licence, à la suite d'un accord signé en août 1988.

De plus, Volkswagen produit depuis 1983 des Santana à Shanghai : 19 500 unités devaient sortir cette année de ses ateliers, soit moins que l'objectif affiché en août 1988, qui prévoyait 30 000 véhicules par an en 1990. La nouvelle joint-venture se propose également de produire quelque 270 000 moteurs, dont 100 000 seront destinés aux autres entreprises de Volkswagen à l'étranger.

En développant les avions d'affaires

Dassault prépare sa conversion dans l'aéronautique civile

M. Serge Dassault, président du groupe Dassault, a confirmé, mardi 20 novembre, la conversion progressive de son entreprise. Aujourd'hui vouée, pour 70 % de son activité, au domaine militaire où Mirage et Rafale occupent la meilleure part, celle-ci espère, d'ici à 1995, travailler à 60 % pour l'aviation d'affaires et le secteur spatial.

Pour y parvenir, M. Dassault compte sur la confirmation des coopérations industrielles nouées avec d'autres avionneurs qui lui font confiance pour fabriquer des éléments de fuselage (Fokker, McDonnell-Douglas) ou des bouts d'aile (Piaggio, British Aerospace). Il espère convaincre Boeing de lui laisser produire des morceaux des volets du futur Boeing 777. Les succès à l'exportation (1 600 clients) de son système de conception assistée par ordinateur (CATIA) devraient se confirmer. Mais c'est surtout les avions d'affaires qui seront le fer de lance civil de Dassault dans les années à

venir. Avec 1 033 Falcon de tous modèles (biréacteurs 100 et 200, triréacteurs 50 et 900) livrés depuis 1965, dont 93 % à l'exportation, l'avionneur français s'est approprié un quart du marché mondial de ce type d'avion.

Pour confirmer ce succès, Dassault joue une carte maîtresse avec le Falcon 2000, un biréacteur à large fuselage lancé il y a un an. Capable d'emporter huit personnes sur des distances de 5 500 km, cet appareil coûtera 13,7 millions de dollars pièce (70 millions de francs). Dassault partagera 25 % des frais de développement du Falcon 2000 avec Aeritalia et espère vendre trois cents exemplaires en neuf ans. La première livraison est prévue pour 1994. De quoi effacer l'échec de la tentative « civile » des années 1970 qui avaient vu Dassault concevoir et fabriquer un avion commercial, le Mercure, dont onze exemplaires seulement furent vendus à Air Inter.

A. L. F.

EN BREF

■ Rapprochement en vue dans la monnaie. — La cotation de la Soudinfor (770 millions de francs d'affaires prévus en 1990) et celle de Segin (680 millions de francs d'affaires) ont été suspendues lundi 19 novembre. Cette mesure

annonce un rapprochement entre les deux sociétés de service informatique (SSI), auxquelles se joindra également la FITB (l'opérateur industriel de Soudinfor), ce qui donnerait naissance à un ensemble pesant 2,3 milliards de francs de chiffre d'affaires dans lequel le groupe Paribas jouerait directement ou indirectement un rôle pivot (avec environ 20 % du capital).

■ Campenon Bernard va construire un centre commercial et un hôtel à Budapest. — Le constructeur français de travaux publics et de bâtiment Campenon Bernard vient d'obtenir le contrat pour la construction d'un nouvel hôtel de luxe dans le centre de Budapest sur les bords du Danube, a annoncé le 20 novembre, l'agence hongroise MTI. La direction de Campenon Bernard précise que ce contrat, d'un montant compris entre 600 et 800 millions de francs, comprend, sur un terrain offert par la municipalité de Budapest (en contrepartie de la rénovation de la grande halle du marché de la capitale hongroise), un hôtel Méridien (groupe Air France) d'environ 300 chambres, ainsi qu'un centre commercial, des bureaux et des résidences para-hôtelières (le projet « Galeries de France ») pour une superficie totale de 80 000 m² de planchers (Le Monde du 24 octobre).

■ Forte chute des mises en chantier de logements aux États-Unis en octobre. — Seul 1,04 million de logements ont été mis en chantier aux États-Unis en octobre (en données corrigées des variations saisonnières), a annoncé le département du commerce, mardi 20 novembre. Il s'agit, avec une diminution de 6 % par rapport à septembre, de la neuvième baisse mensuelle consécutive de cet indice. Le nombre de logements mis en chantier en un mois n'avait été aussi faible depuis juin 1982, et en un an seulement, le nombre de permis de construire a chuté d'un tiers environ.

INDUSTRIE

La libéralisation des télécommunications

Un groupe international privé va lancer des satellites au-dessus de l'Atlantique

Quelques jours après la présentation à Bruxelles d'un livre vert préconisant la libéralisation des communications par satellites, le Wall Street Journal fait état d'un projet d'un groupe de compagnies européennes, américaines et japonaises visant à lancer au-dessus de l'Atlantique des satellites proposant des services de communication (voix, données, images) à des grandes entreprises en Amérique du Nord et en Europe.

Ce projet, révélé au Japon par un porte-parole de la firme Nissio Iwai Corp., prévoit le lancement de deux satellites entre 1993 et 1994, d'un coût de 500 millions de dollars (2,5 milliards de francs). Sept ou huit compagnies y participeraient éventuellement. L'américain General Dynamics produirait les fusées, NEC et le français Matra négocierait pour développer les satellites. British Aerospace est également partie prenante au projet, qui sera coordonné par le groupe privé américain Orion.

Selon un officiel du ministère japonais des PTT, Orion a opéré la coordination avec Intelsat, la coopérative qui regroupe 112 pays, et doit donner son aval à un système régional de télécommunication par satellite. En 1988, l'opérateur américain privé Pan American Satellite avait offert un service du même type entre l'Amérique du Nord, Latine et l'Europe.

Vers une privatisation partielle des PTT allemandes ?

Telekom, l'opérateur public allemand de télécommunications, séparé l'an passé de son équivalent dans la poste, réfléchit à sa privatisation partielle pour recueillir de l'argent nécessaire à la réhabilitation allemande et financer la reconstruction du réseau de l'ERDA. Le plus gros obstacle à surmonter est la Constitution allemande qui interdit formellement la privatisation du réseau téléphonique et requiert une majorité des deux tiers au Parlement pour être modifiée.

Leclerc et les casseurs

M. Edouard Leclerc et son fils Michel-Edouard ont l'intention de fermer définitivement leurs magasins implantés dans les banlieues « où règnent les casseurs », ont-ils annoncé mercredi 21 novembre, dans une interview au quotidien l'Indépendant de Perpignan.

« Nous allons payer les fournisseurs, indemniser le personnel ou le recaser et fermer les dix à douze de nos magasins situés dans les banlieues où règnent les casseurs : Argenteuil, Mantes-la-Jolie... », ont-ils déclaré. Ils ont ajouté qu'ils allaient adresser une lettre d'explication au ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, et au ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux.

Le Monde DES LIVRES

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

I.D.I.A. INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

L'émission de 824 829 actions nouvelles a été intégralement souscrite et clôturée le 22 octobre 1990. Les fonds propres de l'institut se trouvent donc augmentés de 246 274 550 francs.

Le syndicat de garantie de l'émission composé du Crédit agricole, de la Banque nationale de Paris et de Saint-Dominique Finance (Crédit national) n'a eu à souscrire ou à acheter que 0,26 % de l'émission (en tenant compte des quelques droits qui n'ont pas été exercés), soit 0,04 % du total des actions anciennes et nouvelles.

L'émission a donc suscité un intérêt certain, qui a facilité le déroulement de l'opération.

L'IDIA ne peut que se féliciter du succès de la souscription et des conditions de ce succès dans les circonstances actuelles.

Il remercie en tout premier lieu ses quatre actionnaires représentés au conseil d'administration, le Crédit agricole, le groupe du Crédit national, la Banque nationale de Paris et EIF Aquitaine, qui l'avaient assuré de leur soutien pour le lancement de l'émission.

Il remercie aussi l'ensemble des actionnaires anciens ou nouveaux qui lui ont témoigné leur confiance.

En composant le 36.29.11.11. sur votre Minitel, vous pouvez connaître en un instant la vérité sur les entreprises avec qui vous allez traiter, leur état civil et aussi leurs bilans et comptes annuels.

Avec le 36.29.11.11. Infogreffe, groupement de Greffiers de Tribunaux de Commerce, vous donne l'accès libre et direct à la source de toute l'information sur les Entreprises. Cette information, fiable et objective, est actualisée quotidiennement, ce qui dans certains cas, est primordial (une déclaration de cessation des paiements par exemple).

Avec le 36.29.11.11. il est possible de commander les extraits du Registre du Commerce et des sociétés ou les

LE BILAN DE VOS CLIENTS ?
LE REGISTRE DU COMMERCE DE VOS FOURNISSEURS ?
LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LE RESULTAT NET DE VOS CONCURRENTS ?
36.29.11.11. INFOGREFFE LA MINUTE DE VERITE.

états d'endettement des entreprises (privileges, protêts, nantissements), les copies de Bilans et Comptes annuels avec le rapport du Commissaire aux comptes, la proposition d'affectation du résultat, etc.
Facilement, sans vous déranger et en payant par Carte Bancaire.



36.29.11.11 INFOGREFFE

Consulter le Registre du Commerce et des sociétés, le chiffre d'affaires, le résultat net des sociétés. Connaître les défaillances d'entreprises. Commander un dossier complet.

Composez au téléphone relié à votre minitel le **36.29.11.11** et appuyez sur « Connexion fin »

INFOGREFFE

LA SOURCE DE L'INFORMATION SUR LES ENTREPRISES.
SCM. INFOGREFFE - 1, quai de Corse 75181 Paris cedex 04 - Tél. : (1) 43.29.06.75

50.000.000

ÉCONOMIE

SOCIAL

La fin du congrès de la FSM

Un Soviétique devient secrétaire général de la Fédération syndicale mondiale

Le XXI^e congrès de la Fédération syndicale mondiale (FSM) a achevé ses travaux, le mardi 20 novembre à Moscou, sur un compromis qui préserve son avenir immédiat sans garantir sa pérennité. C'est finalement le secrétaire général sortant, le Soudanais Ibrahim Zakaria, qui a été élu, à l'unanimité, à la présidence, où il succède au Hongrois Sandor Gaspar (le Monde daté 18-19 novembre). Mais le vrai patron de l'Internationale communiste, qui revendique 106 organisations adhérentes, sera M. Alexandre Jarkov, un Soviétique gorbatchévien, secondé par M. Alain Stern (CGT).

Les Soviétiques ont ainsi réussi à imposer à la FSM une rénovation pour en faire une organisation plus dépolitisée et moins dogmatique. Elle sera aussi moins centralisatrice avec la mise en place de bureaux régionaux de coordination. Mais les rénovateurs soviétiques ont dû composer avec les organisations plus conservatrices, présentes surtout en Amérique latine (Cuba, Nicaragua) et en Asie (Inde, Corée du Nord), et dont la CGT française s'était faite, tout en plaçant pour l'ouverture, le porte-parole.

Ainsi, comme le désiraient les Soviétiques, la référence à la lutte des classes a disparu des statuts. Mais il y est encore question de « l'impérialisme » et de « l'exploitation de l'homme par l'homme ». La FSM prône un syndicalisme « combatif, démocratique et indépendant ». Les Soviétiques ont donc lâché du lest

dans le sens souhaité par M. Henri Krasucki, qui avait plaidé pour « le syndicalisme combatif de la démocratie ». Le secrétaire général de la CGT tenait beaucoup au maintien de la notion de combativité. Ce compromis explique sans doute le choix de la CGT pour un engagement de haut niveau : un poste de secrétaire général adjoint, et un poste de vice-président (parmi les treize, dont quatre pour l'Europe) qui est conservé par M. Krasucki.

Néanmoins, alors que la question du siège reste en suspens, la réussite de cette rénovation de la FSM reste à voir. Alors que l'OPZZ polonaise s'interroge sur le maintien de son affiliation, d'autres syndicats ont tendance à se désaffilier lorsque leur régime abandonne le marxisme.

Par ailleurs, la question est de savoir jusqu'où les Soviétiques s'impliqueront alors qu'ils jouent la carte des relations bilatérales (comme avec les Allemands) et que leurs militants se montrent méfiants vis-à-vis de la notion de solidarité internationale, parfois assimilée à un « prêt-à-porter forcé pour on ne sait quelle cause ».

M. N.

La CGT appelle à la grève à Air France, Air Inter et UTA. — La Fédération nationale des syndicats de transport CGT a appelé mardi 20 novembre dans un communiqué « les salariés du transport aérien » à « une grande journée de grèves et de manifestations » le 30 novembre à Air France, Air Inter et UTA. La CGT estime que « les salariés d'Air France n'ont rien de bon à attendre des choix gouvernementaux et européens tout comme ceux d'Air Inter et d'UTA ».

RÉGIONS

Les assises de Rennes

La coopération Nord-Sud entre collectivités territoriales exige une grande rigueur financière

RENNES

de notre envoyé spécial

A l'issue des assises nationales de la coopération décentralisée Nord-Sud, qui se sont déroulées les 19 et 20 novembre à Rennes, M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération, a annoncé une série de mesures propres à donner un élan nouveau à cette politique. Au-delà des jumelages, les relations qui nouent un nombre de plus en plus important de villes, de départements et de régions avec des cités ou des provinces d'États africains ou américains du Sud sont, selon le mot du ministre, de nature « à enrichir et à prolonger » celles, plus pesantes, des États ou des organismes internationaux.

M. Pelletier a proposé de financer sur le budget de son ministère jusqu'à 75 % du coût des études de faisabilité qu'une collectivité locale engagera par précaution avant de se lancer dans une opération concrète comme le creusement d'un forage d'eau potable, l'organisation d'une communauté de villages, la création d'une charcuterie artisanale ou la mise en place d'un réseau de transport par autobus.

Les fonctionnaires territoriaux, qui disposent d'un grand savoir-faire technique dans les domaines de l'urbanisme, de la gestion, des finances, de l'informatique, ou de l'assainissement, ainsi que les élus locaux eux-mêmes, désireux d'initier une politique économique extérieure, pourront bénéficier, au ministère de la coopération, de stages de formation. Les crédits de ce ministère affectés à ces actions sont passés de 7 mil-

lions de francs à 37 millions de francs entre 1987 et 1991 et « ils peuvent encore progresser, autant qu'il le faudra si les projets qui nous sont présentés sont valables », a précisé le ministre.

Pour mettre de l'ordre dans les innombrables initiatives qui se manifestent vis-à-vis de la solidarité avec le tiers-monde et qui émanent aussi bien de collectivités locales, de chambres de commerce, de syndicats agricoles que d'organismes non gouvernementaux, des commissions régionales seront créées, qui pourront même gérer des « fonds régionaux de développement », alimentés à la fois par des partenaires privés, des collectivités locales, l'État, ou des bailleurs de fonds européens.

Au préalable, il est fondamental que les collectivités (auxquelles la décentralisation a donné un nouveau lustre), comme l'État, se montrent très rigoureuses sur l'affectation des fonds, c'est-à-dire l'argent des contribuables. Des risques de dilapidation existent au profit de telle ou telle « nomenklatura » africaine voire de pays rivaux dans l'aide publique, comme le Canada et singulièrement le Québec. Or les systèmes français d'évaluation de l'impact d'une opération de coopération (sans aller jusqu'à parler de rentabilité) sont encore embryonnaires, voire défectueux.

À côté d'actions positives et persévérantes (Rennes ou Lille-et-Villaine vis-à-vis du Mali ou de Sao-Paulo, Castres et le Loiret à l'égard du Rwanda, l'Alsace au Cameroun ou des micro-projets comme l'engagement d'une PME provençale au

Congo pour y transférer des technologies de fabrications de yaourts), trop d'expériences d'ouverture vers le tiers-monde, au départ généreuses, se révèlent en fait des prétextes à des voyages faussement baptisés « missions d'études ou de préfiguration », et inutilement coûteux, mais fort appréciés en revanche par les agences de voyages, les compagnies aériennes ou des associations parasitaires. Moins dispendieux, en tout état de cause, que le sommet franco-africain de La Baule en juin dernier, dont la facture officielle se monte, selon les propres calculs du Quai d'Orsay, à 43 161 267,31 francs...

FRANÇOIS GROSCHARD

■ Métropoles en déséquilibre. — Le secrétariat permanent du plan urbain, le Commissariat général du Plan et la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale organisent un colloque sur ce thème, les 22 et 23 novembre, à l'hôtel de la Communauté urbaine de Lyon (20, rue du Lac). L'objectif de ce colloque, proposé dans le cadre du programme « Mutations économiques et urbanisation », est de susciter un débat entre élus, chercheurs et praticiens sur les évolutions des métropoles et les phénomènes de métropolisation.

■ Renseignements et inscriptions au secrétariat de la rencontre : Martine Arocas, agence d'urbanisme de la COURLY, 201, rue Garibaldi, B.P. 3129, 69402 Lyon Cedex 03. Tél. : (16) 78-63-43-29.

LOGEMENT

À l'Assemblée nationale

Adoption du projet de loi relatif à la construction de maisons individuelles

Les députés ont adopté à l'unanimité, en première lecture, mardi 20 novembre, le projet de loi présenté par M. Louis Besson, ministre délégué chargé du logement, relatif au contrat de construction d'une maison individuelle.

Ce projet vise à relancer la construction individuelle. Les députés n'ont pas modifié en profondeur le projet issu des travaux du Sénat, qui prévoit le renforcement de la sécurité juridique des candidats à l'acquisition d'une maison individuelle, et de celle des entreprises travaillant en sous-traitance. Ils ont indiqué que l'acquéreur disposait d'un délai de huit jours, au lieu de trente, pour dénoncer les vices de construction après réception.

Les députés ont également précisé que, en cas de défaillance du constructeur, les sommes dues par le maître d'ouvrage seraient versées au garant de la livraison (établissement de crédit ou entreprise d'assurance), sans dérogation par rapport aux autres créances.

Au cours de la discussion, le ministre a indiqué que le nombre de prêts PAP d'accession à la propriété allait s'élever, pour 1990, à 40 000. Il a souligné qu'il en soit de même pour 1991. M. Besson a enfin précisé que M. François Doublin, ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat, soumettrait au Parlement, dès la session de printemps, un projet de loi sur la sous-traitance.

AUTOMOBILE

Rover série 100 : une relève honorable mais perfectible



Après la série 200 présentée au Mondial à Paris en octobre, voici l'arrivée en France de trois versions d'un modèle plus petit (3,52 mètres) très inspiré de la Honda City. Ces voitures urbaines à utilisation routière honorable constituent désormais chez Rover le bas d'une gamme ainsi entièrement renouvelée. Feu le Metro, vive la série 100!

A vrai dire, cette nouvelle production ne manque pas d'un certain attrait, plus convaincant toutefois dans sa motorisation 1 400 centimètres cubes que dans sa variante 1 100 centimètres cubes, qui manque de chevaux en bas de régime. Pour une utilisation en ville, il reste que le plus petit des groupes devrait suffire.

De longs essais sur la version 1,4 litre avec arbre à cammes en tête ont fait apparaître un bon comportement routier, qui s'est traduit par une stabilité — même à haute vitesse — honorable et un freinage (disques à l'avant, tambours à l'arrière) convenable si le parcours n'exige pas de pression trop prolongée sur la pédale. Le 1 400 centimètres cubes à carburateur est vaillant, l'étalement de la boîte judicieux. Si l'on ajoute que le confort de conduite est acceptable malgré une insonorisation perfectible et un guidage de boîte qui aurait mérité plus d'attention, les tarifs n'apparaissent pas exagés.

rés : 45 500 F pour le modèle de base à 3 portes et 4 vitesses (48 800 F pour la version 5 vitesses et 51 000 F pour la 5 portes, 5 vitesses).

En revanche, on regrettera un recul insuffisant du siège conducteur, un espace intérieur mesuré et une jauge au réservoir de carburant farfelue, qui oblige de passer à la pompe plus souvent qu'il n'est nécessaire tant l'approximation est flagrante et peut semer à bord la panique. Une question de finition préjudiciable et qui ne réclamerait pas de grands efforts de la part du constructeur.

Les versions en 1 400 centimètres cubes peuvent être livrées avec du noyer posé sur le tableau de bord et du cuir, des vitres à commande électrique et un signal sonore d'ouverture des portières quand les lanternes sont allumées (de 62 800 F à 73 500 F).

Une autre variante, plus sportive (16 soupapes, injection, barres antiroulis, 68 500 F) est disponible. Toutes les versions sont à traction avant bien sûr et à suspension Hydras. Une relève de la Metro, au fond, plutôt réussie et lancée avant tout en direction de la clientèle féminine, sensible à certains raffinements.

C. L.

CONSTRUIRE, C'EST UN DON...



Et ce don, nous le revendiquons. Allié à notre savoir-faire et notre puissance financière,

il nous place parmi les tout premiers promoteurs immobiliers en France. Il nous permet désormais d'agir au-delà des frontières, en Europe.

Plus que jamais à l'écoute de nos partenaires, nous sommes prêts à accompagner leurs projets des plus modestes aux plus ambitieux. Pour construire, le génie des lieux s'impose.

SINVM
COMPAGNIE BANCAIRE

le génie des lieux

5, Avenue Kléber 75116 Paris
Tél : (1) 40 67 31 66

COMMUNICATION

Amorçant une réorientation de sa grille La Cinq réduit son programme d'information télévisée

La Cinq a annoncé, mardi 20 novembre, ses premières modifications de programmes depuis l'entrée en fonction de ses nouveaux responsables, MM. Yves Sabouret et Pascal Joseph. Dans un communiqué, la chaîne précise que ces changements amorcent une nouvelle orientation de sa grille de programmes et interviendront le 10 décembre.

Les journaux auront une « formule plus condensée », celui de la mi-journée dorénavant confié à Gilles Schneider commençant à 12 h. 45, et celui présenté par Guillaume Durand revenant à 20 heures. Jean-Claude Bourret présentera les journaux du week-end, tandis que « Duel » et le « télé-vote » disparaissent.

Cette réduction des programmes d'information prend le contre-pied de la stratégie (« mettre le turbo sur l'info ») lancée en janvier der-

nier par l'ancienne direction de la Cinq après le succès d'image que lui avait valu la couverture des événements de Roumanie.

Les programmes du matin sont également modifiés au profit de la fiction et du divertissement, avec notamment « Lunes de miel », « Les surdoués », « Public » et, juste avant le journal de la mi-journée, « Un rien Mabilles » avec le fantasiste Bernard Mabilles. En avant-soirée, la Cinq programmera à 19 heures la série américaine « Arnold et Willy » suivie à 19 h. 30 de « Tel père, tel fils », une sitcom française avec Jacques Balutin. Les week-ends, le journal de 20 heures sera précédé d'une série américaine d'une heure, « L'enfer du devoir ». Le samedi matin, enfin, « Le magazine des magazines » sera diffusé juste avant le journal de 12 h. 45.

Un entretien avec le vice-président de l'IREP

« Il est temps que les agences réinvestissent dans la recherche publicitaire »

nous déclare M. Marc Bourgerie

Cent quatre-vingt mille francs : c'est la somme que s'approprie à remettre l'Institut de recherches d'études publicitaires (IREP) pour financer des travaux sur la publicité, les médias et la communication. Un jury examinera les projets de recherche envoyés avant la fin de l'année (1) pour sélectionner un seul lauréat. Mais au-delà de ce geste symbolique, soutenu financièrement par une dizaine d'entreprises, l'IREP tente de relancer parmi les professionnels de la publicité, l'intérêt pour la recherche fondamentale.

« La formidable croissance économique que nous avons connue ces dernières années a endormi la recherche », s'inquiète Marc Bourgerie, directeur général de l'agence FCA et vice-président de l'IREP. On se contente aujourd'hui de multiplier les baromètres, de tester le public, de mesurer des performances sans s'interroger sur les mécanismes profonds de la communication. Fait significatif : personne ne s'intéresse aux campagnes ratées, personne ne se demande si la publicité renaisse ou si elle ne tient pas avant d'être une mauvaise communication qu'à une saturation.

« Comment mesurer la part d'émotionnel et de rationnel dans la relation à une marque et dans l'intention d'achat ? Quelle est l'influence du temps sur l'impact d'un message publicitaire ? N'y a-t-il

pas un décalage croissant entre l'image de la famille que les spots proposent et celle qui est véhiculée par la télévision ? Les réponses sont urgentes. Les convictions des spécialistes de marketing sur lesquelles nous vivons depuis des années ont du retard.

« Il y a vingt ans on enseignait, à HEC, qu'il n'y avait jamais en France une marque de café nationale car les habitudes de consommation étaient trop différentes du Nord au Sud. Aujourd'hui, nous devons affronter les mêmes questions sur le marché européen sans le secours d'études fondamentales sur le public et la consommation.

« Cet effort devrait intéresser plus que quelques universitaires. Les publicitaires doivent sentir qu'après le règne de la création pure et celui de la finance, s'annoncent le retour en force de la réflexion stratégique. J'aimerais que l'IREP reçoive des centaines de projets émanant de professionnels et qu'en les publiant, nous puissions faire un premier état des questions pendantes. Il est temps que les agences réinvestissent dans la recherche, une recherche qui se soucie moins de sanctionner la création que de l'éclairer.

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN

(1) Renseignements auprès de l'IREP, 62, rue La Boétie, 75008 PARIS. Tél. : 45-63-71-73.

Deux productions françaises primées par la télévision américaine

Parmi les six International Emmy Award, trophées prestigieux décernés par les professionnels de la télévision américaine à des productions étrangères, deux récompensent cette année des productions françaises. Le Mahabharata, des Productions du Troisième Âge associées à la chaîne britannique Channel Four et l'académie de musique de Brooklyn, reçoit le prix de la meilleure représentation théâtrale. En catégorie documentaire, le trophée va au film de Gilles de Maistre J'ai douze ans et je fais la guerre. Produit par l'agence CAPA, Canal Plus et FR3, ce document évoque cinq enfants de cinq continents confrontés à la guerre et aux conflits, du Mozambique à Belfast, du Cambodge à la Colombie et aux États-Unis (le Monde du 5 mars). Les autres prix (fiction, émission pour enfant, art populaire, documentaire) ont tous été décernés à des émissions britanniques de la BBC ou de Channel Four.

EN BREF

Préavis de grève des journalistes de FR 3. - L'ensemble des syndicats de journalistes a annoncé le dépôt d'un préavis de grève pour le 28 novembre, après avoir refusé, mardi 20 novembre, de signer en commission paritaire. Ils souhaitent, en effet, examiner au cours de cette réunion les disparités salariales nées de l'embauche depuis le début de l'année de 156 journalistes et la direction s'y est opposée. Ces disparités salariales sont à l'origine de mouvements sporadiques de grève, comme à Toulouse et Bordeaux (le Monde du 23 octobre).

M. Jean Miot est élu président de l'ORDJ. - M. Jean Miot, directeur délégué du Figaro et président du Syndicat de la presse parisienne, a été élu, le mardi 20 novembre, président de l'Office de justification de la diffusion des supports de publicité (ORDJ), qui contrôle notamment la diffusion de la presse écrite. Le nouveau président a souligné que la vocation de l'ORDJ était « l'étude de tous les supports, y compris l'audiovisuel », et a plaidé pour un rapprochement avec le Centre d'études des supports de publicité (CESP), pour constituer une grande centrale d'information.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 19 et mardi 20 novembre :

DES ARRÊTÉS

- Du 15 novembre 1990 portant homologation du règlement général du Conseil des Bourses de valeurs.

- Du 23 octobre 1990 portant création d'un système informatisé permettant le contrôle de l'accès au centre de traitement de l'information du ministère des affaires étrangères.

Le chiffre d'affaires de l'industrie graphique a progressé de 11 % en 1989

Selon le bilan 1989 de la Fédération française de l'imprimerie et des industries graphiques (FFIIG), établi à partir des 2331 entreprises de plus de dix salariés (imprimeries de labeur fabriquant des annuaires et des catalogues ; imprimeries de presse périodique, de livres, entreprises de brochure et de photocomposition, etc.), le chiffre d'affaires du secteur a progressé de 11 % par rapport à 1988 tandis que la tendance à la création d'emplois, enregistrée dès 1987, s'est poursuivie, notamment dans les imprimeries de labeur et de photogravure. Ce bilan positif n'empêche pas les

zones d'ombre. Ainsi, tandis que l'ex-imprimerie Del Duca de Maisons-Alfort rencontre à nouveau des problèmes mettant en cause sa survie, l'imprimerie François d'Ozoin-la-Ferrière, propriété de la filiale française du groupe Maxwell, est bloquée depuis plusieurs semaines par un conflit d'ordre salarial. Des ouvriers du Livre CGT qui protestent contre le retrait de plusieurs titres (Télé Star, Sunday Mail) de l'imprimerie ont manifesté le 19 novembre dans l'hôtel parisien où les membres du groupe Maxwell statuaient sur le sort de l'entreprise.

La fin de l'imprimerie de Maisons-Alfort

Le tribunal de commerce de Créteil a prononcé la liquidation de l'imprimerie Hélios Europe Impression (HEI) à Maisons-Alfort (Val-de-Marne) le 15 novembre. Le licenciement des cent quarante-trois employés devait être annoncé au comité d'entreprise mercredi 21 novembre.

Avec cette décision s'achève la « saga » Del Duca à Maisons-Alfort. Créée dans les années 50, l'imprimerie Del Duca a compté jusqu'à huit cents ouvriers. Elle a connu, à partir de 1985, ses premières difficultés sérieuses. Devenues alors les imprimeries modernes de Maisons-Alfort (IMMA), elle doit déposer son bilan et recourir à des licenciements. En 1988, les ouvriers font une ultime tentative de reprise :

deux cent quarante-trois des anciens salariés versent leur indemnité de 43 000 francs, soit 10 449 000 francs dans le capital d'une nouvelle société, HEI, dont ils deviennent l'actionnaire principal.

HEI devait connaître deux revers qui allaient malheureusement la conduire à sa perte. En mars 1990, Femmes d'aujourd'hui, son plus gros client, est mis en liquidation et lui laisse près de 7 millions de francs d'impayés, ce qui entraîne le dépôt de bilan de l'imprimerie le 26 avril et sa mise en règlement judiciaire.

Le tribunal de commerce de Créteil lui accorde un sursis de six mois en vue de trouver une solution. Mais, le 21 octobre, un incendie détruit la plus impor-

tante des rotatives, et les journaux doivent être imprimés ailleurs. Les six à sept mois de réparation nécessaires rendent leur retour très aléatoire, ce qui met fin à toute solution industrielle négociée et entraîne la liquidation de la société.

« Une certaine fatalité s'est abattue sur nous. Nous subissons des événements externes, et non plus internes, comme par le passé », constate avec amertume le PDG, M. Antonio Delgado. La vente du matériel, et notamment des trois rotatives, devrait permettre de faire face au passif de 45 millions de francs. Lundi, les ouvriers assuraient encore les commandes en cours. Celles-ci réalisées, ils envisageaient d'occuper les locaux.

FRANCIS GOUGE

Lancement d'un hebdomadaire à Rouen

ROUEN

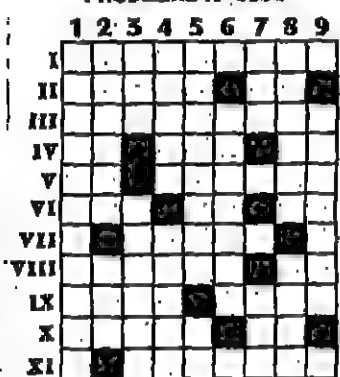
de notre correspondant

Les Infos du Grand Rouen, nouvel hebdomadaire lancé à Rouen (Seine-Maritime) par le Groupe des Imprimeries Morault ont sorti leur premier numéro vendredi 9 novembre. Vendu 10 francs, cette nouvelle publication décline l'actualité de la semaine dans la région de Rouen. L'équipe rédactionnelle est composée de sept journalistes. Tiré à 40 000 exemplaires pour le premier numéro dans une zone de diffusion de cinq cent mille habitants, les Infos du Grand Rouen se donnent deux ans pour atteindre un tirage moyen de 120 000 exemplaires.

Ce nouvel hebdomadaire va tenter de réussir là où de nombreuses expériences ont échoué par le passé. En plus du quotidien Paris-Normandie (groupe Hésant), il ne paraît qu'un seul hebdomadaire Liberté dimanche du groupe Parisien. Le fondateur, Yves-Marie Morault, est par ailleurs à la tête d'un groupe de treize imprimeries, avec trois cents salariés pour un chiffre d'affaires de 150 millions. Il se situe en tête des imprimeurs de pochettes de disques en France. E. B.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5396



HORIZONTALEMENT

1. Parfois élevé dans du coton. - 2. Qui a quelques poils blancs. Envoyé sur le champ. - 3. Petits nuages qui ne provoquent qu'un refroidissement passager. - 4. Quand ils forment un paquet, c'est maigre. D'un verbe marquant un déplacement. S'en va parfois de la poitrine. - 5. Deux cantons pour lesquels on a fait le pont. Se retirait à Capri. - 6. Un ensemble de pays. Terme musical. Morceau de savon. - 7. Appréciée. - 8. Dans les travaux forcés. Pronom. - 9. Pour fermer la porte. Grand, est attendu par le révo-

lutionnaire. - X. Père de nombreuses filles. Point de départ. - XI. Exprimer avec une certaine énergie.

VERTICALEMENT

1. Qui se porte comme un charme. - 2. Cherchées par ceux qui aiment les sorties. Une ouverture. - 3. Pas annoncées. Permet de rejeter le « belle ». - 4. Aujourd'hui, on n'en voit plus la queue d'un. Peut-être victimes de la coupe. - 5. Quand on rêve tout éveillé. Un peu d'espoir. - 6. Le thym et la lavande, par exemple. - 7. Langue du nord. Ville ancienne. - 8. Changeant avec le temps. N'est pas très bonne quand elle est petite. - 9. Un vieux bâtiment.

Solution du problème n° 5395

Horizontalement

1. Shampooing. - 2. Caries. OÙ. - 3. Emarger. - 4. Né. Aa. Air. - 5. Accuse. Ni. - 6. Rondelles. - 7. Ines. Gogo. - 8. Sitan. - 9. Trimer. - X. Eules. Set. - XI. Sées. Vase.

Verticalement

1. Scénaristes. - 2. Hameçon. Rus. - 3. Ara. Crémée. - 4. Miraud. Mes. - 5. Pégase. Ses. - 6. Osé. Elgar. - 7. Rê. Lot. Sa. - 8. No. Inégales. - 9. Guérison. Té.

GUY BROUTY

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Droits de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises.
M. André Fontaine, gérant.

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF FRANCE 400 F SUISSE-BELGIQUE 572 F AUTRES PAYS 790 F

6 mois 780 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 400 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Codé postal :

Localité :

Pays :

Veuillez joindre l'obligation d'écriture tous les noms propres en capitales d'imprimerie

Imprimerie de Le Monde 12, rue M. Gorbou 91402 IVRY Cedex

Composé 38-15 - Tapeur LEMONDE ou 38-15 - Tapeur LM

ISSN : 0395-2037

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-60-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF FRANCE 400 F SUISSE-BELGIQUE 572 F AUTRES PAYS 790 F

6 mois 780 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 400 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Codé postal :

Localité :

Pays :

Veuillez joindre l'obligation d'écriture tous les noms propres en capitales d'imprimerie

Imprimerie de Le Monde 12, rue M. Gorbou 91402 IVRY Cedex

Composé 38-15 - Tapeur LEMONDE ou 38-15 - Tapeur LM

ISSN : 0395-2037

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-60-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF FRANCE 400 F SUISSE-BELGIQUE 572 F AUTRES PAYS 790 F

6 mois 780 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 400 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Codé postal :

Localité :

Pays :

Veuillez joindre l'obligation d'écriture tous les noms propres en capitales d'imprimerie

Imprimerie de Le Monde 12, rue M. Gorbou 91402 IVRY Cedex

Composé 38-15 - Tapeur LEMONDE ou 38-15 - Tapeur LM

ISSN : 0395-2037

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-60-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF FRANCE 400 F SUISSE-BELGIQUE 572 F AUTRES PAYS 790 F

6 mois 780 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 400 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Codé postal :

Localité :

Pays :

Veuillez joindre l'obligation d'écriture tous les noms propres en capitales d'imprimerie

Imprimerie de Le Monde 12, rue M. Gorbou 91402 IVRY Cedex

Composé 38-15 - Tapeur LEMONDE ou 38-15 - Tapeur LM

ISSN : 0395-2037

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-60-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF FRANCE 400 F SUISSE-BELGIQUE 572 F AUTRES PAYS 790 F

6 mois 780 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 400 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Codé postal :

Localité :

Pays :

Veuillez joindre l'obligation d'écriture tous les noms propres en capitales d'imprimerie

Imprimerie de Le Monde 12, rue M. Gorbou 91402 IVRY Cedex

Composé 38-15 - Tapeur LEMONDE ou 38-15 - Tapeur LM

ISSN : 0395-2037

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-60-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF FRANCE 400 F SUISSE-BELGIQUE 572 F AUTRES PAYS 790 F

6 mois 780 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 400 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

100150

PARIS / ILE-DE-FRANCE

Le déménagement du Conservatoire national de musique

Les luthiers ne changent pas de clé

Voici quelques semaines déjà que le nouveau Conservatoire national supérieur de musique (CNSM) du parc de La Villette a ouvert ses portes dans la future Cité de la musique, quittant la rue de Madrid (8^e arrondissement), derrière la gare Saint-Lazare. La tradition pouvait laisser croire que les luthiers allaient le suivre dans son nouveau quartier.

« Mais quel serait mon intérêt de partir, demande M. Bernard Sabatier, luthier de la Rome, en levant les yeux vers la vitrine de son atelier ? Regardez : de mon labeur, je vois les arbres, les saisons, Chant et Chardon étaient installés à trois mètres d'ici, les anciens sont dans le coin. Si je m'en vais, je perds le passé. » Il y avait un précédent. Lorsque le Conservatoire était rue Croix-des-Petits-Champs (1^{er} arrondissement) au début du dix-neuvième siècle, Jean-Baptiste Vuillaume, luthier de renom, avait ouvert son atelier un peu plus haut dans la rue. Cette situation idéale permettait aux assidus de l'archet d'aller le voir sans devoir courir tout Paris. En 1911, quand le Conservatoire a déménagé rue de Madrid, les luthiers se sont regroupés dans le quartier de la rue de Rome, et l'on trouve aujourd'hui les artisans spécialisés dans le quatuor (violin, violoncelle, alto, contrebasse). Par exemple, M. Marcel Vatelot, le père d'Etienne, dont la réputation dépasse les frontières, s'est installé rue Portalis en 1910. Tous les artisans du coin se connaissent et cela donne au quartier le charme d'un village ainsi qu'une aura de respect due à la qualité du travail qui y est fournie.

Il s'avère que les plus grands spécialistes de la profession sont en France. Ils ont concubé un télex entre les bœufs de vernis et les copeaux de bois. Les violonistes savent bien que l'on ne change pas de luthier comme cela. Quand on en a trouvé un qui sait faire vibrer l'instrument, une amitié d'initié s'établit entre le musicien et l'artisan.

La concurrence dans le métier est relative lorsque l'on sait qu'il n'y a qu'un seul lycée en France qui assure cette formation. Ces artisans

très spécialisés sont donc rares (une petite quarantaine sur Paris) et entendent que leurs qualifications soient reconnues. En 1920, lorsque Charles Enel, luthier au Conservatoire national, se décida à tenir boutique, c'est-à-dire à avoir pigeon sur rue, on le regarda d'un œil mitigé dans la profession. D'ordinaire, un luthier travaillait en étage ou en chambre dans un atelier protégé des regards incompétents. Le recueil-

se construire son univers dans un contexte choisi et le désir de ne pas être traité en simple commerçant.

On comprend dès lors les réserves auxquelles se sont heurtées les responsables de l'EPPV (Etablissement public du parc de La Villette) quand ils ont lancé leur premier appel d'offres, il y a trois ans. En demandant son aide au Conservatoire national, ils ont envoyé une fiche aux « commerçants de la musique » pour

commandes, les clients reviendront. J'ai peut-être plus tard, mais pour l'instant, nous restons tous. C'est presque un accord tacite entre nous. Les nouveaux luthiers qui s'installent auront une clientèle intéressante à La Villette. Les anciens, eux, préfèrent rester là où ils sont, sans compter que le Conservatoire national d'Ile-de-France récupère le bâtiment de l'ancien Conservatoire national, rue de Madrid.

Les tractations ne sont pas pour autant terminées. « C'est une situation délicate, explique M. Gérard Rigaud, directeur de l'exploitation de l'EPPV. Il va falloir recenser les problèmes de chacun. Nous n'avons, par exemple, aucun moyen d'évaluation pour connaître les revenus des luthiers. Comme il n'a jamais été question de créer des ateliers à La Villette, les nouveaux venus devaient s'installer dans les ZAC (zone d'aménagement concerté) environnantes. Il faut attendre que les plans d'urbanisation qui concernent le 19^e arrondissement soient achevés. Les luthiers peuvent aussi aller à Pantin ou Aubervilliers. Pour l'instant, la commission quadripartite (ministère de la culture, Cité de la musique, Conservatoire, EPPV) qui sélectionne les commerces en a retenu huit ou neuf, dont un marchand de piano, un marchand de cordes et un disquaire. L'important, c'est de répondre à la demande du public qui fréquente le site. »

Un musée des instruments

Du côté de l'association de la Cité de la musique, on considère qu'il faut attendre que les barrières du chantier soient levées pour envisager le futur. Même si le Conservatoire a déjà ouvert ses portes, la partie est de la Cité n'en est encore qu'au gros œuvre. Lorsque le chantier sera visible, il sera plus facile d'imaginer l'ambiance générale des lieux. Le musée des instruments de musique et son laboratoire d'organologie permettront de passer à la loupe les instruments anciens devant, par ailleurs, attirer les connaisseurs. Enfin, le Conservatoire est inclus dans la Cité de la musique et il faut donc considérer un ensemble. C'est lorsque le projet sera réalisé dans son intégralité qu'il sera plus facile de décider si l'on souhaite ou non s'installer ailleurs.

Autres temps, autres réalités. La situation géographique des luthiers est donc à repenser globalement face à la demande des clients et à la nouvelle pratique de la profession. L'ouverture officielle de la Cité de la musique aura lieu en 1993 et, d'ici là, l'Est parisien aura eu le temps de s'adapter aux besoins de sa nouvelle configuration. Opéra-Bastille y compris. La future clé de sol qui s'installe dans cette partie de Paris a encore pour l'instant l'allure d'un point d'interrogation.

ADELIN CHENON

Le trente-sixième pont de Paris

Charles-de-Gaulle entre la gare de Lyon et la gare d'Austerlitz

Vingt et un ans après le franchissement de la Seine par le périphérique, la Ville de Paris vient de décider la construction d'un nouveau pont qui portera le nom de « Charles-de-Gaulle ». Les travaux s'achèveront au mois d'août 1993.

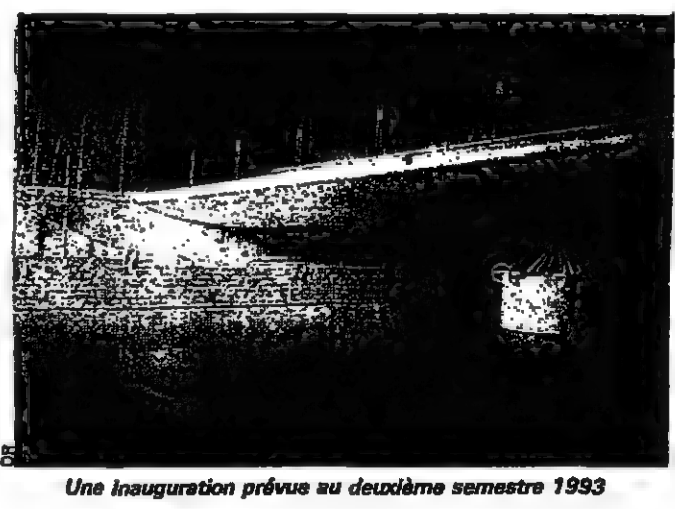
Du Petit-Pont, le plus ancien, aux lourdes passerelles en béton du pont Neuf, en passant par le Pont-Royal ou le pont des Arts, ils ont tous une histoire à raconter.

Les pierres de la Bastille

On sait que le pont de la Concorde, dont les travaux commencèrent en 1788, a été achevé avec les pierres de la Bastille « afin que le peuple pût continuellement fouler au pied l'antique forteresse », mais qu'il a porté le nom de Louis-XVI jusqu'en 1792... Et le passant qui emprunte le pont au Châtelet se souvient-il qu'il suit le même itinéraire que celui de la charrette des condamnés à la guillotine ? Mais, pour de nombreux Parisiens, le plus charmant demeure le pont Marie, avec son curieux dos d'âne et ses cinq arches. Jadis se tenait à proximité de ses piliers le marché aux poissons d'eau douce...

Curieusement, les seuls ponts qui ne possèdent pas de nom sont ceux de la voie rapide qui ceinture la capitale. Construits en 1968 et 1969, baptisés « périphérique aval » et « périphérique amont », ces deux ouvrages n'intéressent personne, hormis les automobilistes qui percent, quotidiennement et par milliers, à l'abordage du ciment anonyme posé lourdement sur les eaux de la Seine. Les édiles de la capitale, en leur temps, ont-ils été effrayés par leur audace ou ont-ils estimé qu'ici, Apollinaire était bien mort ?

JEAN PERRIN



Une inauguration prévue au deuxième semestre 1993

Grâce à l'action de l'IMPRO

Les handicapés de Palaiseau trouvent du travail

Des patrons d'entreprises se pressant en foule dans une institution pour jeunes handicapés mentaux, tel est l'exploit réalisé le 8 novembre dernier par l'Institut médico-professionnel (IMPRO) de Palaiseau (1). Il est vrai que cet établissement, fondé il y a quinze ans par un syndicat de neuf communes de l'Essonne, est une sorte de champion dans sa catégorie. Il est cité en exemple par le secrétariat d'Etat aux handicapés, et M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat aux handicapés et accidentés de la vie lui a rendu visite il y a quelques mois.

L'IMPRO de Palaiseau est à la fois un collège professionnel et un établissement de soins. Il accueille 70 externes, filles et garçons de quatorze à vingt ans, tous atteints d'un handicap ou d'un trouble mental. Les adolescents y reprennent un enseignement général, une formation professionnelle et sont soignés tout au long de leur cursus qui dure en moyenne de cinq à six ans. Rien que de très banal en apparence. Des centaines d'établissements du même genre en font autant. En fin d'études, ils parviennent à insérer dans le monde du travail moins de 10 % de leurs élèves, les autres étant dans des ateliers protégés.

Palaiseau se targue de placer près de 40 % de ses jeunes. Tout simplement parce qu'on y a refusé l'idée « que des handicapés mentaux ne pourront jamais travailler comme les autres. Ici, les profs, les médecins et les moniteurs d'atelier ont décidé qu'ils réussiraient là où la plupart de leurs confrères baissent les bras. Et ils gagnent. Une soixantaine de leurs anciens élèves sont salariés dans des services municipaux, des établissements universitaires et des entreprises privées. Cuisiniers, jardiniers, agents d'entretien, secrétaires, ils et elles tien-

nent leur place. Pour aller plus loin encore, l'IMPRO de Palaiseau a organisé une journée « portes ouvertes » à laquelle il avait convié plusieurs centaines de patrons de l'Essonne. Surprise : cent quarante d'entre eux ont répondu. Une raison très matérielle à cela : la loi oblige, à partir de l'an prochain, entreprises privées et services publics à employer 5 % de handicapés parmi leur personnel. Sinon, ils devront payer de lourdes cotisations à un organisme collecteur de fonds, l'AGE-FIPH. Autant essayer de faire son deuil.

Les patrons sont donc venus « aux nouvelles ». Ils ont visité les différents ateliers, interrogé les cadres de l'institut et même dialogué avec les anciens handicapés aujourd'hui salariés. En écoutant aussi leurs collègues, qui ont « osé », ils se sont aperçus que les handicapés mentaux sont heureux de travailler, qu'ils y trouvent un nouvel équilibre (à condition d'être suivis par les équipes de Palaiseau), qu'ils sont gais, toujours volontaires pour faire des heures supplémentaires, ponctuels, et que leur absentéisme est faible. En outre, ils remplissent fort bien les tâches qu'on leur confie pourvu que les postes de travail soient bien ajustés à leur situation psychique.

Bref, ce n'est plus un défi insensé que d'embaucher un jeune « qui n'a pas toute sa tête ». C'est, sans léser ses propres intérêts, participer au grand chantier de réinsertion de tous les laissés-pour-compte. Quel gestionnaire, en effet, ne serait pas choqué par l'immense gâchis économique et social que représente la mise au rencart des handicapés ?

MARC AMBROISE-RENDU

(1) IMPRO : 37, rue Jacques-Duclos, 91120 Palaiseau. Tél. : 60-14-37-47.

ment des lieux et l'absence de soutien commercial chez ces fabricants donnaient à leur tannière un caractère quasi mystérieux où le savoir-faire de la musique se distribuait au compte-gouttes. Même si, maintenant, il n'est pas choquant d'avoir une vitrine, on constate que Vatelot est toujours au fond d'une cour et depuis l'été. Tout ceci s'explique fort bien lorsque l'on sait que l'expertise repose surtout sur la mémoire visuelle et le toucher, exercices qui demandent avant tout de la concentration. Des traditions, il reste, dans la profession, une certaine soif d'autonomie, de liberté à

savoir si ces derniers souhaitent déménager et, si oui, de quelle surface ils auraient besoin. L'EPPV a prévu 1.000 m² de surface commercialisable dans la partie est de la Cité de la musique, la partie ouest étant réservée au Conservatoire. La direction d'exploitation de l'EPPV considère qu'elle a déjà fait un appel d'offres, avec peu de succès d'ailleurs et que le prochain devrait être fait par l'Association de la Cité de la musique. Or cette association ne pourra officiellement agir qu'en 1991, lorsque son statut juridique sera défini. Pour l'instant, les éventuelles négociations sont donc suspendues.

Cependant, on peut déjà observer quelques points : « On nous a proposé des prix dérisoires, soit disant, pour la concurrence », remarque M^{me} Rosine Charle, secrétaire générale de l'Union nationale de la facture instrumentale, alors que c'était beaucoup trop cher pour nous. Les luthiers passaient du simple au triple par rapport à ce qu'ils sont actuellement. Dans le quartier de l'Europe, les luthiers bénéficient de baux assez anciens et la différence de prix avec des locaux modernes est inabordable quand on sait les fluctuations financières de la vie d'un artisan. » « Moi, je n'ai pas envie d'aller exposer les plâtres », commente M^{me} Sylvie Mémont, secrétaire du Groupement des luthiers-archetiers d'art de France. A La Villette, les élèves auront besoin d'un dépannage rapide : pour les

transports en commun autour de Paris, ainsi qu'une expérience des infrastructures d'accompagnement indispensables à la réouverture d'une gare de banlieue. « Le conseil municipal réclame depuis 1959 la réouverture de la Grande Ceinture. La décision, en 1965, de créer des villes nouvelles pour organiser le développement de l'Ile-de-France a modifié la conception des flux de transports. Jusqu'à présent, les responsables politiques et administratifs ont toujours imaginé des voies radiales, convergentes vers Paris. Or 40 % des Français vivent et se déplacent dans les départements de la Grande Couronne », analyse M. Brame, qui conçoit la réactivation de cette ligne comme le moyen de « relier en grande partie les villes nouvelles entre elles. »

Cette vision à long terme se fonde sur les études menées par la SNCF : après sa mise en service, ce premier tronçon serait prolongé par une jonction vers le nord avec Cergy-Pontoise, vers le sud avec Saint-Cyr-Francis et Saint-Quentin-en-Yvelines, d'une part, et avec Versailles et Mantes (gare d'interconnexion des TGV), d'autre part. « Ainsi notre commune serait-elle reliée dans quelques années (avant la fin du millénaire) avec les pôles d'attraction économique que sont les villes nouvelles et avec les capitales européennes grâce au carrefour ultramodern de Massy-Palaiseau », annonce le bulletin d'information de Noisy-le-Roi, destiné à préparer les

Réouverture de la Grande Ceinture à l'ouest

Noisy-le-Roi est à quai

Fermée depuis 1936 en raison de sa trop faible fréquentation, la ligne ferroviaire Grande Ceinture va reprendre vie à l'ouest.

Confrontés au casse-tête quotidien de la saturation du réseau routier, les usagers et les élus des Yvelines réclament depuis longtemps cette réouverture décidée récemment par le Syndicat des transports parisiens (STP). Les trains en provenance de la gare Saint-Lazare qui avaient leur terminus à Marly-le-Roi ou à Saint-Nom-la-Bretèche seront prolongés, à partir de 1993, soit vers Saint-Germain-en-Laye au nord, soit vers Noisy-le-Roi au sud. Pour Saint-Germain-en-Laye, déjà desservi par le RER, il ne s'agit que d'une commodité supplémentaire proposée aux usagers, sans grand bouleversement pour l'urbanisme. En revanche, la commune de Noisy-le-Roi, qui tient à préserver son caractère villageois et dont la petite gare sommeille depuis plusieurs décennies, attend à un profond changement.

Au lieu de subir, au risque de rester à quai en se lamentant, des inconvénients d'une liaison directe avec Paris (gratuit, petite délinquance...), elle a décidé d'en profiter et de faire du quartier de la gare un pôle de son équilibre urbanistique et économique. Un pari d'autant plus jouable que le maire, M. Robert Brame (RPR), est aussi vice-président chargé des transports au conseil régional d'Ile-de-France et qu'il possède à ce titre une vision globale du développement des

huit mille habitants à une refonte totale du quartier de la gare.

Première conséquence de la remise en service de la gare de Noisy-le-Roi : au lieu d'aller prendre leur train pour Paris à Marly-le-Roi, voire à Versailles ou à Saint-Germain-en-Laye, les habitants de la commune seront directement reliés à Saint-Lazare en vingt minutes.

La petite gare resuscitée drainera alors, matin et soir, plusieurs centaines de voyageurs, demandeurs d'un stationnement commode à proximité. « Un parc de stationnement sera construit, dont la conception doit s'inscrire dans le site et le paysage de la plaine de Versailles. »

Chère commune

Une première tranche de huit cents à neuf cents places est déjà programmée, susceptible d'une extension à deux mille places « pour préserver l'avenir de notre commune », souligne le maire, habitué à résoudre l'engorgement des abords de gares en banlieue.

Pas question non plus de faire de la gare, située en bordure de la commune et à 300 mètres à peine du cœur du bourg, une simple zone de transit « entièrement consacrée au train et à la voiture ». La création de quelques commerces de proximité, d'une petite zone d'habitat destinée aux personnes chargées du fonctionnement de la gare, voire d'un hôtel-

restaurant, qui, dès maintenant, fait défaut, s'inscrit dans les projets du maire, soucieux d'agir sur tous les fronts pour réussir cette réouverture.

Dès cette année, 9 000 mètres carrés de bureaux et de locaux d'activités vont sortir de terre, sur une petite parcelle qui longe la voie ferrée et la route nationale 307. Noisy-le-Roi compte ainsi équilibrer son développement, jusqu'à présent exclusivement tourné vers un habitat de qualité : la ville est d'ailleurs passée de sept cents habitants en 1940 à huit mille aujourd'hui.

La modernisation de la voie, où ne transitent actuellement que quelques trains de marchandises, est commencée. La SNCF doit procéder à l'électrification, à la suppression des passages à niveau et à l'acquisition de nouvelles rames. Une certaine effervescence règne déjà aux abords de la petite gare. Et, sur les prix immobiliers ! Un appartement ou une maison à vingt minutes du centre de Paris est un argument déjà avancé par les agents immobiliers et par les promoteurs. M. Robert Brame redoute que sa commune, déjà chère - plus de 13 000 francs le mètre carré en gamme moyenne - ne devienne inaccessible aux jeunes Noiséens désireux de s'installer en profitant de la qualité de vie reconnue à ce village, qui a su grandir harmonieusement.

PASCAL SAUVAGE

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

CONTROLLER

Holding groupe industriel

Strasbourg - Particulièrement performant dans son domaine d'activité (électrotechnique), ce groupe industriel à vocation européenne représente 2.500 personnes unies par un même enthousiasme (sites industriels en Allemagne, Grande-Bretagne et France). Le holding du groupe, situé en région strasbourgeoise, crée le poste de controller immédiatement rattaché au directeur général. Sa mission sera de mettre en place la fonction financière ainsi que les outils permettant, au travers d'une vision stratégique du groupe, de jeter les bases du développement futur. Il définira les plans stratégiques et les besoins financiers en découplant, analysera et consolidera les résultats en mettant en place les moyens de contrôle et veillera à permettre la

meilleure optimisation des moyens industriels déployés. Sa position l'amènera également à prendre part à toute opération de diversification ou d'implantations industrielles. Ce poste stratégique s'adresse à un collaborateur de haut niveau, doté d'une solide expérience de la fonction financière associée à une bonne culture industrielle. La pratique courante du français et de l'allemand est indispensable, celle de l'anglais un complément souhaitable. Les conditions de rémunération sont particulièrement attractives. Ecrire à D. WIRTZ en précisant la référence A/6845M - PA Consulting Group - 3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54, (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

Cette annonce paraît également dans Le Soir, De Standaard, Süddeutsche Zeitung, NRC Handelsblad

Marché français de la technique médicale

Nous sommes une entreprise moyenne allemande, no 1 mondial sur un marché spécial

d'appareils techniques médicaux. Nos produits sont reconnus pour leur qualité supérieure et leur know-how d'application de

haut niveau. Notre société française de vente située dans le nord de la France recherche son

Directeur des Ventes

dont la mission sera de développer le marché français déjà bien établi.

Il sera soutenu dans cette tâche représentative par une équipe de personnes qualifiées dans les secteurs vente, service et administration. Le candidat doit être parfaitement bilingue, disposer d'une expérience professionnelle de la technique médicale et posséder une expérience de la France. Ses compé-

tences stratégiques et conceptuelles sont au moins aussi importantes que son intuition vis à vis de la cible particulière que constituent nos clients. Une aptitude à diriger et une bonne capacité de motivation des hommes sont des qualités indispensables pour le succès de cette tâche.

Pour toute information supplémentaire sur ce poste exigeant veuillez prendre contact avec Mme Dr. Spreter-Müller, tél.: (0721) 2.49.88. Nous vous garantissons toute discrétion.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. complet, photo, copies de diplômes, prétentions et date éventuelle de disponibilité sous référence 780780, Leopoldstraße 5, 7500 Karlsruhe 1



Kienbaum und Partner

Internationale Personal- und Unternehmensberater

Gummersbach, Düsseldorf, Berlin, Frankfurt, Hamburg, Karlsruhe, München; Zürich, Wien, Los Angeles, San Francisco, São Paulo, Johannesburg

Le Monde

de l'

International

"Our business is business integration"

WE ARE LEADING

ORGANISATIONAL DEVELOPMENT SPECIALISTS

United Research works with clients worldwide to create and implement strategies for competitive advantage. What differentiates United Research from other consulting firms is its ability to simultaneously and continuously integrate business strategy, change management, and information technology to help clients, in a zero-lag-time world, achieve new standards of competitiveness and profitability.

For thirty years, United Research has been in the business of working with leading corporations to make major change happen smoothly and effectively. Through this experience we have developed the multi-disciplinary know-how, tools and methodologies to help blue chip, well-managed firms clarify their complex businesses so that management can focus on the truly critical factors that are key to long-term success.

The United Research approach is comprehensive. Our consulting professionals work together with clients to implement programs that achieve strategic visions across all functions and divisions and through all levels of the organisation. It is our firm belief that this should be a joint process: client and consultant working together as a team. In this way, United Research can leave the client with the ongoing capability to sustain and enhance the value of work completed during the joint project.

To continue our rapid growth in Europe we are looking for results-oriented specialists in organisational development.

Our particular interest focuses on those with extensive experience of leading major change initiatives and who have a full appreciation of the role which OD can play as an integrating mechanism within a

complex, multi-functional business environment. To fulfil the total demands of the work your OD skills must be complemented by experience and state-of-the-art knowledge of organisational design, performance management and the use of management development techniques to deliver measurable business performance improvements.

Your role within United Research would be to prove yourself quickly as a technology practice leader, partnering with Chief Executives of Fortune 500 companies and project managing joint process teams comprising multi-disciplined consultants and client team members. You are likely to be a senior manager working at board and strategic level within a major European business or at partner level within a management consultancy and looking for the opportunity to work consistently with major clients to significantly impact their business performance. A first degree is essential and a further business qualification would be an advantage. To complement our pan-European business objectives fluency in English and at least one other continental language is required.

All our consultants spend time in the U.S. whilst training but subsequent relocation is not necessary as the majority of assignments are at client sites within Europe, returning home at weekends.

Please write with full C.V. to Amanda O'Connor, United Research Limited, c/o Noel Wickland Associates, 15 Avenue Victor Hugo, 75016 Paris. Please quote reference LM 1190.

United Research

MANAGEMENT CONSULTANTS
ACCELERATING STRATEGIC CHANGE

Jeune Manager Administratif et Commercial

Notre groupe, implanté en AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE, est spécialisé dans la distribution de produits pharmaceutiques. Vous prendrez la responsabilité administrative et financière de l'une de nos filiales, en étroite collaboration avec le directeur général de cette filiale.

Vous assurerez également la mise en place d'actions de développement commercial. A trente ans environ, vous possédez une formation supérieure commerciale. Vous valoriserez votre expérience dans cette mission aux multiples facettes couvrant tous les domaines de l'entreprise. Nous vous offrons l'opportunité d'évoluer au sein de notre groupe d'envergure internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature référence 3971/M à CURRICULUM, 6 passage Lathuille 75018 PARIS qui transmettra.

UNICEF

LE FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE dont le siège est à New York et qui a des bureaux dans le monde entier, cherche des candidats qualifiés pour le poste suivant :

RESPONSABLE DE LA LOGISTIQUE

LIEU DE TRAVAIL : Genève, Suisse.

FONCTION : Responsable du transport, du stockage et de la distribution de tous les articles et matériels destinés à la vente ou à toute autre utilisation, dans le cadre des opérations relatives aux cartes de vœux (GCO).

QUALIFICATIONS REQUISES : Diplôme universitaire en gestion commerciale ou en management. Formation spéciale aux activités de transport et d'entreposage et à la gestion du matériel. L'utilisation d'un ordinateur est un atout. Au moins huit années d'expérience dans une entreprise commerciale dans un service de contrôle et de vente. Français et anglais courants. La connaissance de l'allemand est un avantage.

SALAIRE ET AVANTAGES : L'UNICEF en tant qu'agence du système des Nations unies offre des salaires, des avantages et des indemnités compétitifs au niveau international.

Les femmes qualifiées sont particulièrement encouragées à déposer une demande. Veuillez envoyer votre curriculum vitae détaillé en anglais, en citant le numéro de référence VN-90-160, à :

M. Juan Luis Meza - Sr. Recruitment & Staff Development Officer

UNICEF

3 United Nations Plaza (H-57), New York, N.Y. 10017, Etats-Unis.

Date limite de soumission des candidatures : 17 décembre 1990.

Etant donné le nombre de candidatures, seuls les candidats présélectionnés recevront un accusé de réception.

NOTIFICATION : L'UNICEF DÉCONSEILLE DE FUMER SUR LE LIEU DE TRAVAIL



IUED La fondation pour l'étude du développement - Genève met au concours le poste de

DIRECTEUR/DIRECTRICE de l'Institut universitaire d'études du développement

Entrée en fonctions : 15.7.92.

Candidatures jusqu'au 7.12.90.

M. Aubert, président - IUED - case postale 136 - CH-1211 Genève 21.

Des informations complémentaires peuvent être obtenues au secrétariat de l'IUED.

PILOTE de notre P... COMMERCIALE

Raymond Poulain

DOOR

TRAINERS (m/d)

Le Monde

Cadre

REPORT POUR L'ASSURANCE

ASSURANCE

ASSURANCE

ASSURANCE

ASSURANCE

ASSURANCE

ASSURANCE

ASSURANCE

ASSURANCE

ASSURANCE

ASSURANCE

ASSURANCE

ASSURANCE

ASSURANCE

ASSURANCE

ASSURANCE

ASSURANCE

ASSURANCE

ASSURANCE

ASSURANCE

100150

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Jeudi 22 novembre 1990 39

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

| Type Surface/étage | Adresse de l'immeuble Commercialisateur | Loyer brut + Prov./charges | Type Surface/étage | Adresse de l'immeuble Commercialisateur | Loyer brut + Prov./charges | Type Surface/étage | Adresse de l'immeuble Commercialisateur | Loyer brut + Prov./charges |
|---|---|-------------------------------|--|---|-------------------------------|---|---|-------------------------------|
| PARIS | | | | | | | | |
| 1^{er} ARRONDISSEMENT | | | | | | | | |
| 3 PIÈCES Parking, refait neuf 80 m², 2 ^e étage | 7, rue Molère SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission | 9 600 + 2 119 8 631 | 4 PIÈCES Park., 92 m² 1 ^{er} étage | 48 bis, rue Mouzelle SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission | 7 400 + 1 021 5 298 | STUDIO Parking, 35 m² Rez-de-chaussée Terrasse, jardin | GARCHES 70, rue du Docteur-Debat CIGIMO 48-00-89-89 Honoraires de location | 3 315 + 280 2 657 |
| 11^e ARRONDISSEMENT | | | | | | | | |
| STUDIO MEUBLÉ 20 m² sur jardin | HOME PLAZZA NATION HOME PLAZZA 40-09-40-00 | 5 500 + 825 | 4 PIÈCES Park., 92 m² 2 ^e étage | 48 bis, rue Mouzelle SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission | 7 500 + 1 017 5 337 | 2 PIÈCES Parkings, 60 m² 3 ^e étage, balcon Dispon. février 91 | LA GARENNE-COLOMBES 19, rue d'Estienne-d'Orves CIGIMO 48-00-89-89 Honoraires de location | 4 025 + 554 3 168 |
| 2 PIÈCES MEUBLÉ 50 m² sur jardin | HOME PLAZZA BASTILLE HOME PLAZZA 40-21-22-23 | 8 500 + 1 275 | 78 - YVELINES | | | 3 PIÈCES Parking, 73 m² 1 ^{er} étage Immeuble neuf | MEUDON 88-78, rue de la République SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission | 5 500 + 1 083 3 914 |
| 3 PIÈCES Parking, 67 m² 2 ^e étage | 4, avenue de Tallevbourg SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission | 5 880 + 877 4 170 | 4 PIÈCES Park., 92 m² 4 ^e étage | MONTIGNY 3, allée des Epines AGIFRANCE 30-44-01-13 Frais de commission | 3 295 + 1 199 2 696 | 4 PIÈCES 85 m², 3 ^e étage 2 parkings Immeuble neuf | MEUDON 88-78, rue de la République SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission | 6 850 + 1 282 4 874 |
| 12^e ARRONDISSEMENT | | | PAVILLON 4 pièces, 109 m² Parking Jardin 506 m² | VERNEUIL 8, allée Frédéric-Chopin AGIFRANCE 47-42-17-61 Frais de commission | 5 000 + 372 3 913 | 4 PIÈCES Parking 87 m² Rez-de-chaussée | MEUDON 3-3 bis, rue du 11-Novembre SAGGEL 46-06-95-70-(69) Frais de commission | 5 680 + 1 019 4 028 |
| 3 PIÈCES 70 m² rez-de-chaussée | 107, av. Michel-Bizot CIGIMO 48-00-89-89 Frais de commission | 5 475 + 520 4 210 | 2 PIÈCES Park. au s/sol 80 m² Rez-de-jardin | VERSAILLES 68, av. de Paris Groupe UMAPS 40-68-84-84 | 4 800 + 300 | 4-5 PIÈCES Park., 107 m² 1 ^{er} étage Immeuble neuf | MEUDON 88-78, rue de la République SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission | 8 200 + 1 592 5 835 |
| 4 PIÈCES 82 m², 5 ^e étage | 32, boul. de Picpus SOLVEG 40-67-06-99 Frais de commission | 7 697 + 1 414 8 098 | 4 PIÈCES Park. au s/sol 90 m² 1 ^{er} et 2 ^e étage | VERSAILLES 68, av. de Paris Groupe UMAPS 40-68-84-84 | 8 600 + 500 | 2 PIÈCES Parking 68 m² 1 ^{er} étage | NEUILLY 19-23, av. Sainte-Foy SOLVEG 40-67-06-99 Frais de commission | 5 577 + 944 4 596 |
| 13^e ARRONDISSEMENT | | | 6 PIÈCES Parking 116 m² 1 ^{er} étage | VERSAILLES 96, avenue de Paris SAGGEL 46-08-95-70 46-08-90-36 Frais de commission | 7 900 + 1 041 5 621 | 2 PIÈCES Parking 52 m² 5 ^e étage | PUTEAUX 161, rue de la République AGIFRANCE 47-42-17-61 Frais de commission | 3 392 + 557 2 775 |
| 2/3 PIÈCES Park., 75 m², 6 ^e ét. | 27/29, av. Stephen-Pichon GCI 40-16-28-70 | 6 200 + 1 540 | 91 - ESSONNE | | | 2 PIÈCES Parking 55 m² 2 ^e étage | SAINT-CLOUD 8, square de l'Hippodrome AGF 42-44-00-44 Frais de commission | 4 473 + 446 3 182 |
| 15^e ARRONDISSEMENT | | | MAISON INDIVIDUELLE 8 pièces, 151 m², 1 ^{er} ét. Garage 2 voitures Châss. électr. ind. | DRAVEIL 22, allée des Maronniers GCI 40-16-28-69 | 7 000 + 250 | 3 PIÈCES Parking, 68 m² 2 ^e étage Immeuble neuf | SÈVRES 41, Grande-Rue SOLVEG 40-67-06-99 Frais de commission | 5 600 + 797 4 228 |
| STUDIO Parking, 42 m² 6 ^e étage, terrasse | 21, rue Beland SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission | 4 750 + 497 3 390 | 92 - HAUTS-DE-SEINE | | | 3 PIÈCES Parking 79 m², rez-de-ch. Immeuble neuf | SURESNES 27, av. Georges-Pompidou SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission | 5 600 + 1 165 3 985 |
| 6 PIÈCES 136 m², 5 ^e étage Cave | 7, rue Calanet AGF 42-44-00-44 Frais de commission | 16 000 + 1 420 11 385 | 4/5 PIÈCES Parking, 105 m² 1 ^{er} étage Immeuble neuf | ASNIÈRES 25, av. d'Argenteuil SAGGEL 47-79-15-85 Frais de commission | 7 100 + 1 234 5 062 | 4 PIÈCES 83 m² 3 ^e étage 2 parkings | SURESNES 27, av. Georges-Pompidou SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission | 6 700 + 1 375 4 768 |
| 16^e ARRONDISSEMENT | | | STUDIO Park., 55 m² 4 ^e étage Cave | BOULOGNE 33-35, rue Anne-Jacquin AGF 42-44-00-44 Frais de commission | 3 700 + 1 140 2 632 | 5 PIÈCES 100 m², 1 ^{er} étage 2 parkings Cave | SURESNES 8, av. Georges-Pompidou AGF 47-44-00-44 Frais de commission | 7 300 + 1 490 5 194 |
| 4 PIÈCES 127 m² 4 ^e étage | 67-69, av. Victor-Hugo SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission | 18 034 + 1 799 12 633 | 2 PIÈCES Park., 49 m² 6 ^e étage | BOULOGNE 26, rue de Sully AGIFRANCE 47-42-17-61 Frais de commission | 3 662 + 881 2 996 | 5 PIÈCES Parking 127 m² 1 ^{er} étage | VANVES 114, av. Victor-Hugo SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission | 8 128 + 1 699 5 784 |
| 17^e ARRONDISSEMENT | | | 4 PIÈCES Parking 93 m² 1 ^{er} étage | CLAMART 1, rue de Bâvres SAGGEL 46-08-96-70 46-08-80-36 Frais de commission | 6 300 + 749 4 483 | 94 - VAL-DE-MARNE | | |
| 3 PIÈCES 71 m², 4 ^e étage 10 m², balcon | 15-17, rue Nicolas-Chauquet L'EPARGNE DE FRANCE 40-84-25-72 | 10 800 + 900 | 3 PIÈCES 90 m², rez-de-chaussée extérie. Possibilité box | COURBEVOIE 179, av. J.-B. Charcot CIGIMO 48-00-89-89 Honoraires de location | 6 000 + 400 4 590 | 3 PIÈCES Parking 65 m² 3 ^e étage | NOGENT-SUR-MARNE 68, rue François-Rolland SOLVEG 40-67-06-99 Frais de commission | 3 690 + 827 5 418 |
| 4 PIÈCES 141 m², 3 ^e étage chbrs service 7 m² | 9, rue des Dardanelles GCI 40-16-28-69 | 16 000 + 900 | | | | | | |
| 19^e ARRONDISSEMENT | | | | | | | | |
| 3 PIÈCES Park., 3 ^e étage Immeuble neuf | 46 bis, rue Mouzelle SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission | 6 650 + 858 4 732 | | | | | | |

Le Monde
CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 373 000, soit 58 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



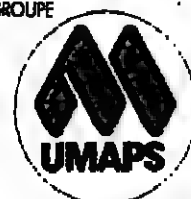
Commercialisation SNC PHENIX GESTION



**L'EPARGNE
DE FRANCE**



saggel vendôme
GROUPE UAP



SOLVEG
(LUXEMBOURG, BELGE ET GESTION FINANCIÈRE)

MARCHÉS FINANCIERS

Les effets de la concurrence

Les banques sauvées par leurs filiales

Les filiales risquent de rester longtemps encore la bouée de sauvetage des banques françaises. Le dossier *Etudes et analyses comparatives* que la Commission bancaire vient de publier réaffirme le constat de divorce entre les comptes consolidés et les comptes sociaux des banques françaises.

Au premier semestre de 1990, le résultat brut d'exploitation (RBE) (ensemble des crédits et produits bancaires moins les charges) des maisons mères est en baisse de 3,7 %. « Ce mouvement représente un renversement de tendance, puisque ce solide avait progressé de 5,1 % au cours de l'exercice 1989. »

Cette baisse globale de 3,7 % se répartit différemment selon les types de banques. Pour les banques à vocation universelle comme la BNP ou le Crédit lyonnais, la baisse du RBE atteint 5 %. Si l'on considère les banques selon leur statut juridique, tel qu'il est défini par la loi bancaire, le RBE des banques mutualistes est en hausse alors que, pour les sociétés financières et les banques membres de l'Association française des banques (AFB), ce même RBE baisse de 12 %.

L'explication de cette divergence tient au fait que les ressources des banques mutualistes semblent plus

stables que celles des banques AFB. Le Crédit mutuel gère l'épargne du Livret bleu, le Crédit agricole a conquis une part de marché importante sur l'épargne logement, alors que les sociétés financières empruntent sur le marché et que, pour les banques AFB, la part des dépôts à vue gratuits est tombée à 30,9 % du total des ressources, contre 43,7 % aux environs de 1978.

Selon la commission bancaire, la concurrence a été le facteur principal de la baisse des marges de l'ensemble des établissements financiers en 1989. Si l'on y ajoute le renchérissement des ressources, principalement pour les banques à réseaux, on obtient un effet de cisailage qui obère pour longtemps les résultats des maisons mères. Ce pincement des marges n'a pu non plus être compensé par l'amélioration de la productivité. Les efforts importants d'automatisation engagés ces dernières années par les établissements financiers se traduisent par une hausse importante des frais généraux (plus importante encore dans les établissements mutualistes du fait de leurs structures très décentralisées), sans que les gains de productivité qui en résultent soient suffisants pour permettre aux banques de conserver la tête hors de l'eau.

Y. M.

La réunion du conseil d'administration

La situation reste apparemment figée chez CERUS

« L'atmosphère n'était pas à la franche gaîté », déclarait un participant à l'issue du conseil d'administration de CERUS, réuni mardi 20 novembre dans la matinée à Paris, pour faire le point sur la situation financière du holding français de M. Carlo De Benedetti, dirigé par son vice-président M. Alain Minc. Au terme d'une heure trente de réunion, rien n'a filtré de ce conseil où, affirme-t-on chez CERUS, « tout ce qui a été dit est resté confidentiel ».

En fait, le dossier a peu évolué. Pour réduire son grave endettement estimé à 4,5 milliards de francs, dû en grande partie à l'échec de sa tentative de prise de contrôle de la Société générale de Belgique (SGB), CERUS cherche depuis plusieurs

mois à vendre ses participations non stratégiques comme celles concernant la SGB mais aussi Armatel et Associés ou Yves Saint Laurent (*le Monde* du 20 novembre). Or dans la conjoncture boursière actuelle, les négociations avancent lentement, accablant en particulier sur le bas niveau de prix demandé par les éventuels acquéreurs. « On leur a encore conseillé de vendre au plus offrant », affirmait un administrateur indiquant seulement que le prochain conseil se réunira comme prévu dans environ deux mois. « Ce serait bon signe si nous étions convaincus avant cela prouverait que la situation a enfin évolué », ajoutait-il.

D. G.

Les Bourses européennes veulent renforcer leur coopération

La Fédération des Bourses de la Communauté européenne, réunie à Dublin les 15 et 16 novembre, a poursuivi sa réflexion sur la future coopération des douze places financières du Vieux Continent dans la perspective du grand marché de 1993.

Un accord a été conclu, selon le communiqué final, en vue de « concentrer tous les efforts sur le développement futur d'un système de

coopération, qui mettra en liaison les Bourses nationales et offrira des facilités de négociation inter-marchés ».

Dans cette perspective, Euroquota SA, chargé de concevoir le système de négociation européen, a été créé en juillet à Bruxelles. La première phase de développement démarrera fin 1991 avec la mise en place de son réseau de diffusion sur les prix, les cotations, les informations des sociétés et les événements du marché.

DROIT DES SOCIÉTÉS ? L'EUROPE RESTE À FAIRE

Aujourd'hui, le marché des entreprises c'est l'Europe. Une Europe où dans un domaine vital, celui du droit des sociétés, chaque pays a conservé son propre droit. Une situation complexe, difficile à maîtriser.

Il existe maintenant un recueil à feuillets mobiles, le « Droit des Sociétés dans les pays de la CEE », dans la collection JUPITER, qui apporte une réponse à toutes les questions que l'on doit se poser.

Pays par pays, il présente les textes de loi, leur traduction, des études et commentaires, actualisés chaque mois.

Le « Droit des Sociétés Jupiter » : un outil unique qui bénéficie des 30 ans d'expérience des droits nationaux européens de la collection JUPITER, éditée par la LGDJ.

Actuellement et jusqu'au 31 Décembre 1990, vous pouvez bénéficier d'un tarif préférentiel.

Pour toute information, appelez le (1) 43 35 01 67 ou écrivez à : LGDJ, 26, rue Vercingétorix 75014 Paris

«Droit des Sociétés Jupiter»
Maîtriser les droits nationaux
pour conquérir l'Europe

LGDJ

26, rue Vercingétorix
75014 Paris

NEW-YORK, 20 novembre

Recul sensible

La baisse des prix du pétrole et la petite détente observée sur les taux d'intérêt à long terme n'ont pas trouvé d'écho mardi à la Bourse de New-York, qui a terminé la journée sur une baisse sensible en raison de ventes « techniques ». L'indice Dow Jones a clôturé à 2.530,20 en baisse de 35,14 points (1,37 %). Quelques 162 millions d'actions ont été échangées.

Les investisseurs ont donc ignoré la baisse de 1,81 dollar à 28,91 dollars du prix du baril de pétrole brut à New-York et le glissement des taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans, qui s'établissent à 8,46 % en moyenne dans l'après-midi contre 8,51 % la veille. Des considérations fiscales sont en fait à l'origine de la glissade de mardi, constatent les experts.

| VALEURS | Cours de 19 novembre | Cours de 20 novembre |
|--------------------|----------------------|----------------------|
| Alcoa | 52 | 53 |
| AT&T | 32 | 32 3/8 |
| Bell | 32 1/4 | 32 1/4 |
| Chemical Bank | 10 7/8 | 10 7/8 |
| Du Pont de Nemours | 42 1/4 | 42 1/4 |
| Eastman Kodak | 43 3/4 | 43 3/4 |
| Exxon | 50 5/8 | 50 5/8 |
| General Electric | 55 3/4 | 55 3/4 |
| General Motors | 36 3/4 | 36 3/4 |
| IBM | 114 7/8 | 114 7/8 |
| ITT | 73 3/4 | 73 3/4 |
| Johnson & Johnson | 77 1/2 | 77 1/2 |
| Merck | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Pharmacia | 100 1/8 | 100 1/8 |
| Union Carbide | 32 1/8 | 32 1/8 |
| Wendover | 27 3/8 | 27 3/8 |
| Yale | 34 1/4 | 34 1/4 |

LONDRES, 20 novembre

Légère progression

Les cours des valeurs ont clôturé en légère hausse mardi au Stock Exchange. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 19,3 points, à 2.115,2, soit un progrès de 0,9 % par rapport à lundi. Le marché s'est montré plus actif qu'à l'accoutumée, 1.117 millions d'actions ont été échangées contre 937,4 millions la veille. L'espoir d'un retour à la stabilité politique après les élections du parti conservateur, dont les résultats seront connus après la fermeture des marchés, a stimulé la tendance. Des spéculations en déduction des plus-values ont appuyé le mouvement. La plupart des comportements se sont améliorés, notamment les valeurs bancaires et les valeurs de la construction dans l'attente d'une éventuelle réduction des taux d'intérêt.

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

LONDRES, 20 novembre

PARIS, 21 novembre

Détérioration

Après la pause observée la veille, la Bourse de Paris a vu le lundi 20 novembre se dérouler dans un climat de détente. L'indice CAC 40 perdait plus de 1 % une heure plus tard avant de finir ses pérégrinations à 0,5 % en début d'après-midi. L'absence de dividendes des deux d'intérêt aux États-Unis et le recul des prix du pétrole ont été les facteurs de la détente. Le marché français, en outre, a été influencé par le mouvement de hausse amorcé lundi et n'a pas réussi à défendre plus longtemps la cote dans les heures de trading. Les investisseurs, particulièrement frileux actuellement, ne voient en ce moment que le mauvais côté des choses : une Amérique qui annonce une réduction des dépenses en matière de dépenses militaires, une baisse de la production industrielle à base de 1,1 % en septembre, les difficultés du système bancaire aux États-Unis, et en France, les incertitudes au Moyen-Orient. Le marché français a donc suivi la voie modeste qu'il a empruntée par le sursaut placé (Wall Street et la Bourse de Tokyo) dans son sursaut.

D'autre part, des considérations techniques pèsent sur la cote. Des spéculateurs cherchent à dégrader des moins-values qui pèsent en déduction des plus-values déduites au printemps dernier alors que la Bourse était au plus haut. A la veille de la liquidation qui s'opère pendant du 3 % de la Bourse, les investisseurs ont également vendu, précipitant des gestions.

La fermeture du lundi en début de journée n'a donc pas réussi à relancer un marché en proie à la lassitude.

Les valeurs de communication, notamment celles du groupe Hesse, ont été le favori applicable à l'Avant et CCF Comptoir.

TOKYO, 21 novembre

Vit reculé

La séance n'a pas été bonne mardi à la Bourse de Tokyo après le recul, quelques heures plus tôt, de Wall Street. L'indice Nikkei a cédé 388,48 yens, soit 1,7 % à 22.168,99 yens, perdant 312,68 yens mardi.

Les opérateurs estiment que les inquiétudes générées par la crise du Golfe et les taux d'intérêt à la hausse ont pesé sur la tendance. Les investisseurs sont en outre restés à l'écart du marché à l'approche d'un week-end de trois jours. La Bourse de Tokyo étant close vendredi, pour fêter.

| VALEURS | Cours de 20 nov. | Cours de 21 nov. |
|--------------------|------------------|------------------|
| Alcoa | 52 | 53 |
| AT&T | 32 | 32 3/8 |
| Bell | 32 1/4 | 32 1/4 |
| Chemical Bank | 10 7/8 | 10 7/8 |
| Du Pont de Nemours | 42 1/4 | 42 1/4 |
| Eastman Kodak | 43 3/4 | 43 3/4 |
| Exxon | 50 5/8 | 50 5/8 |
| General Electric | 55 3/4 | 55 3/4 |
| General Motors | 36 3/4 | 36 3/4 |
| IBM | 114 7/8 | 114 7/8 |
| ITT | 73 3/4 | 73 3/4 |
| Johnson & Johnson | 77 1/2 | 77 1/2 |
| Merck | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Pharmacia | 100 1/8 | 100 1/8 |
| Union Carbide | 32 1/8 | 32 1/8 |
| Wendover | 27 3/8 | 27 3/8 |
| Yale | 34 1/4 | 34 1/4 |

FAITS ET RÉSULTATS

La société de Bourse indépendante GPK est reprise par Cholet Dupont (groupe Crédit lyonnais). Au terme d'un accord signé lundi 19 novembre, la société de Bourse Gorgeu-Perquell-Krucker (GPK) a décidé d'ouvrir son capital à Cholet Dupont, une société de Bourse dont l'actionnaire bancaire actuel est le Crédit lyonnais. Cholet Dupont entre à hauteur de 31 % dans GPK et à 40 % dans la filiale de gestion GPK créée au début du mois qui détient 3 milliards de francs de conservation. Depuis plus d'un mois, les dirigeants de GPK avaient annoncé leur intention de ne pas rester indépendants et cherchaient à adjoindre leur firme qui emploie 110 salariés à un établissement français ou étranger. Ce rapprochement pourrait donner lieu à une reorganisation des activités et à des réductions d'effectifs.

Grand Metropolitan cède des restaurants à Whitbread et ses brasseries à Elders IXL. Le groupe alimentaire britannique Grand Metropolitan a annoncé mardi 20 novembre la vente de 130 de ses pubs et restaurants à la brasserie Whitbread pour 115 millions de livres (14,3 milliard de francs). L'accord concerne 113 restaurants de la chaîne Berni Inns, dont Whitbread reprend aussi la marque déposée, et 35 pubs. Le marin même, le gouvernement donnait son feu vert à un vaste échange d'actifs entre Grand Met et la brasserie australienne Elders IXL, décidé au mois de mars dernier (*le Monde* du 17 mars).

L'accord prévoit la cession des brasseries de Grand Met à Elders et la mise en commun dans une joint-venture des pubs de Elders et d'une partie des pubs de Grand Met.

Ruggieri passe sous le contrôle d'Alstom (groupe Suez). L'industriel Ruggieri, qui connaît depuis quelques années des difficultés, est passé sous le contrôle de l'Alsacienne de participation (ALSP), société de portefeuille située dans l'orbite de la compagnie financière de Suez. Alstom a repris 80 % des parts de la SAGEPA qui regroupe les intérêts des dirigeants de R

● Le Monde ● Jeudi 22 novembre 1990 41

Cours relevés à 13 h 51

[illegible]

20/11

| VALEURS | % du nom. | % du sous-p. | VALEURS | Cours pré. | Dernier cours | VALEURS | Cours pré. | Dernier cours | VALEURS | Cours pré. | Dernier cours | VALEURS | Emis/fin Incl. | Rachet net | VALEURS | Emis/fin Incl. | Rachet net |
|--------------------|-----------|--------------|---------|------------|---------------|-------------------|------------|---------------|---------|------------|---------------|-----------------|----------------|------------|-------------------|----------------|------------|
| Obligations | | | | | | Etrangères | | | | | | | | | | | |
| Emp. Est. 8.85/87 | 119.50 | 4.38 | Cofinor | 130 | ..... | Wahid Delpy | 130 | ..... | A.A.A. | 957.96 | 944.55 | F&I-Association | 31.04 | 31.04 | Placements J. | 6288.40 | 6275.95 |
| Emp. Est. 9.35/87 | 89.48 | 3.54 | Cofinor | 395 | 373.50 | Alor | 117 | 114 | Accion | 132.72 | 187.06 | F&I-Capital | 25.94 | 25.94 | Placement Premier | 8728.87 | 8717.34 |
| Emp. Est. 9.35/87 | 90.10 | 3.50 | Cofinor | 476 | 470 | Alor | 117 | 114 | Agropar | 1238.62 | 1238.62 | F&I-Compt. | 116.46 | 116.46 | Placement | 116.46 | 117.37 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20 |
| Emp. Est. 10.25/88 | 100.00 | 13.17 | Cofinor | 500 | ..... | Alor | 117 | 114 | Agropar | 707.74 | 707.74 | F&I-Compt. | 22.20 | 22.20 | Placement | 5626.20 | 5626.20</ |

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
15-55-91-82, poste 4330

o : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

déclare M. Mitterrand

M. Bush a ajouté que les Etats-Unis étaient « sur la bonne voie » et qu'il y avait « certainement une chance » pour qu'une décision à propos d'une résolution de l'ONU soit prise avant la fin du mois.

avec les experts du gouvernement américain seront supervisés par le docteur Robert Belshe (université de Saint Louis, Missouri). Le docteur américain Roberto Gallo, co-découvreur du sida, sera associé à ces essais.

Soixante volontaires sains présentant de faibles risques d'une infection éventuelle par le virus du sida participeront à l'expérience. Agés de 18 à 60 ans, ces personnes recevront un vaccin, suivi de rappels six et dix-huit mois plus tard. Au terme de cette période, une seconde phase d'essais pourrait concerner des volontaires présentant davantage le risque de contracter le virus du sida.

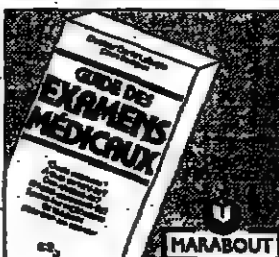
L'étude devrait être achevée d'ici trois à six ans, mais des premiers résultats pourraient être connus d'ici trois à six mois.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a décidé, mercredi 21 novembre, de maintenir en détention Paul Touvier, soixante-quinze ans, ancien chef des renseignements de la milice pour la région lyonnaise. Paul Touvier, arrêté le 24 mai 1989 dans un priorat de la région de Nice, est inculpé de crimes contre l'humanité.

Eternelle histoire de l'arroseur arrosé : depuis la parution du livre d'Antoine Gaudino *"Enquête impossible"*, M. Philippe de Villiers multiplie les accusations publiques, à l'Assemblée nationale et dans la presse, contre la garde des sceaux, M. Henri Nallet. Ce fils de député a enfourché un entraîneur, un cheval blanc pour une croisade contre *"L'Etat-ripoux"*. Le pouvoir n'est pas le seul à s'en émoouvoir. Craignant aussi les représailles, certains de ses amis du PR ont déjà entrepris de dérouler autour de lui le cordon sanitaire...

- Postes d'administrateurs à pourvoir.
- Nomination des gérants de la SARL.
- Questions diverses.

**Le numéro du « Monde »
daté 21 novembre 1990
a été tiré à 532 903 exemplaires.**



Handwritten note in a box: "سماح لاجل"

ARTS • SPECTACLES



Todd B. Weeks dans *Bix*, de Pupi Avati.

JAZZ ET CINÉMA, SELON SPIKE LEE ET PUPI AVATI

Le souffle au cœur

En un sens, l'affaire a mal commencé. À l'automne 1927, Al Jolson, un comédien barbouillé de suie pour faire nègre, dit à voix haute, un quart d'heure avant la fin du film, une phrase que personne n'a jamais entendue. Cette phrase est la première phrase parlée du cinéma. Le film s'appelle *Le Chanteur de jazz* (*The Jazz Singer*, d'Alan Crosland). L'année suivante, Al Jolson récidive avec *The Singing Fool* : le Fou chantant. *Le Chanteur de jazz* ouvre les vannes du cinéma parlant.

Les fiançailles du jazz et du cinéma — celles qui précèdent et celles qui ont succédé, sans que mariage, réellement, s'ensuive — racontent à elles seules l'histoire du cinéma américain et quelque chose, pas moins, de la société occidentale, des Noirs et des Blancs, en noir et blanc, et de toutes les couleurs.

Trois minutes en tout et pour tout de Charlie Parker : c'est ce que le cinéma américain aura retenu d'un génie américain. Trois fois rien ou presque de Coltrane, quelques documents désolants (*Saint Louis Blues*, en 1928, avec Bessie Smith, *Rhapsody in Black*, en 1931,

avec Louis Armstrong), des bonheurs isolés (*Hallelujah*, de King Vidor, en 1929), des raretés sur lesquelles l'amateur se jette comme un affamé, quelques accidents miraculeux, des bandes de télévision avec lesquelles il faut désormais compter, des sensibilités surprises (Jerry Lewis, Mel Brooks, Cassavetes, Scorsese), des bandes son inoubliables (Preminger, Louis Malle, Vadim), deux ou trois films-cultes (*L'Homme au bras d'or*), des malentendus (*Cotton Club* et *Lady Sings the Blues*), et tout ce dont peut s'encombrer une mémoire malade. Rien qui puisse, en tout cas, rattraper dans l'imaginaire les douze minutes suffocantes de *Jammin' the Blues*, de Gjon Mili (1944), où se condensent, sans trafic ni charge, l'esprit du blues, celui du jazz, l'instant de l'improvisation et le climat d'un studio d'enregistrement.

Depuis quelque temps, le cinéma s'est remis à courir après le jazz. Il veut la voix propre de Dexter Gordon, son corps maintenant disparu, et il a raison (*Round Midnight*, de Tavernier). Il passe à côté du génie de Bird, mais il n'a pas tort (*Bird*, de Clint Eastwood). Il

mythifie généreusement le destin déchu de Chet Baker (*Let's Get Lost*, de Bruce Weber). Il pousse à l'excès qui surprend (*Taxi Blues*). Il invente un genre entre fiction et documentaire. Il rend l'anecdote fabuleuse (*The Last of the Blue Devils*). Il finit par dire, le temps d'un film, la vérité de la musique : *Straight No Chaser*, sur Thelonious Monk, de Charlotte Zwerin. Le pianiste y est traité à hauteur de lui-même.

Si les Blancs, finalement, avaient le talent de parler jazz ? L'italien Pupi Avati est parti au plus profond de l'Amérique profonde, à Davenport (Iowa), pour raconter la vie du cornettiste Bix Beiderbecke, qui avait déjà inspiré d'ailleurs une biographie filmée apocryphe, *Young Man with a Horn* de Rick Martin avec Kirk Douglas (lire page 20). Dommage, pourtant, cette histoire de Noirs et de Blancs. Dans *Mo' Better Blues*, qui sort cette semaine, Spike Lee feint d'y attacher la plus grande importance : il s'y égare. Si *Mo' Better Blues* a quelque intérêt, c'est ailleurs (lire page 21).

FRANCIS MARMANDE

MUSIQUES

27

Meyerbeer sauvé par ses « Huguenots » ?



La fosse du Corum, belle salle tout nouvellement inaugurée à Montpellier, s'ouvre à partir du 24 novembre à un ouvrage oublié d'un compositeur mal aimé. Réhabilitation à la clé ? Contemporains du *Guillaume Tell*, de Rossini, les *Huguenots* de Meyerbeer (créés en 1836 à Paris) sont le prototype du grand opéra historique, corsé d'une intrigue amoureuse compliquée. Compliqué, aussi, car terriblement virtuose, le rôle du jeune héros, Paul, destiné à une voix encore plus aigüe que celui d'Otello.

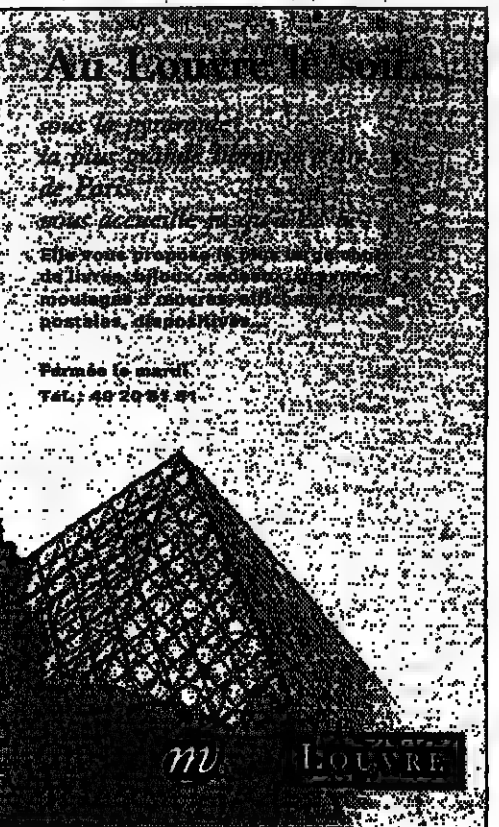
ARTS

29

Jean-Pierre Pincemin, aller et retour



Pendant une quinzaine d'années, Jean-Pierre Pincemin a fait figure d'artiste sage, stable et grave, tout entier au service d'une peinture abstraite, construite à la lumière de l'Histoire de l'Art. Puis il a changé de cap, donnant cette fois dans l'image contraire du désordre et de l'instabilité. Est-ce si contradictoire ?



CINÉMA

PUPI AVATI TOURNE « BIX » A DAVENPORT, IOWA

Quand le jazz est là...

Transportant avec lui un petit morceau d'Italie au bord du Mississippi, Pupi Avati tourne la vie du cornettiste blanc Bix Beiderbecke, à Davenport, ville fantôme...

DANS le bric-à-brac touchant d'une brocante de Davenport (Iowa) voisinent des instruments agraires dégingnés - nous sommes au pays des champs de maïs vastes comme la mer - et des panneaux publicitaires en tôle rouillée. Une vitrine fermée à clé renferme les trésors de conséquence : un cendrier assez banal, un cheval de bronze de la taille d'un surmulot. Ces bibelots sont hors de prix. Ils portent une étiquette : « A figuré dans Bix, le film de Pupi Avati ».

Avati et ses techniciens italiens ont débarqué un beau matin pour raconter l'histoire belle et cruelle d'un enfant du pays, le cornettiste blanc Bix Beiderbecke, mort alcoolique à vingt-huit ans, après une carrière fulgurante qui l'aura fait reconnaître comme un très grand par les plus grands, y compris les jazzmen noirs, et assez négligé depuis par la postérité. Histoire que Pupi Avati italianise avec astuce et naturel, donnant le rôle du narrateur à un compagnon de Bix, le violoniste italo-américain Joe Venuti (Emile Levisetti).

Difficile d'imaginer ce qu'a représenté l'arrivée à Davenport de ces pionniers tardifs et exubérants. Car, ici, le temps s'est arrêté. Dans les vastes avenues du centre, plus personne. La bombe serait-elle tombée sans qu'on ait su ? Partout pendent des calicots : « A vendre ». Deux somptueux théâtres, l'un de 2 230 places, l'Adler, avec ses plafonds peints dix-huitième, et le Capitol, où Cary Grant est mort à l'issue de son ultime *one man show* de charité, dorment derrière leurs grilles fermées. Dans les vitrines des magasins, des vêtements sans âge achèvent de faner. La ville a perdu la moitié de ses 100 000 habitants. Et « le vieux homme rivière », le Mississippi qui coule là, aussi majestueux que dans les negro spirituals, s'en fout vraiment...

L'Iowa produisait 25 % du maïs de toute la planète, mais, le jour où les Russes ont commencé à exporter leurs céréales, Davenport n'a plus eu qu'à décliner, à s'incliner. C'est dire que l'irruption du cinéma n'est pas ici qu'une attraction. C'est la pluie dans le désert, la manne céleste, le bonheur. Dans un



Todd B. Weeks, le jeune Bix.

petit immeuble pimpant, la production a établi son quartier général. Peut-être, et cette hypothèse a déjà dépassé le stade du rêve enfantin, est-ce la tête de pont permanente des entreprises américaines des frères Avati. Dans les couloirs, une bonne odeur de café (italien) se répand en permanence, et deux cents costumes qui viennent d'arriver de Florence (Italie) sont préparés pour la scène du jour.

Une scène de bal chic où de jolis jeunes gens chaperonnés par leurs parents vont danser au son envoi d'un orchestre de jazz. Les musiciens sont très jeunes aussi. Certains, que l'on voit ici à leurs débuts, deviendront très célèbres, un certain Bix Beiderbecke (Todd B. Weeks), un certain Hoagy Carmichael (Romano Luccio Orzari)... On tourne dans la grande salle lambrissée du temple maçonnique de Davenport, les deux cents figurants ont été recrutés par petite annonce dans le journal local : « Lundi, dans la salle Delta de l'Hôtel

de l'Aigle noir, audition à 18 h 30 de femmes blanches entre 20 et 30 ans. A 21 heures, audition de femmes noires ou orientales entre 20 et 30 ans. » Les musiciens ont l'air de jouer « pour de vrai », leurs gestes, leurs expressions, la familiarité qu'ils semblent entretenir avec leurs instruments sont d'une justesse, d'une précision parfaites. Le film ne comporte pas moins de trente-neuf play-backs, enregistrés à Rome sur des instruments d'époque, sous la direction de Bob Wilber. Et, après avoir longuement hésité sur le point de savoir s'il devait engager des musiciens qui joueraient la comédie ou des acteurs susceptibles d'apparaître comme des musiciens plausibles, Pupi Avati, ayant opté pour la seconde solution, sait désormais qu'il a eu raison.

Les jeunes filles en fleur de Davenport, dans leurs robes légères en mousseline rose qui effleurent leurs chevilles, dansent, dansent comme si leur vie en dépen-

dait, au bras de leurs cavaliers gominés. « *Peur-ri-fer!* No problem! », crie Pupi Avati avec vaillance, compensant la pauvreté relative de son anglais par la générosité de sa gestuelle. Mais lorsqu'à la fin de la prise il s'égaille à demander « *Stop!* », personne ne s'arrête. Il n'y a plus de musique, tant pis, emporté par un tourbillon d'enthousiasme, on danse encore, on danse quand même. A cette fougue insolite, une raison incroyable : tous les titres de Bix, du principal au plus modeste, sont tenus par des débutants absolus. Aucun - et soixante d'entre eux ont du texte à dire - n'avait auparavant joué devant une caméra.

Même pas Todd B. Weeks, le blond Bix, vingt-six ans, qui n'avait fait qu'un pen de théâtre à Chicago, à Cleveland... Quel genre de théâtre ? *Hamlet*. Le rôle titre ? « *Oui, quatre fois, mais le plus souvent Fortinbras.* »

Aujourd'hui il a peur de « ne pas être à la hauteur de Bix ». Il ne quitte plus son cornet, il s'exerce, nuit et jour, il dit qu'« après » il continuera. Lui, si mignon, si « clean », « pour être vraiment mal, quand Bix va vraiment mal », fume à la chaîne trois paquets de cigarettes sans filtre afin d'éprouver la nausée insupportable de l'éthylisme.

Au 1934 Grand Avenue, la maison natale de Bix était en ruine, abandonnée. Pupi Avati l'a achetée pour rien : 35 000 dollars. Et l'a restaurée, à l'identique, telle qu'elle était dans les années 20, lorsque Bismarck Beiderbecke, honorable marchand de charbon à Davenport (Iowa), a commencé à se faire beaucoup de soucis pour son cadet, talentueux, aimant, mais instable, insaisissable... « *Au premier étage de la maison, vous avez vu, dit Pupi Avati, près de la salle de bains, il y a un placard. C'est là que Bix, revenant d'une fugue, car il revenait toujours, a trouvé tous ses disques, qu'il envoyait scrupuleusement à ses parents, dans leur emballage d'origine. Jamais écoutés.* » Cette scène figure évidemment dans le film. Aujourd'hui, le placard est à nouveau vide. Mais il y flotte comme un peu de vie, un peu de musique, beaucoup de tendresse et de respect.

La tendresse et le respect d'un Bolognais têt, Pupi Avati, qui, traversant l'océan, renversant des montagnes, est venu planter un petit bout d'Italie au milieu des champs de maïs de l'Amérique profonde pour que justice soit enfin rendue à Bix, son héros mal-aimé.

D. H.

UN ENTRETIEN AVEC LE RÉALISATEUR

La course au bonheur perpétuel

Sergio Leone, Bertolucci, Tornatore, Lina Wertmüller, il y a quelques années. Exceptions que l'on s'empresse de prendre pour la règle et qui entraînent de grandes déceptions.

« Mon approche est à la fois plus orgueilleuse et plus modeste. En tout cas spécifique. Mon angle de connaissance de l'Amérique est extrêmement réduit. Si je me déplace un tant soit peu, je ne vois plus rien, je ne sais plus rien. Mais ce que je sais, je le sais bien, peut-être mieux que les Américains. C'est cette présomption qui m'a amené à cinquante-deux ans à entreprendre ce voyage risqué.

« Avec *Histoire de garçons et de filles*, j'avais achevé un cycle. Autour de la table de ce repas de fiançailles, il y avait réunis, tous les personnages de mes films précédents. Difficile, après, de revenir une fois encore en Italie, de revenir à ma terre, à ma famille, à mon passé. J'avais besoin de quelque chose qui me propulse en avant, qui me renouvelle complètement. Mais soyons clairs, nous sommes venus aux États-Unis faire le cinéma que nous faisons en Italie. Le même, exactement. Et personne en Amérique ne fait du cinéma comme ça!

« J'essaie de monter Bix depuis quatre ans. Le scénario était écrit, mon frère Antonio et moi en avions fait une présentation soignée, coûteuse, photos et documents d'époque à l'appui. Nous avons engagé à grands frais des spécialistes du *package deal* - cela consiste à monter des combinaisons internationales, - et ils ont frappé aux portes des compagnies américaines pendant deux ans. Résultat : zéro. C'est alors que j'ai eu un infarctus... Dès que je me suis senti mieux, j'ai mis en chantier un « petit » film, *Histoire de garçons et de filles*, pour tester ma santé. Et ce petit film a marché. Partout. Il a même été acheté aux États-Unis.

« C'était la première fois qu'un de mes films traversait l'Atlantique. Et Bix serait le vingtième, si... Je suis alors reparti à l'attaque, aux États-Unis. Mais même ceux qui avaient montré un intérêt préventif, préliminaire, déclaraient forfait, consternés par l'échec commercial du *Bird* de Clint Eastwood, consacré à Charlie Parker. « *Le jazz n'intéresse pas les gens* », c'est la seule réponse que j'obtiens.

« Je remercie le hasard, la chance, la providence, je ne sais qui remercie d'avoir abouti à cette impasse. Car nous en sommes aujourd'hui persuadés, si les Américains avaient produit Bix, nous serions retombés dans les erreurs fatales dont nous parlions. C'est mon frère qui a eu l'idée déterminante, apparemment folle : « *Faisons avec ce qu'on a. Toi, tu peux mettre combien ? Et la RAI, combien ? Et nos associés Piccoli et Leopardi, combien ?* » Ainsi, ce film tourné entièrement en Amérique serait exclusivement financé par les Italiens, par des gens qui ne savaient même pas comment s'écrivait Bix Beiderbecke, et encore moins où se trouvait ce pays, qui s'appelaient, comment dites-vous ? Iowa ? Les coproducteurs de la RAI continuent d'ailleurs de nous envoyer notre courrier alternativement dans l'Idaho et dans l'Ohio.

« Mais il faut préciser que nous ne serions pas arrivés au but sans l'appui de l'État d'Iowa. J'avais écrit une lettre au gouverneur : « *Cher gouverneur, comme gloires locales, vous avez Buffalo Bill, Mark Twain qui n'a fait que passer, et Bix Beiderbecke. Je voudrais faire un film sur lui, à Davenport, sa ville natale. Pouvez-vous m'aider ?* » Nous avons eu aussitôt toutes les autorisations, toutes les facilités, l'accès à tous les bâtiments municipaux. Bien que le gouverneur n'ait pas mis un dollar dans l'entreprise, sa collaboration, son adhésion au projet sont inestimables, mais représentent une somme énorme.

« Avant de mettre en chantier Bix à Davenport, vous y avez produit un autre film, dont vous avez écrit le scénario.

« Où commence la nuit a constitué une espèce de répétition générale pour mon équipe technique. C'est un suspense, un film néo-hitchcockien qui m'a été inspiré par le décor impressionnant et vaguement désolé des rues de Davenport. Il est mis en scène par un débutant, Maurizio Zaccaro, sorti des rangs du groupe de Bassano, ces jeunes cinéastes réunis autour d'Ermanno Olmi.

« Vous n'avez pas laissé grand-chose au hasard, vous n'avez pas abordé l'Amérique comme un mirage, une illusion, mais comme une nécessité.

« Oui, la nécessité de raconter le plus grand amour de ma vie. Bix, je l'ai découvert à quatorze ans, dans un recueil de biographies de musiciens de jazz, offert par ma mère, alors que j'étais au fond de mon lit, malade. Depuis, il ne m'a pas quitté. Il a conditionné toute mon existence, m'a fait croire que je pourrais devenir musicien, moi aussi. M'a confronté à la douleur extrême de prendre conscience que je n'avais pas assez de talent... L'histoire de Bix est mon mythe fondateur.

« Mais comment substituer la réalité au mythe ? Ça a été pour moi, ces derniers mois, la question la plus cruciale, la plus épuisante. J'avais Bix en moi, je l'avais entièrement imaginé, rêvé, reconstruit. Et puis sa maison rêvée, voilà qu'elle devient sa maison réelle. Sa tombe imaginaire devient sa tombe. Et sous la pierre de granit gris, c'est bien lui qui repose. On me met entre les mains son smoking, je touche son smoking. Son cousin de Boston m'apporte son cornet, je sors quelques notes, je mets mes lèvres où il a posé les siennes...

« Que représente Bix ?

« La course au bonheur perpétuel, pas seulement pour lui, pour les gens qui l'entouraient aussi, et l'échec permanent de cet effort. Bix sera un film romantique. Le plus romantique que j'aie jamais fait. Parce que c'est le film de ma passion pour le jazz. Cette musique constitue la colonne sonore de toutes les situations que j'ai vécues. Elle m'a aidé à imaginer que j'étais plus beau que je n'étais, plus intelligent, plus unique que je ne suis.

« Le jazz est une musique romantique, les personnages du jazz sont des romantiques qui se suicident à coup de drogue, d'alcool, parce qu'ils voudraient rendre la vie plus belle, la musique plus belle. Et moi qui suis si contraire à cette chimie, si étranger à ces substances qui accompagnent la créativité, ils me touchent infiniment.

« Je suis heureux de n'avoir pas eu de pudeur excessive pour raconter cette histoire, de ne pas avoir eu peur d'exposer des sentiments très forts. Le jazz, c'est comme ça. Les trippes, le blues. On ne peut pas rester froid. »

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN



Pupi Avati, les trippes, le blues.

« Beaucoup de metteurs en scène européens ont en le désir de travailler aux États-Unis... »

« C'est presque un rêve obligé. Même si on sait qu'on ne le réalisera jamais. Et que tous ceux qui s'y sont frottés ont échoué. Pour un Européen, il est quasiment impossible de raconter, de restituer, même partiellement, la réalité américaine. Réalité qu'il n'a perçue, approchée que sous un mode littéraire... ou cinématographique, ou musical. Je suis dans ce cas. Mais je tente ma chance, comme si connaissant toutes les erreurs à ne pas commettre, je pouvais en éviter un certain nombre.

« Quelles sont les erreurs les plus communes ?

« Vouloir faire un film américain, ou pas encore « à l'américaine », chercher à devenir un autre, se trahir complètement. Se mettre à genoux devant des stars qu'on se révélera incapables de contrôler. Confier son destin à des *major companies* qui vous contraindront à toutes les concessions en vous promettant la liberté. C'est ce qui est arrivé aux frères Taviani pour *Good Morning Babylon*.

« Les Américains se méfient de nous. Ils ne pensent pas que nous soyons capables de faire un cinéma qui communique de grandes émotions. Ils nous respectent pour nos petits projets. Le cinéma qu'on fait ne les intéresse en fait sur aucun plan. Avec des exceptions.

Jeudi 22 novembre 1990

CINÉMA

« MO'BETTER BLUES », LE NOUVEAU FILM DE SPIKE LEE

Le malin, la lune et le doigt



Spike Lee, acteur aussi

fait désormais partie
sateurs américains
attend les films.
Blues a voulu
dans la litane
inspirés par le jazz
amen. Comme la plupart
éducateurs,
vient pas. Mais
antes faiblesses
e lumière particulière
ouvrages
is du réalisateur.

personnage de Giant (le rôle est tenu par
Lee) était la vérité de *Mo'Better Blues* ?
nant, dans *Mo'Better Blues*, c'est l'impre-
niable, joueur impénitent, toujours fau-
illeur piteux, loser-looser (très distinct,
as losers-winners et encore plus des win-
fayot moche, tapeur, toujours prêt à tra-
bourser, truqueur, indéfectible ami d'en-
de de la trompette autour de qui s'agence
Gilliam (Denzel Washington) - un
qui a éternellement l'air de suivre son
nement.

appelle Giant par antiphrase. Giant est
and il ne se fait pas passer les doigts, la
ueque autre partie de son être par des
s états d'âme, son emploi principal est de
ter. Tel est le rôle que s'est attribué Spike
sateur de *Mo'Better Blues*. Il n'y est pas

er Blues a un projet déclaré : le film veut
ervir d'antidote. D'antidote à quoi ? Aux
on sur le jazz qui l'ont précédé. Antidote,
mot est fort. Un peu de bicarbonate de
suffi.

te montre la lune, l'imbécile regarde le
s proverbe. Pour l'instant, il faut bien le
sire de films de jazz, on a vu pas mal de
dote ? Même cet effet thérapeutique,
lues ne l'obtient pas. Quant à instruire,
se en juger. Aucune raison d'en douter a
c'est une autre affaire. Voici ce qui reste
fiabilité et intéressant : voulant esquisser
des films réalisés avant lui, *Mo'Better*
çon de tomber en Sylla particulièrement

d'écrire un scénario plus prévisible. Dif-
fer davantage de situations faites, de bons
nés, plus d'idéologie en somme. C'est un
choix de l'efficacité avec les armes de la
A côté de *Mo'Better Blues*, *Love Story* a
Bresson.

CIENS « CLEAN »,
S DE JUS DE FRUIT

mière idée reçue contre laquelle le film
la figure supposée du musicien de jazz,
solique, maudit. Le mythe a la peau dure.
ne s'en lasse pas. Quelque chose dans le
désirer ainsi : vénéreux, sulfureux, diabo-
Donc, Spike Lee qui n'ignore évidem-
e désastre actuel des drogues dans la com-
noire, note sa colère dans des figures
ment inversées : musiciens « clean », végé-
nds avalent de jus de fruit, tout ce qu'ils
ivement aujourd'hui.

nant quoi, Giant apparaît doublement per-
bien là sa vérité. Giant est un joueur invé-
se défonce en courses et en paris. Il y ruine
Il éprouve leur fidélité. Il est prêt à n'im-
l. C'est pour lui comme une drogue (qui
ysera cette expression ?). Bizarre tout de
la tension apparente du film repose sur
ue inconsciente, la fixation de Giant (sur le
ntraine toutes sortes de calamités : taba-
chéance, gueule cassée, instrument brisé,
ne drogue.

ens, Bleek Gilliam, le grand sifflet lugubre,
de Giant, son idole, ne vaut pas plus cher.
sérieux d'abbé neurasthénique qu'il trimballe
est lui aussi accro : trumpet-addict, défonce
syphonné de l'embouchure, oublieux du
négligent avec ses petites jules, asocial,
onomaniacque, et au cas où on n'aurait pas
on se charge de nous expliquer : son vice
de « s'accomplir en tant qu'homme ». C'est
ne drogue. Pour un musicien, cet inaccom-
« en tant qu'homme », c'est une riche idée.

D'ailleurs, Bleek, le grand pantalon qui a toujours
l'air de porter le diable en terre, ne se requiem qu'a-
près avoir supplié son institutrice d'amoureuse de
« lui sauver la vie ». Elle se fait tirer l'oreille (il n'a pas
toujours été élégant avec elle) mais se rend, assure son
salut - alleluia ! - et procède - Oh, Lord !

Ce n'est pas à proprement parler un enfant qu'ils
font ensemble, c'est très précisément, nuance, un fils.
Bleek est racheté. De justesse, mais racheté. Si Spike
Lee s'attaque à la vie de Rimbaud, le casting est fait
d'avance : Léon Zitrone dans le rôle titre, et mariage
in extremis avec Stéphanie de Monaco. Spike Lee a
fait un film réaliste.

Cette histoire de jeu, d'obsession de la musique
comme une drogue, de désintoxication par le mariage
à quelque chose de fort. C'est d'elle tout de même que
vient la résolution de l'histoire (meurtresse, rachat,
l'éternel recommencement comme happy end). L'ac-
cumulation des conventions qui finirait bien par fonc-
tionner comme une espèce de décalage post-moderne
(encore que : ne fait pas *Coup de cœur* qui veut) finit
par mettre la puce à l'oreille. A défaut de musique,
c'est toujours ça.

L'enfer du jeu, l'obsession de la musique comme
métaphore de la drogue ? La censure franquiste en son
temps avait le chic pour combattre l'adultère (destruc-
tion diagonale de l'ordre social), le pur mal, Satan
bien visible, présent en chair et en os. En chair, sur-
tout. Pour contourner l'adultère qui pouvait
apparaître dans tel ou tel film d'importation, la cen-
sure franquiste n'avait rien inventé de mieux que de
déguiser, par le doublage en espagnol, le couple com-
pable, non pas en duo adultérin (v.o.) mais en frère
et sœur. On imagine les dégâts.

Combien d'adolescents, combien de capitaines
(de la Guardia Civil), combien d'innocents, au fond,
ont eu la tête cassée par ce travestissement dérou-

Coltrane. Or, à part quelques interventions d'archives
à titre de citations, la musique du film est entièrement
écrite et jouée par ces bons garçons (ni buveurs ni
bretteurs, excellents musiciens) que sont Branford
Marsalis et Terence Blanchard. Leur style dans
Mo'Better Blues ? Néo-classique, solide, pré-coltra-
nien, dans le genre des *Jazz Messengers* de la fin des
années cinquante. Retour à leurs sources, sous la hou-
lette de Bill Lee, le père de Spike, qui est crédité
comme auteur de la musique originale.

Ce qui surprend, c'est ceci : l'irruption de *A Love
Supreme* par Coltrane, après les compositions de
Blanchard et Marsalis, fait l'effet d'un orage. Il est
possible que pour le « public » (le public ?) ce soit du
même ordre, tout est possible, mais enfin la lente
montée de *A Love Supreme* sans transition après tant
de musique ordinaire, c'est un peu comme si on
enchâssait tout à trac le *Requiem* de Mozart à *Viens
Poupoule*.

Le film devait s'appeler *A Love Supreme*. Alice
Coltrane, la veuve de John Coltrane, a refusé. Elle ne
trouve pas le jeu assez pur, pas assez religieux. Elle le
trouve trop profane. Deux Seigneurs, dans quel monde
vivons-nous ? Le jazz, c'est certain, n'a jamais particu-
lièrement brillé par un excès de rationalité. Mais tout
de même, il a pu arriver à ses folies d'être plus photo-
géniques, non ?

Ce refus est une erreur stratégique intéressante de
la part de Madame Veuve Coltrane. Parce que, fran-
chement, *Mo'Better Blues*, à quelques vulgarités près,
va plutôt dans son sens. Le titre définitif y perd.
Mo'Better, c'est une petite trivialité (le « plus mieux »)
pour désigner une étroite amoureuse particulièrement
sportive et réussie - on voit l'élégance. Mais
surtout, ce changement attire inutilement l'attention
sur le fait que le jazz, ce serait, ni plus ni moins, une
histoire de types et de bonnes femmes. On voit le



Denzel Washington, oh, Lord !

tant... Ont-ils tous eu la précaution d'ouvrir un plan
d'épargne psychanalyse ? On le souhaite. Mais
Mo'Better Blues ne s'en sort pas bien mieux, en an-
nullant le « mythe » de la drogue au profit d'une espèce
de maccarthysme consenti : l'enfer du jeu, l'excès de
vocation musicale qui détourne du devoir d'homme.

Signe des temps ? En fait, c'est un signe triste
parce qu'il fait a posteriori douter de *Do The Right
Thing*, le précédent film de Spike Lee, cet état des
lieux produit les yeux écarquillés, corrosif, avec sa
joie sardonique.

Le mariage de Bleek Gilliam, trompette
repenti, musicien qui a su décrocher de la musique
grâce au mariage (pour un film sur le jazz, c'est une
idée assez forte), le mariage est un grand moment :
pas seulement en raison de tous ces talents et faux
silences qui ébient la séquence à la hauteur des meil-
leurs pubs de télévision, non, plus précisément pour
la musique.

Pendant ce mariage, la musique d'accompagne-
ment est *A Love Supreme* de John Coltrane, joué par

genre. Ainsi, on découvre que ce grand poireau de
Bleek Gilliam ne joue jamais si bien que lorsque l'une
de ses petites jules (l'autre) l'a plaqué pour le saxo-
phoniste de l'orchestre. Ivre de rage, il sort alors un
solo du tonnerre de Dieu. C'est beau, la musique.
C'est simple. Un peu comme la peinture à l'eau : net-
tement moins difficile que la peinture à l'huile, mais
plus rigolo.

On voit aussi ceci. Après son tabassage, sa ruine,
sa déchéance, une vie dans un taudis (lui qui est si
ordonné), le grand flandrin à la trompette - il a de
plus en plus l'air de se rendre à l'autopsie d'un frère
jumeau, mais enfin là, honnêtement, il commence à
avoir des raisons - entre dans un club où triomphe
son ex-saxophoniste et son ex-julie qui en est devenue
la fiancée et la chanteuse. L'ex-magouilleur (Spike
Lee) est devenu pour sa part portier du club. Bref : les
braves types s'en sortent, les génies et les affreux plong-
gent, c'est l'histoire de la vie. Il pleut. Bleek a l'air de
revenir des obsèques d'un poisson rouge qu'il aurait
aimé d'amour. Le traître et la Julie l'invitent sur

scène. Ils s'embrassent alors très longuement sous les
vivats. Moins longuement avec elle qu'avec lui. On
voit bien que ce sont des hétérosexuels latents. Que le
jazz est une histoire d'hommes.

Mais l'important n'est pas là. L'important, c'est
la cohérence du film. Si Bleek avait été, ne fût-ce
qu'un instant, le musicien que le film décrit, eh bien,
à entendre les deux tourtereaux dans leur affligent
exercice de ballade « jazzy » pour club chic, il aurait
du d'un seul coup, sans hésiter à casser sa trompette
sur le carafon des deux imposteurs, ces médiocres qui
prennent la place des vrais blacks, ceux qui savent
jouer, qui ne vivent que pour la musique et qui ne
prennent les femmes qu'en passant.

Au lieu de quoi, notre grand hirsute joue comme
un torchon, comprend tout en un éclair, comme Clau-
del derrière son pilier à Notre-Dame de Paris,
renonce à tout jamais, et va supplier l'institutrice, qui
justement était en train de terminer un paquet de
copies dans un appartement décoré comme celui d'un
avocat londonien. Tout cela se passe à Brook-
lyn. Tout cela est réaliste. C'est même, par opposition
au réalisme socialiste qui n'a franchement plus beau-
coup de raison d'être, du réalisme libéral.

DES AVEUX FAUSSEMENT BRUTAUX

C'est d'ailleurs sur l'histoire des hommes et des
femmes que tout se révèle. Spike Lee est un malin.
Deux fois plus que quiconque, il sait que le discours
qui prend aujourd'hui, la pose qui séduit, le truc qui
fascine, c'est l'aveu faussement brutal. Oui, on est des
hommes, des pauvres types, oui, des riens du tout,
juste un sexe (glissons sur le mot du film, pour ne pas
choquer ma mère et Madame Veuve Coltrane), on est
des minables, des nuls, c'est à prendre ou à laisser,
mais ce n'est pas joli joli. Est-il encore une nigaude
sur cette planète pour tomber dans ce panneau de
mauvais gambler ? On n'y croit pas.

Cela nous vaut, en vrac, deux scènes d'amour
érotico-douceâtres où l'on s'attend toujours à voir
apparaître un slogan pour du café, des biscottes, un
déodorant. Une autre plus coriace : les deux corps
semblent alors emballés par Christo. Voilà. On a droit
en prime à quelques prises de bec. C'est nettement la
partie la moins réussie du film, l'impossible restitu-
tion des palabres cocasses, grasses, drôles, nerveuses
où dérapent les conversations des musiciens noirs.
Mais c'était la plus difficile. On a droit aussi à une
groupie française assez gratinée, insupportable, col-
lante comme la pluie, attifée d'un accent bizarre mais,
par un juste retour des choses, le scénario du pervers
finissant toujours par lui échapper, elle est la seule
aimée du film.

Comme *Mo'Better Blues* est un film d'après la
« fin de l'histoire », quand c'est fini, tout
recommence : le fils de Bleek, harcelé par les mêmes
garnelements que son père enfant, exactement les
mêmes mais habillés de toutes les couleurs, monte ses
gammes à la trompette. En attendant sans doute, une
fois l'enfer traversé, d'oublier son vice en poupon-
nant, and so on...

Quant au débat d'accompagnement que pro-
gramme le film avec une virtuosité médiatique cer-
taine (les Blancs et les Noirs, le rôle funeste des
Blancs dans l'image des Noirs, la rapacité des pro-
ducteurs - juifs ? italiens ?...), ce ne sont que des
leures. Nous ne jouerons pas.

FRANCIS MARMANDE

Les mutilés
Herman Ugaz

mise en scène Marc François

THEATRE

NANTERRE
du 20 novembre
au 22 décembre 1990
Tél : 47 21 18 81
ou 3 FNAC

AMANDIERS

CINÉMA

« LA DISCRÈTE », LE PREMIER FILM DE CHRISTIAN VINCENT

Les liaisons farceuses

Drolatique et sentimental, le premier film de Christian Vincent organise des jeux de l'amour et du cinéma qui confirment le talent de Fabrice Luchini, révèlent la comédienne Judith Henry et imposent un metteur en scène.

Il y a des gens bizarres, dans les trains et dans les gares. Il y a, par exemple, ce flandrin expansif de Fabrice Luchini qui essore son dépit d'amoureux bafoué. La Solange qu'il comptait quitter avec panache descend du train au bras d'un autre homme : l'occasion d'un formidable numéro d'un formidable acteur, et ce n'est ou'n début.

« J'aimerais assez me venger d'elles, mais j'ai si peu d'imagination », geint le séducteur déçouvert auprès de Jean, son mentor, le libraire-éditeur à qui Maurice Garrel prête son élégance bougonne. Jean a de l'imagination pour deux : la vengeance sera littéraire, et cynique. Dans la meilleure tradition du roman libertin, il s'agira de séduire une jeune fille prise au hasard et de tenir le journal de l'entreprise. Puis d'abandonner l'une et de oublier l'autre.

La *Discrète* est un film de goût. Bon goût de sa mise en scène sans artifice, sans mouvement de caméra inutile ni perte de temps. Goût légèrement suranné d'un Paris déjà disparu, celui d'un Quartier latin voué aux cafés studieux, aux librairies paisibles et aux cinémas d'art et d'essai plutôt qu'à la fripe et au fast-food. Parfum des choses bien faites, à la main et patiemment. « *J'aime pas mon époque* », lâche dans un sourire rui-intimide, mi-provocateur son réalisateur, Christian Vincent

Il vient d'avoir trente-cinq ans, il a un visage d'enfant, des lunettes d'intellectuel et des cheveux qui grisonnent. Il a derrière lui un parcours classique de cinéophile sorti de l'adolescence à la fin des années 70 : département cinéma de la fac de Vincennes, IDHEC et cours métrages. Le premier se passait déjà dans une gare, et, avec Fabrice Luchini, le second était déjà une histoire de séduction très littéraire, le troisième, un documentaire, faisait déjà la part belle à la parole.

Grâce à ses courts métrages, Christian Vincent a rencontré Alain Rocca (*lire son portrait ci-dessous*), producteur de son premier film. Et grâce à quelques longs métrages – « *ceux qui ont changé ma vie* », dit-il – il a fait un film, ce film-là. Pas difficile de trouver la filiation : le dialogue cite Guityr, la mise en scène cite Truffaut – dont le héros fétiche, Antoine Doinel, prête son prénom au personnage de Luchini. La boulangerie où il place la petite annonce destinée à anéantir une

demoiselle ressemble à celle de Monceau (1) et la légèreté soignée des dialogues vient bien de chez Rohmer (dont Fabrice Luchini fut l'éblouissant interprète dans *les Nuits de la pleine lune*).

Mais le cinéma est, plus intimement que par ces citations, au cœur de la *Discrète*. Le film raconte, aussi, l'histoire d'un scénario pervers par sa réalisation : selon le script établi par Jean le mentor (le producteur?), Antoine le séducteur-écrivain (le réalisateur?) prend dans ses filets Catherine (l'actrice?). Qui n'aura pas vu Luchini, ébouriffant de mauvaise foi, proclamer que sa conquête est « immonde, mais immonde ! » aura manqué un grand moment de cinéma comique.

Bien sûr, elle n'est pas immonde, elle est formidable, Catherine (Judith Henry), petite flamme brune vibrante de vitalité et de charme. Bien sûr, l'arroseur

sera arrosé, le séducteur séduit. Et Christian Vincent s'enchantait de ce que la création de son film ait suivi la même trajectoire : « J'avais écrit une *jeune libertin* : les personnages et leurs interprètes en ont fait une *histoire sentimentale*. » Ainsi la *Disrècte*, film très écrit, très concerté, plaide-t-il deux fois pour la liberté du cinéma et sa capacité à évoluer par rapport à son projet d'origine : dans ce qu'il raconte et dans la manière dont il le raconte.

Cohérent, Vincent ne filme Catherine que lorsqu'Antoine la voit, telle qu'il la voit. Jusqu'à ce que *Jean le manipulateur, dont la machination est déjônée* par ses marionnettes, les trahisse par dépit mesquin : Méphisto n'était qu'un pauvre diable. La jeune fille y perd une idylle mais y gagne le droit d'apparaître seule, autonome. L'affaire se clôt sur un proverbe, nouveau

coup de chapeau à Rohmer, mais surtout joli programme de cinéma : « *Quand on regarde quelqu'un, on n'en voit que la moitié.* » Le mécanisme, feutré et rigolo, des dialogues et des regards a fait apparaître d'autres faces et d'autres profondeurs.

« J'aime que les personnages évoluent entre le début et la fin d'un film, dit Christian Vincent. Je ne crois pas que le cinéma puisse changer le monde, mais j'espère qu'il est capable de montrer que les choses et les gens peuvent bouger. » Avec *la Discrete* et l'apparition de Vincent, quelque chose a bougé dans le cinéma français.

.JEAN-MICHEL FRODON

(1) *La Boulangère de Monceau* est le premier des Six Contes moraux d'Eric Rohmer.



*Appellation
Rocca*

SEPTEMBRE 1989 : le premier film d'un cinéaste inconnu, Eric Rochant, reçoit le Prix de la critique au Festival de Venise. 22 novembre : ce film, *Un monde sans pitié*, sort sur les écrans, attire l'attention par la nouveauté de son ton et par la maîtrise de sa mise en scène, et renoue avec un succès public considérable. Septembre 1990 : le premier film d'un cinéaste inconnu, Christian Vincent, reçoit le Prix de la critique au Festival de Venise. 21 novembre : ce film, *la Discrète* - très différent du précédent, - attire l'attention par la finesse de son interprétation et la maîtrise de sa mise en scène. Dernière ces deux films, un producteur de trente-quatre ans, Alain Rocca.

Qui est ce nouveau venu qui offre chaque année aux beautiloups nouveaux un nouveau talent au cinéma français? Physique de jeune premier aux boucles brunes et aux yeux clairs, Rocca a commencé dans le cinéma en s'essayant au métier d'acteur : « J'avais une attirance de minette pour le monde du spectacle. » Mais, ingénieur hydrologiste par diplôme sinon par vocation, il sera vite attiré par le côté « chantier » du cinéma : il devient régisseur pour le producteur Christian Fechner, avant de créer sa propre société, en 1985. L'ingénieur Rocca construisait des égouts en Afrique, le producteur Rocca s'occupe des canaux souterrains de la création cinématographique, le court-métrage, qui est bien le tiers-monde de la planète audiovisuelle.

« J'ai produit à ce jour une bonne cinquantaine de courts-métrages, ce n'est pas une mince affaire »

puisqu'il n'existe pas de marché pour rentabiliser ce type de produits. » Rocca a donc jonglé avec les subventions, supervisé des films d'entreprise (qui, eux, rapportent de l'argent), inventé des solutions au jour le jour (c'est lors d'une réception payante donnée dans un château où il tournait qu'il a fait la connaissance de Christian Vincent, convié à projeter son premier court-métrage). Apprentissage sur le terrain, à la dure.

Lazennec, la société qu'il a fondée avec son associé Adeline Lécaille, devient la bonne adresse pour toute une génération de jeunes réalisateurs en mal de premier film. Rocca dispose ainsi d'un point de vue empreint sur les auteurs de demain : il ne se contente pas de leur proposer un financement et une photocopieuse, il fait connaissance, discute, paie de sa personne. Et met au point la conception du producteur qu'il prétend incarner en même temps qu'il repère les talents les plus prometteurs. « Je ne suis pas un militant du « court », Pour moi, il a toujours été clair que ce n'était qu'une étape en direction du long-métrage. »

Au printemps 1988, *Présence féminine*, d'Éric Rochant, obtient le César du court-métrage. Ensemble, réalisateur et producteur vont faire le grand saut. Le nom du projet, *Un monde sans pitié*, se révèle parfaitement adapté aux conditions de la production. Alain Rocca s'est fait une religion : un cinéaste qui lui ôde ses droits lui fait confiance, il n'a pas à pâtir des difficultés que rencontre son producteur. Aussi, tandis que Rochant met en boîte les tribulations d'Hippo, qui feront le tour du monde, le patron de Lazennec gratte les fonds de tiroir, négocie, quémande, tonitruie. Dans les pires conditions, le film finira par se faire, au prix de concessions terribles : il rapportera célébrité et considération professionnelle à ceux qui l'ont mis en œuvre, mais pratiquement pas d'argent. Pour obtenir le financement, le producteur a dû abandonner 88 % des futures recettes.

Mais il a suffisamment impressionné ses partenaires : alors que le film de Rochant est encore dans les limbes, ceux-ci répondent « présent » au moment du projet suivant, la *Discrète*. Paradoxe pour des films « d'auteurs » au bagage purement cinéphilique, ces partenaires sont Canal Plus et FR3 (1). « Un producteur indépendant dépourvu de fonds personnels ne peut s'adresser qu'à deux sortes d'interlocuteurs, explique Alain Rocca. Soit à un groupe financier qui gère une grosse société de production, soit aux télévisions. Dans le premier cas, il devient un employé, un exécutant, ce n'est pas la conception que j'ai de mon métier. Je préfère avoir affaire à René Bonnell de Canal Plus ou à Patrick Lotte de FR3, ils me font confiance et me laissent travailler. Aujourd'hui, la survie du cinéma indépendant passe par les télévisions. »

Sur la place du producteur, interlocuteur du cinéaste autant que négociateur, « chef de chantier » omniprésent, Alain Rocca est intarissable. Tout comme sur la « logique de tour de table » qui préside à la mise en œuvre de la plupart des films, où on applique de vieilles recettes sans prendre aucun risque, ni financier ni artistique. « Désormais, ce sont les financiers qui ont le pouvoir. Toute la réglementation de défense du cinéma tend à privilégier ceux qui apportent de l'argent. » Représentant d'une autre logique, Rocca dérange : « J'ai l'impression d'être sur un ring. En apparence les relations dans ce milieu sont bon enfant, mais il ne faut jamais baisser sa garde. Heureusement que le Centre national du cinéma veille à une certaine transparence dans la profession ; dans le noir, on m'aurait déjà étranglé. »

Après *Un monde sans pitié* et *la Discrète*, Lazennec n'allait pas s'arrêter en si bon chemin. Le deuxième film d'Éric Rochant, *L'autocar*, avec Yvan Attal, Kristin Scott Thomas et Charlotte Gainsbourg, est tourné et sortira en avril. Surtoit, trois nouveaux débutants sont dans les starting-blocks. Venu eux aussi du court-métrage, ils s'appellent Manuel Sanchez, Henri Herré et Cédric Klapisch. Ils



J.-M. F.

(1) Aux chaînes de télévision se joint le producteur Alain Sarde, qui a investi « à l'aveugle » 1 million (sur un budget total de 10,6 millions) dans *la Discrète* en échange de 20 % des recettes.

RICHARD BOHRINGER DANS "L'ITALIEN DES ROSES"
UN FILM DE CHARLES MATTON ... A L'ENTREPOT ET AU LATINA ...

Images on

SAWINGER
IN FILM DE
ON THE R

CINÉMA

DES LIVRES, ENCORE DES LIVRES...

Images en volumes



Fred Astaire se raconte dans *En revenant sur mes pas*.



BRITISH FILM INSTITUTE

Il est bien difficile d'être cinéphilie. Non seulement il faut aller au cinéma mais encore acquérir, régulièrement, des ouvrages indispensables. En voici six, qui viennent de paraître.

Si vous rêvez d'un livre de cinéma où l'érudition n'étouffe ni l'esprit d'analyse, ni la passion, ni le style de l'auteur, précipitez-vous sur *Paolo et Vittorio Tavian*, l'essai de Gérard Legrand (1). Gérard Legrand est critique et enseignant de cinéma. Il est aussi poète et critique d'art, ce qui lui a permis de détecter l'importance de la poésie et de la peinture chez ces deux êtres qui forment un seul cinéaste et qui, pour ne pas être jumeaux, n'en ont pas moins quelquefois traité, de façon évidente ou allégorique, le thème des Dioscures. Mais lisez Legrand...

Sur fond d'histoire politique et sociale en Italie, des années 60 à nos jours, il retrace le curieux itinéraire de ces adeptes du marxisme, admirateurs du néoréalisme des origines, qui commencent par réaliser des courts-métrages documentaires. Le premier - il a disparu - intitulé *San Miniato Luglio 44*, est une enquête qui part de leurs souvenirs d'adolescence et inspire, plus tard, le sujet de l'admirable *Nuit de San Lorenzo*. Ils ont ensuite abordé la politique des temps passés et présents (révolution, utopies, lutte des classes, idéologie et trahison, condition humaine) dans des œuvres esthétiquement très élaborées.

Leur mode de narration - du moins jusqu'à *Good Morning Babylon*, où Gérard Legrand voit « l'un des films les plus simplement ambitieux et les plus beaux de ses auteurs » - n'a cessé de surprendre et d'enthousiasmer. Par ailleurs, comme on découvre ici les titres qui ont précédé *Saint Michel avait un coq*, et qui n'ont pas été distribués en France, on tient là un ouvrage de référence : le recul est à présent suffisant pour analyser le cinéma des Tavian. La collection « Septième Art », dirigée par Guy Henebelle aux éditions du Cerf, est très sérieuse et il lui arrive de s'égarer dans des études philosophico-socio-cinématographiques qui ne sont pas à la portée de toutes les lectures. On n'en est que plus à l'aise pour recommander, parmi ses dernières productions, le *Cinéma polonais*, de Jacek Fuksiewicz, réalisateur, producteur de télévision et critique. Il fait table rase de pas mal d'idées reçues sur la situation depuis 1945, n'esquive aucun des problèmes provoqués par le régime communiste, et relie la création (pas seulement celle de Wajda) aux remous de l'histoire polonaise (2). Le livre se termine sur Kieslowski et quelques autres que nous ne connaissons pas, sur une note d'espoir aussi. Le dictionnaire de trente cinéastes polonais nous fait prendre la mesure de notre ignorance, mais il est vrai que la distribution en France a été limitée à quelques grands noms, consacrés par les festivals internationaux.

Dans la même collection, *Histoire du cinéma allemand*, par Roland Schneider (3) déçoit un peu. L'entreprise, qui commence aux origines et suit la chronologie historique, était, sans doute, trop vaste pour tenir en un volume. On a un peu l'impression de la visite guidée d'un musée qui doit se faire très vite avant la fermeture. Le plus intéressant est la période dite de « l'âge d'or weimarien (1920-1933) ». Intéressant, aussi, est le propos de l'auteur : il traite le cinéma hitlerien comme un chaînon du vieillissement, amenant le « temps de l'académisme » qui s'achèvera en 1962. Mais là, on doit se contenter de lignes générales, comme pour la dernière partie consacrée à la « renaissance » : le jeune cinéma allemand (1963-1988). Un dictionnaire de cent cinéastes complète ce bon ouvrage de vulgarisation, auquel on peut surtout reprocher, en fin de compte, son aspect scolaire.

Il n'en va pas de même avec les *Maîtres du cinéma français*, de Claude Beylie et Jacques Pinturaud (4). Ce livre passe en revue, sous forme de fiches analytiques extrêmement vivantes et précises, à partir des pionniers, plusieurs générations de cinéastes. On n'est pas obligé de partager les goûts et les choix des auteurs, c'est leur subjectivité qui rend la lecture attrayante. Dans l'ensemble, avec leurs partis pris, il remettent les pendules à l'heure. Et puis, on peut flâner dans le livre, avec, de temps en temps, un petit coup de nostalgie. Cher cinéma français.

Michel Chion, lui, nous révèle le *Cinéma et ses métiers* (5). Je dis nous révèle parce qu'on ne sait pas forcément en quoi consiste la tâche des scriptes, machinistes, accessoiristes et autres techniciens auprès des réalisateurs et des scénaristes. L'album, superbe dans sa présentation et dans son illustration, préfacé par Jean-Claude Carrière, est une somme de renseignements qui ne passionnera pas que les cinéphilos. Nous voilà dans les coulisses, dans le concret du cinéma.

Les amoureux du cinéma américain et de la comédie musicale seront comblés, enfin, en lisant les souvenirs de Fred Astaire, *En revenant sur mes pas* (6), présentés par sa dernière épouse, Robyn Smith-Astaire, même si ces souvenirs s'arrêtent à 1959 (une postface retrace la suite et la fin de sa carrière), même si le style du livre a le caractère un peu impersonnel des entretiens recueillis au magnétophone et réécrits.

L'acteur-danseur a trop fait partie de nos rêves - de notre vie - pour qu'on ne se laisse pas aller au plaisir des retrouvailles avec le chant, la danse, les tournées, le théâtre, le cinéma, avec la vie de Fred Astaire.

JACQUES SICLIER

- (1) Ed. Cahiers du Cinéma, collection « Auteurs », 160 p. ill., 89 F.
- (2) Ed. du Cerf, préface d'Andrzej Wajda, 200 p., 144 F.
- (3) Ed. du Cerf, préface de Volker Schlöndorff, 260 p., 170 F.
- (4) Ed. Bordas, collection « Les Compacts », 256 p. ill., 83 F.
- (5) Ed. Bordas, 288 p. Relié sous jaquette en couleur, 395 F.
- (6) Ed. François Bourin. Traduit de l'anglais et annoté par René Dor, 364 p., 145 F.

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Delta Force 2

de Aaron Norris, avec Chuck Norris, Billy Drago, John P. Ryan, Richard Dillane, Begonia Plaza, Paul Porti, Américain (1 h 48).

Revoici la petite grande vedette du close combat, l'impérissable Chuck Norris. Il retrouve son personnage de colonel Scott McCoy, agent très spécialement pugnace pour démolir cette fois une grosse organisation de trafiquants de drogue latino-américains.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{re} (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-52-41-48) ; VF : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, handicapés, 9^{re} (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14^{re} (43-20-12-08) ; Pathé Clichy, 19^{re} (45-22-46-01) ; La Gaiety, 20^{re} (45-36-10-96).

La Discrete

de Christian Vincent, avec Fabrice Luchini, Judith Henry, Maurice Garrel, Marie Bancel, François Toumazou, Brice Bessier, Français (1 h 36).

Lire nos articles page ci-contre.

Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^{re} (47-42-56-33) ; Pathé Hautes-Seines, 6^{re} (46-33-79-38) ; La Pagode, 7^{re} (47-08-12-16) ; Gaumont Ambassade, handicapés, 8^{re} (43-59-19-08) ; La Bastille, 11^{re} (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14^{re} (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 14^{re} (43-36-30-40) ; Gaumont Convention, handicapés, 15^{re} (48-28-42-27).

Dr M.

de Claude Chabrol, avec Alan Bates, Jennifer Beals, Jan Nilles, Hanns Zischler, Benoît Régent, Français (1 h 58).

Dans Berlin en proie à une vague de suicides, Chabrol tisse avec une maestria désinvolte son hommage à Fritz Lang. Puissance des médias, miroir aux alouettes du loisir organisé, fascination morbide et puissance du mal forment la toile de fond de ce polar aux frontières de la parodie, qui mêle les ficelles du feuilleton d'autant à des questions, et des effets, très contemporains.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3^{re} (42-71-52-36) ; Saint-André-Arts 1, 6^{re} (43-25-48-18) ; U.G.C. Rotonde, 6^{re} (45-74-94-94) ; U.G.C. Biarritz, 8^{re} (45-62-20-40) ; VF : U.G.C. Opéra, 9^{re} (45-74-95-40) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^{re} (43-43-01-53) ; U.G.C. Gobellin, 13^{re} (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, handicapés, 14^{re} (43-35-30-40) ; Métropole, handicapés, 14^{re} (45-59-52-43) ; Pathé Wepler II, handicapés, 19^{re} (45-22-47-94).

Mo' Better Blues

de Spike Lee, avec Denzel Washington.

Spike Lee, Wesley Snipes, Giancarlo Esposito, Robin Harris, John Lee, Américain (2 h 10).

Lire notre article page précédente.

VO : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, handicapés, 2^{re} (47-42-72-52) ; 14 Juillet, Odéon, 8^{re} (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8^{re} (47-20-76-23) ; La Bastille, handicapés, 11^{re} (43-07-48-60) ; Essentiel, 13^{re} (47-07-28-04) ; 14 Juillet Saugrenette, 15^{re} (45-75-79-79) ; VF : Bienville Montparnasse, 19^{re} (46-44-25-02).

Un thé au Sahara

de Bernardo Bertolucci, avec Debra Winger, John Malkovich, Campbell Scott, Jill Bennett, Timothy Spall, Andrea Annunziata, Britannique (2 h 15).

Un couple d'américains dix ans après le mariage. Kit et Port Moresby voyagent avec un ami, Tunner. Ils veulent traverser le Sahara, et c'est ce qu'ils feront avant d'aller au bout d'eux-mêmes. Adapté du roman bouc-syme de Paul Bowles, *Un thé au Sahara* est le plus beau film de Bernardo Bertolucci depuis *Le Dernier Tango à Paris*. Opéra intimiste joué sur l'océan immense des dunes par des acteurs en état de grâce (John Malkovich, Debra Winger, Campbell Scott, et Paul Bowles), *Un thé au Sahara* exalte avec une maîtrise impériale la physiologie des sentiments.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, 1^{re} (40-26-12-12) ; Bretagne, 1^{re} (45-08-57-57) ; Bretagne, 1^{re} (45-08-57-57) ; U.G.C. Odéon, 6^{re} (42-25-10-30) ; La Pagode, 7^{re} (47-08-12-16) ; Gaumont Champs-Élysées, 8^{re} (45-62-20-40) ; Max Linder Parnasse, THX, 8^{re} (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11^{re} (43-07-48-60) ; Essentiel, 13^{re} (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14^{re} (43-27-84-50) ; 14 Juillet Saugrenette, 15^{re} (45-75-79-79) ; Kinoparadise, handicapés, 15^{re} (45-62-20-40) ; U.G.C. Maillot, handicapés, 17^{re} (40-68-00-18) ; VF : Gaumont Opéra, 2^{re} (47-42-56-33) ; Les Halles, 2^{re} (47-42-56-33) ; Pathé Montparnasse, 14^{re} (43-36-30-40) ; Pathé Clichy, 19^{re} (45-22-46-01) ; Pathé Wepler, 20^{re} (45-36-10-96).

La Ville Louvre

de Nicolas Philbert, Français (1 h 25).

La vie ne s'arrête pas dans l'immensité du Louvre, après que le musée a fermé ses portes. Un documentaire révèle l'envers du décor de cette cité des arts bourdonnante d'activité tandis que la ville dort.

Le Saint-Germain-des-Près, Belle G. de Beuregard, 9^{re} (42-22-47-22).

DEBRA WINGER

JOHN MALKOVICH

UN FILM DE BERNARDO BERTOLUCCI

UN THE AU SAHARA

CINÉMA

SÉLECTION PARIS

Les Affranchis
de Martin Scorsese,
avec Robert De Niro,
Ray Liotta,
Joe Pesci,
Lorraine Bracco,
Paul Sorvino,
Américain (2 h 21).

Il y a tout dans *Les Affranchis*, le quotidien et l'aventure, l'énergie de la jeunesse et la douceur insouciante des liens traditionnels, la violence extrême et l'humour subtil, la pauvreté d'esprit des mafiosi new-yorkais et le génie de Scorsese. De la trajectoire, ascension et chute, d'un petit gangster, le cinéaste de *Raging Bull* fait une saga inoubliable.

L'Aiguillon de la mort

de Kohji Oguri,
avec Kôji Yajima,
Hitoshi Kishida,
Takemoto Masamune,
Yuri Chikamori,
Midori Kuzumi,
Japonais (1 h 54).

L'homme, ancien *kamikaze*, a survécu à la défaite. La femme, sa femme, vient de découvrir qu'il a trompé. De l'effet de ces deux traumatismes, Kohji Oguri fait une parabole sur le Japon d'après guerre, subtile et inquiétante. Et son éblouissante maîtrise formelle transforme *L'Aiguillon de la mort* en éblouissant poème visuel.

Les Armes de l'esprit

de Pierre Sauvage,
Français (1 h 25).

En réunissant des documents d'époque et des témoignages d'aujourd'hui, le réalisateur de ce documentaire reconstitue l'histoire de la petite ville de Chambon-sur-Lignon qui, durant la guerre, donna asile à des milliers de juifs poursuivis par la Gestapo et la police française.

Bouge pas, meurs, ressuscite

de Vital Kaniou,
avec Pavel Nazarov,
Diana Doudkova,
Elina Popova,
Sovétique, noir et blanc (1 h 45).

Comment faire de la plus sinistre des histoires un chant de vie et d'espoir ? En filmant avec rage et talent l'histoire de sa propre enfance.

aux portes d'un goulet, dans un univers désespéré où la folle énergie des personnages décidés à survivre coûte que coûte rejoint celle du cinéaste déterminé à témoigner.

Dorkman

de Sam Raimi,
avec Liam Neeson,
Frances McDormand,
Colin Firth,
Larry Drake,
Nelson Maltz,
Américain (1 h 35).

Un savant dépossédé d'une essentielle invention biologique par une bande de méchants qui l'ont laissé à l'état de quasi-cadavre réapparaît pour mener, dans le bruit, la fureur et les explosions, le juste combat. Le scénario est classique, mais c'est Sam Raimi, réalisateur inventif et tonique, qui tient les commandes.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (45-58-50) ; Les Trois Luxembourg, 6 (45-33-97-77).

Le Décalogue

de Krzysztof Kieslowski,
avec Henryk Borkowski,
Wojciech Kilar,
Maja Komorowska,
Polonais (53 min).

Dix films inspirés des Dix commandements, c'est la figure de style qu'a choisie le réalisateur pour ce portrait de la Pologne au quotidien, qui est aussi le passage au scanner par un moraliste sans illusion mais sans cynisme des sentiments universels. Le résultat est tout simplement la révélation d'un cinéaste majeur d'aujourd'hui.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-28-58-00).

La Désenchantée

de Benoît Jacquot,
avec Judith Godrèche,
Marcel Bozzuffi,
Yan Dreyer,
Mélodie Clément,
Thérèse Liotard,
Thomas Salsman,
Français (1 h 18).

Beth a dix-sept ans, et une vie compliquée. La manière dont Benoît Jacquot donne vie à ces trois jours où, au travers de rencontres avec



trois hommes très différents elle trouvera sa propre voie, en se préservant sans se cacher, en se transformant sans se renier, est une jolie pousse, qui doit beaucoup à l'interprétation de Judith Godrèche.

Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Impéria, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; George V, 6 (45-62-41-46) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Permissons, 14 (43-20-32-20).

Europa Europa

d'Agneska Holland,
avec Sally Perel,
Marco Hofschneider,
René Hofschneider,
Piotr Kozłowski,
Klaus Abramowicz,
Michèle Gleize,
Franco-allemand (1 h 50).

L'incroyable histoire de Sally Perel, enfant juif né en Pologne occupée par les soviétiques et enrôlé dans les Jeunesses communistes, qui rejoindra les Jeunesses hitlériennes après l'invasion allemande. Il cachera si bien son origine qu'il deviendra gardien d'un camp de concentration.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Hauteville, handicapés, 2 (46-33-79-38) ;

Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-32-82) ; Sept Permissons, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

VO : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-58-86) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

Halifoulène

de Ferid Bouhadir,
avec Salim Bouhadir,
Mustapha Adnani,
Rahla ben Abdallah,
Mohamed Dries,
Hélène Catzaris,
Fatma ben Saidane,
Franco-tunisien (1 h 38).

Nouria était un petit garçon qui vivait parmi les femmes de son quartier d'Halifoulène, à Tunis. Il a grandi et doit rejoindre le monde des hommes. Dans l'entre-deux, il observe ces univers bignés et chaleureux, que la caméra de Ferid Bouhadir restitue avec humour et sensibilité.

VO : Institut du monde arabe, 6 (40-51-39-38) ; Saint-André-des-Arts II, 6 (43-28-80-25) ; U.G.C. Opéra, 9 (45-74-89-40) ; Sept Permissons, 14 (43-20-32-20).

Lettres d'Alou

de Monir Abdelaziz,
avec Mouta Darji,
Eulalia Ramon,
Ahmed el-Maoui,
Akmal Dole,
Albert Vidal,
Libanais (1 h 23).

Sailor et Lula
de David Lynch,
avec Nicolas Cage,
Laura Dern,
William Baltis,
Cherise Glover,
Diane Ladd,
Isabella Rossellini,
Britannique (2 h 07).

Sailor chantera-t-il enfin *Love me tender* à Lula ? Le suspense est d'importance, d'autant que s'y greffent une belle-mère maladroite, une virée en voiture dans le désert, un crime crapuleux, quelques giclées de sang et autant d'humour noir. Un beau four-tout, dynamisé par le savoir-faire de David Lynch, son

Rosa Morata
Espagnol (1 h 30).

L'Espagne fut longtemps un pays fournisseur en travailleurs immigrés. Devenue nation moderne intégrée à l'Europe, elle découvre la situation inverse. En suivant les tribulations d'un clandestin sénégalais d'Algerias à Barcelone via Madrid, Armendariz dresse un portrait subtil de cette nouvelle réalité, où le mot de xénophobie entre dans le vocabulaire. Mieux, il évite les pièges de la dénonciation militante, grâce à un ton léger et souvent humoristique.

VO : Laiton, 6 (42-78-47-86).

Pepi, Luci, Bom et autres filles du quartier

de Pedro Almodóvar,
avec Carmen Maura,
Eva Siva,
Alaska,
Felix Roaeta,
Pedro Almodóvar,
Espagnol (1 h 18).

Celle-ci cultive du haschisch en pot, celle-là va découvrir ses pulsions homosexuelles. Pour son premier long métrage, bien avant *Femmes au bord de la crise de nerf*, Almodóvar s'amuse déjà à une série de portraits féminins, moins bien agencés mais plus farfelus encore.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1^{er} (42-33-42-28) ; Les Trois Luxembourg, 6 (45-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 6 (45-61-10-60).

Thelmonious Monk

de Charlotte Zwerin,
avec Thelmonious Monk,
le Thelmonious Monk Octet,
la voix de Samuel E. Wright,
Américain (1 h 23).

Pour la plus grande gloire du grand et glorieux Thelmonious Monk, un *medley* de documents enregistrés pendant la tournée du pianiste de jazz en Europe à la fin des années 60 et de témoignages de ceux qui l'ont connu. C'est du jazz, et c'est du cinéma.

VO : Action Christine, 6 (43-29-11-30) ; George V, 6 (48-62-41-46).

To sleep with Anger
de Charles Burnett,
avec Danny Glover,
Paul Butler,
Mary Alice,
Carl Lumbly,
Vanetta McGee,
Richard Brooks,
Américain (1 h 42).

Est-ce l'ange de *Thérèse* ou l'hypocrite de *Tarantula* ? C'est en tout cas un trublion qui s'introduit dans cette famille de bourgeois noirs californiens. Sa présence révélera les tensions qui déchirent ses hôtes : elle confirmera surtout la place de choix qu'il convient désormais de réserver à Charles Burnett parmi les cinéastes américains.

VO : Les Trois Luxembourg, 6 (45-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 6 (45-61-10-60) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60).

Taxi Blues

de Pavel Lounguine,
avec Piotr Mamonov,
Piotr Zaitchikov,
Vladimir Kachpov,
Natalia Korolova,
Hal Singer,
Elena Saphonova,
Franco-soviétique (1 h 50).

Nourri de désespoir « perestroïka » et de films noirs américains, Pavel Lounguine organise la collision entre Liouba, la saxophoniste alcoolique, échantillon haut en couleur de l'intelligentsia *no futur*, et Ivan le chauffeur de taxi, beau bon teint au cœur d'or. Le résultat fait des étincelles.

VO : Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-69-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11 (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

La Française de Frankenstein

de James Whale,
avec Boris Karloff,
Colin Clive,
Valerie Hobson,
Est Linchester,
Ernest Thesiger,
Una O'Connor,
Américain, 1935, noir et blanc.

En ce temps-là le cinéma d'horreur savait être à la fois terrifiant et émouvant, et beau. La créature féminine fabriquée, sous la contrainte, par le docteur Frankenstein afin de servir de compagne au pauvre monstre essaimé fois imité, jamais égal.

VO : Action Ecoles, 6 (43-25-72-07).

Les Forbans de la nuit

de Jules Dassin,
avec Richard Widmark,
Gene Tierney,
Hugh MacLure,
Américain, 1950, noir et blanc, copie neuve (1 h 35).

Peut-être le moins connu des quatre films qui présentent les cinéastes Action dans le cadre de leur hommage à Gene Tierney. Et pourtant, c'est une merveille. La star y est à dévorer les accoudeurs (comme d'habitude) mais il y a aussi le plus que parfait Richard Widmark, des lueurs inquiétantes, les rues de Londres noyées de brouillard dans un somptueux noir et blanc. Ceux qui s'en privent ont tort.

VO : Action Rive Gauche, 6 (43-29-44-40).

L'italien des roses

de Charles Merton,
avec Richard Bohringer,
Isabelle Mercanton,
Chantal Dargent,
Cécile Vasseur,
Pierre Sordani,
François Brécourt,
Français, 1972 (1 h 30).

Richard Bohringer débute, il était parfait. Charles Merton, peintre de son état, s'essaye à la caméra et décou-

Même ses ennemis d'hier (en reste-t-il aujourd'hui ?) reconnaissent en de Gaulle le premier homme politique français qui sut utiliser les médias. Scénariste, metteur en scène et surtout fabuleux acteur de ses interventions, maître d'un petit écran qu'il avait soumis au pouvoir. La rétrospective « De Gaulle à Péron » mêle à ces images sous influence la réponse du grand écran, grâce à des films, fictions et documentaires, synchrones des prestations du général. (Du 21 novembre au 11 décembre. Vidéothèque de Paris, tél. : 40-26-34-30.)

Shakespeare

avait un langage simple, harmonieux, qui savait suivre plusieurs histoires à la fois pour en faire un seul vrai film. Le noir et blanc n'était pas « postmoderne » mais seulement approprié à cette chronique poétique de la grande ville bétonnée et du malaise béant. Lors des sentiers battus, *L'italien des roses* était un grand film. Il est toujours.

Quoi des bromes
de Marcel Carné,
avec Jean Gabin,
Michèle Morgan,
Michel Simon,
Pierre Brasseur,
Jenny Burnay,
Marcel Pagnol,
Français, 1938, noir et blanc (1 h 51).

Tout le monde connaît « *Tas de beaux yeux* », mais *Les bromes* sont les choses qui sont derrière les choses. Quand je vois un *nagay*, je pense à *un nagi*, c'est encore mieux. Façon de dire qu'il faut voir et revoir un film comme celui-là (et au cinéma) : les chefs-d'œuvre sont des trésors inépuisables.

Action Rive Gauche, 6 (43-29-44-40) ; Action Champs-Élysées, 6 (43-25-71-89).

Un homme qui dort

de Georges Perec,
Bernard Queyenne,
avec Jacques Spiesser,
le voix de Ludmila Mikal,
Franco-tunisien, 1974, noir et blanc (1 h 21).

Adaptant son propre roman, Georges Perec ne retrouvait pas la sérénité lasse, distancée, de son texte. Il trouvait l'occasion d'un rêve éveillé, cauchemardesque à tour allégué ou trépidant dans les rues d'un Paris devenu cité fantastique par le seul effet spécial d'une caméra inspirée. Et c'est aussi bien comme ça.

L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

Festival de Belfort

Fidèle à leur vocation, les « Entrevues » de Belfort animées par Janine Bazin se consacrent à la révélation de jeunes cinéastes (dix-huit films en compétition) en même temps qu'il présente des rétrospectives « spécial cinéphilie », cette année un hommage au metteur en scène égyptien Youssef Chahine et un ensemble « Le cinéma qui aimait les femmes » où voisinent des œuvres de Truffaut, Ophüls, Dreyer, Cukor, Godard, Mizoguchi ou Rohmer. Avec également la projection de films réalisés dans les classes cinéma des lycées de France.

Du 24 nov. au 2 déc. : aux cinémas Alpha. Réservations : 84-54-24-43.

La sélection « cinéma » a été établie par : Jean-Michel Frodon

Version Anglaise : UGC BIARRITZ / UGC ROTONDE / ST-ANDRÉ DES ARTS
CINÉ BEAUBOURG LES HALLES
Version Française : UGC OPÉRA / UGC GODELINS
UGC LYON-BASTILLE / PATHE CLICHY / GAUMONT PARNASSE / MISTRAL
PATHE Belle Epine Thiais / CCL St-Germain / 9 DEFENSE 4 Temps
ARTEL Mame La Vallée / Party 2

ALAN BATES JENNIFER BEALS JAN NIKLAS

DR. M

UN FILM DE CLAUDE CHABROL

VISCONTI RETROSPECTIVE

Films • Rencontres • Expositions

du 14 novembre au 4 décembre

(1) 46 61 36 67
LES GEMEAUX - SCEAUX

TGP

du 22 décembre

(1) 46 61 36 67

ATHENES LOUIS JOUVET

L'IDEAL

texte et mise en scène
DANIEL LEMAHIEU

Théâtre d'essai, Théâtre de l'Atelier, Théâtre de la Ville, Théâtre de la Sorbonne, Théâtre de la Comédie-Française, Théâtre de la Mairie de Paris, Théâtre de la Mairie de Boulogne-Billancourt, Théâtre de la Mairie de Nanterre, Théâtre de la Mairie de St-Denis, Théâtre de la Mairie de Vincennes, Théâtre de la Mairie de Paris 13, Théâtre de la Mairie de Paris 15, Théâtre de la Mairie de Paris 16, Théâtre de la Mairie de Paris 17, Théâtre de la Mairie de Paris 18, Théâtre de la Mairie de Paris 19, Théâtre de la Mairie de Paris 20, Théâtre de la Mairie de Paris 21, Théâtre de la Mairie de Paris 22, Théâtre de la Mairie de Paris 23, Théâtre de la Mairie de Paris 24, Théâtre de la Mairie de Paris 25, Théâtre de la Mairie de Paris 26, Théâtre de la Mairie de Paris 27, Théâtre de la Mairie de Paris 28, Théâtre de la Mairie de Paris 29, Théâtre de la Mairie de Paris 30, Théâtre de la Mairie de Paris 31, Théâtre de la Mairie de Paris 32, Théâtre de la Mairie de Paris 33, Théâtre de la Mairie de Paris 34, Théâtre de la Mairie de Paris 35, Théâtre de la Mairie de Paris 36, Théâtre de la Mairie de Paris 37, Théâtre de la Mairie de Paris 38, Théâtre de la Mairie de Paris 39, Théâtre de la Mairie de Paris 40, Théâtre de la Mairie de Paris 41, Théâtre de la Mairie de Paris 42, Théâtre de la Mairie de Paris 43, Théâtre de la Mairie de Paris 44, Théâtre de la Mairie de Paris 45, Théâtre de la Mairie de Paris 46, Théâtre de la Mairie de Paris 47, Théâtre de la Mairie de Paris 48, Théâtre de la Mairie de Paris 49, Théâtre de la Mairie de Paris 50, Théâtre de la Mairie de Paris 51, Théâtre de la Mairie de Paris 52, Théâtre de la Mairie de Paris 53, Théâtre de la Mairie de Paris 54, Théâtre de la Mairie de Paris 55, Théâtre de la Mairie de Paris 56, Théâtre de la Mairie de Paris 57, Théâtre de la Mairie de Paris 58, Théâtre de la Mairie de Paris 59, Théâtre de la Mairie de Paris 60, Théâtre de la Mairie de Paris 61, Théâtre de la Mairie de Paris 62, Théâtre de la Mairie de Paris 63, Théâtre de la Mairie de Paris 64, Théâtre de la Mairie de Paris 65, Théâtre de la Mairie de Paris 66, Théâtre de la Mairie de Paris 67, Théâtre de la Mairie de Paris 68, Théâtre de la Mairie de Paris 69, Théâtre de la Mairie de Paris 70, Théâtre de la Mairie de Paris 71, Théâtre de la Mairie de Paris 72, Théâtre de la Mairie de Paris 73, Théâtre de la Mairie de Paris 74, Théâtre de la Mairie de Paris 75, Théâtre de la Mairie de Paris 76, Théâtre de la Mairie de Paris 77, Théâtre de la Mairie de Paris 78, Théâtre de la Mairie de Paris 79, Théâtre de la Mairie de Paris 80, Théâtre de la Mairie de Paris 81, Théâtre de la Mairie de Paris 82, Théâtre de la Mairie de Paris 83, Théâtre de la Mairie de Paris 84, Théâtre de la Mairie de Paris 85, Théâtre de la Mairie de Paris 86, Théâtre de la Mairie de Paris 87, Théâtre de la Mairie de Paris 88, Théâtre de la Mairie de Paris 89, Théâtre de la Mairie de Paris 90, Théâtre de la Mairie de Paris 91, Théâtre de la Mairie de Paris 92, Théâtre de la Mairie de Paris 93, Théâtre de la Mairie de Paris 94, Théâtre de la Mairie de Paris 95, Théâtre de la Mairie de Paris 96, Théâtre de la Mairie de Paris 97, Théâtre de la Mairie de Paris 98, Théâtre de la Mairie de Paris 99, Théâtre de la Mairie de Paris 100, Théâtre de la Mairie de Paris 101, Théâtre de la Mairie de Paris 102, Théâtre de la Mairie de Paris 103, Théâtre de la Mairie de Paris 104, Théâtre de la Mairie de Paris 105, Théâtre de la Mairie de Paris 106, Théâtre de la Mairie de Paris 107, Théâtre de la Mairie de Paris 108, Théâtre de la Mairie de Paris 109, Théâtre de la Mairie de Paris 110, Théâtre de la Mairie de Paris 111, Théâtre de la Mairie de Paris 112, Théâtre de la Mairie de Paris 113, Théâtre de la Mairie de Paris 114, Théâtre de la Mairie de Paris 115, Théâtre de la Mairie de Paris 116, Théâtre de la Mairie de Paris 117, Théâtre de la Mairie de Paris 118, Théâtre de la Mairie de Paris 119, Théâtre de la Mairie de Paris 120, Théâtre de la Mairie de Paris 121, Théâtre de la Mairie de Paris 122, Théâtre de la Mairie de Paris 123, Théâtre de la Mairie de Paris 124, Théâtre de la Mairie de Paris 125, Théâtre de la Mairie de Paris 126, Théâtre de la Mairie de Paris 127, Théâtre de la Mairie de Paris 128, Théâtre de la Mairie de Paris 129, Théâtre de la Mairie de Paris 130, Théâtre de la Mairie de Paris 131, Théâtre de la Mairie de Paris 132, Théâtre de la Mairie de Paris 133, Théâtre de la Mairie de Paris 134, Théâtre de la Mairie de Paris 135, Théâtre de la Mairie de Paris 136, Théâtre de la Mairie de Paris 137, Théâtre de la Mairie de Paris 138, Théâtre de la Mairie de Paris 139, Théâtre de la Mairie de Paris 140, Théâtre de la Mairie de Paris 141, Théâtre de la Mairie de Paris 142, Théâtre de la Mairie de Paris 143, Théâtre de la Mairie de Paris 144, Théâtre de la Mairie de Paris 145, Théâtre de la Mairie de Paris 146, Théâtre de la Mairie de Paris 147, Théâtre de la Mairie de Paris 148, Théâtre de la Mairie de Paris 149, Théâtre de la Mairie de Paris 150, Théâtre de la Mairie de Paris 151, Théâtre de la Mairie de Paris 152, Théâtre de la Mairie de Paris 153, Théâtre de la Mairie de Paris 154, Théâtre de la Mairie de Paris 155, Théâtre de la Mairie de Paris 156, Théâtre de la Mairie de Paris 157, Théâtre de la Mairie de Paris 158, Théâtre de la Mairie de Paris 159, Théâtre de la Mairie de Paris 160, Théâtre de la Mairie de Paris 161, Théâtre de la Mairie de Paris 162, Théâtre de la Mairie de Paris 163, Théâtre de la Mairie de Paris 164, Théâtre de la Mairie de Paris 165, Théâtre de la Mairie de Paris 166, Théâtre de la Mairie de Paris 167, Théâtre de la Mairie de Paris 168, Théâtre de la Mairie de Paris 169, Théâtre de la Mairie de Paris 170, Théâtre de la Mairie de Paris 171, Théâtre de la Mairie de Paris 172, Théâtre de la Mairie de Paris 173, Théâtre de la Mairie de Paris 174, Théâtre de la Mairie de Paris 175, Théâtre de la Mairie de Paris 176, Théâtre de la Mairie de Paris 177, Théâtre de la Mairie de Paris 178, Théâtre de la Mairie de Paris 179, Théâtre de la Mairie de Paris 180, Théâtre de la Mairie de Paris 181, Théâtre de la Mairie de Paris 182, Théâtre de la Mairie de Paris 183, Théâtre de la Mairie de Paris 184, Théâtre de la Mairie de Paris 185, Théâtre de la Mairie de Paris 186, Théâtre de la Mairie de Paris 187, Théâtre de la Mairie de Paris 188, Théâtre de la Mairie de Paris 189, Théâtre de la Mairie de Paris 190, Théâtre de la Mairie de Paris 191, Théâtre de la Mairie de Paris 192, Théâtre de la Mairie de Paris 193, Théâtre de la Mairie de Paris 194, Théâtre de la Mairie de Paris 195, Théâtre de la Mairie de Paris 196, Théâtre de la Mairie de Paris 197, Théâtre de la Mairie de Paris 198, Théâtre de la Mairie de Paris 199, Théâtre de la Mairie de Paris 200, Théâtre de la Mairie de Paris 201, Théâtre de la Mairie de Paris 202, Théâtre de la Mairie de Paris 203, Théâtre de la Mairie de Paris 204, Théâtre de la Mairie de Paris 205, Théâtre de la Mairie de Paris 206, Théâtre de la Mairie de Paris 207, Théâtre de la Mairie de Paris 208, Théâtre de la Mairie de Paris 209, Théâtre de la Mairie de Paris 210, Théâtre de la Mairie de Paris 211, Théâtre de la Mairie de Paris 212, Théâtre de la Mairie de Paris 213, Théâtre de la Mairie de Paris 214, Théâtre de la Mairie de Paris 215, Théâtre de la Mairie de Paris 216, Théâtre de la Mairie de Paris 217, Théâtre de la Mairie de Paris 218, Théâtre de la Mairie de Paris 219, Théâtre de la Mairie de Paris 220, Théâtre de la Mairie de Paris 221, Théâtre de la Mairie de Paris 222, Théâtre de la Mairie de Paris 223, Théâtre de la Mairie de Paris 224, Théâtre de la Mairie de Paris 225, Théâtre de la Mairie de Paris 226, Théâtre de la Mairie de Paris 227, Théâtre de la Mairie de Paris 228, Théâtre de la Mairie de Paris 229, Théâtre de la Mairie de Paris 230, Théâtre de la Mairie de Paris 231, Théâtre de la Mairie de Paris 232, Théâtre de la Mairie de Paris 233, Théâtre de la Mairie de Paris 234, Théâtre de la Mairie de Paris 235, Théâtre de la Mairie de Paris 236, Théâtre de la Mairie de Paris 237, Théâtre de la Mairie de Paris 238, Théâtre de la Mairie de Paris 239, Théâtre de la Mairie de Paris 240, Théâtre de la Mairie de Paris 241, Théâtre de la Mairie de Paris 242, Théâtre de la Mairie de Paris 243, Théâtre de la Mairie de Paris 244, Théâtre de la Mairie de Paris 245, Théâtre de la Mairie de Paris 246, Théâtre de la Mairie de Paris 247, Théâtre de la Mairie de Paris 248, Théâtre de la Mairie de Paris 249, Théâtre de la Mairie de Paris 250, Théâtre de la Mairie de Paris 251, Théâtre de la Mairie de Paris 252, Théâtre de la Mairie de Paris 253, Théâtre de la Mairie de Paris 254, Théâtre de la Mairie de Paris 255, Théâtre de la Mairie de Paris 256, Théâtre de la Mairie de Paris 257, Théâtre de la Mairie de Paris 258, Théâtre de la Mairie de Paris 259, Théâtre de la Mairie de Paris 260, Théâtre de la Mairie de Paris 261, Théâtre de la Mairie de Paris 262, Théâtre de la Mairie de Paris 263, Théâtre de la Mairie de Paris 264, Théâtre de la Mairie de Paris 265, Théâtre de la Mairie de Paris 266, Théâtre de la Mairie de Paris 267, Théâtre de la Mairie de Paris 268, Théâtre de la Mairie de Paris 269, Théâtre de la Mairie de Paris 270, Théâtre de la Mairie de Paris 271, Théâtre de la Mairie de Paris 272, Théâtre de la Mairie de Paris 273, Théâtre de la Mairie de Paris 274, Théâtre de la Mairie de Paris 275, Théâtre de la Mairie de Paris 276, Théâtre de la Mairie de Paris 277, Théâtre de la Mairie de Paris 278, Théâtre de la Mairie de Paris 279, Théâtre de la Mairie de Paris 280, Théâtre de la Mairie de Paris 281, Théâtre de la Mairie de Paris 282, Théâtre de la Mairie de Paris 283, Théâtre de la Mairie de Paris 284, Théâtre de la Mairie de Paris 285, Théâtre de la Mairie de Paris 286, Théâtre de la Mairie de Paris 287, Théâtre de la Mairie de Paris 288, Théâtre de la Mairie de Paris 289, Théâtre de la Mairie de Paris 290, Théâtre de la Mairie de Paris 291, Théâtre de la Mairie de Paris 292, Théâtre de la Mairie de Paris 293, Théâtre de la Mairie de Paris 294, Théâtre de la Mairie de Paris 295, Théâtre de la Mairie de Paris 296, Théâtre de la Mairie de Paris 297, Théâtre de la Mairie de Paris 298, Théâtre de la Mairie de Paris 299, Théâtre de la Mairie de Paris 300, Théâtre de la Mairie de Paris 301, Théâtre de la Mairie de Paris 302, Théâtre de la Mairie de Paris 303, Théâtre de la Mairie de Paris 304, Théâtre de la Mairie de Paris 305, Théâtre de la Mairie de Paris 306, Théâtre de la Mairie de Paris 307, Théâtre de la Mairie de Paris 308, Théâtre de la Mairie de Paris 309, Théâtre de la Mairie de Paris 310, Théâtre de la Mairie de Paris 311, Théâtre de la Mairie de Paris 312, Théâtre de la Mairie de Paris 313, Théâtre de la Mairie de Paris 314, Théâtre de la Mairie de Paris 315, Théâtre de la Mairie de Paris 316, Théâtre de la Mairie de Paris 317, Théâtre de la Mairie de Paris 318, Théâtre de la Mairie de Paris 319, Théâtre de la Mairie de Paris 320, Théâtre de la Mairie de Paris 321, Théâtre de la Mairie de Paris 322, Théâtre de la Mairie de Paris 323, Théâtre de la Mairie de Paris 324, Théâtre de la Mairie de Paris 325, Théâtre de la Mairie de Paris 326, Théâtre de la Mairie de Paris 327, Théâtre de la Mairie de Paris 328, Théâtre de la Mairie de Paris 329, Théâtre de la Mairie de Paris 330, Théâtre de la Mairie de Paris 331, Théâtre de la Mairie de Paris 332, Théâtre de la Mairie de Paris 333, Théâtre de la Mairie de Paris 334, Théâtre de la Mairie de Paris 335, Théâtre de la Mairie de Paris 336, Théâtre de la Mairie de Paris 337, Théâtre de la Mairie de Paris 338, Théâtre de la Mairie de Paris 339, Théâtre de la Mairie de Paris 340, Théâtre de la Mairie de Paris 341, Théâtre de la Mairie de Paris 342, Théâtre de la Mairie de Paris 343, Théâtre de la Mairie de Paris 344, Théâtre de la Mairie de Paris 345, Théâtre de la Mairie de Paris 346, Théâtre de la Mairie de Paris 347, Théâtre de la Mairie de Paris 348, Théâtre de la Mairie de Paris 349, Théâtre de la Mairie de Paris 350, Théâtre de la Mairie de Paris 351, Théâtre de la Mairie de Paris 352, Théâtre de la Mairie de Paris 353, Théâtre de la Mairie de Paris 354, Théâtre de la Mairie de Paris 355, Théâtre de la Mairie de Paris 356, Théâtre de la Mairie de Paris 357, Théâtre de la Mairie de Paris 358, Théâtre de la Mairie de Paris 359, Théâtre de la Mairie de Paris 360, Théâtre de la Mairie de Paris 361, Théâtre de la Mairie de Paris 362, Théâtre de la Mairie de Paris 363, Théâtre de la Mairie de Paris 364, Théâtre de la Mairie de Paris 365, Théâtre de la Mairie de

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

THÉÂTRE

LE ROYAL NATIONAL THEATRE DE LONDRES A L'ODÉON

Shakespeare contre Thatcher

Le Royal National Theatre, la troupe officielle et prestigieuse de la capitale britannique, est invitée par le Théâtre de l'Europe. Ian McKellen joue *Richard III* et Brian Cox, mis en scène par Deborah Warner, joue *Le Roi Lear*. Warner avait déjà dirigé Brian Cox dans *Titus Andronicus*, que l'on avait pu voir aux Bouffes du Nord. C'était alors avec la Royal Shakespeare Company, troupe rivale et victime, elle aussi, du thatcherisme.

DANS un mouvement d'humeur destiné à secouer l'opinion, la Royal Shakespeare Company a décidé, faute d'argent, de se replier sur sa base de Stratford-on-Avon, lieu de naissance du dramaturge, et de fermer pour quatre mois ses deux salles londoniennes. La dernière représentation dans la capitale a eu lieu le 3 novembre au Barbican. Le directeur de la RSC, Terry Hands, en appelle à l'opinion contre un gouvernement qualifié de « philistin » et menace de ne jamais revenir à Londres si on ne lui donne pas les moyens qu'il implore en vain depuis des années.

Les comédiens britanniques n'ont jamais débordé d'affection pour M^{re} Thatcher. On ne la voit guère au théâtre, qui l'ennuie (comme tous les arts d'ailleurs), mais la grogne des troupes subventionnées tourne cet automne à l'affrontement public. Les dettes s'accumulent et les fournisseurs s'impatiente comme dans une banale comédie de boulevard. Terry Hands réclame une augmentation de 63 % de sa subvention annuelle, laquelle est actuellement de 6 millions de livres (60 millions de francs). Ajoutant l'affront à l'avance, le gouvernement lui propose une progression annuelle de 2,5 % alors que l'inflation atteint 11 %. Terry Hands semble prêt pour de bon à mettre la clé sous la porte à Londres. Il préfère fermer les deux salles du Barbican pour réduire les coûts d'entretien, notamment de chauffage. Il a annoncé qu'il quitterait d'ailleurs ses fonctions, quoi qu'il arrive, en 1991.

Le gouvernement conservateur ne voit pas pourquoi le contribuable paierait pour le plaisir d'un public éclairé, selon les affirmations répétées des autorités de tutelle, pourrait parfaitement y aller de sa poche. Terry Hands, de son côté, veut continuer à produire un théâtre de qualité sans augmenter le prix des places. Cette partie de bras de fer coïncide avec le début de la saison théâtrale.

Grâce à ses tournées, la Royal Shakespeare Company est la plus connue à l'étranger des deux grandes troupes subventionnées. L'amertume est d'autant plus grande dans ses rangs que l'autre, le Royal National Theatre, qui quitte moins volontiers son bunker de béton sur la rive sud de la Tamise, se taille chaque année la part du lion. Il a obtenu près de 9 millions de livres de subventions en 1990. Et puis, on a eu parfois l'impression, dans la troupe dirigée par Terry Hands, que Downing Street « punissait » des comédiens coupables d'avoir monté des pièces très critiques (et d'ailleurs très mauvaises) à l'égard des valeurs thatcheriennes, alors que le Royal National Theatre, moins acide, était mieux traité.

Celui-ci est pourtant également en difficulté, même s'il commence la saison avec un déficit de 300 000 livres « seulement », sur un chiffre d'affaires annuel de 20 millions. Les dettes de la RSC s'élèvent,



Ian McKellen dans *Richard III*.

elles, à 3 millions de livres, et le gouvernement ne semble pas prêt à éponger cette ardoise.

Le Royal National Theatre a essayé honnêtement de s'accommoder des exigences idéologiques des hauts fonctionnaires thatcheriens de la culture. Le visage de ces derniers s'éclaircit quand on leur parle de sponsoring par les grandes entreprises, de rentabilité et de meilleure utilisation de locaux prestigieux, qui peuvent être loués occasionnellement à des tiers.

Succédant au légendaire Peter Hall, passé au privé, le nouveau directeur artistique du RNT, Richard Eyre, n'a rien d'un philistin, mais il a eu le bon sens de ne pas se raidir, et surtout il a confié la gestion à un directeur administratif, David Ankin, qui a su amadouer les autorités.

Plus rigoureux, Terry Hands s'est accroché violemment avec la femme d'affaires que la City, propriétaire du Barbican, a chargée il y a dix mois de remettre un peu d'ordre dans les finances de sa troupe. Dette O'Catlain, expert-comptable de formation, a fait merveille en tranchant dans le vif d'activités jusque-là surprotégées telles que la production laitière ou l'industrie automobile. On se souvient encore, parmi les amis de Terry Hands, de la façon dont elle est arrivée en se vantant, devant les comédiens, d'avoir fait entendre raison aux fermiers qui s'obstinaient à ne rien vouloir savoir du lait écrémé, substance diététique et « moderne ».

Le directeur de la RSC ne lui a adressé que deux fois la parole en dix mois, et ne l'a même pas informée de sa décision de mettre la clé sous la porte. Elle cherche encore à comprendre pourquoi toute la troupe la déteste à ce point. Derrière l'anecdote, et le choc de personnalités peu compatibles, il y a en réalité l'opposition entre les valeurs thatcheriennes et une culture de service public née dans l'après-guerre. Le Royal National Theatre s'en tire un peu mieux que la RSC, mais, dans les deux cas, le divorce est patent et les comédiens subventionnés se considèrent comme des mal-aimés. A terme, les thatcheriens purs et durs voudraient en effet supprimer toute forme de subventions au théâtre.

Le ralentissement économique que connaît la Grande-Bretagne depuis l'été a précipité cette crise. Le mécénat d'entreprise, grand dessein de l'ère Thatcher pour les arts, se réduit brutalement en période de

vaches maigres, tandis que le public britannique rogne sur ses dépenses et fréquente nettement moins les théâtres... C'est-à-dire quand même encore beaucoup plus que le public français. L'ironie veut ainsi que le Théâtre royal de Plymouth, présenté comme l'élève modèle du thatcherisme - parce qu'il est parvenu à l'autosuffisance grâce aux productions sponsorisées par les entreprises locales, - a désormais accumulé 384 000 livres de dettes. Les mécènes ont disparu avec la récession. Il faut replacer les financements privés dans une juste perspective : ils n'ont apporté, en 1989, que 3 % de ses ressources au théâtre britannique.

Un organisme de réflexion privé très à droite, le Policy Studies Institute, a calculé que le gouvernement britannique dépensait actuellement un peu moins de 10 livres par tête d'habitant pour les arts, contre 21 livres en France et 24 livres en Allemagne. L'enveloppe sera un peu plus généreuse l'an prochain, puisque l'ensemble du budget des arts va augmenter de 12,5 %. On ignore encore la part qui sera consacrée au théâtre. Mais la grogne des troupes subventionnées ne devrait pas s'apaiser de sitôt.

DOMINIQUE DHOMBRES

* Lire les renseignements pratiques concernant les représentations du Royal National Theatre sous notre rubrique « Spectacles nouveaux » ci-contre.

SPECTACLES NOUVEAUX

Le Cos AMILLER

mise en scène de Jean-Jacques Hérold, avec Clotilde Courton, Evelyn Didi, Emmanuel Grange, Michel Kuhlmann et Benoît Regent.

Coup d'envoi à la Maison de la culture de Bobigny d'un long et passionnant parcours consacré au dramaturge allemand Heiner Müller qui s'achèvera lors du prochain Festival d'Avignon. Deux pièces ont été ici rassemblées par le duo, spécialiste de Müller, Jourdheuil-Peyret : *Hamlet Machine* et *La Résistance*. Elles sont confiées à un joli quintette d'acteurs.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. A partir du 27 novembre. Du mardi à 21 heures. Tél. : 48-31-11-45. 90 F et 120 F.

Le Chant du départ

d'Anne Dacoul, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Isabelle Sadoyan, Xavier Thiam, Martine Vandeville, Armand Hefira et Olivier Cruveillé.

Reprise à Paris d'un spectacle donné le printemps dernier au Centre dramatique national de Nice, dirigé par Jacques Weber. Le rôle principal féminin, créé par Denise Genet, est repris par l'excellente Isabelle Sadoyan. Il a été écrit par une jeune femme qui a travaillé de nombreux mois son texte à la demande et en compagnie de Jean-Pierre Vincent, aujourd'hui directeur des Amandiers de Nanterre. Du beau monde.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4. A partir du 24 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. De 75 F à 120 F.

Le Château de Cane

d'après le roman de Bernard Noël, mise en scène

de Patrick Brunie, avec Philippe Léotard, Samia Kossé (Gisèle), Nathalie Carnet, Sophie et Tchéky Karyo.

Philippe Léotard s'empare d'un livre scandaleux - et censuré - de Bernard Noël, *Le Château de Cane*, réédité ces jours-ci par l'Arpenture (180 pages - 59 F), le joue en compagnie d'une danseuse sur une musique étrange qui mêle bruits imités de la nature et sons synthétiques. Bataches, 50, bd Voltaire, 11. A partir du 27 novembre. Du mardi au dimanche à 20 h 30. Tél. : 47-00-30-12. 140 F et 190 F.

Les Frères Zénith

de Jérôme Deschamps, mise en scène de Michaël Makolet, avec Jean-Marc Bihour, Jérôme Deschamps, Philippe Duguesne, François Morel et Philippe Rouche.

Voir notre photo légendaire page suivante. Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16. A partir du 27 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée, samedi et dimanche à 17 heures. Tél. : 47-27-61-15. 100 F et 140 F.

Iphigénie à Aulis, Agamemnon (les Atrides)

d'Emipide, mise en scène d'Ariane Mavrouchi, avec Simon Abkarian, Silvia Ballei, Ducio Bellugi, Georges Sigot et Eric Lecomte.

Deux ans après *l'Illiade*, le temps d'éponger ses dettes, Ariane Mavrouchi retourne cette fois-ci aux sources du théâtre, à la découverte d'un texte vieux de 2 500 ans, « où les mots sont essentiels », dit-elle : « C'est important à une époque où la langue, les mots sont tellement oubliés, dévoyés, déformés, vidés de leur sens. Et si l'on ne nous écoute pas, si l'on n'arrive pas à faire entendre et sentir ce texte, »

TGP
Danses d'Automne
40.51.39.63

FAUSTUS
FRANÇOIS VERRET
22, 23, 24, 25 NOV.
SUR LE CHAMP
MATHILDE MONNIER
30 NOV. 1 & 2
SCILLA E CARIDDI
PACO DECINA
7, 8, 9 DÉCEMBRE
BASTA !
GEORGES APPAY
11 DÉCEMBRE
SINFONIA EROICA
MICHELLE ANNE DE MEY
14, 15, 16 DÉCEMBRE

Fragments
d'une lettre d'adieu
lus par des géologues
de NORMAND CHAURETTE
au 22 DÉC.

INSTITUT DU MONDE ARABE
Dialogue entre les cultures française et arabe
ITINÉRAIRES CROISÉS
A. MIQUEL & J. BENCHEIKH
jeudi 22 Novembre 20 h 30
1, rue des Fossés Saint-Bernard - Paris 5^e

REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES
ET DOUBLEMENTS
DÉCEMBRE 1990
DER KAUFMANN VON VENEDIG
WILHELM FRIESTRÖM
PETER ZADER
THÉÂTRE DES AMANDIERS
RESERVEZ VOS PLACES
nom, _____
adresse, _____
téléphone, _____
date choisie, _____
nombre de places, _____ à 140 F - Total.
Bon à retourner, accompagné d'un chèque bancaire ou postal à l'ordre du FESTIVAL D'AUTOMNE
156, RUE DE RIVOLI - 75001 PARIS - 42.96.96.94



Brian Cox dans *Le Roi Lear*.

150/100

MUSIQUES

« LES HUGUENOTS », DE GIACOMO MEYERBEER A L'OPÉRA DE MONTPELLIER

Un compositeur composite

Au milieu du siècle dernier, public et professionnels firent de Meyerbeer le compositeur le plus en vue de France. Depuis bientôt vingt ans, on ressuscite son œuvre ici et là, plus par curiosité que par admiration. Voilà qu'avec ces « Huguenots » recréés à Montpellier, Meyerbeer pourrait resurgir de l'ombre de Wagner, Verdi et Berlioz, pour être de nouveau lui-même : un grand.

DANS les années 60, il était devenu presque impensable de continuer en France à représenter les Huguenots. Cela se faisait encore pourtant de temps à autre en province, pour le plaisir d'inviter Tony Poncet, qui excellait dans ce répertoire. Pendant ce temps, en Allemagne, en Italie, en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, on exhumait ici l'Africaine, là le Prophète ou Robert le Diable à titre de curiosité, histoire de voir si certains rôles fétiches dans lesquels s'étaient illustrés les grandes voix d'autrefois avaient encore des titulaires.

En 1972, pourtant, Michel Plasson voulut renouer avec la tradition en inaugurant ses fonctions de directeur artistique du Capitole de Toulouse par une reprise des Huguenots, un peu de la même façon que Massimo Bogliaccino, soucieux de réconcilier l'Opéra de Paris avec son passé, offrit en 1985 à Robert le Diable une résurrection tardive et éphémère.

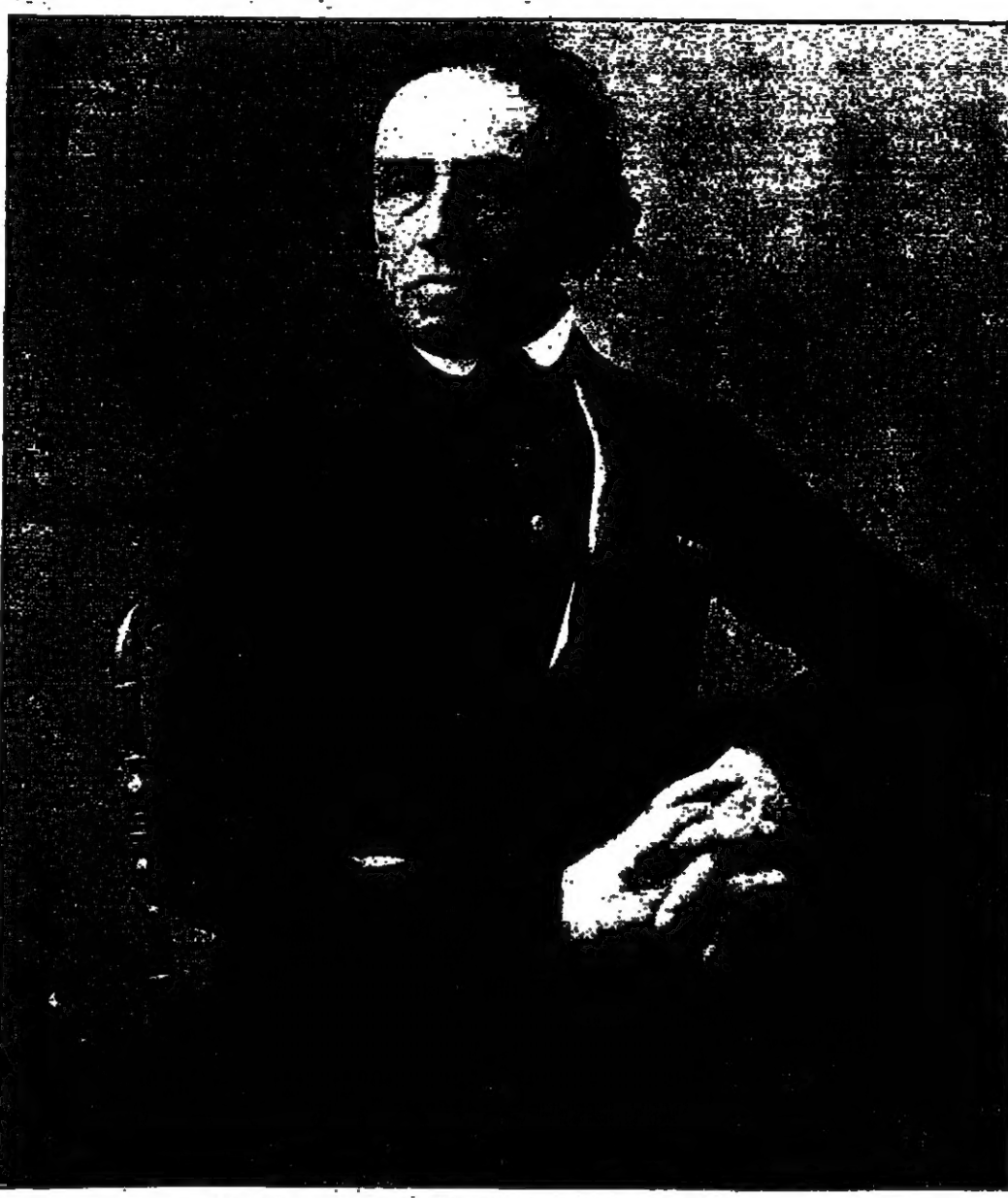
A Montpellier — où les Huguenots avaient été donnés une première fois en version de concert, en 1988, — le Festival de Radio-France a fait redécouvrir cet été un opéra de jeunesse de Meyerbeer, *Il Crociato*, avec un médiocre succès. La reprise scénique des Huguenots (I), si elle tient ses promesses, pourrait en revanche — et davantage que l'exécution en concert de l'Africaine, le 27 juin prochain, au Châtelet, — convaincre les sceptiques que Meyerbeer, écrasé par les ombres de Wagner, de Verdi et de Berlioz, vaut mieux que la détestable réputation qu'on lui a faite à une époque où l'on avait honte de l'avoir tant célébré en France.

Car c'est bien le public parisien et ses maîtres à penser qui firent de Meyerbeer, au lendemain des représentations de Robert le Diable, en novembre 1831, et jusqu'à sa mort en 1864, le compositeur le plus en vue de son temps. On en fit une gloire nationale. On loua la profondeur de son art, la hauteur de son style et la sûreté de son sens dramatique, avec un aveuglement difficile à comprendre : on est à présent plutôt frappé par l'aspect composite de son langage, mêlant les influences italiennes, françaises et allemandes, par la faiblesse du musicien de théâtre, aggravée par la médiocrité des livrets de Scribe, enfin par la superficialité d'un artiste qui semble se satisfaire d'assembler des effets.

Orchestrateur habile et doté d'une imagination sonore que Berlioz admira sans réserve, parfait connaisseur des ressources et des exigences vocales, Meyerbeer était pourtant un compositeur d'une réelle envergure mais, en dépit de quelques trouvailles, un assez pauvre musicien dramatique. Souvent d'ailleurs parce qu'il faisait trop de musique là où la situation exigeait davantage d'économie ou de rigueur. Il avait sous les yeux l'exemple de Rossini et cru pouvoir marcher sur ses traces, alors que rien, dans sa formation ni sans doute dans son caractère, ne l'y prédisposait.

Né à Berlin en 1791, le jeune Jacob Liebmann Beer connut ses premiers succès comme pianiste. Il étudia la composition auprès de l'abbé Vogler, comme Carl Maria von Weber, dont il devint l'ami, et produisit d'abord un oratorio, *Gott und der Natur*, puis un opéra représenté à Munich en 1812, *Jephthas Gelübde*. Il composa encore un opéra-comique, *Abimelek*, dont le sujet était tiré des *Mille et Une Nuits*, sans parvenir à susciter l'intérêt de ses compatriotes, qui n'avaient d'oreille que pour les opéras français, et surtout pour les opéras italiens.

C'est sur les conseils de Salieri que Meyerbeer se décida à quitter sa patrie pour aller apprendre en Italie ce qui ne s'enseignait pas en Allemagne. Il fit un détour par Londres et Paris (où il écrivit encore deux opéras jamais représentés) et, arrivé à Venise un beau jour de 1815, il y découvrit *Tancrède*, de Rossini, dont le succès ne faiblissait pas depuis deux ans. « J'étais comme ensorcelé dans un cercle magique dont



Meyerbeer photographié par Paul Nadar (vers 1857).

je ne voulais pas, dont je ne pouvais pas m'échapper, dira-t-il plus tard. Toutes mes facultés, toutes mes pensées devenaient italiennes. Qu'une transformation aussi complète de ma vie intérieure dut avoir la plus essentielle influence sur ma façon de composer, on le comprend assez, mon vœu n'était pas, comme on se l'imagine, d'imiter Rossini ou d'écrire à l'italienne, mais il me fallait composer dans le style que j'ai adopté, parce que mon état d'âme m'y contraignait.

Meyerbeer n'allait pas tarder à italianiser jusqu'à son prénom ; dont il fit Giacomo, mais s'assura d'abord la collaboration de Gaetano Rossi, librettiste de *Tancrède*, pour un mélodrame de demi-caractère, *Romilda e Costanza*, représenté à Padoue en 1817. Puis il composa *Semiramide*, créé à Turin en 1819, — quatre ans avant Rossini — et *Emma di Resburgo*. Cet ouvrage obtint à Venise un accueil si favorable qu'il fit bientôt carrière à l'étranger, au désespoir de Weber : il constatait avec tristesse que son camarade était passé à l'ennemi. *Margherita d'Angiù*, qui triompha à la Scala de Milan, plaça en effet Meyerbeer parmi les champions de l'opéra italien.

Cette réputation se confirma quand *Il Crociato* fut monté à Venise en 1824. L'opéra fit le tour des théâtres européens et Rossini, à qui l'on avait confié la direction du Théâtre des Italiens à Paris, fit venir la partition pour la mettre aussitôt à l'étude. Le succès fut assez modeste mais Meyerbeer obtint une revanche éclatante, trois ans plus tard, à l'Opéra, avec *Robert le Diable* dont les aspects fantastiques, chevaleresques et moyenâgeux étaient tout à fait au goût du jour. L'élément « moral » y avait sa place, et ce conflit artificiel entre le Bien et le Mal trouva un écho si puissant auprès du public que Meyerbeer et Scribe, son nouveau librettiste, choisirent encore par la suite deux sujets religieux : les *Huguenots*, créés en 1836, et le *Prophète*, créés en 1849.

L'*Etoile du Nord* (1854), que Meyerbeer adapta d'après un opéra écrit entre-temps à Berlin, puis le *Pardon de Ploërmel* (1859) ne furent que des hors-d'œuvre pour le public parisien, qui dut attendre jusqu'en 1864 la création posthume de l'*Africaine*, annoncée depuis si longtemps. Le compositeur ne se

décidait pas à livrer cet ouvrage, qu'il considérait comme son chef-d'œuvre et l'aboutissement de sa carrière.

Avec le recul, il nous semble au contraire que Meyerbeer a donné le meilleur de lui-même dans les *Huguenots* et, dans une moindre mesure, dans *Robert le Diable*. On devrait d'autant mieux s'en rendre compte à présent que le souci de retrouver une certaine authenticité du style vocal a remplacé le laisser-aller des fausses traditions. C'est une musique certes exigeante pour les chanteurs, mais bien faite pour mettre leurs qualités en valeur. L'instrumentation est, elle aussi, un merveilleux faire-valoir pour l'orchestre. Il est douteux que ces ouvrages puissent pour autant retrouver place dans le répertoire des théâtres mais, à titre d'exception, ce sont des objets de luxe davantage que de simples curiosités ; on murmure même qu'ils auraient une âme, qu'un souffle de vie s'en exhale encore lorsqu'on s'en approche de très près. Mais il faut pour cela un peu de tendresse et d'attention, sinon ils volent en poussière, comme les vieux livres d'images.

GÉRARD CONDÉ

(1) A l'Opéra Berlioz de Montpellier, les 24, 27 et 30 novembre, à 18 heures. Tél. : 67-61-67-21.

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Musiques et chants du seizième au dix-septième siècle de Bolivie et du Guatemala. Agrupacion Musica, Enzo Gioia (dir.).

On ne sait que peu de chose de la musique savante composée en Amérique latine entre l'arrivée des Espagnols et l'ère du vingtième siècle. Et notamment de la musique composée par ces Indiens éduqués par les jésuites. Il y a quelques années, Agrupacion Musica et Enzo Gioia avaient publié deux disques

consacrés à ces pièces étranges, classiques par les techniques de composition, si étrangement captivantes par leur instrumentation et leur matériel harmoniques et mélodiques. Il est vraiment dommage que d'autres interprètes ne les aient pas suivis dans cette voie. Il serait plus intéressant d'explorer ces musiques, au disque et au concert, que de continuer à enregistrer... Mozart, par exemple.

Le 26. Maison de l'Amérique latine, 20 h 30. Tél. : 42-22-97-60. De 30 F à 60 F.

SÉLECTION PARIS

Mercredi 21 novembre

Schubert

Quatuor à cordes n° 7

Verdi

Quatuor à cordes en mi mineur

Beethoven

Quatuor à cordes n° 12

Quatuor de Tokyo.

Et un quatuor de plus ! Si

Paris a été trop longtemps

privé de concerts de musique

de chambre, la capitale fait

dorénavant bombance. Une

œuvre rare s'offre au pro-

gramme de l'excellent Qua-

tuor de Tokyo : le quatuor à

cordes de Verdi.

Auditorium des Halles,

19 heures. Tél. : 40-28-

23-40. 130 F.

Bach-Busoni

Deux Chorales

Bach

Suite anglaise n° 2

Frank

Prélude, choral et fugue

Villalobos

Leche de Caballo

Chopin

Trois Mazurkas

Schubert n° 4

Prokofiev

Sonate pour piano n° 7

Nelson Freire (piano).

Nelson Freire est l'une des

grandes personnalités du

piano en exercice. Cela ne

fait aucun doute pour ses

conférences les plus illustres.

Si les maisons de disques les

écoutaient cela se saurait

encore plus.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. :

49-53-06-07. De 120 F à

270 F.

Smetana

La Fiancée vendue, ouverture

Tchaïkovski

Concerto pour piano n° 2

Dvorak

Symphonie n° 7

Elisabeth Leonskaja (piano).

Orchestre de Paris,

Libor Pešek (direction).

La venue d'Elisabeth Leons-

kaja à l'Orchestre de Paris

nous réconcilie un peu avec

ceux qui y sont chargés de la

programmation, eux qui ne

trouvent aucun intérêt à

inviter des pianistes aussi

différents que Zacharias, Catherine Collard, Luisada, Dalberto (qui a joué une fois, il y a treize ans), Pludermacher, Douglas, Casard, Zilberstein, Cocarelli, Hough, Planès, sans parler de quelques grandes pointures ignorées, à moins qu'elles ne déclinent les invitations qui leur sont faites, tels Annie Fischer, Freire, Postnikova, Nikolaeva, Kocsis, Davidovich, Firkusny, Oppitz, Sebok : des programmateurs qui ont attendu 1988 pour inviter Maria Joao Pires, qui ont tenu Jean-Philippe Collard à distance tant d'années, qui n'ont pas invité Bolet ni Egorev avant leur mort, qui n'ont pas pensé à Hercowitz ni à Perlmuter pendant qu'ils jouaient encore avec eux, mais qui ont invité l'an dernier un pile pianiste américain et tout récemment un pianiste allemand très moyen, directeur artistique d'un festival outre-Rhin où il est sérieusement question que l'Orchestre de Paris se produise l'été prochain.

Présentant la saison de l'Orchestre de Paris, il y a quelques années, Jacques Lœnchamps s'étonnait lui-même que Michel Dalberto, qui avait remporté les premiers prix des concours de Leeds et de Clara Haskil, n'ait pas été réinvité après son concert Frank avec Erich Leinsdorf. Les années ont passé, peu de choses ont changé. Connait-on encore le sens du mot service public dans nos grandes formations symphoniques parisiennes subventionnées ?

Salle Pleyel, 20 h 30 (à la 22). Tél. : 45-53-89-73. De 50 F à 210 F.

Jeudi 22

Chabrier

Trois Valse romantiques

Saint-Saëns

Violoncelle sur un thème de Beethoven

Debussy

En noir et blanc

Jacques Offenbach
La vie parisienne
opéra bouffe
4 5 6 7 8 9
11 13 14 15 16
18 19 20 21 22 23
26 27 28 29 30 31 décembre
renseignements
locations
42 86 88 83
place Boieldieu 75002 Paris
direction musicale
Pierre-Michel Durand
mise en scène
Olivier Bénédic

Création Mondiale
"1789, l'Aurore..."
N°1 Guyen Thien DAO
Concerto pour Saxophone à cordes et orchestre, opus 2
Sextuor à Cordes de Lille
Atelier instrumental d'Expression Contemporaine
ORCHESTRE NATIONAL DE LILLE - Direction : Marc ANDREAE
LILLE - Palais des Congrès et de la Musique
25-27 novembre 1990 - 20 h 30
Pour tous renseignements : 20.93.72.89

MUSIQUES

Brahms
Sonata op. 34 n° 5
Catherine Collard,
Jean-Claude Pennerier (piano).

Catherine Collard et Jean-Claude Pennerier sont amis depuis leurs études au Conservatoire de Paris. Dans leur jeune âge, ils ont tous deux été des champions de la musique contemporaine. Avec les années, ils ont abandonné leur militantisme pour jouer la musique qu'ils aiment. Aujourd'hui, Catherine Collard, Saint-Saëns, Debussy et Brahms. Des compositeurs qui pourraient tomber dans moins beaux pianos.

Couperin
Bull
Byrd
Farnaby
Frescobaldi
Searlatti
Pièces pour clavecin
Pierre Hantel (clavecin).

Pierre Hantel est un jeune claveciniste de vingt-six ans, membre d'une tribu de musiciens avec laquelle il se produit au sein d'un petit orchestre qui a pour nom le Concert français. Sa curiosité musicale est grande, son répertoire étendu, son jeu raffiné et élégant. Il vient tout juste de publier deux disques. Le premier est consacré aux concertos du tout jeune Mozart (chez Opus 111-Média 7), le second est consacré à des pièces de Farnaby (Adda) réunies sous le titre de l'une d'elles *Farnaby's Dream*. Plus discret qu'Olivier Beaumont ou Christophe Rousset, Hantel n'est pas moins savant et inspiré.

Auditorium du Louvre, 12 h 30. Tél. : 40-20-52-29. 45 F.

Vendredi 23

Schubert
La Voie d'acier
Christa Ludwig
(mezzo-soprano),
Charles Spencer (piano).

Pour Christa Ludwig et Charles Spencer, à la Bastille on ira écouter *La Voie d'acier*, même si la grande salle (comme toutes les grandes salles) manque d'intimité pour une telle musique. Le Théâtre de l'Athénée, la salle Gaveau seraient un écrin plus adapté.

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 40-01-16-16. De 50 F à 190 F.

Fête du violoncelle
Mikhail Rostropovitch,
Luis Claret,
Gary Hoffman,
Marin Krieger.

Frédéric Lodron,
Ensemble Tempo di Cello.

Réunis par Mstislav Rostropovitch, quelques violoncellistes connus et moins connus font la fête. Le programme réserve quelques surprises. Le lendemain, à partir de 14 heures, finale du Concours Rostropovitch (de 30 F à 120 F).

Beethoven
Sonata pour piano n° 31 n° 1

Mozart
Sonata pour piano n° 11
et *Réminiscences*

Rachmaninov
Préludes n° 7 op. 23 et 4 op. 23

Alexander Paley est l'un de ces nombreux pianistes d'origine soviétique passés à l'Ouest ces dernières années. Sa biographie nous dit qu'il a été l'élève, à Moscou, de Bella Davidovitch, qu'il a remporté de nombreux concours (dont le Concours Bach de Leipzig), qu'il vit désormais à New-York, qu'il se fait applaudir un peu partout dans le monde. Bref, il est un pianiste d'importance. Combien de ces documents tentent de nous faire prendre des grenouilles pour des boeufs ? Dans le cas d'Alexander Paley, il n'y a pas de mensonge. Nous l'avons entendu jouer, en juin dernier, une suite de Rachmaninov avec Bella Davidovitch lors du Festival de Korstolm, en Finlande. L'ex-élève y rivalisait de charme, de lyrisme, avec son illustre professeur.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 12 h 45. Tél. : 40-28-26-40. 35 F.

Brahms

R. Strauss
Mort et Transfiguration

Liszt
Les Préludes
Boris Bédou (violin),
Orchestre national
d'Île-de-France,
Christian Bédou (direction).

Voilà encore un interprète dont la carrière est éblouissante à l'étranger, qui joue comme peu de ses confrères, qui n'a toujours pas été invité par l'Orchestre de Paris, que le National n'a pas réengagé depuis ses splendides concerts de 1974 avec Leonard Bernstein, mais que l'Orchestre philharmonique invite depuis quelques années et que l'Odéon a eu la bonne



idée de programmer dans le Concerto de Brahms. Sartroville. Théâtre, 21 heures. Tél. : 39-14-23-77. De 40 F à 85 F.

Dimanche 25
Bacewicz
Sonata de Camara
Sonata n° 4

Szymanowski
Danse du ballet « Les Brigands des montagnes »
Mythes op. 30, Narcisse,
Dyades et Fan
Nocturne et tarentelle op. 28
Wanda Wiskominsta (violin),
Tadeusz Chmielewski (piano).

Comment joue cette violoniste polonaise aujourd'hui ? Il y a si longtemps que nous n'avons pas eu de nouvelles d'elle. Une chose demeure, elle est une artiste qui

compte, et ses programmes ne sont jamais routiniers. Et la salle Cortot de l'École normale de musique bénéficie d'une acoustique parfaite.

Salle Cortot, 17 heures. Tél. : 47-49-76-56. Location Fnac, Virgin Megastore. De 80 F à 100 F.

Lundi 26
Bach
Partita n° 1

Beethoven
Sonata pour piano n° 3
« la Tempête »

Inger Södergren n'est pas une virtuose infatigable, elle est une musicienne inspirée. Lorsque toutes les conditions sont réunies, son jeu est incomparable. Il agit alors comme une drogue.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 48-53-05-07. De 90 F à 160 F.

Rossini
Orfeo, version concert
Angela Helman,
Marique Zennet,
Dominique Favet,
Caroline Pelon (soprano),
Nicolas Lebeuvre (basse),
Jérôme Courtes (baryton),
Les Arts Florissants,
William Christie (direction).

On se pressera au Châtelet pour écouter William Christie, les Arts Florissants et ses solistes interpréter l'*Orfeo* de Rossini. Une œuvre enregistrée par Christie il y a quelques années et qu'*Harmonia Mundi* vient opportunément de rééditer sur disque compact économique. Créé à Paris, en 1647, cet *Orfeo* remporta un grand succès. C'est en s'appuyant sur un tel opéra (hélas ! donné ici en version de concert) que Lily « inventa » l'opéra français.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 heures. Tél. : 40-28-26-40. De 70 F à 335 F.

Mardi 27

Martin
Huit Préludes
Fantaisie sur des rythmes
flamenco
Guitare, quatre pièces brèves

Schubert
Sonata pour piano D 959
Paul Badura-Skoda (piano).

Grande rentrée discographique pour Paul Badura-Skoda, dont deux intégrales des sonates de Mozart sont publiées en même temps. La plus ancienne, rééditée par BMG, a été enregistrée, il y a dix ans, sur un Bösendorfer flambant neuf, ce que la pochette du disque ne laisse pas deviner, qui reproduit un superbe piano forte (combien d'acheteurs se laisseront prendre ?). La seconde a été enregistrée pour Astrée par Michel Bernstein. L'un des producteurs de disques les plus inventifs de ces dernières années (on lui doit la découverte du luthiste Hopkinson Smith, du pianiste et chef d'orchestre Jordi Savall, du Quatuor Moench, de l'organiste Michel Chapuis, de la claveciniste Blandine Verlet, etc.). Cette intégrale utilise un piano-forte du temps de Mozart.

Pour son concert à la Maison de la Radio, le pianiste va jouer Frank Martin sur un piano moderne. Des œuvres peu jouées, mais Badura-Skoda était un ami de ce compositeur suisse mort en 1974. Il est resté fidèle à celui qui lui a dédié son dernier

Jordan, The Comeback a été salué un peu partout comme le disque de l'année. C'est de toute façon un événement important, ne serait-ce que par sa taille. Preuve supplémentaire de la singularité du moment, Prefab Sprouts et Paddy MacAlloon, le Sprout en chef, abandonnent leur timidité naturelle et se lancent sur les routes pour une vraie tournée. L'infatigable épopée des chansons de MacAlloon ne cadrent pas tout à fait avec le rituel rock, raison de plus pour aller voir ce que ça donne.

concerto pour piano et orchestre.

Maison de Radio-France, 22 h 30. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

Beethoven
Symphonie n° 8 et Pastorale

Mozart
Symphonie n° 38

Haydn
Symphonie n° 104 « Londres »
Orchestre du XVIIIe siècle,
Franz Brüggen (direction).

Franz Brüggen et ses musiciens ont réinventé l'art de l'orchestre. Il ne s'agit plus ici du spectacle d'un chef démiurge commandant aux musiciens, mais d'une plongée au cœur même de la musique. Il ne s'agit plus ici de se battre pour savoir si, oui ou non, il est utile de jouer la musique sur des instruments anciens. Il s'agit de chercher quel orchestre, quel chef sont capables aujourd'hui de jouer avec cette perfection technique et cette justesse.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-36-37-37. De 40 F à 260 F.

Montpellier
Meyerbeer
Les Huguenots
Guyane Ragnaud,
Nelly Mischou (soprano),
Daniel Bortz
(mezzo-soprano),
Gregory Kunde (ténor),
Marc Barnard (baryton),
Jean-Philippe Couris (basse),
Glennario del Monaco
(triste en scène),
Orchestre philharmonique
de Montpellier,
Chœurs et chœurs
supplémentaires de l'Opéra de
Montpellier,
Catherine Alligon (direction des
chœurs),
Cyril Diebold (direction).

Lire l'article de Gérard Condé, page précédente.

Les 24 et 27. Opéra Berlioz. Cornum. Palais des Congrès, 18 heures. Tél. : 87-51-57-51. De 110 F à 240 F.

Tourcoing
Mozart
Les Noces de Figue
François Le Roux
Nicolas Riviere (baryton),
Chris de Moor (basse),
Collette Alliot-Luguez,
Catherine Odono (soprano),
Véronique Goss,
Sonja Nordrum
(mezzo-soprano),
Jean-Claude Arvey
(triste en scène),
La Grande Écurie
et la Chambre de roy,
Jean-Claude Malgouère
(direction).

Les 24 et 27. Opéra Berlioz. Cornum. Palais des Congrès, 18 heures. Tél. : 87-51-57-51. De 110 F à 240 F.

Lille et Paris
Festival Danceterie
Danceterie, label lillois, fête ses dix ans sur les bords de la Deule et ceux de la Seine avec la fine fleur de son catalogue, du rock infatigable des Pastels à la pop un peu métallique des Nivens. En prime les Parisiens auront droit à l'une des rares apparitions de Justin D'Almeida, le fils qui finira la fête, vendredi à la Locomotive.

Lille, Adnorf : 21 novembre, Jive Turkey, Venus Fly Trap, The Pastels, 18 h 30. Le 22, Kid Pherson, The Nivens, 19 heures. 80/60 F ou 100 F les 2 jours. Tél. : 20-78-28-78. Paris, Espace Ormanno, 19 heures : 21, Kid Pherson, Black Maria, The Nivens, Le 22, The Pastels, Venus Fly Trap, Jive Turkey, Le 23, Mort, The Grief, A Wedding Anniversary, Courtin à 0 h 30 à la Locomotive. Tél. : 42 55 57 57.

Tournées

Prefab Sprout
Voir notre photo légendaire ci-dessus.

Le 22 novembre, à Montpellier, Rostropovitch, 20 heures, 120 F. Le 25 à Lyon, Transbordeur, 20 h 30, 120 F. Tél. : 78-93.

L'année Mozart n'est pas commencée qu'elle bat déjà son plein. Pour monter les Noces de Figue, il faut des chanteurs parfaits, un orchestre virtuose, une mise en scène intelligente, un chef d'orchestre qui sache tenir dans le creux de sa main tout ce petit monde. Jean-Claude Malgouère a de l'enthousiasme.

Les 23 et 27, 19 h 30 : le 25, 15 heures. Théâtre municipal. Tél. : 20-26-66-03. De 80 F à 160 F.

Vendredi 30 novembre à 19 h 30.

ROCK

Dese-Lite

Nouvelle coqueluche des nuits new-yorkaises, ce trio, un peu house, un peu rap, un peu funk, est responsable d'un disque drôle et dansant et en plus est en phase parfaite avec l'époque puisque composé d'un Russe, d'un Japonais et d'une Américaine.

Le 21, La Cigale, 20 heures. Tél. : 42-23-38-00. Location Fnac, 120 F.

John Kay and Steppenwolf

Vieille légende, indissolublement liée, grâce à la bande originale de *Easy Rider*, à l'épopée californienne de la fin des années 60. Le loup des steppes, espèce redoutable en son temps, s'est-il encore des dents ? Réponse en direct de la scène de l'Elysée-Montmartre.

Le 21, Elysée-Montmartre, 19 heures. Tél. : 42-52-25-15. 110 F.

Culture
Après Burning Spear, un autre pilier du reggae, un groupe dont la vitalité ignore la mort du genre, mille fois annoncé.

Le 25, Elysée-Montmartre, 19 h 30. Tél. : 42-52-25-15. Location Fnac, 100 F.

Power of Dreams

Un bel album, qui brille surtout par la qualité de l'écriture. L'instrumentation reste très monocolor, guitares électriques-métalliques, rythmique simplifiée, une bonne et suffisante raison d'aller juger Power of Dreams sur scène.

Le 28, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

The Shamen

Une soirée pour les joueurs. Les Shamen pourraient être un grand groupe britannique comme la dernière coqueluche d'une presse hystérique, outre-Manche, l'écriture à l'entretenir le renouveau hypothétique du rock anglais. Genre : Manchester, tendance house.

Le 27, Locomotive, 0 heures. Tél. : 42-57-37-37.

Lille et Paris
Festival Danceterie

Après le jeune groupe Buster, arrivé à l'occasion du Festival des musiques du monde de Bordeaux (MELA) en octobre, voici Ziskakan. Les premiers avaient un peu déçu - quelques lenteurs au démarrage, quelques flous, dont un couple qu'ils ne sont que des pécies de jeunesse. Les onze membres de Ziskakan fêtent quant à eux leur dixième anniversaire, avec à leur actif l'introduction de la guitare dans la maloya traditionnelle, aujourd'hui nationale courante à la Réunion.

Le 24, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Atahualpa Yupanqui

Atahualpa est vieux depuis si longtemps que l'on a l'impression qu'il sera toujours là, immuable mémoire de l'Amérique méridionale, livre de poésie, la sienne, traduite par une voix bougonne et une guitare éblouissante mariées avec une incroyable économie de moyens. L'auteur-compositeur argentin a été chanté à travers le monde, et traverse aujourd'hui les modes sans coup émir.

Le 26, Théâtre de la Ville, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 65 F.

08-33. Les 27 et 28 à Paris, La Cigale, 20 heures. 130 F. Tél. : 42-23-38-00.

The Blues Brothers Band

Nouvelles aventures du juke box itinérant avec toujours les mêmes vieilles mais vraies gloires sur qui veillent les fantômes bienveillants d'Otis Redding et de Al Jackson, le batteur du groupe du temps où celui-ci faisait les beaux jours des studios Stax de Memphis.

Le 21 novembre, à Grenoble, La Sonnette, Tél. : 78-38-83-00. Le 22 à Abbeville, le bois de l'Aune, 20 h 30, 90 F. Tél. : 42-20-85-88. Le 24 à Bordeaux, Le Chapeau, Tél. : 56-01-14-94. Le 25 à Besançon, Théâtre municipal, A 21 heures, 145 F. Tél. : 80-79-47-94.

OTH

Attention convoi exceptionnel, les subtilités (massives ?) de *Explorateur*, leur dernier album ne doivent pas faire oublier la vraie nature d'OTH : la puissance et le poids.

Le 24 novembre, à 21 h 30, aux arènes de l'Agora, Evry. Tél. : 60-79-47-94.

CHANSON

Elsa

Devinette : quelle différence y a-t-il entre la FM et la scène ? La présence, le charisme. Mais Elsa, reine des adolescentes, ne le sait pas (encore). Belles lumières, titres alignés.

Le 21 et 24, 20 h 30 : le 25, 17 heures. Olympia, Tél. : 47-42-82-45. Location Fnac, De 150 F à 180 F.

Magali Noël

Reprise du spectacle *Regard sur Vian* présenté au début de l'année à l'Espace européen (à écouter en CD chez Buda Records), Magali Noël, qui se définit avec humour comme « la première chanteuse française de rock », y visite l'univers anticonformiste de Boris. Il y a bien sûr *Fais moi mal Johnny*, mais aussi des chansons tendres et d'ailleurs dont les musiques sont signées Claude Vence.

Au Petit Journal Montparnasse, les 20, 21, 22 novembre à 22 h 30. Tél. : 43-21-56-70. Le 15 décembre à Combs-la-Ville, le 17 à Marseille, le 18 à Aubagne, le 19 à Arles.

MUSIQUES DU MONDE

Ziskakan

Après le jeune groupe Buster, arrivé à l'occasion du Festival des musiques du monde de Bordeaux (MELA) en octobre, voici Ziskakan. Les premiers avaient un peu déçu - quelques lenteurs au démarrage, quelques flous, dont un couple qu'ils ne sont que des pécies de jeunesse. Les onze membres de Ziskakan fêtent quant à eux leur dixième anniversaire, avec à leur actif l'introduction de la guitare dans la maloya traditionnelle, aujourd'hui nationale courante à la Réunion.

Le 24, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Atahualpa Yupanqui

Atahualpa est vieux depuis si longtemps que l'on a l'impression qu'il sera toujours là, immuable mémoire de l'Amérique méridionale, livre de poésie, la sienne, traduite par une voix bougonne et une guitare éblouissante mariées avec une incroyable économie de moyens. L'auteur-compositeur argentin a été chanté à travers le monde, et traverse aujourd'hui les modes sans coup émir.

Le 26, Théâtre de la Ville, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 65 F.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

DIRECTEUR GÉNÉRAL ALAIN DUREL

ALBERT SARFATI
présente

DU 3 AU 15 JANVIER 1991

L'OPERA NATIONAL DE LENINGRAD

(THEATRE MOUSSORGSKI)

BORIS GODOUNOV 3, 5, 12, 13, JANVIER 1991 à 19 h 30

LE COQ D'OR 4, 8 JANVIER 1991 à 19 h 30 - 6 JANVIER 1991 à 17 h

LA KHOVANCHITCHINA 14, 15 JANVIER 1991 à 19 h 30

"L'esprit collégial d'une troupe magnifiquement homogène et polyvalente fait des étincelles. Tout est merveilleusement au point, tous les rôles sont tenus d'une manière impeccable, vocalement, musicalement et scéniquement."

Pierre Petit (Le Figaro)

LOCATION OUVERTE

Théâtre (de 11h à 19h) - Agences - FNAC et par correspondance.
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne 75008 Paris
Par téléphone (du lundi au samedi de 11h à 18h)
47 20 36 37 / 40 70 00 94
Renseignements et relations publiques 47 20 30 88

ORCHESTRE DU XVIII^{ME} SIECLE

Frans BRÜGGEN
BEETHOVEN, MOZART, HAYDN

Mardi 27 novembre 20 h 30

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - 47 20 36 37

La sélection
« Musiques »
a été établie par
Alain Lompech.
« Rock » :
Thomas Sotinel,
« Chanson » et
« Musiques du monde » :
Véronique Montaigne.

DEUX EXPOSITIONS JEAN-PIERRE PINCEMIN

Les embrouilles du hasard



Jean-Pierre Pincemin

Les peintres d'aujourd'hui, ceux qui peignent encore avec des pinceaux et des brosses, ne sont pas forcément des demeurés. Leur activité, que certains trouvent désuète, peut même être féconde. A preuve Jean-Pierre Pincemin, un lucide, redoutable manipulateur d'idées.

Il est né en 1944. C'est un peintre de la génération Support/Surface. Mieux — ou pis, — du groupe Support/Surface, auquel il a adhéré en 1971 et qu'il a quitté en 1973, pour incompatibilité d'esprit et d'humour : le « fantasme politique sous tutelle » n'était pas sa tasse de thé. En voilà un de sauvé, pense-t-on alors les bien-penseurs, partisans de la restauration de la peinture, sacrément abîmée, usée, sous le coup de tant de discours, de manipulations, de tripotillages théoriques. Dont notre peintre d'ailleurs ne s'est jamais gorgé. Du crime, il a pourtant profité.

Jean-Pierre Pincemin est un redoutable manipulateur d'idées. Sur la peinture, rien que la peinture, et son histoire, qu'il n'a même pas eu la tentation de rejeter. Ou si peu de temps : le temps, peut-être, autour de 68, des piéges, des empreintes sur toile ondulée, et des assemblages, des peintures au rouleau. Autant de tripotillages, de titonnements, autour du quoi, du pourquoi, de l'à-quoi-bon de la peinture, ce mur.

Un mur, la peinture ? Pendant dix ans et plus, on le croit avec Pincemin. Alors que d'autres s'acharnent à



Sa base était la grille. Maintenant, c'est l'aléatoire des formes.

crever la surface, à montrer le dessous, à faire transparent le support, quitte à en oublier le dessus, et le fond, quitte à s'enfermer dans ce qu'on a appelé le degré zéro de la peinture, lui recouvre, se situant plutôt à un degré zéro du tableau. Il superpose, il remplit, il bouche, colmate, pour que cela tienne le coup. Il construit, prend ses repères — les bords, — tend des lignes, installe une grille, brosse, repasse, en remet, du bleu et du rouge.

Il faut bien partir de quelque part, et pourquoi pas d'une mise au carreau de la couleur, puisqu'il n'est pas question de représentation, de perspective. Pincemin, qui n'a rien d'un peintre de tradition, profite de ces années de maîtrise, comme on dit chez les bons ouvriers, et à la faculté, pour étudier la construction, chez les anciens, chez les modernes, chez les Américains. Dont il tire des leçons.

Belle peinture, dira-t-on, dense, travaillée, présente. Qui fait autorité, concilie le passé et le présent, admet Mondrian et Malevitch, mais ne peut se passer d'effets somptueux, à l'ancienne. Belle peinture de surface ? Non, bien sûr. Puisque tout se passe dans l'épaisseur des couches, dans l'entre-deux, dans les plans, entre les plans scellés, mal scellés, où le ciment pleure, déborde des surfaces retenues, du barrage de retenue bloquant quelque source d'humour noire. L'édifice, ou le montage, paraît solide, mais pour combien de temps ?

Pour Pincemin, la peinture c'est comme l'architecture, une affaire de calcul des matériaux. Or — et le peintre le sait — dans les matériaux de la peinture, il en est d'incalculables : des forces obscures, qui s'exercent, que l'on peut entreprendre de canaliser, contre lesquelles on peut batailler ferme, moyennant une bonne stratégie, un système de contre-attaque. C'est à cela qu'il

s'emploie d'abord, bien armé, avec sa culture. Et sa peinture, qui tenait encore un peu d'une construction en bois ou en terre, devient béton armé, une affaire de points d'appui. Autrement dit une affaire beaucoup moins solide qu'on ne croit : que le sol tremble et l'immeuble s'écroule.

Le sol a tremblé. L'immeuble s'est écroulé. Au milieu des années 80, au risque de décevoir, Pincemin a fait le plongeon, dans le chaos. Lucide, il ne dira pas que c'est venu de lui seul. Le déferlement de la vague néo-expressionniste l'y a aidé. Mais il se garde bien de sombrer dans l'invention de ses tripes. S'il se plaît à faire « déguen », comme il dit, il en profite pour étudier le flux de ses gestes, comme avant il étudiait la construction. Le relâchement chez lui n'a qu'un temps. Et son désordre devient l'occasion de creuser une peinture d'un autre ordre, s'appuyant sur d'autres rencontres historiques, espagnoles plutôt qu'italiennes.

Avant, sa base était la grille, une donnée fixe. Maintenant, c'est l'instable, l'aléatoire, des formes, des figures tirées du hasard, des associations possibles, passagères, de l'embrouille, de la rature. Une floraison, une prolifération. Le sommeil de la raison. D'innombrables caprices. Et même des images claires, en référence à la réalité d'un paysage, de l'Inde ou d'ailleurs. Autant dire qu'on n'a pas fini d'en voir avec cet artiste, l'un des plus surprenants et des plus doués de sa génération.

GENEVIÈVE BREERETTE

* Jean-Pierre Pincemin, Galerie d'art contemporain de l'Espace Jules-Verne, rue Henri-Dunant, 91220 Brétigny-sur-Orge. Tél. : 60-84-40-72. De 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 janvier.

* Galerie Jacques Bailly, 38, avenue Matignon, 75008 Paris. Tél. : 43-39-09-18. Jusqu'au 30 novembre.

SÉLECTION PARIS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Art-Spectacles.

Art ésotérique de l'Himalaya

Toute la richesse et la splendeur de l'art tantrique à travers les 101 pièces, peintures et sculptures diablement inspirées, de la donation Lionel Fournier. Qui propulse le Musée Guimet au premier rang international dans le domaine des arts de l'Himalaya.

Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris 16. Tél. : 47-23-61-65. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 28 janvier 1991. 23 F.

Art et publicité

Des photos d'Ajiet et Seberger témoignent des formes de la publicité urbaine vers 1900 aux artistes d'aujourd'hui qui détournent les idées et le langage publicitaire, l'histoire d'une relation d'excitation-fascination. En 1200 œuvres rassemblées au Centre Pompidou par le musée, le CCI et la BPL. Non sans quelque confusion.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 25 février 1991. 16 F.

Chercheurs d'or et orfèvres des temps anciens

De Mésopotamie, de Perse, d'Égypte ou bien de Chine, du Sahara, et bien sûr du Mexique, voici le portrait brillant du ramasseur de pépites, à travers les objets qu'a façonnés l'orfèvre, son frère inséparable. Quelques deux cent cinquante objets, provenant d'une quinzaine de musées, sont ici présentés.

Musée des Antiquités nationales, château de Saint-Germain, Saint-Germain-en-Laye, 78000. Tél. : 34-61-53-65. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Jusqu'au 21 janvier 1991. 16 F.

De Monet à Matisse

Seurat, Monet, Gauguin, Bonnard, Gauguin... Les œuvres, nombreuses, souvent remarquables, entrées dans les collections du Musée d'Orsay depuis sept ans. Les unes ont été achetées, parfois avec l'aide du « fonds du patrimoine », les autres sont

le produit de donations, ou bien des dons.

Musée d'Orsay, 1, rue de Beethoven, Paris 7^e. Tél. : 40-48-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 10 mars 1991. 27 F (billet d'accès au musée).

Euphronios, peintre à Athènes au VI^e siècle avant Jésus-Christ

Les peintres de vases grecs avaient des noms, dans l'Antiquité, comme les artistes d'aujourd'hui. Euphronios était l'un d'eux. Il a bénéficié d'un nouveau type d'archéologie, le dépoussiérage muséographique, qui profite tout particulièrement à cette forme de la création hellénique. Le Musée du Louvre, en outre, n'a rien négligé pour redorer la renommée du bel et bon Euphronios.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi, de 12 heures à 22 heures. Formule des musees à 21 h 15. Visites-conférences au 29 des, les lundis à 19 heures (jeu 24/12), jeudi et samedi à 15 h 30. Jusqu'au 31 décembre 1991. 25 F.

Ferracci

Hommage à un affichiste de cinéma (1927-1982), dont on ne connaît pas forcément le nom, mais sûrement quelques-unes de ses meilleures créations, par exemple pour le *Charme discret de la bourgeoisie*, *Providence*, *Diva* ou *Casanova*. L'exposition réunit près de 130 affiches, ainsi que des maquettes réalisées ou réduites.

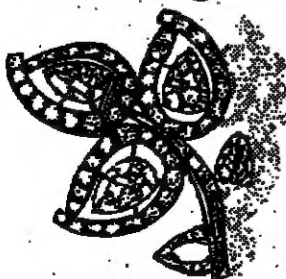
Musée de la publicité, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours, sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 janvier 1991. 20 F.

Il y a cent ans ils ont donné l'Olympia

Le Musée d'Orsay fête l'entrée, en novembre 1890, de l'*Olympia* de Manet dans les collections nationales. Cette entrée n'allait pas de soi. Un dossier rappelle « l'affaire » : la souscription à l'initiative de Monet, et le don accepté à regret. Parallèlement sont exposés soixante-dix dessins et pastels du peintre.

GALERIE DES ORFÈVRES
66, quai des Orfèvres, 23 place Dauphine Paris 1^{er}
Tél. : 43 26 81 30
JEAN RIGAUD
13 novembre - 1^{er} décembre

SOTHEBY'S
FOUNDED 1744
Vente de St-Moritz
HAUTE JOAILLERIE



Les personnes désireuses d'obtenir des estimations en vue de cette vente peuvent rencontrer nos spécialistes sur rendez-vous :

Paris, les 26 et 27 novembre
Monaco, les 28 et 29 novembre

Veuillez contacter :
Hervé d'Oncieu, Sotheby's Paris,
3 rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 66 40 60
Christine Fréja, Sotheby's Monaco,
Sporting d'Hiver, Place de Casino, 98000 Monaco.
Tél. : 93 30 88 80

Galerie Beaubourg
César



19^e EXPOSITION MINÉRALOGIQUE

VENDEDI 30 NOVEMBRE

(12 heures à 19 heures)

SAM. 1^{er} - DIM. 2 DÉCEMBRE

(10 heures à 19 heures)

VENTE - ÉCHANGE

MINÉRAUX

FOSSILES - BIJOUX

PIERRES PRÉCIEUSES

HOTEL PULLMAN ST-JACQUES

17, bd St-Jacques, 75014 PARIS

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

PROSCENIUM
35, rue de Seine, 75006 Paris
43.54.92.01

Christian BERARD

VALLOIS
SCULPTURES XX^e SIÈCLE

MAX ERNST
SCULPTURES
EN OR

EXPOSITION
DU 22 NOVEMBRE
AU 5 JANVIER

41 RUE DE SEINE
75006 PARIS
Tél. 43 29 50 84
Fax 43 29 90 73

SALON D'AUTOMNE
LA CONQUÊTE DE L'AIR ET DE L'ESPACE
À TRAVERS L'ART
Artistes Contemporains
du 5 au 25 novembre
GRAND PALAIS - PARIS

FONDATION L'ARCHE DE LA FRATERNITÉ

France des libertés
France des étrangers

DU 11 SEPTEMBRE 1990
AU 31 MARS 1991

LE TOIT DE LA GRANDE ARCHE
TOUS LES JOURS DE 9H À 17H
RER LIGNE A-STATION LA DÉFENSE
TELEPHONE: (1) 49.07.26.26

ARTS

Musée d'Orsay, entrée quai Anatole-France, pl. Henri-Moche, Paris 7^e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Visite de groupes sans. au 45.49.48.46. Jusqu'au 20 janvier 1991. 25 F (dimanche : 18 F). Billet jumelé exposition-musée : 40 F.

Les artistes de Worpawade

Petit village des bords de la Baltique, Worpawade fut à l'art allemand de la fin du dix-neuvième siècle ce que Pont-Aven avait été à l'art français : une colonie de peintres et de sculpteurs autour de Rilke et de Vogeler y jetèrent les bases de l'expressionnisme.

Musée départemental du Prieuré, 2 bis, rue Maurice-Denis, Saint-Germain-en-Laye, 78100. Tél. : 39-73-77-57. Tous les jours de 10 heures à 17 h 30, samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 18 h 30. Jusqu'au 31 janvier 1991.

Les Vanités dans la peinture au XVII^e siècle

Voir notre photo légendaire ci-contre.

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris 8^e. Tél. : 42-85-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 15 janvier 1991. 25 F.

L'œuvre gravée de Goya

« Caprices », « Désastres », « Taurinomie » et « Disparates ». Soit une exposition réunissant 218 gravures originales de Goya prêtées par la fondation Juan March à Madrid.

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly, Paris 16^e. Tél. : 42-24-07-02. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30. Jusqu'au 5 janvier 1991. 25 F.

Mémoires d'aveugle, l'autoportrait et autres ruines

Le département des arts graphiques du Louvre inaugure, avec Jacques Derrida, une série d'expositions initiales « Parti-prix », dont le commissariat doit être confié à diverses personnalités extérieures au musée. Pour cette prestation, le philosophe a rassemblé une quarantaine

d'œuvres autour du thème paradoxal : « Le dessin est aveugle ».

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-57. Tous les jours sauf mardi, de 12 heures à 21 h 45, fermeture des caisses à 21 h 15. Visites-conférences du 18 novembre au 17 janvier le mercredi à 15 h 30. Jusqu'au 21 janvier 1991. 27 F (prix d'entrée du musée).

Mémoires d'Égypte

Trois cents pièces en provenance des plus grands musées, pour une exposition tout aussi scientifique que spectaculaire, dont la mise en scène a été confiée aux décorateurs de « Cités-Cité ». Tel s'annonce à Paris l'hommage de l'Europe à Champollion, qui remporta cet été, à Strasbourg, un vif succès.

Bibliothèque nationale, 1, rue Vivienne, Paris 2^e. Tél. : 47-63-91-10. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Nocturne le samedi jusqu'à 23 heures. Jusqu'au 17 mars 1991. 35 F.

Nature artificielle

La lumière artificielle, en tube ou en projecteur, fait partie des matériaux que les artistes contemporains explorent ou exploitent volontiers. A l'occasion, ou systématiquement, de fins fort diverses. Comme en témoigne cette exposition de 35 œuvres (souvent prêtées par de grands musées) de personnalités aussi différentes que Boltanski, Dan Flavin, Jenny Holzer, Piotr Kowalski, Martial Rayssac ou Michel Verjux.

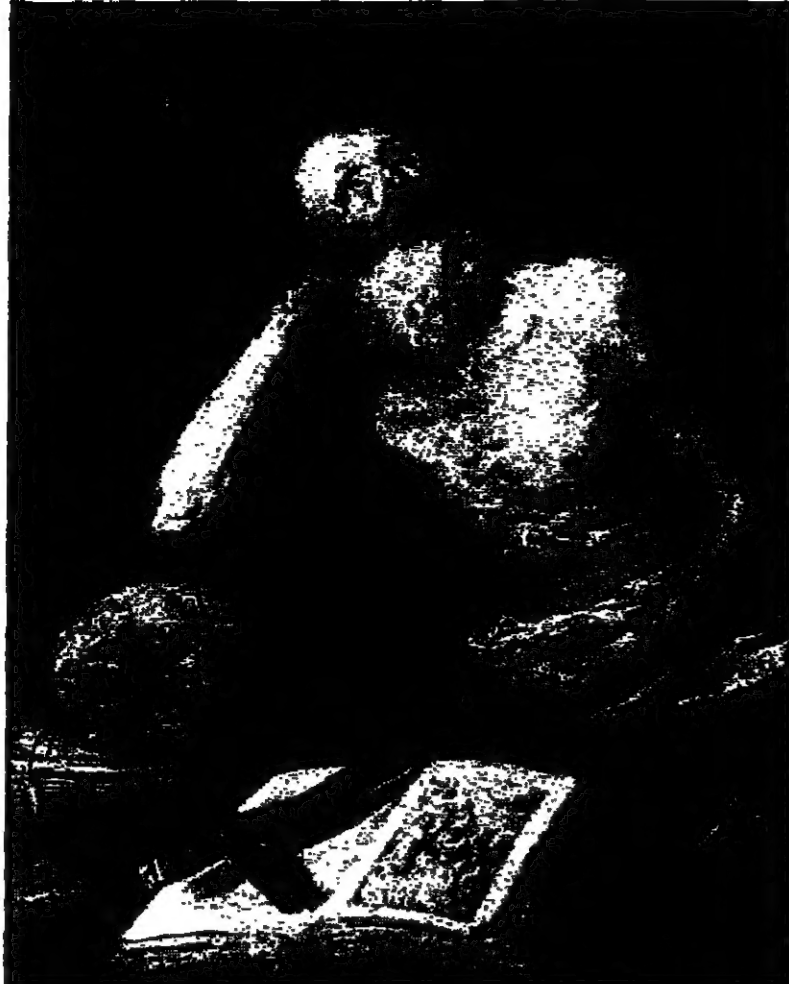
Espace Electra, 6, rue Réaumur, Paris 7^e. Tél. : 45-44-10-03. Tous les jours sauf lundi de 11 h 30 à 18 h 30, jeudi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 31 décembre.

Papiers peints panoramiques

Les bourgeois aisés du dix-neuvième siècle avaient trouvé un excellent moyen de rêver, de plonger dans l'histoire, de voyager sans quitter leur salon ou leur salle à manger : en couvrant les murs de grands paysages imprimés sur vif, à trente

lits de papier peint. Presque du cinémascope, en somme. Musée des arts décoratifs, galerie d'admission, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-32-44. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à

18 heures. Jusqu'au 21 janvier 1991. 20 F.



Vanitas vanitatis... Au dix-septième siècle, les peintres ouais ont traité le thème, en abondance. En des compositions savantes, où le crâne occupe une place d'honneur parmi les fleurs, les bijoux, l'argent, les portraits et les miroirs. Autant de symboles, d'allégories et de métaphores sur la destinée, la brièveté de la vie, l'humanité des biens terrestres, que l'exposition « Les Vanités dans la peinture du XVII^e siècle », venue du musée de Caen invite à déchiffrer.

18 heures. Jusqu'au 21 janvier 1991. 20 F.

Picasso, une nouvelle dation

Une nouvelle dation, celle de l'héritière de Jacqueline Picasso. Elle comporte beaucoup d'œuvres, peintures, céramiques, dessins, lithographies des dernières années, mais aussi des carnets, de précieux carnets concernant, par exemple, la genèse des *Démotiques d'Avignon* ou des *Trois femmes* et un formidable papier collé de Braque : *Trois-cadavres* de 1913.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 42-89-54-10. Tous les jours sauf

mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 janvier 1991. 25 F (dim. : 16 F).

Jean Prouvé

Prouvé, le grand Prouvé dont chacun se réclame aujourd'hui, aura eu le bonheur de mourir avant de voir le CNIT, auquel fut associé son talent d'ingénieur, déguisé par les lois du marché. De son vivant, on avait un peu tendance à en faire un martyr de l'indifférence, un artiste maudit. Le CCI lui restitue la lumière et la gloire, dans un espace signé Renzo Piano.

Centre Georges-Pompidou, galerie du CCI, place Georges-

Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 28 janvier 1991. 16 F.

Rétrospective Pierre Klossowski

Klossowski, ou l'histoire d'un écrivain confidentiel, passant par scandales, qui fit de Sade son « prochain », puis de Robespierre le lieu de ses fantasmes. Illustrant d'abord ses écrits, il se prit au jeu du dessin, au point que, depuis les années 70, cette activité, qu'il a portée à grande échelle, a dévoré l'autre. L'aventure, on le reconnaît, est pour le moins singulière.

Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer, Paris 8^e. Tél. : 45-63-50-55. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 décembre. 10 F.

Vénus

Des Vénus préhistoriques, magiques et symboliques, y risent des liens avec des œuvres d'artistes contemporains : Marins Abramovic, Elisabeth Mercier, Gina Pane, Michelangelo Pistoletto, Jaume Plensa, Niki de Saint-Phalle, Joël Peter Witkin. Une exposition qui vient d'Albi, où elle a été présentée au cours de l'été.

Musée d'Art et d'Histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri, Saint-Denis, 93000. Tél. : 42-43-05-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 h 30, dimanche de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 31 décembre. 12 F.

Simon Vouet

Ce n'est pas à une mince entreprise que se sont attelés les responsables de cette exposition Vouet. L'essentiel de son œuvre décorative a disparu, et nombre des tableaux sortis de son atelier ont été peints par des élèves auxquels il savait légiférer son propre talent. Soixante tableaux autographes ont toutefois pu être réunis, qui rappellent le séjour en Italie de Vouet et son inspiration caravagesque, ou qui relèvent de la veine française, plus légère, de ce peintre favori de Louis XIII.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 42-89-23-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 11 février 1991. 35 F.

GALERIES

Victor Brauner

Cinquante œuvres importantes de cet artiste d'origine roumaine, disparu en 1966 et dont la dernière grande rétrospective remonte à 1972. C'est un moderne,

après un bref passage surréaliste, et avant d'être simplement un peintre solitaire qui livre ses obsessions et ses inquiétudes, explorant tour à tour les pelettes de l'inconscient et de l'éclectisme.

Galerie Didier Imbert Fine Arts, 19, av. Matignon, Paris 8^e. Tél. : 45-62-10-40. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures, lundi de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 décembre.

Virginia Dwan et les nouveaux réalistes

Créée par Virginia Dwan à Los Angeles, en 1960, implantée à New-York en 1965, la Dwan Gallery fut une des rares galeries américaines à défendre, coûte que coûte, les nouveaux réalistes. L'exposition qui lui rend hommage réunit des œuvres de Tinguely, Klein, Niki de Saint-Phalle, Arman et Martial Rayssac, alors exposés par Virginia Dwan.

Galerie Montaigne, 38, avenue Montaigne, Paris 8^e. Tél. : 47-23-32-55. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 décembre.

Gottfried Graubner

Première exposition personnelle d'un peintre allemand, professeur aux Beaux-Arts de Hambourg, pour qui la couleur, fine, broyée, imprégnée dans la toile, dans le corps curieusement épais du tableau, suffit à la peinture.

Galerie Karsten Gröbe, 5, rue Debelleyme, Paris 8^e. Tél. : 42-71-93-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 décembre.

Richard Serra

Sous la verrière de la maison carrée et d'Yvon Lambert, une installation de Richard Serra, le sculpteur d'espaces, par plans d'acier interposés, dont la présence est toujours étonnante.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 42-71-08-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 25 novembre.

Villégié

La lacération d'affiches selon Jacques Villégié, nouveau réaliste natif de Quimper, qui s'en prend aux textes, plutôt qu'aux images. Pour en faire des typographies décalées vastes comme la mer. Une mer de débris de discours et de slogans.

Galerie Fanny Guillon-Laffitte, 4, avenue de Messine, Paris 8^e. Tél. : 45-62-52-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 décembre.

RÉGIONS

Calais

François Morellet

Un parcours, depuis les sculptures peu connues de la fin des années 40, inspirées par les arts africains et océaniques. On y retrouve le membre du GRAV (Groupe de Recherche d'Art Visuel), le concepteur de structures-trames, l'organisateur de jeux de construction et de trames, le manipulateur de néons, de miroirs et de tableaux dans l'espace.

Musée des Beaux-Arts, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-53-17. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 15 décembre.

Darnétal

Vies d'artistes

(Lire la notice ci-dessous sur « Vies d'artistes » au Musée des Beaux-Arts du Havre.)

Union Française - Ecole d'architecture de Normandie, 27, rue Lucien-Pompey, 76100. Tél. : 35-08-07-70. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 janvier 1991.

Evreux

Vies d'artistes

(Lire la notice ci-dessous sur « Vies d'artistes » au Musée des Beaux-Arts du Havre.)

Musée d'Evreux - ancien évêché, 16, rue Charles-Coccard, 27000. Tél. : 32-31-62-29. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 janvier 1991.

Gravelines

La Bibliothèque Imaginée de Collectif génération

Une exposition de livres d'artistes du Collectif génération, dont le maître d'œuvre, Gervais Jassaud, se souvient de Volland, d'Alfred ou de Tériade, entend faire fructifier la rencontre d'artistes contemporains, d'écrivains, de techniciens du livre et d'éditeurs. Une centaine d'ouvrages sont présentés.

Musée du dessin et de l'estampe originale, arsenal, place de l'Indépendance, 59000. Tél. : 28-23-09-13. Tous les jours sauf mardi, de 14 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 15 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 décembre.

Grenoble

Piero Dorazio

Piero Dorazio est un peintre italien peu connu en France. Un abstrait qui, après s'être intéressé aux recherches des avant-gardes du début du siècle, a noué des liens avec l'école new-yorkaise, tout en demeurant fidèle aux moyens traditionnels de la peinture. Le résultat : un art non objectif ni strictement géométrique ni tout à fait informel.

Musée de Grenoble, place de Verdun, 38000. Tél. : 78-54-09-82. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 novembre.

Le Havre

Vies d'artistes

De Ben à Zush, en passant par Boltanski, Messager, Penone et Rainer, tout un dictionnaire contemporain, qui trouve dans les *Vies de Giorgio Vasari*, publiées en 1550, son modèle et son prétexte. Comme pour forcer le destin à prendre date, dès à présent, avec les renommées encore fragiles du présent.

Musée des Beaux-Arts André-Malraux, boulevard Kennedy, 76000. Tél. : 35-42-33-97. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 janvier 1991.

Marseille

Arte Povera

Alighiero e Betti, Anselmo, Calzolari, Fabro, Kounellis, Merz, Paolini, Penone, Pistoletto, Zorio : soit le gros des troupes d'Arte Povera, l'avant-garde italienne de la fin des années 60. A travers la collection du Musée national d'art moderne. Pour la première des expositions proposées par le nouveau directeur des musées de Marseille, Bernard Blistène.

Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13006. Tél. : 91-54-77-75. Tous les jours, de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de

12 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 décembre. 12 F.

Nîmes

Robert Filliou

Quatre-vingt-cinq œuvres en tous genres, pour illustrer la production insolite et turbulente d'un artiste « touche-à-tout », qui partageant les vœux des néo-dadaïstes du mouvement Fluxus, s'est déclaré pour la créativité permanente et l'abolition des frontières entre l'art et la vie.

Musée des Beaux-Arts, rue Cht-Poulie, 30003. Tél. : 86-76-73-47. Tous les jours, de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 janvier 1991.

Metta

En quelque soixante-dix dessins depuis 1937, l'univers d'un des enfants du surréalisme qui se destinait à l'architecture avant de bâtir, en peinture, ses visions, entre réalité et science-fiction, sexe et politique.

Carré d'art - Musée d'art contemporain, place de l'Indépendance, 33003. Tél. : 66-76-70-01. Tous les jours, de 9 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 décembre.

LE MOIS DE LA PHOTO

Boubert

Paris fût par un poète éternel qui préfère sentir que voir.

Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, 75003. Tél. : 42-72-21-13. De 10 heures à 17 h 40, fermé le lundi et les jours fériés. Le jeudi jusqu'à 20 heures. Jusqu'au 3 février.

Strip-tease

D'Helmut Newton à Mollner, du voyeurisme au féminisme, huit façons de montrer ce qu'est voir.

« Strip-tease de l'intime », Bessac, Gilles Berquet, Sophie Colla, Lamy Clère, Yves Gelin, Pierre Molinier, Helmut Newton, galerie Liris et Orli, 48, rue de Turenne, 75003. Tél. : 42-74-56-38. De 13 heures à 19 heures, sauf dimanche. Jusqu'au 6 décembre.

Bill Brandt

De la « high society » aux abris du « Blitz », un épisode mythique de l'histoire de la Grande-Bretagne.

« L'Angleterre des années 30 à 45 », Espace photographique du Paris, Nouveau Forum des Halles, porte Port-Nouveau, place Carnot, 4/8 Grand Galerie, 75001. Tél. : 40-26-87-12. De 13 heures à 18 heures, samedi et dimanche de 13 heures à 19 heures, sauf lundi et jours fériés. Jusqu'au 3 février 1991.

Japon

entre-deux-guerres

En deux cents tirages précieux et rares, l'effervescence picturale d'un âge d'or.

« Du pictorialisme au modernisme », Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, 75016. Tél. : 47-23-36-53. De 9 h à 18 h 15, sauf mardi. Jusqu'au 4 février 1991.

Photo hongroise

L'école magyare mise en lumière par ceux qui reviennent au pays après avoir sillonné l'Europe, de Paris à Leningrad.

« Fragments d'un discours sous influence », Hongrie 1926-1955, galerie Françoise Berndt, 4, rue Saint-Sabin, 75011. Tél. : 43-55-31-93. De 14 heures à 19 heures, sauf dimanche, lundi et jours fériés. Jusqu'au 8 décembre.

La famille

Miroir familial du connu, la photo familiale est l'objet pour la première fois d'une immense rétrospective.

« Documents », Grande Halle de la Ville, 211, av. Jean-Jaurès, 75019. Tél. : 42-43-77-22. De 12 heures à 18 heures, sauf lundi. Jusqu'au 17 février 1991.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Baccaro, Sélection « Photo » : Patrick Rogiers

VOTRE TABLE CE SOIR

« Ambiance musicale » Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J.-H. : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

RIVE DROITE

| | | |
|--|-----------------------------|--|
| L'ALSACE AUX HALLES 16, rue Coquillière, 1 ^{er} | 42-36-74-24 | DE NUIT COMME DE JOUR : Chateaubriand, poissons, rôti gras, foies de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1 ^{er} étage. |
| RELAYS BELLMAN 37, rue François-1 ^{er} , 8 ^e | 47-23-54-42 F. sans dim. | Jusqu'à 22 h 30. Cadeaux entièrement réservés. Salle d'attente. Cuisine française traditionnelle. Les RAVOULETS DU ROYAL. Soles aux coquilles. FILET A L'ESTRAGON. Gâteau du jour. |
| L'AUBRE DES TEMPLES 74, rue de Valenciennes 94-14-84-41 M° Avenue | T.L.I. UNIQUE A PARIS | Audacieux entrepreneur de Cambridge, M. WONGSANTH présente une carte de spécialités asiatiques (Cambodge, Thaïlande, Vietnam, Japon). L'accueil dédoublé et l'admission très soignée. |
| AU PETIT RICHELIEU 47-70-68-68/47-70-66-50 15, rue Le Pelletier, 9 ^e | F. dim. | MENU GOURMAND à 180 F VIN COMPRIS ET SA CARTE TRADITIONNELLE FOURFAIT THEATRE, 300 F à 450 F. Service assuré jusqu'à 0 h 15. Décor 1880. Salons particuliers. Parking Drouot. |
| LE GOURMAND CANDIDE 43-80-01-41 6, pl. Madeleine-Idin, 1 ^{er} . Fermé sam. midi et dim. | | Cette maison a du succès et elle le mérite : avec son personnel féminin et la grande qualité de sa cuisine traditionnelle et inventive. Décor contemporain. |
| LE BELAIS DU PARC 1 ^{er} , F.W.E. Spé. Lézard 42-74-61-23 | | Avec les produits de la ferme de ses parents, le chef Roger LACERRE fait une cuisine de terroir de rare qualité : foie gras, magret, confit, canard, et aussi quelques poissons sautés. Un sapin menu 140 F. |

RIVE GAUCHE

| | | |
|--|-------------------------|--|
| SRI RAM 13, rue Jules-Clapain, 6 ^e | 42-25-12-84 F. dim. | I. 23 h 30. Spécialité TANDOORI, CURRY, BIRIANI. Menu midi 49 F. Soir 99 F. Samedi soir : Ambiance et musique indienne. M° Vavin, N-D-des-Champs. |
| YUGARAJ 14, rue Dauphine, 6 ^e | 42-26-44-91 F. lundi | SPECIALITES INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau). |
| POLIDOR 41, rue Monsieur-le-Prince, 6 ^e | | Cuisine traditionnelle et grillades son bar-glacier, cocktail au 39 « POLINOR » |
| LA COURONNE THAI 17, rue Jules-Clapain, 6 ^e | 43-54-29-88 M° Vavin | Cuis. thaïlandaise et chinoise. Plats aux fruits de mer, crevettes au sel parfumé. Carte maison. Menu : 52 et 69 F à 98 F. Spéc. Thai. F.dim. midi, lun. midi. |
| LE SYBARITE F./sam. midi et dim. 6, rue du Sébat, 6 ^e | | AU CŒUR DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Maison du XVI ^e s. Décor d'élégance, dîners aux chandelles. CUISINE TRADITIONNELLE. Menu à 165 F. SOIRÉE JAZZ en fin de semaine. |
| LA PETITE CHAISE 36, rue de Grenelle, 7 ^e | 42-22-13-35 T.L.I. | Fine cuisine dans un cadre d'époque. Menu-carte 160 F. vin et ac. Vaste choix de spécialités. Service jusqu'à 23 h. Rapport qualité-prix excellent. Banquets, réceptions. |
| RESTAURANT THOUMIEUX 79, rue Saint-Dominique, 7 ^e | 47-65-49-73 | Spécialité de confit de canard et de canard au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS, SALONS CLIMATISÉS. |
| LES FOLIES (O.L. rue Saint-Maur (11) Restaurant cambodgien | 43-38-13-61 | Rouine EK a quitté la rue de Provence pour ouvrir le restaurant de ses rêves : un cambodgien qui vous dévoile les mystères de la cuisine khmère. |

SOUPEURS APRÈS MINUIT

LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
La bonne adresse du quartier. HUITRES, toute l'année. POISSON DU MARCHE
Plats traditionnels. Vins à découvrir.
OCTOBRE : Bénédictine de l'our
T.L.I. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille. 43-42-90-32.